



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Débats de la Chambre des communes

VOLUME 148 • NUMÉRO 004 • 1^{re} SESSION • 42^e LÉGISLATURE

COMPTE RENDU OFFICIEL
(HANSARD)

Le mardi 8 décembre 2015

—
Présidence de l'honorable Geoff Regan

TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve
à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 8 décembre 2015

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

DISCOURS DU TRÔNE

• (1005)

[Français]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 7 décembre, de la motion portant qu'une Adresse soit présentée à Son Excellence le gouverneur général en réponse au discours qu'il a présenté lors de l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement et du sous-amendement.

M. Alain Rayes (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, je vous remercie de me permettre de continuer mon allocution d'hier soir.

Je veillerai également à ce que les organismes et clubs sociocommunautaires soient soutenus adéquatement, afin qu'ils puissent continuer leur implication positive dans nos communautés.

Aux organismes locaux de ma circonscription, Filles d'Isabelle, Chevaliers de Colomb, Afeas, fermières, scouts, organismes sportifs, culturels et communautaires, je dis que je serai toujours disponible pour les aider et les soutenir. La qualité de vie de nos communautés passe par les acteurs locaux qui mettent la main à la pâte pour créer des milieux de vie actifs, solidaires et accueillants.

Je veillerai aussi à ce que le gouvernement s'assure d'aborder les enjeux de l'agriculture, tels que le problème lié au contrôle de l'entrée des protéines laitières sur le territoire canadien par nos frontières. À ce sujet, encore une fois, comme pour les municipalités rurales, le discours du Trône était muet. Il n'y avait aucune mention de l'agriculture, même si le problème est urgent et que notre agriculture est un secteur névralgique de notre économie et la base même de notre autonomie alimentaire.

En somme, je veillerai sans relâche à ce que le gouvernement soit tenu responsable de toutes les décisions qu'il va prendre, parce que s'il y a quelque chose que j'ai appris lors de mes années à titre de maire, c'est que les citoyens et citoyennes veulent être représentés par des élus qui respectent leurs engagements et le budget qui leur est présenté. Ils veulent un gouvernement qui respecte la capacité de payer des contribuables, un gouvernement qui se dote de tous les outils et moyens pour leur assurer une sécurité et un gouvernement qui travaille à mettre en place des conditions favorables au développement de nos communautés.

Cela dit, force est d'admettre que je suis sceptique face au plan du gouvernement, si plan il y a, et que je crains qu'afin de respecter ces

engagements qui m'ont l'air parfois irréalistes, il devra soit augmenter le fardeau fiscal des Canadiens, soit couper dans des services essentiels, soit augmenter la dette en nous plongeant dans des déficits récurrents. Toutefois, comme je suis bon joueur, je donnerai la chance au coureur. On jugera plus tard, selon les résultats.

Il y a quelques semaines, j'ai eu l'honneur et le privilège d'obtenir la confiance de ma chef de parti et d'être nommé porte-parole adjoint en soutien à mon collègue le député de Durham, porte-parole en matière de sécurité publique et de protection civile du Canada. Encore une fois, plusieurs préoccupations s'imposent.

Dans un premier temps, la lutte contre le groupe État islamique représente l'un des enjeux de sécurité les plus importants présentement, et ce, à l'échelle mondiale. Pourtant, pendant que tous nos alliés se mobilisent, le gouvernement semble banaliser la situation, et cela s'est traduit par la décision du premier ministre d'annoncer le retrait immédiat, le lendemain des élections, de nos avions de chasse appuyant la coalition. Je demanderai donc constamment au gouvernement de rendre des comptes, de nous assurer qu'il n'y a aucune faille dans son plan et qu'un laxisme militaire ne mettra pas en péril notre sécurité nationale.

C'est le même son de cloche dans le dossier de l'accueil des réfugiés syriens. Mon collègue le député de Durham et moi avons déjà commencé à analyser intensément ce dossier, afin que l'intégration se fasse adéquatement et que les mesures de sécurité ne soient pas négligées pour atteindre l'ultimatum fixé par le gouvernement.

Dans ce dossier, je serai donc constamment au travail au cours des prochains mois, mais également au cours des prochaines années, parce que l'intégration ne se fera pas seulement au cours des prochaines semaines, comme le laisse sous-entendre le gouvernement, ni même au cours des prochains mois qui suivront, mais au cours de plusieurs années encore.

Ensuite, toujours sur le plan de la sécurité publique, j'ai bien hâte de savoir comment s'orchestrera la promesse du gouvernement de légaliser et de réglementer la marijuana, promesse à laquelle je m'oppose vigoureusement. Père de trois merveilleux adolescents et ancien directeur de l'une des plus grosses écoles secondaires au Québec, je suis profondément convaincu que la légalisation de la marijuana ne représente aucunement une avenue positive pour notre pays.

Alors que nous cherchons plutôt à réduire les dépenses en santé en misant sur les saines habitudes de vie, banaliser les effets de la drogue en proposant sa légalisation n'est pas la solution. Aller dans cette direction serait une première pour un pays du G7. J'ose croire que, lorsque le premier ministre utilise l'expression « *Canada is back* », il ne fait pas référence à ce genre d'initiative pour supposément redorer l'image du Canada.

L'Adresse

Cela dit, quand est-ce que le gouvernement nous expliquera comment il entend procéder dans ce dossier? Les Canadiens et Canadiennes auront beaucoup de questions à lui poser.

• (1010)

Pour finir, je souhaite rappeler au gouvernement que les Canadiens et Canadiennes souhaitent avoir un gouvernement actif sur le plan économique; un gouvernement qui ne pellettera pas des déficits dans la cour des générations futures; un gouvernement responsable dans la gestion des finances publiques et qui tient compte de la capacité de payer des contribuables; un gouvernement sensible face aux enjeux environnementaux; et un gouvernement qui s'occupe de la sécurité de la population, et qui s'implique avec nos alliés pour éliminer le terrorisme qui met notre sécurité en péril.

Le défi est grand, et l'opposition sera présente et forte tout au long des quatre prochaines années, afin de s'assurer que les décisions qui seront prises, ici, sont les meilleures pour tous les Canadiens et Canadiennes.

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de ses commentaires.

En terminant son discours, il a parlé de la nécessité d'obliger le gouvernement à rendre des comptes pour ses dépenses et les déficits. J'aimerais qu'il me dise ce qui a changé selon lui. Lorsque les conservateurs étaient au pouvoir, ils ont accumulé déficit après déficit. Telle est la vérité.

Pourrait-il expliquer pourquoi les conservateurs semblent avoir changé d'attitude à l'égard des déficits? Lorsqu'ils forment l'opposition, les conservateurs semblent se préoccuper davantage des déficits. Toutefois, lorsqu'ils étaient au pouvoir, ils ne se souciaient pas des déficits, car c'est tout ce qu'ils savaient faire.

[Français]

M. Alain Rayes: Monsieur le Président, je pense que nous devrions peut-être donner un petit cours d'économie à mon collègue en face.

Lorsque le gouvernement a décidé de créer un déficit, c'était en situation de crise économique mondiale, contrairement à ce gouvernement en face de nous qui crée des déficits lorsque la situation économique va bien.

Je pense que des leçons économiques ne seront pas données à l'ancien gouvernement conservateur, et je souhaite que le gouvernement d'en face prenne ses responsabilités et évite de pelletter dans la cour des générations futures, au moment où notre économie va bien et où les budgets sont positifs.

[Traduction]

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le Président, je me rends bien compte que les députés ministériels s'en prennent au bilan du gouvernement précédent. Contrairement au député, les libéraux ne semblent pas comprendre que, tôt ou tard, l'histoire finit par se répéter.

Les gouvernements libéraux ont dépensé sans compter — ils ont créé des déficits —, et cette situation les a finalement rattrapés. La croissance économique a été menacée parce qu'ils ont sabré dans les transferts aux provinces.

Le gouvernement précédent a adopté une approche différente. Il n'y a pas de récession à l'heure actuelle. La croissance économique n'est pas aussi forte que nous le souhaiterions, mais le gouvernement propose de dépenser énormément d'argent.

Étant donné que les libéraux ont dit qu'ils dépenseraient au moins 10 milliards de dollars, possiblement plus encore, le député pourrait-il me dire si, selon lui, il s'agit de la bonne marche à suivre pour le Canada?

[Français]

M. Alain Rayes: Monsieur le Président, à mon avis, ce n'est clairement pas la bonne marche à suivre.

Je suis profondément convaincu qu'aucun Canadien ni qu'aucune Canadienne n'ont voté lors de la dernière élection en se disant qu'il serait magnifique de créer des déficits alors que la situation économique va bien.

Je continue à croire que nous devons resserrer les finances. Il faut faire attention aux dépenses. Les Canadiens et les Canadiennes sont les mieux placés pour savoir ce qui est bon pour eux. Les États qui grossissent ne sont pas bons pour notre économie. Nous avons tout intérêt à retourner le maximum d'argent aux contribuables.

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, je félicite mon collègue du Parti conservateur pour son premier discours à la Chambre des communes. Félicitations! C'était un excellent discours.

Je voudrais également prendre deux secondes pour remercier les gens de Rosemont—La Petite-Patrie de m'avoir fait confiance pour une deuxième fois. C'est un grand honneur.

Nous ne sommes qu'à la deuxième journée des travaux à la Chambre après l'élection du gouvernement libéral, et déjà, le ministre des Finances est obligé de reculer et de revenir sur ses promesses.

En effet, on nous avait dit que les réajustements fiscaux allaient se faire à coût nul. Or on voulait jouer aux Robins des Bois. Nous nous rendons finalement compte qu'on essayait d'utiliser une baguette magique. La baisse d'impôt qui ne profitera qu'aux plus riches de la classe moyenne coûtera finalement 1,2 milliard de dollars, alors qu'elle devait se faire à coût nul, et cela s'ajoute déjà aux 10 milliards de dollars qu'on nous avait présentés comme déficit.

Que pense mon collègue des reculs fiscaux du gouvernement libéral?

• (1015)

M. Alain Rayes: Monsieur le Président, je tiens à saluer mon collègue. Nous avons eu quelques petites prises de bec pendant la campagne électorale. Toutefois, je suis extrêmement fier de la question qu'il me pose.

Je suis totalement d'accord avec lui. Je considère que le parti au pouvoir en ce moment a dit des menteries à la population pendant la campagne électorale. Déjà, on entend la vieille cassette qui annonce que, une fois le parti élu, la situation passée n'était pas ce qui a été dit.

Les libéraux devraient prendre leurs responsabilités. Ils nous disent vouloir être un gouvernement non partisan qui fait le travail pour les Canadiens et les Canadiennes. Je les invite à faire leurs devoirs et à arrêter de laisser sous-entendre plein de choses à la population, à s'assurer que les finances publiques sont saines et à éviter les déficits. Même le montant de 2 milliards de dollars, quant à moi, est complètement dépassé.

Il faut s'assurer de maintenir le déficit à zéro, pour faire en sorte que les Canadiens et Canadiennes ne refilent pas la charge de ces sommes aux générations futures.

L'Adresse

[Traduction]

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, comme c'est ma première intervention à la Chambre, j'en profite pour exprimer ma gratitude à la population de Sherwood Park—Fort Saskatchewan, qui m'a accordé sa confiance.

Je remercie tout particulièrement mes parents. Mon père célèbre aujourd'hui son 60^e anniversaire de naissance. « Bon anniversaire, papa. »

Je remercie spécialement aussi ma femme, Rebecca, et mes enfants, Gianna et Judah, de leur amour et de leur soutien. M'exercer à prononcer des discours en me faisant interrompre à tout bout de champ par ma petite de deux ans qui réclame une collation m'a, je pense, très bien préparé à prendre la parole à la Chambre. Judah est né moins de deux semaines avant le début de la campagne; c'est donc dire que ma famille vient de traverser une période fort occupée. Si nous y sommes parvenus, c'est grâce à Rebecca, qui a fait beaucoup plus de sacrifices que moi.

En m'exprimant ici aujourd'hui, je suis parfaitement conscient des sacrifices que mes parents et grands-parents ont consentis pour nous donner ce qu'ils pouvaient de mieux dans la vie. Dans le même ordre d'idées, je vais commencer mon allocution en parlant de l'expérience de ma grand-mère maternelle, la personne qui, après mes parents, a eu le plus d'influence sur ma vie. Son vécu est particulièrement intéressant par rapport à l'un des sujets qui nous occupent.

Ma grand-mère était une réfugiée. Elle est née en Allemagne en 1930, d'un père juif et d'une mère non juive. Hitler est arrivé au pouvoir en 1933, lorsqu'elle avait trois ans. En compagnie de sa mère, elle a quitté l'Allemagne pour l'Amérique du Sud; c'était en 1948, et elle avait alors 18 ans. Elle sortait de l'enfance, mais à vrai dire, elle n'a pas du tout eu d'enfance. C'est en Équateur qu'elle a rencontré mon grand-père, un Canadien, qui était ingénieur et travaillait pour Syncrude. C'est pour cette raison qu'ils se sont retrouvés en Alberta.

Tous les députés, quel que soit le parti qu'ils représentent, sont émus par le triste sort des réfugiés, moi en particulier, à cause de ce que ma famille a vécu. Par conséquent, puisque nous nous soucions véritablement des personnes touchées par la tragédie qui frappe actuellement la Syrie et l'Irak et aussi de notre bien-être collectif, nous devons poser des questions difficiles au gouvernement en ce qui concerne sa politique à l'égard des réfugiés.

Que feront les libéraux pour garantir l'inclusion des réfugiés les plus vulnérables, ceux qui font partie des minorités religieuses et ethniques, étant donné que bien souvent, ils ne peuvent pas avoir accès aux camps de réfugiés?

Que fera le gouvernement pour s'assurer que seules les victimes d'actes de violence, et non les personnes qui commettent de tels actes, seront admises au Canada? Le profilage fondé sur le sexe et l'orientation sexuelle n'est pas un moyen sûr permettant d'écarter les extrémistes.

Tout particulièrement, compte tenu de l'ampleur de la crise actuelle, comment le gouvernement propose-t-il de s'attaquer à la cause première, à la guerre civile qui fait rage, ainsi qu'à l'émergence et à la croissance de Daech? Les gens sur le terrain, les membres de diasporas et tous les Canadiens veulent comprendre ce que le gouvernement envisage à cet égard et quels sont ses motifs.

Les libéraux affirment qu'envoyer des avions de chasse n'est pas la meilleure solution et que le Canada peut contribuer d'autres façons. Vraiment? Bien sûr, le Canada peut contribuer d'autres façons, mais

notre mission de bombardement contre Daech s'est avérée très efficace pour réduire le territoire sous son contrôle. Après tout, ce genre de mission est la raison pour laquelle nous avons une force aérienne, afin de nous protéger et diffuser nos valeurs, et nous avons une force militaire afin de protéger les femmes, les enfants et les hommes innocents.

Le temps est venu de poser de nouveau une question qui avait été posée au cours de la période précédant les élections et pour laquelle aucune réponse n'avait été fournie. Si ce n'est pas maintenant contre Daech, alors dans quel genre de situation le gouvernement actuel autoriserait-il une intervention militaire?

Les libéraux affirment qu'ils retirent le Canada de la mission de bombardement parce que c'était une promesse électorale, mais ils n'ont pas hésité à rompre d'autres promesses électorales. Ils avaient promis que 25 000 réfugiés pris en charge par le gouvernement arriveraient avant la fin de l'année. Cependant, ils accueilleront maintenant 10 000 réfugiés seulement, et la plupart d'entre eux seront parrainés par le secteur privé. Pour justifier d'avoir rompu cette promesse, les libéraux ont déclaré qu'ils veulent bien faire les choses. À la lumière de nombreux commentaires faits pendant la campagne, il est pour le moins paradoxal que vouloir bien faire les choses signifie renoncer à leurs objectifs en matière de réfugiés et se rapprocher de nos objectifs.

Cependant, si bien faire les choses est la raison pour laquelle les libéraux ont renoncé à leur promesse concernant les réfugiés, nous leur suggérons bien humblement de bien faire les choses en ce qui concerne la lutte contre Daech et d'appuyer une mission militaire efficace qui dans les faits défend des personnes sans défense.

● (1020)

Nous devons accueillir des réfugiés de manière efficace et responsable. Ce que les réfugiés de la région souhaitent, encore plus que de venir au Canada, est de ravoir un pays où l'on peut vivre.

Quelle est la véritable raison de la non-réponse planifiée du gouvernement au problème de violence contre des innocents qui sévit en ce moment? Le gouvernement n'a toujours pas donné d'explications pour le retrait prévu mis à part les arguments très faibles déjà mentionnés. Je ne crois pas que sa réponse aurait satisfait ma grand-mère ou tout autre réfugié de conflits passés ou présents. Je ne crois pas non plus qu'elle satisfera les 25 000 réfugiés que nous finirons peut-être par accueillir, et elle ne satisfera certainement pas les millions qui seront laissés pour compte.

À la base de cette question pratique se trouve une question morale, à savoir le genre de personnes que nous sommes et pour la vie de qui il vaut la peine de nous battre, selon nous. Neville Chamberlain, défenseur par excellence de l'apaisement, a dit en 1938:

Comme il est horrible, fantastique, incroyable, que nous creusions des tranchées et essayions des masques à gaz ici, en raison d'une querelle dans un pays lointain entre des gens dont nous ne savons rien...

« Des gens lointains dont nous ne savons rien. » À l'époque, ma grand-mère n'avait que huit ans.

L'Adresse

Dans notre parti, nous estimons que la vie de ceux qui habitent en Irak et en Syrie, c'est quelque chose d'important. Que la vie des 25 000 réfugiés que nous finirons peut-être par accueillir et celle des millions que nous laisserons derrière, c'est quelque chose d'important. Peu importe qu'ils habitent si loin, ils n'en partagent pas moins la même humanité avec chacun d'entre nous. Ce qui revient régulièrement, en filigrane, dans les déclarations qui sont faites, dans des contextes différents, par les partisans de l'apaisement, par les non-interventionnistes, par tous ces intermédiaires hypocrites qui se cantonnent dans les mêmes politiques sans en donner les raisons, c'est que ceux qui se trouvent sur le chemin d'une puissance diabolique ne sont pas assez importants à nos yeux pour que nous daignons nous porter à leur secours. Même si, honteusement, nous préférons regarder ailleurs, la menace continue de s'aggraver.

Après la Seconde Guerre mondiale, beaucoup de gens ont réagi à la tragédie de l'Holocauste en disant que « si seulement nous avions su, nous aurions pu faire davantage ». Mais s'agissant de Daech, nous savons parfaitement quelle menace il représente. Un génocide est en train de se dérouler en direct sous nos yeux, par l'intermédiaire d'Internet. Notre civilisation ne saurait être digne de ce nom si nous décidions de ne rien faire. Personne n'aime se battre, mais la vie et la sécurité des yézidites, des chrétiens, des Kurdes, des Turkmènes, des musulmans chiïtes et d'autres groupes qui se trouvent sur le chemin de Daech, celles des 25 000 réfugiés que nous allons peut-être finir par accueillir et celles des millions qui seront laissés pour compte valent la peine qu'on se batte.

C'est un immense honneur d'être élu au Parlement d'un grand pays. J'ai cité tout à l'heure Neville Chamberlain dans son plaidoyer en faveur du désengagement, et je voudrais maintenant citer Winston Churchill qui, en contrepartie, disait que « la responsabilité est le prix de la grandeur ». J'invite le gouvernement à y réfléchir sérieusement. Nous sommes un grand pays, qui n'a jamais cessé de l'être et qui n'a pas besoin de revenir sur la scène internationale, car il ne l'a jamais quittée. Nous sommes un pays qui n'a jamais esquivé ses responsabilités.

● (1025)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, nous venons de vivre une longue campagne électorale, pendant laquelle le chef du Parti libéral s'est engagé devant les Canadiens à retirer les F-18 des combats outre-mer, si son parti prenait le pouvoir. L'autre parti progressiste qui est représenté à la Chambre des communes a, si je me souviens bien, adopté une approche semblable à celle du Parti libéral. Une majorité écrasante de Canadiens estime que le Canada peut et doit jouer un rôle. Ce en quoi ils se démarquent du Parti conservateur, c'est que notre parti est convaincu que les F-18 doivent jouer un rôle au nom des Forces canadiennes.

Le député sera certainement d'accord avec moi pour dire que, lorsqu'une promesse est faite pendant une campagne électorale, par un individu qui est finalement élu avec un gouvernement majoritaire, il convient que cet individu tienne sa promesse, qui consiste à retirer les F-18 du combat. Le député ne pense-t-il pas le premier ministre se doit de tenir la promesse qu'il a faite aux Canadiens le 19 octobre?

M. Garnett Genuis: Monsieur le Président, il semblerait que le député ait des attentes différentes selon qu'il s'agit du ministre des Affaires étrangères, du ministre des Finances ou du ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté.

Nous avons appris hier que le gouvernement n'avait pas l'intention de tenir la promesse qu'il a faite en ce qui concerne les

déficits et qu'il n'avait pas non plus l'intention de tenir celle qui concerne le nombre de réfugiés qu'il allait accueillir. Le gouvernement se trompait sur tous ces dossiers pendant la campagne électorale, et il se trompe encore maintenant. Je me réjouis d'avoir l'occasion de pouvoir défendre, par principe, les arguments que j'ai déjà avancés.

Si le député préfère gouverner au gré des sondages, il n'a qu'à consulter ceux qui ont été réalisés sur cette question-là, car il est clair qu'une majorité de Canadiens est tout à fait d'accord avec nous.

S'agissant de la mission de bombardement, nous devons combattre Daesh. Pour endiguer ses avancées, nous devons le combattre. C'est bien beau de rester derrière le front pour assurer la formation des soldats, même si c'est une bonne chose, il n'en demeure pas moins que si nous ne sommes pas prêts à nous engager et à combattre pour la bonne cause, nous refusons alors d'assumer les responsabilités qui nous incombent.

[Français]

Mme Marjolaine Boutin-Sweet (Hochelaga, NPD): Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour son élection et pour son premier discours. Prononcer un premier discours est toujours un peu énervant, tout comme répondre aux questions qui suivent.

Au cours des dernières années, on a remarqué que le nombre de gens qui se sont joints à l'EIL, à ISIS ou à ISIL a augmenté. Plus nous lançons des bombes, plus le nombre de terroristes augmente. Évidemment, les gens se fâchent lorsque des bombes tombent sur leur tête, et de plus en plus de gens rejoignent donc les rangs de ces terroristes.

Il y a quelques années, le ministre conservateur est allé en Irak, accompagné de mon ancien collègue Paul Dewar. L'Irak demandait de l'aide humanitaire, et non pas de l'aide militaire. Or ce que nous lui avons donné, c'est de l'aide militaire.

Cette logique est un peu difficile à suivre. Les gens demandent de l'aide humanitaire, mais nous leur offrons plutôt de l'aide militaire, ce qui contribue à faire grossir les rangs des terroristes.

Mon collègue comprend-il cette logique?

[Traduction]

M. Garnett Genuis: Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de remettre les pendules à l'heure. Le ministre des Affaires étrangères du gouvernement kurde se trouvait au Canada il y a moins de deux semaines et il en a profité pour affirmer clairement qu'à son avis, la mission de bombardement était très importante, et que le soutien aérien assuré par les pays occidentaux contribuait grandement à protéger les armées kurdes et les autres forces alliées au sol.

C'est un peu fort de café de prétendre que, parce que l'EILS a réussi à recruter des combattants au même moment que se produisaient les bombardements, nous devrions cesser ces bombardements en espérant que ces recrutements cesseront eux aussi. Je tiens à préciser que la mission de bombardement a grandement contribué à réduire le territoire contrôlé par l'EILS.

Notre objectif est de vaincre Daech. C'est ce que nous essayons de faire, et le Canada doit assumer sa part de responsabilité. Une fois que nous aurons vaincu Daech, il n'y aura plus de recrutements.

● (1030)

M. Sukh Dhaliwal (Surrey—Newton, Lib.): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec la députée d'Oakville-Nord—Burlington.

L'Adresse

Avant de prononcer mon premier discours à l'occasion de cette nouvelle session parlementaire, je tiens à vous féliciter de votre récente nomination à la fonction de vice-président de la Chambre des communes. Je suis convaincu que vous exercerez une influence positive sur cette Chambre et sur le travail que nous faisons au nom des Canadiens. Je suis sûr que les électeurs de Simcoe-Nord sont ravis de votre nouvelle fonction.

Je tiens également à remercier les habitants de Surrey—Newton qui, encore une fois, ont bien voulu m'accorder leur confiance pour que je sois leur député et que je défende leurs intérêts à la Chambre des communes. J'ai eu le privilège de siéger au Parlement de 2006 à 2011, et je suis ravi d'avoir été réélu pour défendre les intérêts des électeurs de ma circonscription pendant les quatre prochaines années.

Je tiens aussi à remercier à titre posthume mon père, Sardar Hardial Singh Dhaliwal, décédé le 28 septembre dernier, trois semaines avant les élections. Je remercie les professionnels de la santé et le personnel de soutien de Fraser Health pour la qualité de leurs soins. Si je peux aujourd'hui exercer fièrement les fonctions de député canadien au service de la population, c'est grâce à mon père, Hardial Singh Dhaliwal, et à ma mère, Amarjit Kaur Dhaliwal, et je leur exprime ici toute mon affection.

Le discours du Trône signifie clairement au Canada et au monde entier que le gouvernement change de cap en matière de gouvernance. La publication des lettres de mandat de tous les ministres avait déjà montré que le nouveau gouvernement ne craignait pas l'examen public. Nous croyons qu'il faut mériter la confiance des Canadiens. Jamais auparavant un gouvernement n'a divulgué à l'ensemble des Canadiens des programmes stratégiques aussi détaillés. Nous avons des objectifs ambitieux et nous voulons que les Canadiens puissent nous demander des comptes.

Le discours du Trône est en outre une manifestation de la confiance que le gouvernement fait aux Canadiens. Le gouvernement adresse à la nation le message clé suivant: désormais, grâce à la collaboration générale, le Canada ne connaîtra plus de limites.

Je veux souligner deux thèmes clés de la nouvelle approche du gouvernement libéral: la réforme démocratique et la gouvernance collaborative.

Je vais commencer par la réforme démocratique. Pour modifier la culture politique à Ottawa, il nous faut faire les choses différemment et répondre aux attentes des Canadiens. Le discours du Trône faisait état d'un certain nombre d'initiatives à l'appui de cet objectif.

La réforme du Sénat garantira que la Chambre rouge n'est plus le lieu privilégié des nominations partisans. Le premier ministre sera conseillé par un nouveau comité consultatif qui repérera les candidats en fonction du mérite. Le Sénat, cette Chambre de second examen objectif, se consacra de nouveau au bien public, et non plus aux manœuvres partisans.

Le gouvernement s'attaquera aussi à la réforme électorale. La campagne de 2015 sera la dernière qui aura été menée en fonction d'un système électoral basé sur le scrutin uninominal majoritaire, et c'est là une étape prometteuse pour la modernisation des futures élections.

Finalement, et c'est un aspect tout aussi important, le fonctionnement sur la Colline sera radicalement modifié. Le gouvernement libéral mettra un terme à l'utilisation des fonds publics à des fins de publicité partisane et il encouragera le débat ouvert et les votes libres à la Chambre des communes, afin que tous les députés puissent représenter de leur mieux leurs électeurs.

● (1035)

Il s'agit là de changements concrets qui aideront à restaurer la confiance des Canadiens envers leurs institutions et traditions politiques et, surtout, les députés qu'ils envoient à Ottawa.

Le deuxième projet qui constituait un message très clair pour les Canadiens était le virage vers un gouvernement collaboratif. Il s'agit d'un autre changement proposé par le premier ministre, pour faire place à d'autres voix et ainsi mieux travailler de concert.

Le gouvernement s'appuie sur la conviction qu'une classe moyenne solide et de plus en plus importante est essentielle à la prospérité. Nos grandes priorités sont axées sur les Canadiens de la classe moyenne et ceux qui s'efforcent de rejoindre leurs rangs. La mise en œuvre de réductions d'impôt pour la classe moyenne, l'adoption de la nouvelle prestation fiscale canadienne pour enfants, l'investissement soutenu dans les transports publics et l'infrastructure verte, et le renforcement de l'assurance-emploi sont toutes des mesures qui visent à offrir à la majorité des Canadiens de véritables chances de réussite.

Nous entrons aussi dans une nouvelle ère de collaboration avec les provinces, les gouvernements territoriaux et les municipalités de tout le pays. C'est donc dire que nous nous entretiendrons régulièrement avec les dirigeants provinciaux et territoriaux dans le cadre de réunions des premiers ministres des provinces et territoires et que nous consulterons les dirigeants municipaux au sujet des investissements dans l'infrastructure. Le gouvernement ne fonctionnera pas en vase clos. Il ne peut pas réussir seul.

Nous reconnaissons que la diversité est un atout et que l'avenir devra se construire dans la collaboration. Le gouvernement rétablit la relation de nation à nation avec les peuples autochtones. Il met sur pied une commission d'enquête nationale dans le dossier des femmes autochtones disparues ou assassinées, et il veillera à renforcer l'éducation des Premières Nations.

Nous modifierons en outre le système d'immigration pour aider les familles et ouvrir des perspectives économiques aux nouveaux Canadiens et aux petites entreprises.

Le gouvernement reconnaît que l'influence du Canada dans le monde repose sur son engagement. Le premier ministre a déclaré que le Canada était de retour, et nous prenons des mesures concrètes pour le manifester sur la scène internationale. Partout dans le monde, des pays s'en rendent compte et se réjouissent que leur partenariat avec le Canada soit appuyé par le gouvernement.

Pour terminer, j'aimerais dire aux électeurs de Surrey—Newton, ma circonscription, que ces deux thèmes d'ouverture et de collaboration se manifesteront aussi au niveau local. J'ai toujours été et je demeurerai facile d'accès pour les résidents de Surrey—Newton, et le personnel de mon bureau sera quotidiennement à l'écoute de leurs problèmes et de leurs préoccupations. Plus important encore, je donnerai toujours la priorité à la voix de mes électeurs. C'est ainsi que j'ai toujours abordé mon travail de député, et cette approche est aujourd'hui confortée par le premier ministre, qui reconnaît que la représentation des électeurs est une priorité absolue pour lui, pour nous tous et pour tous les Canadiens, qui ont élu 338 députés pour les représenter.

L'Adresse

C'est avec humilité que je reviens représenter la merveilleuse circonscription de Surrey—Newton. Je veux à nouveau remercier la population de Surrey—Newton de m'avoir fait cet honneur. J'aimerais également remercier tous les bénévoles et l'équipe qui ont travaillé sans relâche à ma réélection. Je veux aussi féliciter les trois autres candidats qui se sont présentés, mais qui n'ont pas été élus à la Chambre des communes.

● (1040)

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Madame la Présidente, je souhaite simplement offrir mes condoléances au député de Surrey—Newton. Nos parents nous insufflent de la force et c'est avec regret que j'ai appris le décès du père du député.

Je suis moi aussi citoyen de la Colombie-Britannique et, à ce titre, je suis très heureux de poser la question suivante. Il y a quelques années, mon collègue a envisagé de briguer les suffrages sur la scène provinciale sous la bannière du gouvernement libéral dirigé par Christy Clark. La première ministre Clark a mentionné que pour augmenter la richesse et la prospérité des habitants de la province, le gouvernement de la Colombie-Britannique devait entre autres se concentrer sur la conclusion d'un nouvel accord sur le bois d'oeuvre. Le député a affirmé être très fier du fait que le gouvernement a rendu publiques les lettres de mandat des ministres. Or, dans aucune de ces lettres il n'est question d'un accord sur le bois d'oeuvre. De deux choses l'une, soit que la question ne figure pas dans le programme du gouvernement, soit qu'il y a eu omission.

J'aimerais simplement savoir si le député collaborera avec tous ses collègues de la Chambre, particulièrement ceux de la Colombie-Britannique, pour permettre la conclusion d'un accord sur le bois d'oeuvre, élément vital pour la province. Le député fera-t-il valoir auprès des ministres le bien-fondé d'un nouvel accord dans ce secteur; leur expliquera-t-il qu'il s'agit d'une entente vitale pour la prospérité des Britanno-Colombiens?

M. Sukh Dhaliwal: Madame la Présidente, je remercie mon collègue d'exprimer sa volonté de collaborer avec ses collègues de la Colombie-Britannique pour faire en sorte que notre province soit bien représentée au Parlement.

Je rappelle au député que lors de la dernière session à la Chambre des communes, je siégeais au comité du commerce international et que, à ce titre, j'ai eu l'occasion de voyager un peu partout dans le monde. Le gouvernement libéral croit dans le libre-échange et les accords de libre-échange. Je suis persuadé que la ministre du Commerce international s'emploiera très vigoureusement à faire en sorte que les Britanno-Colombiens occupent la place qu'ils méritent. Pour ma part, je m'efforcerai, en collaboration avec mes collègues de la Colombie-Britannique, d'obtenir ce qui revient à notre province.

[Français]

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Madame la Présidente, je remercie et félicite mon collègue pour son discours.

Les discours du Trône sont toujours intéressants à lire parce que, souvent, ils contiennent beaucoup de choses. Ils sont aussi intéressants à lire pour ce qu'ils ne contiennent pas. Certaines choses sont absentes du discours du Trône du nouveau gouvernement libéral, notamment trois mots, deux concepts: « logement social » et « pauvreté ». Le seul moment où il est question de pauvreté dans le discours du Trône du gouvernement libéral c'est pour traiter de la lutte à la pauvreté à l'étranger, comme si ici, au Canada et au Québec, les pauvres avaient soudainement disparu.

J'aimerais entendre mon collègue pour savoir quel est le plan d'action exact pour lutter contre la pauvreté de nos familles au Québec, en Colombie-Britannique et partout au Canada.

[Traduction]

M. Sukh Dhaliwal: Madame la Présidente, j'aimerais féliciter le député de sa deuxième journée de séance à la Chambre et je le remercie d'avoir posé cette question.

Le député sait fort bien, j'en suis certain, que le gouvernement investira 125 milliards de dollars dans l'infrastructure, plus précisément l'infrastructure verte, et qu'une partie de cette somme est réservée au logement social.

En ce qui concerne le dossier de la pauvreté, le gouvernement viendra en aide aux familles de la classe moyenne et versera des prestations pour la garde d'enfants aux familles qui en ont le plus besoin, ce qui permettra d'enrayer la pauvreté. Je tiens autant que le député d'en face à favoriser la prospérité de tous les Canadiens.

● (1045)

Mme Pam Damoff (Oakville-Nord—Burlington, Lib.): Madame la Présidente, je suis reconnaissante de l'occasion qui m'est donnée aujourd'hui de prendre la parole pour la première fois à la Chambre des communes. C'est un honneur et un privilège d'être la première personne à représenter au Parlement la circonscription d'Oakville-Nord—Burlington, et je remercie mes électeurs de la confiance qu'ils m'ont accordée.

Je tiens à remercier la députée de Milton d'avoir représenté Halton, qui fait maintenant partie de ma circonscription. J'aimerais également souligner le travail de mon collègue d'Oakville, qui s'est joint à moi ici aujourd'hui.

Je félicite mes collègues des deux côtés de la Chambre pour leur élection, surtout ceux qui, comme moi, y siègent pour la première fois. J'ai hâte de collaborer avec eux au cours des années à venir.

J'espère que nous verrons naître une nouvelle ère de respect et de civilité au sein du Parlement et que les réformes démocratiques mises de l'avant contribueront à faire de cette législature un grand succès. Les gens de ma circonscription souhaitent, comme moi, que tous les points de vue puissent être exprimés dans un climat de respect.

Je tiens aussi à remercier mon fils, Fraser, sans qui je ne serais pas ici, à la Chambre. Je le remercie pour ce qu'il a fait à mes côtés depuis qu'il est tout jeune, mais aussi parce que j'ai toujours vu en lui l'avenir de ma collectivité et de mon pays. Grâce à lui, j'ai pu avoir une vision à plus long terme des enjeux, de sorte que je peux veiller à ce qu'il puisse un jour élever ses propres enfants dans un milieu propre et sain et dans une collectivité et un pays dynamiques.

Je remercie les autres membres de ma famille, Taylor, Jill, Rob, Bayley, Betty et Mitchell, ainsi que mes merveilleux amis, de leur amour et de leur soutien. Ceux qui nous ont quittés, ma mère et, d'une façon toute spéciale, mon père, ainsi que Max Khan, resteront toujours vivants dans mon cœur.

La population a clairement confié au gouvernement actuel le mandat d'apporter de véritables changements, en incluant les Canadiens, tous les ordres de gouvernement, les entreprises, les Autochtones et les autres intervenants. Nous pouvons déjà constater un esprit de collaboration qui est inspirant pour les Canadiens. Il faudra une collaboration de cette ampleur pour pouvoir nous attaquer aux problèmes complexes que nous devons surmonter au cours des prochaines années.

L'Adresse

J'ai toujours dit que ce qui est bon pour l'environnement est bon pour l'économie et pour la santé. Le fait de prendre des mesures pour contrer les changements climatiques et préserver l'environnement en investissant dans des technologies vertes et en formant des partenariats pour réduire notre empreinte carbone fera du Canada un chef de file dans le monde. En écoutant le gouverneur général lire le discours du Trône, j'ai été ravie de l'entendre dire qu'un environnement sain et une économie forte vont de pair.

Il y en a des exemples dans ma région, notamment celui de la chambre de commerce de Burlington, dont la stratégie d'adaptation aux changements climatiques pour le Canada prévoyant de demander au gouvernement fédéral d'élaborer et de mettre en oeuvre une stratégie nationale d'adaptation aux changements climatiques a été adoptée cette année par la Chambre de commerce du Canada. Autre exemple: Oakville Hydro, qui s'est lancée dans les énergies renouvelables. Pourquoi? Parce que c'est financièrement rentable. Le leadership du gouvernement fédéral incitera les autres paliers de gouvernement, les entreprises et les particuliers, qui ont tous un rôle à jouer dans cette entreprise, à s'attaquer au problème des changements climatiques.

Oakville-Nord—Burlington est en grande partie une circonscription urbaine, mais elle a la chance de posséder beaucoup d'espaces verts. On y trouve de longues pistes de randonnée, le parc provincial Bronte Creek et l'aire de conservation Glenorchy. La préservation de ces espaces verts et le développement du couvert des arbres en ville sont d'une grande importance pour les résidents.

Ma circonscription compte nombre de jeunes familles, soit celles qui profiteront le plus de la réduction d'impôt pour la classe moyenne et de la nouvelle allocation canadienne pour enfants. Je suis fière de promouvoir le transport en commun et les moyens de transport actifs comme la marche et, bien entendu, le vélo. Il est dans l'intérêt de tous de délaisser l'utilisation de l'automobile en solo. Nos investissements dans le transport en commun contribueront à faire évoluer les comportements. Dans ma circonscription, nombreux sont ceux qui font l'aller-retour entre la maison et le travail. Le transport en commun permettra à ces gens d'arriver chez eux plus rapidement et de passer plus de temps en famille.

Grâce à mon travail au sein du conseil municipal d'Oakville, je sais fort bien que les administrations municipales ont besoin d'un partenaire fédéral pour réaliser les projets d'infrastructure. Elles ont besoin d'un partenaire pour investir dans nos collectivités, protéger nos actifs et stimuler notre économie.

En 2012, j'ai rencontré deux adolescentes de ma circonscription, Emma et Julia, qui ont fondé Books With No Bounds. Elles rêvaient d'envoyer 500 livres à leurs frères et soeurs qui habitent dans le Nord. Leur passion pour les jeunes de la nation Nishnawbe-Aski m'a incitée à les encadrer et elles ont maintenant envoyé aux jeunes des Premières Nations près de 100 000 livres, des fournitures scolaires et d'autres biens essentiels. Quand le gouverneur général a parlé de collaborer avec les Premières Nations pour que chaque enfant autochtone reçoive une éducation de qualité, je savais qu'Emma et Julia partageaient mes espoirs pour l'avenir de nos amis de Fort Severn et de toutes les communautés de la nation Nishnawbe-Aski.

• (1050)

Je me réjouis de l'annonce que fera aujourd'hui la ministre concernant les femmes autochtones disparues ou assassinées.

Nos jeunes, comme Emma, Julia et tant d'autres, ne sont pas seulement les leaders de demain. Ils sont les leaders d'aujourd'hui. De plus, nos aînés ont bâti notre pays et nous font bénéficier de leur sagesse, et nos anciens combattants ont servi notre grand pays afin

que je puisse prendre la parole aujourd'hui dans cette institution. Nous devons tous travailler main dans la main pour faire avancer notre pays.

Je représente une circonscription en pleine croissance. Nous sommes fiers de la diversité qu'apporte cette croissance. Les jeunes, les aînés, les gens des diverses cultures et religions, les personnes ayant différentes capacités intellectuelles et physiques, les nouveaux arrivants au Canada, à Oakville et à Burlington, et les personnes qui ont grandi ici, nous avons tous une chose en commun: nous souhaitons donner le meilleur de nous-mêmes, pas seulement pour nous, mais aussi pour nos enfants et petits-enfants.

Un jeune sur cinq a des problèmes de santé mentale. Nous manquons de ressources pour régler ce problème et nous devons faire tomber les préjugés.

Il y a une épidémie d'autisme au pays, et nous devons reconnaître que l'inaction n'est pas une option.

Les personnes atteintes de maladies dévastatrices telles que la sclérose latérale amyotrophique, comme mon ami Tim Robertson, non seulement sont confrontées à des problèmes d'ordre émotif et physique, mais elles et leur famille sont aussi exposées à des difficultés financières, et cela peut avoir des effets catastrophiques.

Il y aura des occasions de se pencher sur des façons d'aider ces gens. Nous devons explorer toutes les options. Le travail que nous effectuerons avec nos partenaires provinciaux en vue de négocier un nouvel accord en matière de santé sera d'autant plus essentiel que nous avons une population vieillissante.

Je suis fière du travail de l'Halton InterFaith Council, de Terra Firma Halton, du président régional d'Halton, des maires d'Oakville et de Burlington ainsi que de leur conseil respectif, du Halton Multicultural Council, de l'Oakville Community Foundation et de bien d'autres intervenants qui sont trop nombreux pour que je puisse les nommer, et qui ont fait preuve de leadership en accueillant des réfugiés syriens dans notre collectivité.

En tant qu'ancienne conseillère municipale, j'accueille très favorablement notre engagement à investir dans les transports en commun, les infrastructures vertes et les infrastructures sociales. J'ai été témoin des difficultés que les municipalités éprouvent dans ces dossiers. Les habitants d'Oakville-Nord—Burlington sont des gens bienveillants et compatissants qui valorisent la solidarité. Les besoins en logements abordables n'ont jamais été aussi grands. J'ai hâte de travailler avec les gens de la région de Halton et les groupes comme Habitat pour l'humanité Halton afin que tous nos concitoyens puissent avoir un logement sécuritaire et abordable. Grâce à nos investissements dans les infrastructures sociales et notre collaboration avec les intervenants et nos partenaires provinciaux et municipaux, nous pouvons nous employer à mettre un terme au cycle de la pauvreté. Nous devons veiller à ce que les jeunes aient les moyens de demeurer dans nos collectivités et ne soient pas obligés de déménager ailleurs.

J'ai eu le plaisir de travailler avec la section locale 793 de l'Union internationale des opérateurs de machines lourdes et avec l'Union internationale des journalistes d'Amérique du Nord. Je félicite ces syndicats pour le rôle important qu'ils jouent dans la formation des jeunes travailleurs, qui peuvent, grâce à eux, acquérir les compétences dont ils ont besoin pour réussir dans un milieu de travail en évolution constante.

L'Adresse

Le Canada souffre d'une pénurie de main-d'oeuvre. C'est encore un domaine où nous devons oeuvrer en partenariat avec les provinces et les autres acteurs, comme l'Union internationale des opérateurs de machines lourdes et l'Union internationale des journaliers d'Amérique du Nord.

Les PME sont le moteur de l'économie canadienne, et les chambres de commerce de Burlington et d'Oakville sont la voix des PME dans notre région. J'ai eu le grand plaisir de collaborer avec la chambre de commerce d'Oakville dans un certain nombre de dossiers, et j'ai hâte de pouvoir développer mes liens avec la chambre de commerce de Burlington. Ces deux chambres de commerce font partie des chefs de file de la protection de la santé mentale en milieu de travail, une question dont elles reconnaissent l'importance non seulement pour les employés, mais aussi pour la prospérité des entreprises et pour la société en général.

Bien qu'ils se trouvent à l'extérieur de la circonscription d'Oakville North—Burlington, le siège social et l'usine d'assemblage de Ford Canada à Oakville ont une importance vitale pour cette ville, pour ses environs et pour l'Ontario. Ford Canada investit beaucoup dans notre région. Regroupés dans la section locale d'Unifor, les employés de cette entreprise font partie des principaux donateurs de Centraide et, par l'intermédiaire de Centraide, soutiennent l'association des grands frères et des grandes soeurs d'Halton ainsi que beaucoup d'autres organismes qui aident concrètement les gens d'Halton.

Le Jour de deuil national que nous célébrons au Canada a été créé à l'initiative d'un employé de Ford, Tim Batke, appuyé par le Oakville District Labour Council. C'est l'occasion, pour la population de notre région non seulement de se souvenir de ceux qui sont morts dans un accident de travail, mais aussi de se rappeler l'importance de la sécurité au travail.

Je songe actuellement à ceux qui nous ont précédés aux Communes, en particulier à Jack Burghardt, l'ancien député de London-Ouest, pour lequel j'ai travaillé à Ottawa. Je suis mû par les mêmes valeurs et les mêmes convictions que cet homme: le respect, l'équité et le dévouement envers le public.

Je suis fier de faire partie de cette assemblée pour la 42^e législature, au cours de laquelle nous ferons de vrais changements pour les Canadiens, et notamment pour ceux que je représente. Je garde toujours à l'esprit ces paroles de Terry Fox: « tout est possible quand on essaie; les rêves sont réalisables quand on essaie de les réaliser. »

•(1055)

M. Colin Carrie (Oshawa, PCC): Madame la Présidente, je tiens à remercier ma collègue, la nouvelle députée d'Oakville North—Burlington, pour son discours. Je l'ai écoutée attentivement et je peux lui assurer que nos deux circonscriptions ont des préoccupations très semblables. L'industrie automobile occupe une place importante dans la région d'Oshawa et dans son histoire.

L'un des enjeux qui retient mon attention, c'est que, comme le sait la députée, l'industrie canadienne de l'automobile doit pouvoir faire concurrence aux États du Nord des États-Unis. Malgré cela, il n'a pas du tout été question du secteur manufacturier ni de l'industrie automobile dans le discours du Trône.

L'Ontario a perdu plus de 300 000 emplois dans le secteur manufacturier. Les fabricants blâment notamment les tarifs d'électricité élevés que doivent payer les entreprises, tarifs qui sont les plus élevés en Amérique du Nord depuis les hausses imposées par les partenaires provinciaux des libéraux. Le parti de la députée souhaite également imposer de nouvelles charges sociales et créer une taxe sur le carbone qui nuira à notre compétitivité.

Quand le parti de la députée présentera-t-il un plan d'action pour le secteur automobile afin de faire contrepoids aux politiques qui freinent la compétitivité de ce secteur et mettent des emplois en péril?

Mme Pam Damoff: Madame la Présidente, le député a tout à fait raison d'affirmer que l'industrie automobile occupe une place tout aussi importante dans sa circonscription que dans la mienne.

Le gouvernement travaillera en partenariat avec les fabricants d'automobiles, les fabricants de pièces d'automobiles et d'autres intervenants afin d'assurer la réussite de ces industries. Je me réjouis à l'idée de travailler avec mon collègue d'Oakville dans le but de maintenir la viabilité de Ford Canada. C'est un enjeu qui me tient à coeur.

C'est avec plaisir que j'écouterai les observations du député et que je collaborerai avec lui, de façon à trouver la meilleure façon d'atteindre ces objectifs.

[Français]

Mme Brigitte Sansoucy (Saint-Hyacinthe—Bagot, NPD): Madame la Présidente, je suis très fière de pouvoir dire « madame la Présidente », et je salue votre nomination à ce titre. Si vous me le permettez, je vais prendre quelques secondes pour remercier les électeurs de Saint-Hyacinthe—Bagot de m'avoir accordé leur confiance. Quand on arrive en ces murs, on réalise le privilège d'être député à la Chambre des communes et de les représenter.

D'ailleurs, au sujet de ce devoir de représentation, je remercie ma collègue de nous avoir parlé de l'importance de l'environnement pour nos communautés. Comme elle, j'ai oeuvré au niveau municipal pendant six ans. J'étais conseillère municipale à la Ville de Saint-Hyacinthe et présidente du Comité consultatif en environnement. Mon expérience m'a permis de voir que, pour arriver à des résultats en environnement, cela prend un plan d'action clair.

Je demande à ma collègue si son gouvernement va se donner des objectifs clairs en matière de lutte contre les changements climatiques.

[Traduction]

Mme Pam Damoff: Madame la Présidente, je suis certaine que la députée a aimé servir au sein du conseil municipal autant que moi.

Je suis très fière de faire partie d'un gouvernement qui reconnaît l'importance des changements climatiques et de l'environnement. C'est en partie en raison de ces enjeux que je me suis lancée en politique fédérale.

Je suis fière de l'orientation adoptée par le gouvernement et je suis impatiente de travailler avec la députée sur le dossier des changements climatiques afin d'assurer un environnement sain pour les générations futures.

M. Daniel Blaikie (Elmwood—Transcona, NPD): Madame la Présidente, je vous félicite pour votre récente nomination.

J'ai hâte de voir le gouvernement donner suite aux engagements pris dans le discours du Trône, auxquels la députée a fait allusion. Soulignons qu'en 1993, le livre rouge contenait lui aussi de beaux engagements que le gouvernement n'a pas réalisés malgré ses 13 ans au pouvoir.

Pour la gouverne des Canadiens, la députée pourrait-elle expliquer comment le gouvernement compte remplir ses promesses et ainsi se distinguer du gouvernement libéral des années 1990?

L'Adresse

•(1100)

Mme Pam Damoff: Madame la Présidente, je joins mes félicitations à celles de mon collègue. Il est formidable de voir une femme occuper le fauteuil de la présidence.

Je n'aime pas regarder en arrière. Je préfère me tourner vers l'avenir et je m'attends à ce que le gouvernement fasse de même.

Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec le député de Cariboo—Prince George.

C'est la première fois que j'ai l'occasion de faire un discours dans le cadre de la 42^e législature, et je tiens à remercier les électeurs de Kamloops—Thompson—Cariboo de m'avoir accordé encore une fois leur confiance pour les représenter à Ottawa. Merci à mes électeurs.

Nous tous ici pouvons citer en exemple une personne de 86 ans qui est venue nous prêter main-forte chaque jour ou des étudiants qui, après leurs cours, se sont joints à nous pour faire du porte-à-porte dans le cadre de cette campagne de 11 semaines. Sans ces bénévoles, nous ne pourrions jamais faire ce que nous faisons pour aller de l'avant. Ces exemples témoignent de l'engagement et du dévouement de ces bénévoles envers ceux qu'ils appuient.

Mais surtout, je dois remercier mon mari, Gord. Quand il me conduit un peu partout dans la circonscription, il dit à tout le monde qu'il est mon chauffeur bénévole. Je tiens cependant à dire publiquement qu'il est beaucoup plus que cela, et je le remercie.

Nous parlons du discours du Trône, qui s'est fait remarquer pour ses lacunes. Bien franchement, il y a tellement d'éléments manquants dans le discours — des éléments essentiels pour la Colombie-Britannique — que je ne vois pas comment nous pouvons l'appuyer. Je vais vous parler de ce qui est important dans la circonscription que je représente, et qui n'a pas été abordé.

L'agriculture est bien présente au Canada; elle est essentielle. Elle n'a pas été mentionnée. La seule chose qu'on a dite au sujet des ressources naturelles risque de rendre le processus encore plus incertain. Nous avons travaillé très fort pour créer un climat de certitude en ce qui a trait aux échéances et aux attentes, mais nous avons semé l'incertitude. Le bois d'oeuvre résineux est essentiel pour la Colombie-Britannique. Nous devons trouver une solution. Nous devons faire avancer ce dossier. Il n'a pas été mentionné.

La porte d'entrée de l'Asie-Pacifique est essentielle pour tout le Canada, pas seulement pour la Colombie-Britannique. C'est un moteur économique important. On n'en parle pas et on mentionne à peine certains des plus importants accords commerciaux auxquels le pays aura l'occasion de participer, soit le Partenariat transpacifique et l'accord commercial avec l'Europe.

Ce sont environ 60 000 emplois, directs et indirects, qui se sont envolés en fumée en Alberta et dans les régions avoisinantes. Or, on refuse de reconnaître que certains secteurs de notre économie jouent un rôle névralgique. Nous devons leur accorder une partie de notre attention.

Les libéraux ont beaucoup parlé d'allégements fiscaux. Ils ont même fait campagne là-dessus. Selon ce qu'ils nous disaient, il ne devait y avoir aucune incidence sur les recettes. Nous devons imposer davantage les riches et redonner à la classe moyenne. Pas aux plus pauvres d'entre nous, mais à ceux qui gagnent jusqu'à 200 000 \$. Puis hier, ô surprise, ils se sont rendu compte qu'ils auraient fait une erreur de calcul de 1,2 milliard de dollars. C'est substantiel, considérable même, et cela nous en apprend beaucoup sur la discipline budgétaire ayant présentement cours.

Tout ce qui se trouvait dans le discours n'était pas forcément mauvais, et je tiens à en souligner quelques passages importants. Notre chef m'a confié le rôle de porte-parole officiel en matière d'affaires autochtones. Premièrement, j'aimerais féliciter la nouvelle ministre et sa secrétaire parlementaire. Il y a beaucoup de choses très importantes à faire dans ce dossier. Le discours du Trône mettait quand même pas mal l'accent là-dessus, et nous sommes nous aussi d'avis que le système d'éducation doit être une priorité. Je crois qu'il s'agissait de l'un des points positifs du discours, même si le gouvernement doit encore étoffer quelques-uns des concepts qui s'y trouvent.

Le discours du Trône faisait effectivement état de certains concepts, et j'aimerais en aborder quelques-uns directement. Je cite:

[...] le gouvernement rétablira la relation de nation à nation entre le Canada et les peuples autochtones, une relation fondée sur la reconnaissance des droits, le respect, la coopération et le partenariat.

•(1105)

Le respect, les droits, la coopération et le partenariat sont certainement importants, mais je pense néanmoins qu'il faut clarifier l'expression « de nation à nation ». J'ai parlé à beaucoup d'Autochtones dans ma circonscription et dans l'ensemble du pays. L'expression « de nation à nation » n'a aucune définition juridique. Je pense qu'on peut se faire une idée de ce que cela signifie, mais chaque personne à qui j'ai parlé s'imaginait quelque chose de différent. Il incombe au gouvernement de définir l'expression, et aussi de nous dire ce qu'exclut cette définition.

Il faut que la ministre précise s'il est question d'une commission royale. Il était question de 50 nations. Est-ce bien ce que cela veut dire, ou bien envisage-t-on une relation de nation à nation avec toutes les bandes du pays? Certains pensent que c'est une question de souveraineté, alors que d'autres s'imaginent quelque chose d'autre. Il sera essentiel de bien définir ces termes. La langue est très importante au Parlement, et il faut bien définir ce que l'on veut dire.

Je crois comprendre qu'on nous réserve d'importantes nouvelles dans le dossier des femmes et des filles autochtones assassinées ou portées disparues au Canada. Tout le monde à la Chambre sait combien la situation est tragique et inacceptable. Nos coeurs saignent chaque fois qu'une nouvelle victime est annoncée.

Par le passé, nous pensions qu'il fallait agir. Il y a des programmes et services qui fonctionnent et font vraiment changer les choses.

Certes, beaucoup de gens dans tout le pays estiment qu'une commission d'enquête est nécessaire. D'ailleurs, notre chef l'appuie entièrement. Toutefois, la commission d'enquête doit apporter la paix et un règlement pour les familles. La façon dont elle sera structurée et ses répercussions seront cruciales.

J'ai posé une question à la ministre hier. Lorsque le rapport initial de la Commission de vérité et de réconciliation a été déposé, dans l'heure qui a suivi, celui qui était alors chef du troisième parti et qui est aujourd'hui premier ministre s'est engagé à mettre en œuvre chacune des 94 recommandations. On s'était pleinement engagé à mettre en œuvre les recommandations.

L'Adresse

J'ai demandé à la ministre quel en serait le coût, car nous estimons important d'analyser chacune de ces recommandations. Qu'est-ce que la recommandation implique? Combien coûte-t-elle? La ministre a répondu que les 94 recommandations avaient leurs mérites et qu'il était important de ne pas en choisir seulement quelques-unes.

Je pense que d'excellentes recommandations ont découlé de cette commission d'enquête. Nous ne serons pas forcément d'accord avec chacune des 94 recommandations, mais si le gouvernement doit y donner suite, il faut établir le coût de chacune d'entre elles et le communiquer au Parlement.

Encore une fois, je félicite le gouvernement de mettre l'accent sur ce dossier, car nous devons bien examiner ce que nous faisons, vers quoi nous nous orientons, par quels moyens, et notre engagement dans la nouvelle relation. Bien des dirigeants des collectivités autochtones sont très optimistes, mais les discours doivent se traduire en actes. Il ne faut pas engendrer de nouvelles déceptions.

Les Canadiens doivent connaître le sens de bon nombre de ces définitions et en connaître le coût. Pour terminer, je ne vois pas comment nous pourrions appuyer cette mesure à cause des nombreuses lacunes qu'elle comporte. Il y a des éléments que je trouve importants, mais il faudra y apporter bien des précisions.

• (1110)

[Français]

M. Ramez Ayoub (Thérèse-De Blainville, Lib.): Madame la Présidente, je remercie mon honorable collègue d'en face de son discours.

Notre parti est en faveur d'une enquête publique sur les femmes autochtones disparues ou assassinées. Depuis quand vous et votre parti êtes en faveur de cette enquête?

Nous en parlons depuis 10 ans, et vous étiez au gouvernement avant. Depuis quand êtes-vous en faveur de cette enquête?

[Traduction]

Mme Cathy McLeod: Madame la Présidente, j'ai fait partie du comité spécial qui s'est penché sur cette question pendant un an. Il a examiné plus de 40 rapports. Chacun de ces rapports contenait des recommandations importantes. Le comité a entendu des témoignages sur les programmes de prévention qui étaient efficaces dans la collectivité, et des familles lui ont dit quels types de réponses elles souhaitaient obtenir du système de justice pénale et lui ont expliqué leurs rapports avec ce système.

Les membres du comité étaient persuadés que nous devions agir à l'égard de cette question cruciale. Nous estimions qu'il convenait de prendre des mesures. De toute évidence, les Canadiens d'un bout à l'autre du pays croient qu'une commission d'enquête permettrait de répondre à certaines questions laissées sans réponse, et la chef de mon parti a fait savoir qu'elle appuierait sans réserve la tenue d'une telle enquête.

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Madame la Présidente, je tiens à féliciter la députée de Kamloops—Thompson—Cariboo de sa réélection. Au nom du Parti conservateur, elle défend ardemment sa circonscription et les causes qui lui tiennent à coeur, et je la remercie de son excellent travail.

Parlant d'excellent travail, je sais que ma circonscription, Central Okanagan—Similkameen—Nicola, dépend fortement de l'industrie forestière. À Princeton, à Merritt et à West Kelowna, les entreprises forestières, qui sont les principaux employeurs privés, s'inquiètent au sujet de deux choses. À l'échelle provinciale, elles s'interrogent sur l'affectation des blocs d'approvisionnement forestier. Ici, notre rôle

est quelque peu différent, mais ces sociétés redoutent en outre l'absence d'un accord sur le bois d'oeuvre.

La députée pourrait-elle nous dire à quel point il est important de mettre en place un accord sur le bois d'oeuvre, non seulement pour sa circonscription, mais aussi pour la prospérité des résidents de la Colombie-Britannique?

Mme Cathy McLeod: Madame la Présidente, la première ministre de la Colombie-Britannique a souligné tout au long de la campagne et après les élections l'importance primordiale d'un tel accord pour l'économie de la Colombie-Britannique et celle de Kamloops—Thompson—Cariboo.

J'ai été élue pour la première fois en 2008; l'une des premières choses que le gouvernement conservateur a faites après avoir été élu en 2006 a été la conclusion d'une entente avec les Américains au sujet de cette question cruciale.

Encore une fois, je sais que, par le passé, les libéraux ont négligé ce dossier pendant des années. Les conservateurs sont passés à l'action dès qu'ils en ont reçu le mandat. Je demande au gouvernement libéral de bien vouloir faire de cette question une priorité. J'ai été vraiment déçue de voir qu'elle ne figurait pas dans la lettre de mandat que la ministre a reçue. C'est essentiel pour la Colombie-Britannique. Qu'on en fasse une priorité.

[Français]

M. Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Madame la Présidente, lors du discours du Trône, le gouvernement a fait mention de sa volonté de venir en aide aux étudiants aux études postsecondaires.

L'éducation postsecondaire et l'éducation dans son ensemble étant de compétence provinciale, comment le gouvernement fédéral compte-t-il s'y prendre pour éviter d'entrer en conflit avec les compétences du Québec? Compte-t-il, par exemple, remettre directement les sommes au gouvernement du Québec?

• (1115)

[Traduction]

Mme Cathy McLeod: Madame la Présidente, c'est plutôt à un député ministériel qu'il faudrait poser cette question.

Il est vrai qu'au cours de la campagne, certains engagements ont été pris concernant le soutien du système d'éducation en général. Le gouvernement conservateur a toujours respecté rigoureusement les compétences provinciales. J'aimerais en entendre davantage de la part du gouvernement sur cette question.

M. Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Madame la Présidente, je remercie ma collègue de Kamloops—Thompson—Cariboo de partager son temps de parole avec moi aujourd'hui.

J'aimerais tout d'abord remercier les électeurs de ma circonscription, Cariboo—Prince George, de m'avoir accordé leur confiance.

Je félicite tous mes collègues à la Chambre, et je tiens aussi à vous féliciter, vous, madame la Présidente, de votre nomination.

Je veux aussi souligner les efforts déployés par les membres de mon équipe dans toutes nos collectivités, car je sais que sans eux, je ne serais pas ici aujourd'hui.

L'Adresse

J'aimerais également prendre quelques instants pour témoigner ma reconnaissance à mes filles, Kaitlyn, Kassi et Jordan, ainsi qu'à mon fils, Joshua, qui m'ont accordé leur appui continu. Je souhaite aussi remercier ma femme, Kelly.

Je suis extrêmement fier de représenter la circonscription de Cariboo—Prince George. Je vais défendre fièrement les intérêts de ma région pour qu'elle puisse profiter de débouchés commerciaux à l'échelle de la planète et attirer des touristes de partout dans le monde.

La circonscription de Cariboo—Prince George a une superficie de près de 84 000 kilomètres carrés. Elle s'étend de Vanderhoof, la ville qui ne voulait pas attendre, jusqu'à Williams Lake, une ville reconnue mondialement pour son Stampede, et elle englobe également les montagnes et les vallées de la magnifique région de Chilcotin, où les gens se regardent dans les yeux et se saluent. Quand ils vous demandent comment ça va, généralement, ils se soucient véritablement de la réponse.

Notre circonscription compte la première mosquée du Nord de la Colombie-Britannique et elle se situe au deuxième rang pour la densité de la population autochtone. Nos amis et nos familles sont d'excellents exemples de l'esprit pionnier positif, c'est-à-dire que nous veillons à ce que le travail soit fait, peu importe les embûches auxquelles nous nous heurtons.

En 2015, nous avons un nouveau député pour la première fois en 22 ans, mais nous soulignons également le 100^e anniversaire de la ville de Prince George. Nous avons présenté notre région à l'ensemble du pays lorsque nous avons accueilli les Jeux d'hiver du Canada de 2015, le plus grand événement multisports et culturel pour les jeunes au Canada. Nous soulignons le 25^e anniversaire de l'université dans le Nord et pour le Nord, c'est-à-dire l'Université de la Colombie-Britannique, qui arrive au premier rang des universités canadiennes par sa taille. Nous proclamons fièrement que le tout premier jour anniversaire de la Confédération a été souligné à Barkerville, une ville de la ruée vers l'or et site du patrimoine mondial.

Nous composons avec des possibilités et des difficultés d'importance nationale. On retrouve également dans la circonscription de Cariboo—Prince George des noms que connaissent la plupart des gens dans cette pièce: porte d'entrée du Nord, route des pleurs, projet New Prosperity, Mount Polley, ainsi que la décision concernant les revendications territoriales des Tsilhqot'in.

La circonscription de Cariboo—Prince George regorge de rivières propres, de ruisseaux et de milliers de lacs. Notre région est reconnue pour les occasions de chasse et de pêche de renommée mondiale. Encore une fois, l'industrie du tourisme n'a été nullement mentionnée dans le discours du Trône.

L'économie de nos petites collectivités détermine l'économie de notre nation. Notre nation dépend de l'exploitation des ressources et notre économie repose sur le commerce des marchandises que nous produisons.

La ministre du Commerce international a annoncé la semaine dernière qu'il ne lui appartient pas de favoriser le commerce. À qui est-ce que cela appartient?

Notre région est le moteur économique de la province de la Colombie-Britannique, tout comme l'Ouest canadien est le moteur économique du pays. Or, le discours du Trône ne mentionne aucune des industries qui constituent les principaux moteurs de notre économie nationale.

Aujourd'hui, nous attendons toujours un accord sur le bois d'oeuvre, ce qui signifie plus d'instabilité dans une industrie déjà incertaine. La foresterie est essentielle à la circonscription de Cariboo—Prince George. En Colombie-Britannique seulement, le secteur forestier représente, directement et indirectement, quelque 170 000 emplois.

La Colombie-Britannique est le plus important exportateur de bois d'oeuvre au monde. Les plus grandes sociétés forestières de notre pays et certaines des plus importantes sociétés d'Amérique du Nord se sont bâties à la sueur du front d'amis et de familles de ma région. Pourtant, en dépit de nos efforts de diversification, les industries forestière, agricole et minière demeurent l'épine dorsale de l'économie de notre région.

Des investissements dans les transports en commun ne créeront pas d'emplois dans ma circonscription. Ils n'apporteront pas la stabilité économique que recherche notre région. Le discours du Trône ne mentionne même pas les industries qui soutiennent les Canadiens qui vivent dans les régions rurales. En fait, à l'écouter parler, il semble que notre nouveau premier ministre s'inspire d'une vieille stratégie libérale en fermant entièrement la porte au développement économique de l'Ouest.

Cela fait des générations que les gens de ma circonscription dépendent de ces industries pour faire vivre leurs familles. Mettons les choses en perspective. L'agriculture et l'agroalimentaire emploient près de 60 000 personnes en Colombie-Britannique et y génèrent des recettes annuelles de quelque 11,6 milliards de dollars.

- (1120)

On ne saurait trop insister sur l'importance du secteur agricole et agroalimentaire pour notre intérêt national. Le Canada est l'un des plus grands producteurs et exportateurs de denrées agricoles au monde. Pourtant, le gouvernement n'a pas su reconnaître l'importance de cette industrie.

Ma circonscription est limitrophe à celle du député de Skeena—Bulkley Valley, où l'on trouve le port de Prince Rupert. Il s'agit du port maritime qui assure la liaison la plus courte et la plus rapide vers l'Asie. En effet, le port est à une ou deux journées de navigation de moins des marchés asiatiques que tout autre port de la côte Ouest. Cela signifie que les produits expédiés en direction et en provenance de l'Amérique du Nord arrivent à destination en moins de temps, d'où une consommation moindre de carburant et une atténuation des risques. Nos réseaux routier et ferroviaire, dont certains traversent ma région, permettent l'accès le plus rapide et le plus écologique aux marchés du Midwest américain. N'oublions pas l'aéroport de Prince George, dont la piste commerciale est la quatrième en importance au Canada. Voilà autant d'éléments clés de l'initiative de la porte d'entrée du Pacifique. Ce ne sont là que quelques-uns des avantages concurrentiels du Canada sur le plan du commerce. Curieusement, ils n'ont pas été mentionnés dans le discours du Trône.

En dépit de ces faits, le nouveau gouvernement libéral semble avoir oublié que la survie des Canadiens dans les régions rurales dépend justement des industries dont il semble résolu à faire fi. Mais ce ne sont pas mes seules réserves quant au premier discours du gouvernement.

Le nouveau gouvernement libéral a fait monter la tension chez les industries et les investisseurs lorsqu'il a promis de mettre en oeuvre les 94 recommandations du rapport de la Commission de vérité et réconciliation. La recommandation 45 inquiète particulièrement puisqu'elle prévoit l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

L'Adresse

En 2015, approximativement 39 projets d'exploration minière ont été entrepris dans le Centre-Nord de la Colombie-Britannique. Les investisseurs et l'industrie se préoccupent surtout de l'accès au territoire et du processus de règlement des revendications territoriales des Premières Nations. Un examen approfondi s'impose avant l'adoption de ces recommandations, notamment en ce qui concerne les conséquences à long terme.

Par surcroît, un gouvernement ouvert et transparent devrait favoriser le débat et permettre la plus vaste participation possible de tous les secteurs de la population. Nous devons faire davantage et mieux. J'appuie tout engagement sincère, mais j'exhorte le gouvernement à examiner l'incidence et la portée économique et sociale qu'auraient des promesses comme celle-là.

Je siège du côté de l'opposition et je ne partage pas le point de vue de mes collègues d'en face, mais je leur offre mon appui pour trouver des solutions avantageuses pour l'ensemble des Canadiens, qui assurent l'égalité à nos concitoyens.

Dans le discours du Trône, on affirme que c'est grâce à notre diversité, à nos expériences communes et à nos différences que nous sommes plus forts, non en dépit de celles-ci. Nous pouvons et nous devons toujours reconnaître et saluer la valeur et la diversité de nos communautés, mais nous ne devons jamais oublier que le Canada est un pays et une nation.

Dans le discours du Trône, il est mentionné brièvement que le gouvernement compte lancer une commission d'enquête sur les femmes et les filles autochtones tuées ou portées disparues. Comme notre chef l'a dit, j'appuie aussi cette initiative. Je propose toutefois que le gouvernement, au lieu de poser les mêmes questions auxquelles on a déjà répondu dans des dizaines de rapports, s'emploie, en collaboration avec les familles, les organismes régionaux et la population, à élaborer de bons programmes de sécurité, d'éducation et de soutien qui permettront d'éviter que d'autres personnes perdent la vie inutilement. Il faudrait que les fonds consacrés à cette initiative contribuent à tisser des liens et à créer un climat de confiance dans la population, entre la GRC, les corps policiers et les Premières Nations. Nous devons honorer la mémoire des victimes et soutenir leur famille par des gestes concrets, et non par des ouvrages et des rapports qui dormiront sur les tablettes.

Je remercie le chef libéral de nous avoir présenté son programme dans un discours qui faisait à peine 15 minutes et environ 1 700 mots. Quoi qu'il en soit, les Canadiens qui s'attendaient à de véritables changements se sont fait servir une version édulcorée et vague de ce qu'était le dernier mandat libéral, c'est-à-dire un gouvernement tentaculaire, criblé de dettes, axé sur les hausses d'impôt, accordant des privilèges indus et ne permettant pas à l'armée de s'équiper comme il se doit. Devant le programme libéral, la population serait finalement heureuse de voir revenir un gouvernement conservateur solide.

Je promets de toujours veiller à ce que les députés d'en face rendent des comptes aux Canadiens, mais aussi de soutenir mes collègues, les députés de cette noble institution, dans les périodes difficiles et lorsqu'ils en auront personnellement besoin.

• (1125)

[Français]

En ce moment, je suis capable de m'exprimer un peu en français, et je travaille à améliorer mon français.

[Traduction]

Que mes collègues, mes amis et les membres de ma famille, qu'ils soient ici, chez moi ou dans ma circonscription, sachent qu'il se peut que je fasse des faux pas en cours de route, mais que je défendrai toujours fièrement, sans cesse et sans relâche, la circonscription de Cariboo—Prince George. Je n'oublierai jamais les gens qui m'ont demandé de les représenter à Ottawa.

M. Scott Simms (Coast of Bays—Central—Notre Dame, Lib.): Madame la Présidente, je vous félicite pour votre nomination. C'est une belle circonscription que la vôtre. Je sais que vous venez de l'île de Manitoulin, qui est, je crois, la plus grande île en eau douce de l'Amérique du Nord.

Je félicite également le député d'en face, qui représente Prince George et avec qui j'ai beaucoup de points communs en dépit de la distance qui sépare les deux côtes. Je viens du centre de Terre-Neuve et il vient du Nord de la Colombie-Britannique; toutefois, lorsqu'il est question de politiques rurales, nous avons assurément beaucoup de points en commun.

Dans son discours, il a parlé de ce qu'il n'y avait pas dans le discours du Trône et a évoqué un mandat libéral antérieur. Si j'en juge par le long intervalle complètement bleu pendant lequel son parti a régné, j'aimerais lui rappeler que les affaires rurales locales n'ont pas toujours été bien gérées sur le front de l'assurance-emploi. Il déplore qu'il ne soit pas question du tourisme dans le discours du Trône, mais j'aimerais lui signaler que nous avons enfin une ministre du Tourisme. Ce poste n'a jamais existé durant l'interrègne des conservateurs.

Je signale au député que ce qu'il envisage de faire pour les travailleurs saisonniers dans sa circonscription, que nous...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): À l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Cariboo—Prince George a la parole.

M. Todd Doherty: Madame la Présidente, l'Accord sur le bois d'oeuvre entre le Canada et les États-Unis, qui a protégé des emplois et garanti une stabilité aux producteurs canadiens et américains, a expiré le 12 octobre 2015. Or, il n'y avait rien à ce sujet dans la lettre de mandat de la ministre du Commerce international ni dans le discours du Trône.

La question que je pose aujourd'hui est la suivante. Le gouvernement s'engagera-t-il immédiatement, à tout le moins, à négocier avec nos homologues américains le prolongement de l'Accord sur le bois d'oeuvre?

[Français]

Mme Marjolaine Boutin-Sweet (Hochelaga, NPD): Madame la Présidente, je vous félicite pour votre nomination. Nous sommes très fiers de vous.

Je félicite également le député de Cariboo—Prince George pour son premier discours et pour ses quelques mots de français. Cela est très apprécié.

Le député a parlé d'agriculture. Bien sûr, pour le Canada, l'exportation de produits agricoles est très importante. Je viens d'une ville; ma circonscription est Hochelaga. Dans les villes, l'agriculture urbaine est aussi très importante. La nourriture de proximité offre toutes sortes d'avantages, entre autres le fait de protéger l'environnement et de donner une nourriture de meilleure qualité.

En plus de promouvoir l'exportation de l'agriculture, les conservateurs ont-ils aussi l'intention d'aider l'agriculture urbaine, pour que tout le monde soit vraiment traité également?

L'Adresse

[Traduction]

M. Todd Doherty: Madame la Présidente, je tiens à féliciter la députée d'avoir été élue et je la remercie de sa question.

L'agriculture est importante pour nous. Elle est un élément essentiel de l'économie canadienne. Comme nous l'avons dit plus tôt, le Canada est l'un des plus grands producteurs et exportateurs de produits agroalimentaires au monde.

Les libéraux ont annoncé un allègement fiscal pour la classe moyenne, annonce à laquelle ils donnent suite. De nombreux électeurs de ma circonscription n'appartiennent pas à la classe moyenne des libéraux et ne profiteront pas de cet allègement. Je demanderais au député d'en face d'expliquer en détail ce que le gouvernement compte faire pour les Canadiens qui ne sont pas visés par le plan pour la classe moyenne des libéraux.

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Madame la Présidente, je tiens à vous féliciter, de même que le député.

J'ai été ravi d'entendre le député parler de l'importance de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique. Cela me fait penser au secteur de l'énergie dans ma circonscription, à l'industrie forestière au Québec et au secteur minier en Ontario, autant d'industries importantes dont il n'est pas question dans le discours du Trône. Le gouvernement semble tenter de parvenir à la prospérité en remaniant le régime fiscal au lieu de comprendre qu'il doit mettre l'accent sur la croissance économique dans ces secteurs vitaux. Le député peut-il nous en dire plus sur ce qui a été passé sous silence dans le discours du Trône et sur l'importance de la croissance économique pour assurer notre expansion?

• (1130)

M. Todd Doherty: Madame la Présidente, j'ai quatre enfants. J'ai le bonheur d'être marié à une belle femme et d'avoir une famille incroyable. Au cours de ma carrière, j'ai eu la chance de jouer de grands rôles dans notre région et de la représenter sur la scène internationale. Or, malgré cette réussite, je ne peux gérer les finances de ma famille avec une carte de crédit.

Le gouvernement fait des promesses, et ce sont les vaillants Canadiens qui devront payer pour les réaliser. Les libéraux auraient-ils l'obligeance de nous fournir les détails complets de leurs plans et de nous indiquer comment ils prévoient faire payer les Canadiens?

M. Chandra Arya (Nepean, Lib.): Madame la Présidente, je vais partager le temps qui m'est accordé avec la députée de Davenport.

Je vous félicite, Madame la Présidente, d'avoir été nommée au poste de vice-présidente adjointe.

Comme c'est la première fois que je prends la parole aux Communes, je souhaite remercier les 34 000 personnes de la circonscription de Nepean qui ont voté pour que je les représente dans cette auguste enceinte. Je m'engage à ne ménager aucun effort pour représenter les gens de Nepean, quelles que soient leurs particularités et leurs opinions politiques.

Je voudrais remercier mon amie, ma partenaire, ma femme, Sangeetha, ainsi que notre fils, Siddanth, sans lesquels je ne serais pas ici.

Je voudrais également remercier l'équipe de bénévoles qui a investi énormément de temps et d'énergie dans ma campagne et qui partage ma vision de la formidable circonscription de Nepean.

Je suis en outre honoré de faire partie des trois Canadiens hindous ayant été élus députés aux Communes. Je crois être seulement la

deuxième personne de l'histoire du Parlement du Canada à prêter le serment de député sur le livre sacré des hindous, le Bhagavad Gita.

Les Canadiens ont parlé haut et fort, le 19 octobre dernier, et ont fait écho à notre appel à un vrai changement. Ils ont voté pour plusieurs choses, et j'aimerais souligner trois points en particulier. Premièrement, ils ont voté massivement contre la politique de la peur et de la discorde. Deuxièmement, ils ont rejeté la création d'une catégorie de citoyens de seconde zone dans le projet de loi C-24. Troisièmement, ils ont voté en faveur d'investissements massifs dans l'infrastructure pour stimuler le développement économique.

Comme je l'ai dit, les Canadiens ont rejeté la politique de la peur et de la discorde. Comme l'a déclaré le très honorable premier ministre:

La peur est un sentiment dangereux. Une fois officialisée par un gouvernement, elle n'a plus de limites. Il n'y a qu'un pas entre se méfier de nos concitoyens et prendre des mesures pour restreindre leur liberté.

Les Canadiens ont aussi rejeté la citoyenneté de seconde classe qui a été créée par le projet de loi C-24. Le gouvernement précédent a créé deux catégories de citoyens et a donné à un politicien le pouvoir de révoquer la citoyenneté. Comme on l'a dit, un Canadien est un Canadien, un point c'est tout. Nous éliminerons ce qui est injuste dans le projet de loi C-24.

Les Canadiens ont également voté en faveur d'investissements massifs dans l'infrastructure pour stimuler le développement économique et favoriser la croissance économique à long terme.

En tant que membre de cette vénérable institution, j'ai plusieurs objectifs, le premier étant de rétablir le respect envers la fonction publique et de permettre à ses employés de s'acquitter de leurs responsabilités le mieux possible. Nous allons créer des politiques fondées sur des données scientifiques plutôt que sur des dogmes idéologiques. La prise de décisions sera guidée non pas par une idéologie politique mais par la prudence et le pragmatisme. Les changements aux conditions d'emploi se feront non pas par voie législative mais dans le cadre du processus de négociation collective.

Mon prochain objectif a trait aux logements abordables. Dans ma circonscription de Nepean, le temps d'attente pour un logement abordable est de 15 ans. À Ottawa, plus de 10 000 personnes sont inscrites sur la liste d'attente pour un logement abordable. Selon des recherches, chaque dollar investi dans les logements abordables permet d'économiser plusieurs dollars en coûts sociaux à long terme.

Mon objectif à long terme est de m'employer à trouver un autre secteur viable qui permettra de créer et de maintenir des emplois de qualité à Nepean et à Ottawa.

À Ottawa, la fonction publique fédérale est le principal employeur, tandis que la ville d'Ottawa est le deuxième employeur en importance. Il y a ensuite le secteur des technologies, qui a connu des hauts et des bas dans les domaines du sans-fil et des télécommunications. Nos enfants quittent Ottawa à la recherche d'emplois. Il faut promouvoir le développement d'un secteur des technologies stable.

J'ai fait partie du conseil d'administration d'Investir Ottawa avec le maire Jim Watson, qui en est le coprésident, ainsi que d'autres leaders du domaine des affaires et dirigeants d'institutions qui participent également à l'administration de l'organisme. Investir Ottawa fait de l'excellent travail pour faire de la ville le meilleur endroit où des entreprises de l'ensemble du pays et du monde entier peuvent s'établir. La ville compte environ 1 700 entreprises du secteur du savoir, dont la vaste majorité sont de petites entreprises. Investir Ottawa vise également à favoriser la croissance de ces entreprises.

L'Adresse

● (1135)

J'ai compris une chose pendant mon passage dans cet organisme: pour stimuler le développement économique de la ville d'Ottawa, il faut que les trois ordres de gouvernement — le fédéral, le provincial et l'administration municipale — travaillent main dans la main.

La Ville d'Ottawa et le gouvernement provincial ont uni leurs efforts et ont partagé à parts égales la facture de 30 millions de dollars associée au centre d'innovation actuellement en construction. À l'heure où on se parle, le gouvernement fédéral n'a pas versé un sou dans la réalisation de cet établissement, dont on a pourtant bien besoin.

Depuis 10 ans, les échanges entre les trois ordres de gouvernement relativement au développement économique d'Ottawa ont été tout ce qu'il y a de plus minimaux. J'entends travailler fort pour corriger cette lacune.

Il y a présentement 12 millions de Canadiens qui n'ont pas de régime de retraite offert par leur employeur. En Ontario, seulement 35 % des travailleurs en ont un. Dans le secteur privé, la proportion de travailleurs qui ont un tel régime est d'à peine 28 %. Il est donc possible que bon nombre de travailleurs s'emparent dans la pauvreté une fois à la retraite, ce qui ferait nécessairement augmenter les coûts sociaux. De plus en plus de familles de travailleurs ont déjà recours aux banques alimentaires de leur localité. Nous avons besoin d'un nouveau régime de retraite bonifié. Le gouvernement s'est engagé à y parvenir, en collaboration avec les provinces et les territoires.

En terminant, j'aimerais faire profiter le Parlement de mon expérience, de mon dévouement et de ma passion pour mon pays. Je travaillerai sans relâche pour les familles de Nepean et collaborerai avec mes collègues à renforcer notre pays et notre circonscription. J'aimerais montrer à nos enfants et à nos petits-enfants que ceux qui sont en politique servent d'abord et avant tout la cause publique et redonnent à la société.

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Madame la Présidente, je félicite le député d'avoir été élu. Je comprends qu'il s'oppose au projet de loi C-24. Or, il ne précise pas à quoi sert ce projet de loi. Pour dire les choses franchement, il permet de retirer leur citoyenneté à ceux qui sont reconnus coupables de terrorisme.

De ce côté-ci de la Chambre, nous estimons que, si une personne parcourt le monde pour faire avancer la cause terroriste, elle ne devrait pas avoir le droit d'utiliser son passeport canadien pour parvenir à ses fins. J'aimerais donc que le député me dise pourquoi il souhaite redonner leur passeport canadien aux individus ayant été condamnés pour terrorisme.

M. Chandra Arya: Madame la Présidente, je tiens, moi aussi, à féliciter le député d'en face d'avoir été élu.

Le projet de loi C-24 donne au ministre le droit de révoquer la citoyenneté d'une personne. Rappelons que le ministre est un politicien qui n'est pas rattaché aux tribunaux ni aux juges du Canada. Le projet de loi C-24 permettrait à un politicien de révoquer la citoyenneté d'un citoyen canadien qui fait l'objet d'accusations n'importe où dans le monde. En vertu du projet de loi C-24, des militants de Greenpeace pourraient donc voir leur citoyenneté révoquée s'ils sont faussement accusés de terrorisme en Russie et sont déclarés coupables. Nous croyons fermement qu'un Canadien est un Canadien, un point c'est tout. C'est pourquoi nous annulerons les dispositions injustes du projet de loi C-24.

● (1140)

[Français]

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Madame la Présidente, je félicite mon collègue pour son premier discours à la Chambre des communes.

Je voudrais simplement avoir ses commentaires sur le plan fiscal du gouvernement libéral. On a fait de grandes promesses aux gens, mais nous avons malheureusement appris que 70 % de la population canadienne ne va pas profiter des baisses d'impôt promises par les libéraux. Tous ceux et celles qui gagnent moins de 45 000 \$ se retrouvent avec absolument rien. Je ne pense pas qu'on peut intégrer la prestation fiscale canadienne pour enfants là-dedans, parce que tous ceux et celles qui n'ont pas d'enfant ne pourront pas en profiter.

Que dit-il à tous ceux et celles dans ce pays qui gagnent moins de 45 000 \$ et qui sont abandonnés par le gouvernement libéral?

[Traduction]

M. Chandra Arya: Madame la Présidente, notre parti était le seul à promettre d'alléger le fardeau fiscal des Canadiens de la classe moyenne. Neuf familles canadiennes sur dix pourront profiter de notre prestation pour enfants, un programme que nous nous sommes engagés à mettre en oeuvre et dont nous sommes fiers.

M. Scott Simms (Coast of Bays—Central—Notre Dame, Lib.): Madame la Présidente, j'aimerais tout d'abord féliciter le député pour son discours. Je m'attarderai sur un point qui a particulièrement retenu mon attention. Au cours des cinq dernières années, on a pu lire dans de nombreuses publications internationales que le Canada traînait de la patte au chapitre des investissements et de l'innovation. Dans le domaine de l'innovation, le Canada doit vraiment se surpasser, puisqu'il s'agit d'un marché international.

Dans son discours, le député a mentionné un centre d'innovation. Un tel investissement pourrait, je crois, offrir une lueur d'espoir non seulement à sa circonscription, mais à l'ensemble du pays. Le député pourrait-il nous parler davantage de ce centre d'innovation et de son importance pour le Canada?

M. Chandra Arya: Madame la Présidente, j'ai siégé au conseil d'administration d'Investir Ottawa pendant plusieurs années. Comme je l'ai mentionné dans mon discours, les deux plus grands employeurs de la ville, le gouvernement fédéral et la Ville d'Ottawa, ne comptent pas augmenter le nombre d'emplois de façon considérable. Nous dépendons du secteur de la technologie qui, à son tour, dépend de l'innovation.

Beaucoup d'efforts sont déployés pour promouvoir l'innovation à l'échelle municipale. La Ville d'Ottawa et le gouvernement provincial ont fait front commun et ont reconnu la nécessité de créer un centre pour réunir sous un même toit les interactions dans l'industrie de l'innovation entre les fournisseurs de services et les responsables des différents programmes gouvernementaux qui sont gérés. Une telle centralisation permettra de stimuler l'innovation. Le coût du projet s'élève à environ 30 millions de dollars. Le gouvernement provincial a investi 15 millions de dollars et la Ville d'Ottawa a fourni 15 millions de dollars en nature. Le précédent gouvernement fédéral n'a pas contribué à la création de ce centre d'innovation. J'espère que nous pourrions corriger la situation.

L'Adresse

Mme Julie Dzerowicz (Davenport, Lib.): Madame la Présidente, comme c'est le premier discours que je fais dans cette vénérable enceinte, j'aimerais dans un premier temps vous féliciter pour votre nomination et adresser mes sincères félicitations à tous les députés ici présents ce matin pour leur élection.

Les Canadiens voulaient un vrai changement, et ils l'ont eu en élisant plus de 200 nouveaux députés à la Chambre. Je me considère privilégiée d'être l'une de ces députés. Je suis touchée et honorée d'avoir obtenu le vote des résidents de Davenport, une circonscription que je suis fière de représenter en tant que première femme députée de cette région. Je tiens à les remercier chaleureusement de m'avoir accordé leur confiance.

Ce qui est particulièrement incroyable, c'est que Davenport, une circonscription qui compte la plus grande proportion de résidents d'origine portugaise, à près de 30 %, a élu une femme dont le nom de famille est Dzerowicz. Mes grands-parents étaient des immigrants. Après la Seconde Guerre mondiale, en Allemagne, ils ont vécu dans un camp pour personnes déplacées, que l'on appellerait probablement un camp de réfugiés de nos jours. Ils cherchaient désespérément un nouveau pays où s'établir et refaire leur vie.

Ils sont arrivés au Canada au début des années 1950, totalement démunis. Ils étaient dans un état physique, financier et spirituel lamentable. Une famille ukrainienne les a parrainés, et ils ont repris leur vie au Canada comme la plupart des immigrants, en acceptant tous les emplois qu'on leur offrait. Ils se sont engagés sur le long chemin qui les amènerait un jour à la citoyenneté en apprenant une nouvelle langue, en adoptant une nouvelle culture et en fondant un foyer pour leur famille.

Ma mère est arrivée à peu près vingt ans plus tard. Elle est née au Mexique, et sa famille est originaire du Pays basque, dans le Nord de l'Espagne. Elle s'appelle Maria Amparo Lizarraga Zatarain, mais personne ne le devinerait en entendant mon nom de famille, qui est Dzerowicz.

Pour mes grands-parents et pour mes parents, le Canada, c'était la liberté, le progrès, l'occasion de réussir, l'équité et la compassion. J'ai grandi dans une famille de la classe ouvrière qui s'acharnait à joindre les deux bouts dans des conditions de vie loin d'être idéales. Mes parents avaient la vie dure, mais ils ne manquaient jamais une occasion de me rappeler l'importance de faire des études et de travailler fort. Ils tenaient à ce que je sache que j'avais une chance inouïe de vivre au Canada.

En fait, je suis devenue députée principalement parce que je suis fortement convaincue que tout le monde devrait avoir ce que j'ai eu en grandissant: une instruction excellente et abordable, un milieu sain, des occasions d'emploi extraordinaires et un filet de sécurité sociale qui nous aide à traverser les périodes difficiles. Pour que chacun de nous atteigne son plein potentiel, tous ces facteurs sont essentiels. Je suis devenue députée pour protéger ces droits et pour les défendre au nom de tous les Canadiens.

C'est pourquoi je me sens honorée de discuter aujourd'hui des mesures que nous avons entendues dans le discours du Trône. Ces mesures reflètent les valeurs sur lesquelles repose notre merveilleux pays. Elles contribuent à créer un Canada qui permette à une personne, à une famille de prospérer, même si ces personnes nous arrivent entièrement démunies mais prêtes à travailler fort et à se prévaloir des occasions que nous leur offrons. Le discours du Trône ouvre la voie à un pays qui deviendra un bon citoyen du monde, qui mènera la lutte contre le changement climatique, qui combattra pour promouvoir la paix et pour éliminer la pauvreté autant dans ses frontières qu'ailleurs dans le monde.

On ne se surprendra pas de constater que les mesures décrites dans le discours du Trône avantageront les résidents de la circonscription de Davenport. Je suis convaincue qu'elles contribueront considérablement à améliorer la vie de ces personnes dès maintenant et dans les générations à venir.

La circonscription de Davenport se situe dans le secteur ouest du centre-ville de Toronto. C'était un quartier de la classe ouvrière, mais les prix de l'immobilier ont considérablement augmenté au cours de ces 10 à 15 années. Cette circonscription a désormais passé dans la catégorie de la classe moyenne dont le revenu moyen par ménage s'élevé à 67 000 \$, et le revenu médian à 56 000 \$.

Les emplois et l'économie constituent la plus grande priorité des résidents de Davenport. Le coût de la vie ne cesse d'augmenter, les salaires demeurent au même niveau depuis des années, et l'économie a tourné au ralenti pendant la plus grande partie de ces 10 dernières années. En réduisant les impôts de la classe moyenne, le gouvernement laissera plus d'argent dans les poches de la plupart des résidents de Davenport. Ces dollars supplémentaires aideront énormément ceux qui ont tant de peine à joindre les deux bouts chaque jour, chaque semaine et chaque mois.

Davenport est une circonscription ethnique merveilleuse qui reflète la beauté de la diversité culturelle, religieuse et linguistique de Toronto. Plus de 50 % de ses habitants sont nés à l'étranger et composent la communauté extraordinaire des immigrants qui ont édifié notre merveilleux pays. Malheureusement, depuis beaucoup trop longtemps, les problèmes d'immigration et la difficulté de devenir citoyens canadiens affligent un grand nombre de résidents, de familles et d'organismes dans ma circonscription.

• (1145)

Comme mes grands-parents, mes parents et tous les immigrants qui sont arrivés avant eux, les futurs Canadiens désirent s'engager sur un chemin clairement tracé pour obtenir la citoyenneté. En fait, si nous voulons établir pour le pays une économie solide au XXI^e siècle, nous devons réviser sérieusement notre politique sur l'immigration. C'est pourquoi l'engagement qu'a pris le gouvernement de modifier certains volets cruciaux de la politique canadienne sur l'immigration est si important. Le gouvernement va doubler le nombre de demandes pour les parents et les grands-parents, réduire les délais actuels de traitement des demandes et accorder immédiatement le statut de résidents permanents aux nouveaux époux qui arrivent au Canada.

Tous ces changements indiquent aux Canadiens présents et futurs que les immigrants ne posent aucun fardeau sur les épaules des Canadiens. En fait, nous avons nous-mêmes de la chance que ces gens désirent devenir Canadiens, établir leurs familles au Canada et y recommencer leur vie, qu'ils désirent développer le Canada pour qu'il devienne même meilleur que ce qu'il est aujourd'hui.

Pendant près de 40 ans, le député de Davenport a été le très populaire Charles Caccia, ou Carletto Caccia, comme les Italiens de ma circonscription l'appelaient. Il était très à l'avant-garde en défendant passionnément l'environnement et la durabilité. Ce dévouement à un environnement vert et durable est un esprit que l'on ressent dans toute la circonscription de Davenport et qui m'influence fortement.

Depuis des années, les résidents de ma circonscription désirent que le Canada assume sa responsabilité de chef de file face à l'environnement autant au pays qu'à l'étranger et qu'il prenne des mesures concrètes pour lutter contre le changement climatique.

L'Adresse

Les habitants de Davenport et des autres collectivités du Canada sont heureux de voir le gouvernement libéral respecter l'engagement qu'il a pris de protéger l'environnement tout en favorisant la croissance de l'économie. Il le fait en participant aux pourparlers de Paris sur le changement climatique; en fait, le Canada y est chargé de faciliter les négociations finales qui sont en cours. Il le fait en ajoutant une somme de 2,65 milliards de dollars pour donner en tout 4 milliards de dollars afin d'aider les pays en développement à combattre le changement climatique. Enfin, il le fait en s'engageant à établir un plan clair pour affronter, de concert avec les provinces et les territoires, le changement climatique dans les 90 jours qui suivront la fin des pourparlers.

Au cours des quelques semaines qui ont suivi notre accession au pouvoir, nous avons pris des mesures concrètes pour établir un plan solide qui apportera du changement autant au pays que dans le reste du monde.

Les paroles sont importantes, les actes sont importants, et le leadership est important.

Au cours de ces dernières semaines, le gouvernement a pris des mesures concrètes pour illustrer son soutien aux valeurs que nous partageons et son engagement envers la liberté, l'égalité, les possibilités, l'équité et la compassion, les valeurs mêmes qui ont attiré mes grands-parents et mes parents dans ce pays.

Nous avons créé un Cabinet très diversifié qui reflète le Canada dans lequel nous voulons vivre, le Canada qui inspire les Canadiens de toutes cultures à Davenport et partout au pays à réaliser leurs rêves et à devenir les personnes qu'ils désirent être.

Pour la première fois dans toute l'histoire du Canada, le premier ministre dirige un Cabinet composé d'autant de femmes que d'hommes, prouvant ainsi que l'on peut apporter un changement réel non pas en établissant des quotas ou en promulguant des lois, mais simplement en faisant preuve d'un sens réel du leadership.

Le gouvernement libéral a également agi jour après jour avec force pour respecter son engagement extraordinaire d'amener 25 000 réfugiés syriens d'ici à la fin de février 2016. Il illustre ainsi parfaitement les plus belles valeurs canadiennes.

Je sais que j'exprime ici la pensée de nombreux résidents de Davenport en affirmant que ces mesures ont eu pour effet de rassembler les Canadiens et de rehausser notre fierté d'être Canadiens.

Je conclurai en citant une phrase qu'a prononcée le premier ministre il y a deux ou trois ans. Je n'ai jamais oublié cette affirmation, parce qu'elle souligne exactement les raisons pour lesquelles je suis députée et je lutterai continuellement pour créer un Canada encore meilleur: « Si nous ne donnons pas à chaque Canadien l'occasion de réussir, nous ne tirons pas parti du potentiel du Canada. » Je pense que cette phrase est au cœur même du message du Discours du Trône, qui est de créer le Canada dans lequel nous désirons vivre, le Canada dont nous sommes fiers, le Canada qui nous donnera à tous l'occasion d'atteindre notre plein potentiel.

● (1150)

M. Michael Cooper (St. Albert—Edmonton, PCC): Madame la présidente, c'est un honneur de prendre la parole pour la première fois à la Chambre. Je remercie les milliers d'électeurs de St. Albert—Edmonton de m'avoir accordé leur confiance.

Le gouvernement a été vertement critiqué, et avec raison, pour ce qu'il n'a pas mentionné dans le discours du Trône et pour ce que ces omissions impliquent quant à ses priorités. Le discours du Trône

contient néanmoins une hausse des charges sociales, ce qui est nuisible à l'emploi. L'esprit de concorde du nouveau gouvernement n'a pas tardé à céder sa place aux bons vieux expédients des libéraux, soit les hausses d'impôt et des dépenses. L'ancien premier ministre Paul Martin lui-même a déjà qualifié les charges sociales de cancer pour l'économie.

Plus de 35 000 Canadiens ont perdu leur emploi depuis un mois. La députée de Davenport peut-elle leur expliquer comment une hausse des charges sociales si nuisible à l'emploi les aidera à réintégrer le marché du travail dans un avenir rapproché?

● (1155)

Mme Julie Dzerowicz: Madame la Présidente, comme je l'ai mentionné, dans la circonscription de Davenport, l'emploi et l'économie sont sans doute les plus grandes priorités. Je peux garantir aux députés que le gouvernement fera tout en son pouvoir pour renforcer l'économie, créer le plus d'emplois possible et investir dans l'infrastructure et l'éducation pour faire en sorte que la situation financière des Canadiens soit meilleure à l'avenir.

M. Erin Weir (Regina—Lewvan, NPD): Madame la Présidente, je tiens à remercier la population de Regina—Lewvan de m'avoir élu et je félicite de son élection la députée de Davenport. Je la remercie par ailleurs de son discours.

Le discours du Trône laissait entendre que la soi-disant réduction d'impôt pour la classe moyenne avantagerait les travailleurs et les gens de la classe moyenne de Davenport, mais la députée mentionne par ailleurs que le revenu médian des ménages de sa circonscription est d'environ 56 000 \$. Je regrette d'avoir à lui enlever ses illusions, mais la seule façon dont un ménage comme celui-là profiterait de cette réduction serait que le revenu provienne seulement de l'un des deux membres du ménage. Pour les ménages dont le revenu est inférieur à 45 000 \$, la soi-disant réduction d'impôt pour la classe moyenne ne présenterait aucun avantage.

Je me demande si la députée de Davenport reconnaîtrait que ses électeurs seraient en fait plus avantagés par la mesure du NPD, qui propose de faire baisser la première tranche d'imposition, que par celle du gouvernement, qui propose de réduire la tranche d'imposition au-delà de 45 000 \$.

Mme Julie Dzerowicz: Madame la Présidente, à ce que je sache, la réduction d'impôt pour la classe moyenne avantagerait ceux dont les revenus se situent entre 45 000 et 89 000 \$. La plupart des électeurs de Davenport en profiteraient donc, puisque c'est dans cette tranche que se situe leur revenu.

[Français]

M. Greg Fergus (secrétaire parlementaire du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Lib.): Madame la Présidente, j'aimerais remercier ma collègue de Davenport de son discours très éloquent.

Considérant l'histoire de ses grands-parents, qui sont venus au Canada, j'aimerais qu'elle en dise davantage sur l'immigration et sur la façon dont le Canada accueillera les réfugiés.

Est-ce plus important pour les gens de Davenport d'accueillir les réfugiés syriens au Canada?

[Traduction]

Mme Julie Dzerowicz: Madame la Présidente, je crois que je représente une des circonscriptions les plus actives, composée de familles, d'écoles, de groupes et de collectivités qui répondent à l'appel et parrainent des réfugiés syriens.

L'Adresse

L'école Dewson a eu la bonne idée de lancer le défi des mille écoles. Elle invite les écoles de Toronto et de la région du Grand Toronto à parrainer des familles syriennes et je sais qu'elle a obtenu des centaines de réponses.

J'en parlerai plus en détail demain, lorsque des enfants viendront en autobus présenter des cartes de bienvenue pour les familles syriennes au ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté. Ces jeunes participent activement à cet effort et ils en sont très fiers.

M. Gary Anandasangaree (Scarborough—Rouge Park, Lib.): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député de South Shore—St. Margaret's.

Je suis très honoré d'être ici à titre de premier député de Scarborough—Rouge Park. Je tiens à remercier les électeurs de ma circonscription de m'avoir choisi pour les représenter. Je tiens également à féliciter tous mes collègues pour leur élection ou leur réélection et à vous féliciter, madame la Présidente, d'avoir été choisie à titre de vice-présidente adjointe. Je m'engage à collaborer avec tous les députés dans l'intérêt du pays. Je suis fier d'appuyer le discours du Trône.

La circonscription de Scarborough—Rouge Park est l'une des six circonscriptions de l'ancienne ville de Scarborough, qui fait maintenant partie de la ville de Toronto. Notre collectivité est parmi les plus diversifiées du Canada.

Permettez-moi de présenter aux députés les priorités de ma circonscription et de la région. Nous avons la chance de profiter de ce que la nature a de mieux: la rivière Rouge, un nouveau parc national, le zoo de Toronto, Highland Creek et le secteur riverain de Scarborough, qui offrent les plus beaux paysages de la région du Grand Toronto.

Le parc de la Rouge est au coeur de ma circonscription. Beaucoup de particuliers et d'associations y ont consacré leur vie. Le gouvernement est déterminé à ce que le parc atteigne son plein potentiel. Je me réjouis du fait que, dans la lettre de mandat qu'il lui a adressée, le premier ministre ait demandé à ma collègue, la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, de travailler avec le gouvernement de l'Ontario en vue d'améliorer le premier parc national urbain du Canada, notamment en améliorant les dispositions législatives protégeant l'important écosystème du parc et orientant sa gestion.

Je n'ai aucun doute que nous pouvons tous unir nos forces afin de construire un parc national dans la région qui reflète les besoins et les aspirations des habitants tout en léguant un héritage aux générations futures.

Comme beaucoup d'autres banlieues du pays, Scarborough a besoin d'infrastructures. À compter de l'année prochaine, les ententes avec les 12 coopératives d'habitation dans la circonscription viendront à expiration. Plus de 900 familles habitent dans un logement coopératif. Il faut travailler avec les coopératives afin de leur assurer un financement stable et prévisible.

Le précédent gouvernement faisait fi des besoins criants en infrastructure dans ma localité. C'est le moment parfait pour investir dans l'infrastructure. Les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi bas. Il nous faut une infrastructure solide pour créer les emplois dont on a tant besoin et attirer les employeurs, et nous avons hérité d'une économie anémique. C'est justement pour cette raison que le gouvernement compte investir dans la construction d'infrastructures hautement nécessaires.

Dans la circonscription de Scarborough—Rouge Park, il faut améliorer les logements pour les anciens combattants et les infrastructures de transport pour que les gens passent plus de temps en famille que sur la route. Il faut également créer des centres communautaires pour les jeunes et les aînés et des coopératives d'habitation pour les aînés.

Les jeunes constituent un important segment de la population de ma circonscription et j'en suis fier. Malvern et Danzig sont des quartiers intéressants et dynamiques où les jeunes s'épanouissent lorsqu'on leur en donne la possibilité. Nos jeunes ont besoin d'un appui approprié. Il faut qu'ils poursuivent leurs études, qu'ils aient davantage de possibilités d'emploi et qu'ils aient le sentiment de faire partie de la communauté. La Stratégie emploi jeunesse jouera un rôle essentiel pour que les jeunes acquièrent, à l'âge voulu, les compétences nécessaires en prévision de leur entrée sur le marché du travail.

Il faut créer des possibilités d'emploi dans la circonscription de Scarborough—Rouge Park. À ce sujet, je suis ravi d'annoncer que le Club Rotary de Scarborough a mis en oeuvre un nouveau projet de revitalisation à Scarborough. Dans le cadre de ce projet, on a inauguré la Scarborough Business Association plus tôt cette année. J'ose espérer que cette association favorisera le lancement à Scarborough d'entreprises et d'industries qui entraîneront dans leur sillage la création de nombreux emplois qui sont vraiment nécessaires. J'ai hâte de collaborer avec mes collègues pour faire avancer les dossiers qui concernent ma circonscription.

Je suis profondément troublé par la stigmatisation répétée des réfugiés, tant à la Chambre qu'ailleurs. Ces derniers temps, nous avons défini les réfugiés comme des terroristes, des fardeaux et des indésirables. Nous les diabolisons. Nous manquons de compassion pour la souffrance humaine et les crises humanitaires dépassent notre entendement.

Aujourd'hui, au moment où l'on se parle, des réfugiés syriens s'apprennent à venir au Canada pour en faire leur terre d'adoption. Les espoirs et les aspirations de ces Canadiens ne sont pas différents de ceux des générations de réfugiés qui les ont précédés, et je dirais même qu'ils seront semblables à ceux des générations futures.

Nous accueillons à bras ouverts les nouveaux réfugiés au Canada, comme nous l'avons fait dans le cas des Afghans, des Kosovars, des Somaliens, des Tamouls, des Vietnamiens et des Ismalis, pour ne nommer que ceux-là.

Certains députés ont eux-mêmes été des réfugiés à un moment donné. À l'instar de leurs prédécesseurs, ils sont fiers de contribuer à l'épanouissement de notre pays. Songeons notamment à notre ministre des Institutions démocratiques, à notre secrétaire parlementaire du ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté et au député d'York-Sud—Weston, un de mes bons amis.

● (1200)

Je profite de l'occasion pour faire part à la Chambre de mon histoire. Je suis un fier Canadien d'origine tamoule qui est venu ici du Sri Lanka en tant que réfugié. Le peuple tamoul subit la persécution. Plus de 100 000 Tamouls ont péri dans une guerre sanglante. Le haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a conclu que des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité avaient été perpétrés au Sri Lanka durant la dernière phase de la guerre. Les Tamouls demandent justice et réclament la tenue, à l'échelle internationale, d'une enquête criminelle indépendante sur les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les génocides.

L'Adresse

Même si la guerre a pris fin en 2009, la paix sur l'île a disparu. On rapporte des cas de violence sexuelle; l'armée occupe des terres qui appartenaient traditionnellement aux Tamouls; des prisonniers politiques tamouls croupissent dans des prisons, dans certains cas depuis des dizaines d'années. C'est dans ce contexte que des gens ont dû fuir leur pays pour établir leur famille dans un lieu sûr.

En 2010, j'ai eu la possibilité de rencontrer certains des réfugiés tamouls qui sont arrivés à bord du *Sun Sea*. J'ai rencontré un grand nombre d'hommes, de femmes et d'enfants. Je n'oublierai jamais l'histoire d'une de ces femmes. Pendant les derniers jours de la guerre, elle se cachait dans un bunker avec son mari et ses trois enfants. Au moment où elle quittait le bunker pour aller chercher de l'eau pour sa famille, un obus a explosé et a détruit sa vie: ses trois enfants et son mari ont disparu en quelques secondes. Cette mère a quand même eu le courage de monter à bord d'un navire en compagnie d'étrangers. Elle a risqué sa vie dans le but de prendre un nouveau départ. C'est l'expérience d'une réfugiée parmi tant d'autres.

Les Canadiens font ce qui s'impose afin de protéger 25 000 Syriens et de leur donner la chance de commencer une nouvelle vie. Nous souhaitons accueillir les plus vulnérables parmi les millions de réfugiés éventuels qui se trouvent actuellement en Jordanie, au Liban et en Turquie. Je tiens à souligner le travail réalisé avec diligence par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, l'UNHCR, afin de traiter les demandes des millions de réfugiés et de leur venir en aide. L'engagement pris par le Canada en vue de fournir une somme supplémentaire de 100 millions de dollars à l'UNHCR tombe à point nommé puisque l'agence doit composer avec l'une des plus importantes migrations des dernières années. Nous devons toutefois en faire davantage.

Enfin, le Canada est un véritable modèle, pour le monde entier, de tolérance, d'égalité, de justice et de respect des droits de la personne. Il donne l'exemple en accueillant des réfugiés syriens et en les intégrant à la société. En fait, au cours de notre histoire, bien des peuples différents ont élu domicile au Canada. Nous avons bâti une société juste qui, à bien des égards, fait l'envie du monde entier.

Pourtant, dans notre société juste, il y a de grandes injustices. Nous avons collectivement négligé les Autochtones, les Inuits et les Métis. Le rapport de la Commission de vérité et réconciliation raconte l'histoire de bien des survivants. J'invite les députés à lire certains de ces récits. Le gouvernement a accepté les recommandations de la Commission, que le juge Murray Sinclair a formulées. Si ces recommandations étaient toutes mises en oeuvre, une nouvelle façon de faire s'établirait.

Le rapport recommande notamment de lancer une commission d'enquête sur les femmes et les filles autochtones tuées ou portées disparues. Prenons l'exemple d'une grande ville du Canada, que ce soit Vancouver, Calgary, Winnipeg, Toronto, Montréal ou Halifax. Imaginons maintenant que 1 200 personnes de cette ville aient été portées disparues en 40 ans et que ces 1 200 cas ne soient toujours pas résolus. Les députés peuvent-ils imaginer l'indignation de cette ville? Comment nous, Canadiens, pouvons-nous accepter que 1 200 femmes ou filles autochtones aient été tuées ou portées disparues en 40 ans? Il faut s'attaquer à ce problème, mais par où commencer?

Je suis fier que le gouvernement ait promis d'entreprendre ce processus afin que les familles puissent obtenir justice. Le premier ministre a fait preuve d'un leadership dont nous avons grandement besoin dans ce dossier. Je suis fier que le gouvernement se soit engagé à définir le mandat de cette commission d'enquête sur les femmes et les filles autochtones tuées ou portées disparues. Il faut

amorcer le processus de guérison, mais la guérison ne peut pas commencer si nous ne comprenons pas parfaitement les différents facteurs qui sont à l'origine de cette tragédie. Cette fois-ci, nous, députés de la présente législature, pouvons changer le cours des choses pour les Autochtones.

Je conclus en rappelant que nous sommes actuellement sur les terres ancestrales des Algonquins. Aujourd'hui, collectivement, nous sommes à la croisée des chemins au moment où nous nous apprêtons à établir de nouveaux rapports, de nation à nation, entre le Canada et les Autochtones, les Inuits et les Métis.

• (1205)

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais poser au député une question au sujet des réfugiés, parce qu'il a parlé dans son allocution d'aider les plus vulnérables. Or, nous savons que de nombreux membres de minorités religieuses et ethniques ne peuvent même pas avoir accès à des camps de réfugiés parce qu'on s'inquiète de leur sécurité. Si on s'en remet aux camps de réfugiés sans accorder d'attention particulière aux groupes minoritaires — yézidis, chrétiens, chiites et kurdes, entre autres —, il se peut fort bien que les plus vulnérables ne soient pas pris en considération dans le plan du gouvernement.

Le gouvernement est-il conscient de ce problème, et les libéraux sont-ils déterminés à faire en sorte que les minorités religieuses et ethniques les plus vulnérables ne soient pas laissées pour compte?

M. Gary Anandasangaree: Monsieur le Président, je félicite mon collègue de son élection.

La question des réfugiés est d'une grande importance pour la population. Le gouvernement a pris des mesures responsables pour que les plus vulnérables puissent venir au Canada.

Je suis sûr que le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés fait du bon travail et que les personnes qui viennent chez nous présentent le plus haut degré de vulnérabilité, selon la définition des Nations unies.

• (1210)

[Français]

Mme Brigitte Sansoucy (Saint-Hyacinthe—Bagot, NPD): Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour son élection et son discours.

Nos communautés sont prêtes à accueillir les réfugiés. Je représente la ville de Saint-Hyacinthe qui va faire son devoir d'accueil, qu'il s'agisse de la municipalité, des organismes communautaires d'accueil ou d'employabilité, ou des intervenants du réseau de la santé ou de l'éducation. On sait que les coûts pour accueillir les réfugiés seront beaucoup plus importants que ce qui a été annoncé.

Mon collègue peut-il assurer aux intervenants que ces coûts seront pleinement assumés?

[Traduction]

M. Gary Anandasangaree: Monsieur le Président, le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté a déjà précisé ce que coûteraient la venue et la réinstallation des réfugiés. Je suis convaincu que le coût du programme tout entier a été calculé et que nous faisons les choses de façon très responsable.

Ce qui importe, c'est que les réfugiés aient la possibilité de réussir chez nous, car au cours de leur vie, ils rendront au pays tout ce qu'il débourse aujourd'hui pour eux.

L'Adresse

[Français]

M. François-Philippe Champagne (Saint-Maurice—Champlain, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, je suis heureux de vous adresser mes félicitations pour votre élection. Je voudrais aussi profiter de l'occasion pour remercier les électeurs de Saint-Maurice—Champlain, un comté plus grand que la Belgique, qui m'ont fait confiance.

Je voudrais d'abord saluer mon collègue pour son discours inaugural, un discours fort important. Il y a parlé de jeunesse, de classe moyenne, de création d'emplois et d'infrastructure. L'annonce que nous avons faite hier va réduire le fardeau fiscal d'environ 9 millions de Canadiens et va offrir un allègement fiscal de 3,4 milliards de dollars, conjointement à notre prestation fiscale canadienne pour enfants qui bénéficiera à 9 familles sur 10.

J'aimerais que mon honorable collègue nous explique quelle différence cela fera pour les gens de son comté.

[Traduction]

M. Gary Anandasangaree: Monsieur le Président, j'aimerais féliciter mon collègue pour son élection.

L'allègement fiscal pour la classe moyenne annoncé hier par le ministre des Finances est un élément très important de notre programme. Je suis certain qu'il profitera directement à des milliers de familles dans la circonscription de Scarborough—Rouge Park et dans tout le pays. C'est autant d'argent que les gens pourront consacrer à l'éducation, à des activités parascolaires et à une foule de choses que les familles estiment importantes pour leurs enfants.

Je suis très fier de cette initiative du gouvernement et j'espère que nous pourrions la faire adopter à temps pour que les gens puissent commencer à profiter de l'avantage non imposable que représente l'allègement fiscal pour la classe moyenne que nous proposons.

Mme Bernadette Jordan (South Shore—St. Margarets, Lib.): Monsieur le Président, c'est un grand honneur pour moi de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui en réponse au discours du Trône, en qualité de nouvelle députée de South Shore—St. Margarets. Je remercie sincèrement les électeurs de la circonscription qui me font confiance et m'ont donné le mandat et le privilège de les représenter à la Chambre des communes.

Je rêvais depuis toujours de devenir députée. Cela remonte à l'époque où j'étais une jeune libérale à l'Université St. Francis Xavier, et je sais que je vais chérir cette expérience et que je ne la tiendrai jamais pour acquise. Comme ma nouvelle camarade et collègue, la députée de Fundy Royal, je suis particulièrement fière de devenir la première femme à être élue dans South Shore—St. Margarets et le deuxième candidat du Parti libéral à représenter la circonscription.

J'aimerais prendre le temps d'exprimer ma gratitude envers mon prédécesseur, l'ancien député de South Shore—St. Margarets, M. Gerald Keddy, pour ses 17 années de service à la circonscription et son dévouement envers les personnes qu'il a représentées à la Chambre. Je sais qu'un grand nombre de mes collègues de toutes allégeances ont servi avec M. Keddy au fil des ans et peuvent témoigner de sa gentillesse authentique, de son ardeur au travail et du sérieux qu'il accordait à sa fonction de député.

Comme tous les députés élus le savent, au-delà de l'appui des habitants de nos collectivités, nous ne serions pas ici aujourd'hui sans le soutien indéfectible, la loyauté et le dévouement de quelques personnes. Je tiens à remercier ma famille du fond du coeur. Il s'agit de Dave, mon mari, et de nos trois enfants, Isaac, Mason et Rebecca, dont le soutien compte énormément pour moi et a rendu mon

élection possible. Ils sont pour moi une véritable source d'inspiration.

Je tiens également à féliciter mon équipe de campagne ainsi que les bénévoles et les partisans qui ont donné de leur temps et travaillé des jours et des nuits pour faire élire les 338 députés fédéraux. Nous leur devons beaucoup.

Le 19 octobre, j'ai eu la chance incroyable de faire partie du changement historique que les Canadiens ont demandé en se rendant aux urnes. Bien que j'aie été motivée par le dynamisme, l'enthousiasme, l'espoir et la vision d'un Canada meilleur qui offrirait de grandes possibilités à notre nouveau gouvernement, ce sont les difficultés auxquelles se heurtent ma collectivité et tout le pays qui m'ont motivée tout au long de la campagne électorale.

La circonscription de South Shore—St. Margarets est une vaste et belle région côtière de la Nouvelle-Écosse. On y trouve des villages pittoresques, des régions rurales éloignées et la banlieue ouest d'Halifax. C'est une circonscription représentative de beaucoup d'autres circonscriptions de notre région, et elle renferme une variété considérable de richesses typiques des provinces de l'Atlantique. Elle éprouve aussi bon nombre de difficultés propres à ces provinces. L'exode des jeunes, le chômage chronique, le dépérissement industriel et le manque de nouveaux venus, qu'on peine à attirer, sont des difficultés que beaucoup de députés rencontrent dans leur circonscription. Toutefois, nous n'avons pas que des difficultés en commun. Nous partageons aussi de nombreuses perspectives familiales de croissance et de prospérité.

J'ai eu la magnifique chance de vivre dans cette circonscription pour la plus grande partie de ma vie. Ma passion pour cette région et les personnes admirables qui sont parvenues à changer leur milieu pour le mieux sont ma source d'inspiration et m'ont amenée à me porter candidate aux élections fédérales. J'adore mon coin de pays et je veux qu'il se développe et qu'il prospère tout en conservant son caractère unique.

Le gouvernement voit le potentiel de tous les Canadiens et de toutes les régions du pays. Il pense que, pour faire croître notre économie, nous devons donner à chaque Canadien une chance réelle de réussir. Nous devons fournir aux collectivités et aux personnes en difficulté l'argent qui leur permettra de prendre la voie du progrès.

Tout au long de la campagne, j'ai entendu des gens dire qu'ils étaient devenus las et cyniques à l'endroit du gouvernement, qu'ils croyaient que, peu importe le parti qui allait être élu, leur quotidien ne changerait pas, et ils ne verraient aucun effet concret. J'ai bon espoir que la 42^e législature pourra commencer à changer cette perception, et que nous pourrions apporter le genre de changement que les familles remarqueront, que ce soit en faisant leur marché, dans le cadre de leur emploi ou en prenant soin de leurs proches.

C'est pourquoi je suis très fière de prendre la parole aujourd'hui, alors que nous nous apprêtons à présenter notre plan équitable, dont il a été question dans le discours du Trône. Ce plan est conçu pour les parents et ceux qui travaillent fort, pour les familles, ainsi que pour les personnes que ces gens doivent soutenir. Il offre de l'aide à ceux qui en ont besoin en demandant une contribution un peu plus élevée aux Canadiens les plus fortunés qui ont plus à donner.

Pour être viables, les collectivités ont besoin d'un système de santé qui l'est tout autant. Dans le cadre de mes fonctions au sein de la Health Services Foundation, j'ai été à même de constater à quel point les changements apportés à l'échelle fédérale ont des effets sur les systèmes de santé à l'échelle locale.

L'Adresse

•(1215)

La formule actuelle du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux fera perdre à la Nouvelle-Écosse un financement de 1 milliard de dollars pour les soins de santé dans les 10 prochaines années. Cela équivaut à 100 millions de dollars par année, dans une province qui tente tant bien que mal de faire croître son économie et de servir ses citoyens. Voilà pourquoi notre gouvernement s'est engagé non seulement à mettre en place un nouvel accord sur la santé, mais aussi à collaborer avec les provinces afin que ces investissements servent à améliorer concrètement les résultats en matière de santé.

Notre plan prévoit également des investissements importants pour s'occuper des déterminants sociaux de la santé, notamment par des améliorations sur le plan du logement abordable, de l'éducation des Premières Nations et de l'aide aux aînés. L'allocation canadienne aux enfants, que je suis très fière d'appuyer, nous aidera aussi à atteindre cet objectif en donnant dès le départ à des milliers d'enfants du Canada de meilleures chances de réussite.

Dans la région de South Shore, notre survie est étroitement liée à notre environnement naturel. La beauté qui nous entoure nous procure prospérité et bien-être grâce aux industries et aux modes de vie qui nous définissent. De la foresterie aux pêches, du tourisme à l'agriculture, aux roches et aux minéraux, nous dépendons de la nature pour assurer la subsistance de nos collectivités. Voilà pourquoi, et je ne le dirai jamais assez, l'environnement et l'économie sont indissociables et ne s'excluent pas mutuellement.

Il faut écouter ce que les scientifiques ont à nous dire au sujet de la politique industrielle et de ses effets sur les ressources naturelles, les espèces en péril et, bien sûr, les changements climatiques. Je ne crois pas avoir à le rappeler à la nouvelle ministre de l'Environnement et du Changement climatique, étant donné les progrès importants réalisés à Paris la semaine dernière.

Le gouvernement sait qu'on peut favoriser la croissance économique grâce à des investissements stratégiques dans les infrastructures, investissements qui, en plus d'être source de milliers d'emplois et de possibilités pour les Canadiens, serviront à bâtir les infrastructures physiques propices à la prospérité de nos collectivités, plutôt qu'à leur seule survie. Le gouvernement investira non seulement dans les routes et les ponts, mais aussi dans les technologies et les infrastructures vertes qui protégeront l'environnement et tout en favorisant la croissance économique.

Comme le savent les gens de ma circonscription, en cette époque moderne, nous ne sommes pas à l'abri des pressions qui pèsent sur le reste du pays et de la planète. Il faut donc penser à défendre les intérêts de tous les Canadiens, plutôt que ceux de notre seule circonscription, et tenir compte des enjeux auxquels sont confrontés les autres pays.

Nous sommes un pays exportateur et une province exportatrice, et bon nombre de nos produits sont achetés par des partenaires sur les marchés étrangers; d'ailleurs, ces partenaires estiment que les produits de la région de South Shore—St. Margarets ont une grande valeur et sont d'excellente qualité. Nos fruits de mer, notre bois d'oeuvre et nos produits agricoles et manufacturés figurent parmi les meilleurs du monde. Par conséquent, nous sommes directement concernés par ce qui se passe partout sur la planète et nous suivons les événements de très près.

Nous ne sommes pas non plus à l'abri des tragédies qui surviennent ailleurs dans le monde. En tant que Canadiens, nous devons examiner le rôle que le Canada joue sur la scène internationale et ne pas oublier que nous avons la réputation de

favoriser et de protéger la paix, la sécurité et les droits de la personne. Nous devons demeurer un chef de file mondial pour ce qui est de l'aide humanitaire, exercer notre influence diplomatique et offrir un milieu accueillant aux réfugiés qui fuient la terreur et les drames de leur pays d'origine.

Je suis très fière des efforts déployés par le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté ainsi que du travail accompli par la Nouvelle-Écosse pour rappeler au monde entier ce que nous sommes et les valeurs que nous défendons.

Il n'y a pas que le gouvernement qui déploie des efforts; partout au pays, les groupes communautaires triment dur pour faire en sorte que les rêves de ceux qui cherchent une vie meilleure deviennent réalité. Une petite collectivité de ma circonscription, Petite Rivière, accueillera une famille de réfugiés syriens. Je sais que les gens de l'endroit déploient énormément d'efforts pour pouvoir les accueillir dès le début de janvier.

Pour trouver une solution à long terme à ces questions complexes, nous devons songer à la manière dont ces conflits prennent naissance et déterminer en quoi certaines politiques et pratiques mènent à ces conflits ou permettent au contraire de les éviter. Notre réaction à ces événements doit toujours être canadienne, c'est-à-dire marquée par l'empathie, la compassion et le discernement, et pas seulement pour nous mais pour les gens de partout dans le monde. Voilà la vision qui anime le gouvernement et les valeurs qui lui tiennent à coeur, comme on a pu le constater dans le discours du Trône.

Pour terminer, je tiens à dire que nous sommes conscients de la tâche qui nous attend, mais que nous considérons aussi qu'il s'agit d'une occasion à saisir. Nous devons offrir aux Canadiens un niveau sans précédent de collaboration et d'unité avec les provinces et les municipalités. Nous devons aussi favoriser la réflexion collective. Je suis convaincue que c'est ce qui va se produire avec vous à la barre, monsieur le Président.

•(1220)

M. Garnett Genus (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, la députée a parlé d'occasion à saisir et des répercussions qu'aura le plan libéral en la matière. Je tiens toutefois à signaler que ceux qui vont profiter le plus des changements fiscaux que propose le gouvernement sont ceux qui gagnent plus de 90 000 \$ par année. Pendant ce temps, les libéraux annoncent qu'ils vont sabrer dans le compte d'épargne libre d'impôt, ce qui nuira considérablement à de nombreux titulaires de ce type de compte, dont plus de la moitié gagnent moins de 60 000 \$ par année.

Quelles seront les répercussions dans la circonscription de la députée si le gouvernement ampute le compte d'épargne libre d'impôt?

Mme Bernadette Jordan: Monsieur le Président, je tiens à remercier le député de sa question et à le féliciter d'avoir été élu.

Nous avons dit très clairement dès le début que nous avons à coeur de favoriser la croissance de la classe moyenne. Les réductions d'impôts que nous accordons aideront les familles à moyen revenu à réinvestir dans l'économie, particulièrement dans la région de South Shore, où l'on retrouve un certain nombre de personnes sur lesquelles ces mesures auront un effet favorable.

•(1225)

[Français]

Mme Marjolaine Boutin-Sweet (Hochelaga, NPD): Monsieur le Président, je félicite ma collègue pour son élection et pour son premier discours.

L'Adresse

Malheureusement, je n'ai pas entendu tout son discours, mais j'ai entendu la partie où elle parlait d'accueillir les réfugiés syriens. Beaucoup de réfugiés s'en viennent. J'ai le mandat du logement au sein du NPD et je sais qu'il manque déjà beaucoup de logements sociaux. Nous sommes en train d'en perdre beaucoup alors que plusieurs ententes se terminent en ce moment.

Étant donné que plusieurs nouveaux arrivants s'en viennent et qu'il manque déjà beaucoup de logements sociaux et que nous en perdons, le gouvernement libéral a-t-il l'intention de créer des nouveaux logements sociaux, abordables et coopératifs?

[Traduction]

Mme Bernadette Jordan: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de ses observations et la félicite d'avoir été réélue.

Dans son programme électoral, le Parti libéral a précisé quels seraient les fonds destinés aux infrastructures qui seraient utilisés pour aider à financer les habitations à loyer modique. Il s'agit de l'une de nos promesses électorales, et cette promesse figure dans les lettres de mandat qui ont été diffusées sur Internet. Ce sont toutes des choses que nous nous sommes engagés à faire pendant notre mandat.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, dans les deux questions précédentes, les députés ont parlé de programmes sociaux. L'un des éléments qu'il nous faut souligner, et qui faisait partie du discours du Trône, constituait un élément important du programme électoral du Parti libéral et dont le premier ministre est extrêmement fier — comme nous devrions tous l'être — c'est la bonification du programme d'Allocation canadienne aux enfants. Ce programme permettra notamment de sortir des dizaines de milliers d'enfants de la pauvreté et étendra l'influence des gens de la classe moyenne au Canada en leur laissant garder une plus grande partie de leur argent. Cette mesure permettra non seulement de sortir des enfants de la pauvreté, mais elle aidera également notre économie.

Je me demande si la députée pourrait nous faire part des raisons pour lesquelles elle croit que l'Allocation canadienne aux enfants constitue en effet la bonne solution.

Mme Bernadette Jordan: Monsieur le Président, cela profitera sans aucun doute à la région de South Shore—St. Margarets, où bon nombre de jeunes familles ont besoin d'un peu plus d'aide, les entreprises sont en difficulté et le taux de chômage est élevé. Il est certain que la prestation pour enfants sera salutaire pour les gens de South Shore—St. Margarets et fera rouler l'économie. Nous sommes reconnaissants du soutien qu'elle apportera aux gens de la circonscription.

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le Président, de nombreux députés prétendent que la mesure fiscale des libéraux visant la classe moyenne stimulera l'économie. Or, la plupart des gens qui s'en tirent bien, la classe moyenne du Canada, n'investiront pas dans l'économie l'argent conservé grâce à la baisse d'impôt. La plupart d'entre eux épargneront cet argent. En temps d'incertitude économique, les gens ont tendance à moins consommer et à mettre de l'argent de côté, ce qui atténue les retombées d'une mesure de relance. Si l'économie était beaucoup plus solide, les gens seraient peut-être plus enclins à dépenser cet argent.

Par ailleurs, je me demande pourquoi les libéraux abolissent en même temps le compte d'épargne libre d'impôt. D'après la députée, les libéraux pensent-ils appuyer la classe moyenne et stimuler l'économie en proposant cette mesure?

Mme Bernadette Jordan: Monsieur le Président, avec tout le respect que je dois au député, je ne suis pas d'accord avec lui. L'argent qui ira aux familles sera très certainement réinvesti dans l'économie.

Les familles ont du mal à joindre les deux bouts et, par conséquent, elles réinvestiront l'argent provenant des prestations dans l'économie. Celles-ci aideront les parents à mieux subvenir aux besoins de leur famille, une chose très importante à l'heure actuelle.

M. Robert Sopuck (Dauphin—Swan River—Neepawa, PCC): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec l'illustre député de Langley—Aldergrove.

Je suis heureux de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui au sujet du premier discours du Trône du gouvernement libéral. C'est la première fois que j'interviens dans le cadre de cette nouvelle législature en tant que député de la circonscription nouvellement redessinée de Dauphin—Swan River—Neepawa. Je suis également le porte-parole de l'opposition officielle pour la conservation de la faune et Parcs Canada.

Je voudrais dans un premier temps remercier les électeurs de Dauphin—Swan River—Neepawa de m'avoir encore une fois accordé leur confiance et prendre quelques instants pour féliciter mes collègues, nouvellement élus ou réélus, pour leur victoire aux dernières élections fédérales.

Les Canadiens s'attendent à ce que nous, en tant que députés de l'opposition officielle, obligeons le gouvernement à rendre des comptes et présentions une vision différente du programme des libéraux. C'est pourquoi une grande partie du discours du Trône de vendredi dernier m'inquiète vivement.

On n'y fait aucune mention de la façon dont on créera un climat propice à l'investissement et à la croissance économique. Je m'y attendais, puisque les libéraux et leurs partenaires de voyage à gauche, les néo-démocrates, se font un point d'honneur de dépenser le plus d'argent possible, tout en ne faisant pas avancer ou en ne préconisant pas l'élaboration de politiques qui créeront de la richesse.

Je leur rappellerais que la création de la richesse est un préalable à la dépense. Or j'ai peu d'espoir que ce préalable se réalise. Sous ce gouvernement, les déficits gonfleront et les investissements périlcleront puisque les entreprises et les créateurs de richesse seront de plus en plus punis lorsqu'ils créeront des emplois. Sous le couvert d'un RPC modifié, les nouvelles charges sociales en sont un parfait exemple.

Deuxièmement, en tant que député représentant une circonscription largement axée sur l'agriculture et les ressources naturelles, je suis surpris et très déçu de ce que le discours du Trône ne fasse aucune allusion à l'agriculture et à la ruralité. L'agriculture, qui apporte pourtant plus de 100 milliards de dollars à l'économie canadienne, et le secteur des ressources naturelles, qui est essentiellement basé dans le Canada rural, sont l'épine dorsale de l'économie canadienne. Ils le seront du moins jusqu'à ce que les libéraux finissent par étouffer le secteur des ressources naturelles par une fiscalité punitive et un régime réglementaire conçus pour retarder indéfiniment tout nouveau développement des ressources naturelles au Canada.

En fait, les collectivités rurales semblent avoir été oubliées. Les libéraux ont fait des promesses bien précises concernant le transport en commun, par exemple. C'est certes important dans les grands centres urbains, mais le transport en commun est pratiquement inexistant dans ma circonscription.

L'Adresse

De quelle façon les libéraux comptent-ils dédommager nos collectivités? Dans la circonscription où je vis et que je représente, nous n'avons pas de transport en commun, mais nous avons des besoins en infrastructures. Est-ce que les libéraux consacreront autant d'investissements dans les projets d'infrastructures rurales que dans le transport en commun?

Le secteur canadien des ressources naturelles éprouve des difficultés, tout comme les localités rurales qui en dépendent. Le cours du brut est inférieur à 40 \$. En proposant un projet de taxe sur le carbone et en établissant un régime réglementaire contraignant à un moment où les cours sont faibles, les libéraux et leurs copains au NPD ont essentiellement déclaré la guerre au secteur canadien de l'énergie et à nos industries des ressources naturelles.

Je trouve cela déplorable, car il y a de vraies personnes en chair et en os qui en dépendent. Je vais développer ma pensée. Le secteur des ressources naturelles emploie 1,8 million de Canadiens, et le seul secteur de l'énergie soutient quelque 300 000 emplois. À l'hiver 2009-2010, comme bon nombre des électeurs de ma circonscription, je travaillais en surveillance environnementale dans les sables bitumineux de l'Alberta. J'y ai rencontré des Canadiens venus de toutes les provinces pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. J'ai rencontré des couples âgés qui voulaient économiser pour vivre leur retraite dans la dignité, des jeunes qui cherchaient à acheter leur première maison, et des mères et des pères qui mettaient de l'argent de côté pour payer des études à leurs enfants.

Sans parler du fait que les sables bitumineux du Canada sont assujettis à un régime strict de conformité environnementale et se conforment à des normes d'excellence, ce sont les gens, les employés, qui y travaillent qui constituent la vraie force motrice de ce secteur des plus essentiels. Les Canadiens de l'ensemble du pays seront affectés par la stratégie adoptée par les libéraux dans le seul but de ralentir l'exploitation des sables bitumineux.

Des 570 millions de dollars attendus qui étaient destinés à de nouveaux investissements, combien ne seront maintenant pas dépensés? Combien de manufacturiers en Ontario et au Québec ne recevront pas de commandes de matériel? Combien de véhicules ne seront pas achetés par les travailleurs de l'industrie de l'énergie? Combien de maisons ne se vendront pas? Combien de gens des régions à taux de chômage élevé qui déjà faisaient la navette jusqu'aux sables bitumineux seront maintenant forcés de rester à la maison et de dépendre de l'assurance-emploi? Combien de services publics essentiels seront maintenant à court de fonds?

Au cours de la législature précédente, j'ai eu l'honneur de siéger au Comité permanent de l'environnement et du développement durable ainsi qu'au Comité permanent des pêches et des océans. Les deux correspondent bien à mon expérience en tant de biologiste des pêches et à ma carrière dans les domaines des ressources naturelles et de la conservation. Dans ces fonctions, j'ai acquis un sens particulier de la production de résultats environnementaux concrets et mesurables pour chaque denier public dépensé.

Voilà quelle était la politique du gouvernement conservateur, et je suis très fier de notre bilan, car nos programmes ont produit des résultats environnementaux concrets et mesurables.

• (1230)

Sous notre direction, la plupart des indicateurs environnementaux mesurables ont affiché des améliorations marquées. Les émissions d'anhydride sulfureux et de dioxyde d'azote ont diminué. Sous notre direction, les Nations Unies ont déclaré en 2010 que le Canada occupait le deuxième rang des pays industrialisés en ce qui a trait à la qualité de l'eau.

Le gouvernement conservateur a établi une zone pour les parcs nationaux deux fois plus grande que la province du Nouveau-Brunswick. Nous avons nettoyé des centaines de sites contaminés, mis sur pied d'importants programmes de conservation des habitats des poissons, amélioré la conservation des terres humides et entrepris d'importants travaux pour améliorer la qualité de l'eau du lac Winnipeg et des Grands Lacs.

Je voudrais signaler à la Chambre qu'au cours de leur premier mois au pouvoir, les libéraux ont fait huit annonces de financement, qui coûteront près de 2,85 milliards de dollars aux Canadiens. Cet argent ne sera pas dépensé au Canada et le financement n'a pas été approuvé par le Parlement ni même annoncé alors que le Parlement siégeait. La plupart des fonds serviront à des projets internationaux de lutte contre les changements climatiques.

La question que je me pose, tant au sujet de ces 2,85 milliards de dollars que d'autres points de mon discours, est la suivante: qu'obtiennent les Canadiens en échange de ces fonds? Les dépenses du gouvernement servent à répondre aux priorités; des investissements urgents en matière d'environnement doivent être faits ici même au Canada. Par exemple, le lac Érié est gravement touché par les apports d'éléments nutritifs, qui proviennent principalement des États-Unis. En fait, tous les Grands Lacs — au bord desquels vivent 40 % des Canadiens, soit dit en passant — subissent une eutrophisation attribuable à des sources diffuses toujours croissantes.

Voilà le genre d'enjeux environnementaux que les Canadiens voudraient voir réglés par le gouvernement, mais malheureusement, la priorité du gouvernement libéral est d'envoyer près de 400 délégués à Paris, soit plus que les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Australie confondus. Les Canadiens veulent des résultats concrets et mesurables en matière d'environnement, mais ce n'est certainement pas cela qu'ils vont avoir avec un gouvernement libéral.

À ce propos, nous avons été renversés d'apprendre que la première décision de notre nouvelle ministre de l'Environnement et du Changement climatique avait été d'autoriser Montréal à déverser huit milliards de litres d'eaux d'égout brutes dans le Saint-Laurent, l'un des fleuves les plus emblématiques du Canada. C'est une violation flagrante de l'article 36 de la Loi sur les pêches. Voilà ce que valent les préoccupations des libéraux en matière d'environnement.

Dans le discours du Trône, le gouvernement libéral a promis d'introduire une taxe sur le carbone, ce qui va faire augmenter les coûts de l'industrie, dissuader encore davantage les investissements dans le secteur énergétique, et faire grimper les coûts de l'énergie pour les Canadiens. Deux groupes de Canadiens seront directement touchés par cette taxe sur le carbone, à savoir les Canadiens à faible revenu et les Canadiens des zones rurales, qui sont exactement les gens que je représente. Si la question n'était pas aussi grave, je ferais des gorges chaudes des libéraux qui prétendent se soucier autant des Canadiens à faible revenu. En fait, ils compromettent gravement les revenus de ceux qui sont dans le besoin et de ceux qui vivent dans des régions rurales et éloignées.

J'aimerais faire remarquer que les gens à faible revenu et ceux qui habitent dans des régions rurales consacrent une plus grande partie de leur revenu à leur facture énergétique que les autres Canadiens. J'estime que l'établissement d'un prix du carbone ne devrait pas avoir d'incidence sur les revenus des Canadiens et qu'on devrait prévoir un mécanisme pour compenser les impacts négatifs d'une telle mesure sur les gagne-petit et les habitants des régions rurales.

L'Adresse

De plus, il est évident que le gouvernement libéral fédéral veut nous entraîner sur la même pente énergétique que ses alliés ontariens. Comment cela fonctionne-t-il dans la province? La vérificatrice générale de l'Ontario, Bonnie Lysyk, a récemment fait le bilan de la stratégie verte du gouvernement libéral de l'Ontario en disant que ses décisions avaient coûté des milliards de dollars aux consommateurs ontariens. Entre 2006 et 2014, l'électricité a coûté aux Ontariens un supplément de 37 milliards de dollars, et d'ici 2032, elle va leur coûter encore 133 milliards de plus.

Dans une édition récente du *Toronto Star*, croyez-le ou non, il y avait un article de Thomas Walkom, dont le titre pourrait être traduit ainsi: « Le fiasco énergétique de l'Ontario, une leçon pour ceux qui combattent le changement climatique ». L'auteur y parlait de l'approche adoptée par l'Ontario, qui consiste à subventionner massivement l'électricité produite à partir de l'énergie solaire, de l'énergie éolienne et de la biomasse, ce qui s'est traduit par une surproduction massive d'énergie en Ontario, si bien que la province est littéralement obligée de payer d'autres juridictions pour qu'elles acceptent d'acheter son énergie. Fait intéressant, entre 2009 et 2014, l'excédent énergétique annuel de l'Ontario a été en moyenne égal à la production énergétique totale de ma province du Manitoba, laquelle compte parmi les grands producteurs d'électricité du Canada.

De plus, en bradant son électricité excédentaire sur le marché, l'Ontario a provoqué une chute des prix énergétiques pour tous les producteurs. Comme le fait remarquer M. Walkom, « les Canadiens sont prêts à payer pour préserver leur avenir, mais ils se révoltent quand ils voient que les gouvernements qui leur font payer des taxes sur le carbone sont incompetents, corrompus, ou les deux à la fois ». Les politiques énergétiques du gouvernement fédéral auront vraisemblablement le même résultat qu'en Ontario.

J'aimerais dire quelques mots sur la question des armes à feu. J'étais président du caucus conservateur des chasseurs et des pêcheurs, et mes responsabilités actuelles comprennent la protection des droits des propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi. Les libéraux ont annoncé leur intention de s'attaquer encore une fois aux propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi. Les libéraux sont laxistes à l'égard des criminels mais répressifs à l'égard des propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi. Chassez le naturel, il revient au galop. Ils veulent maintenant abroger le projet de loi C-42, la Loi visant la délivrance simple et sécuritaire des permis d'armes à feu, qui garantissait pourtant la protection de la sécurité publique tout en préservant les droits des propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi.

En conclusion, je dirai que je n'ai abordé qu'un petit nombre des questions que se posent les Canadiens au sujet du programme libéral.

• (1235)

M. Greg Fergus (secrétaire parlementaire du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Lib.): Monsieur le Président, ma famille et moi-même avons eu le plaisir de visiter la circonscription de Dauphin—Swan River—Neepawa, que représente mon collègue d'en face. C'est une belle circonscription. Les gens y sont aimables.

Toutefois, j'avoue être un peu étonné. J'ai dû consulter mon BlackBerry pour vérifier la date. J'étais certain que nous étions le 8 décembre, mais j'ai eu l'impression que c'était l'Halloween, car mon collègue s'efforçait d'effrayer la Chambre et les Canadiens en traitant de prétendues lacunes du discours du Trône.

Le député a demandé s'il existait un plan économique, et le plan annoncé par les libéraux est simple. Il s'agit d'aider les familles de la

classe moyenne et d'encourager la croissance économique. Quand il a parlé d'infrastructure, mon collègue a déploré le fait que rien dans le plan libéral ne visait à aider les petites collectivités comme celles qu'il représente. Or, c'est absolument faux. Le plan libéral est très clair: nous voulons travailler en partenariat avec les provinces et les municipalités, grandes et petites, mais je ne sais pas si le mot « coopération » évoque quelque chose pour le député, puisqu'il était membre du précédent gouvernement.

Mais trêve de digressions. Je veux rester sur les voies ensoleillées et faire une déclaration positive.

Je conseille au député de lire le discours du Trône, car il y est question d'assurer la croissance de la classe moyenne, d'aider les familles, d'innover sur le plan économique et de veiller à laisser un environnement sain en héritage à nos enfants et à nos petits-enfants.

• (1240)

M. Robert Sopuck: Monsieur le Président, j'ai lu le discours du Trône d'un bout à l'autre. Cela n'était pas difficile puisqu'essentiellement, il ne contient rien.

Ce qui importe vraiment, c'est de créer un climat propice à l'investissement. C'est bien joli de vouloir distribuer des bonbons à tous, c'est un objectif charmant, et c'est le genre d'objectif qui figure dans le discours du Trône.

Nous avons besoin d'une politique véritable, de programmes et de résultats concrets qui produiront un climat propice à l'investissement au pays, afin que les entrepreneurs, les gens d'affaires, les personnes qui ont de bonnes idées, puissent continuer à stimuler l'économie et à aider la classe moyenne.

Les libéraux se gargarisaient de belles paroles. Leurs programmes n'auront aucun effet positif sur l'économie et ils ne créeront pas la richesse dont le pays a besoin pour assurer des services publics vitaux.

M. Fin Donnelly (Port Moody—Coquitlam, NPD): Monsieur le Président, comme je prends la parole pour la première fois à la Chambre, j'aimerais remercier la population de Port Moody—Coquitlam, d'Anmore et de Belcarra, qui m'a appuyé et m'a permis de prendre place dans cet honorable cénacle.

Je suis le porte-parole du NPD en ce qui concerne les pêches, les océans et la Garde côtière. Mon collègue de Dauphin—Swan River—Neepawa a parlé des réalisations du défunt gouvernement conservateur en matière d'environnement. Je n'ai pas vraiment gardé un tel souvenir des réalisations conservatrices dans ce domaine. Les conservateurs ont vidé la Loi sur les pêches de sa substance, ils ont abrogé la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale et ils ont éliminé la Loi sur la protection de la navigation. Et ne parlons pas de leur totale inaction en matière de changement climatique.

Je sais que les libéraux ont multiplié les promesses dans ces dossiers, et nous, les députés du NPD, ne manquerons pas de leur rappeler ces promesses. J'aimerais toutefois savoir ce que le député pense de ces promesses.

M. Robert Sopuck: Monsieur le Président, le député et moi avons parfois fait partie du comité des pêches en même temps. J'ai beaucoup apprécié nos échanges et ses questions intelligentes.

Quand il est question d'environnement, il arrive trop souvent qu'on oublie de mentionner les chiffres. Or, quand on parle d'environnement, on devrait le faire avec moins d'émotion et plus de chiffres. Sous notre gouverne, les émissions de gaz à effet de serre ont diminué, les concentrations ambiantes de dioxyde de soufre ont baissé en moyenne de 4,8 % par année et les niveaux de dioxyde d'azote ont diminué de 2,9 % par année.

L'Adresse

Par ailleurs, nous avons apporté des changements sensés à la Loi sur les pêches afin de protéger à la fois les collectivités rurales et les stocks de poisson. Je tiens à souligner que, jusqu'en 2009, soit la fin de la période visée par le rapport de la Commission Cohen, les stocks de saumon rouge s'étaient effondrés. Cependant, sous notre gouverne, les stocks de saumon rouge lors de la migration anadrome ont établi un record sans précédent en 2010 et ont été encore plus élevés en 2014. Les changements que nous avons apportés à la Loi sur les pêches ont donné de bons résultats. Les faits sont éloquentes: au Canada, les stocks de poisson sont extrêmement élevés.

● (1245)

M. Mark Warawa (Langley—Aldergrove, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de prendre la parole aujourd'hui en ce lieu honorable qu'est la Chambre et de répondre au discours du Trône.

J'aimerais d'abord remercier les électeurs de ma circonscription, Langley—Aldergrove. Une fois de plus, j'ai l'insigne honneur de les représenter ici, au Parlement du Canada. Ma charmante épouse, Diane, et moi adorons notre collectivité, Langley—Aldergrove. Depuis quatre générations, les Warawa habitent à Langley, et puisque nous avons cinq enfants et dix petits-enfants, nous nous attendons à ce qu'il y ait beaucoup d'autres générations de Warawa.

Je tiens aussi à vous féliciter, monsieur le Président, d'avoir été nommé vice-président.

J'aimerais également remercier le député de Dauphin—Swan River—Neepawa de l'excellent travail qu'il a accompli au cours des dernières législatures, pendant lesquelles j'ai travaillé à ses côtés. L'environnement lui tient énormément à coeur et il a joué un rôle très efficace dans ce dossier pour les Canadiens.

Je veux aussi remercier la chef intérimaire de l'opposition officielle, la députée de Sturgeon River—Parkland, qui m'a fait un grand honneur, soit celui d'être le porte-parole des aînés de partout au pays. Le Parti conservateur a toujours considéré qu'il est prioritaire de s'occuper des aînés, et les Canadiens apprécient grandement le travail que le gouvernement précédent a accompli au nom des aînés.

Je suis très inquiet que le nouveau premier ministre n'ait pas nommé de ministre responsable des aînés. Je m'inquiète aussi du fait qu'il n'a pas du tout été question des aînés dans le discours du Trône et que le nouveau gouvernement libéral ne semble pas avoir l'intention de tenir les promesses qu'il a faites aux aînés pendant la campagne électorale.

Le discours que le gouverneur général a prononcé au nom du gouvernement exhortait la Chambre à faire entendre la voix de tous les Canadiens, y compris les aînés. Il invitait également les parlementaires à travailler ensemble, dans un esprit de collaboration, pour améliorer la vie de tous les Canadiens. C'est d'ailleurs dans cet esprit que je prends la parole à la Chambre aujourd'hui. Même si je partage l'avis du gouvernement et que j'estime que l'économie et la création d'emplois sont des enjeux très importants, tout comme le renforcement de la classe moyenne d'ailleurs, le discours comporte une grave lacune. Il n'y est pas question d'un groupe démographique en croissance qui a des préoccupations particulières. Les aînés ont été oubliés ou ignorés.

Comme nous le savons, à l'heure actuelle, un Canadien sur six est un aîné. Dans 14 ans à peine, un Canadien sur quatre le sera. C'est un changement radical. Le Canada doit se doter d'un plan durable pour les aînés, un plan qui saura répondre à leurs besoins. Le discours du Trône évoque une bonification du Régime de pensions du Canada pour les générations futures, mais le gouvernement libéral n'a aucun

plan pour les besoins actuels des aînés. Il est certes essentiel que le Parlement crée des programmes qui profitent aux Canadiens, mais encore faut-il que ces programmes soient financièrement viables et sûrs. Ainsi, nous aurons l'assurance que nos enfants et petits-enfants auront droit à la stabilité et à la sécurité économique dont nous jouissons aujourd'hui, grâce aux mesures prises par le gouvernement précédent. Les modifications qui seront apportées au RPC ne répondront pas aux besoins des aînés dans l'immédiat.

Par ailleurs, je suis très inquiet de voir que les soins de santé et la santé des aînés ne semblent pas être une priorité pour le nouveau gouvernement. L'élaboration d'un nouvel accord sur la santé ne suffit pas, sachant que le vieillissement de la population du Canada accentue la nécessité d'une stratégie nationale de soins palliatifs. Il est donc très important que le gouvernement libéral présente un plan destiné à assurer la qualité de vie des aînés et de l'ensemble des Canadiens.

Au mois de mai de l'an dernier, au cours de la 41^e législature, les députés se sont prononcés sur une motion d'initiative parlementaire réclamant la création d'une stratégie nationale sur les soins palliatifs et de fin de vie. Cette motion a été adoptée à l'unanimité à la Chambre. Je tiens d'ailleurs à remercier le député de Timmins—Baie James de l'avoir présentée. Tous les députés conservateurs, libéraux et néo-démocrates, y compris le premier ministre, l'ont appuyée. J'invite instamment le nouveau gouvernement libéral à tenir sa promesse et à commencer immédiatement à élaborer une stratégie nationale sur les soins palliatifs et de fin de vie.

Les personnes qui soignent constituent un aspect important des soins palliatifs. Il s'agit autant des professionnels de la santé — par exemple les médecins, les infirmières, les physiothérapeutes et les pharmaciens — que des membres de la famille et des amis. Tous ces gens doivent travailler de concert pour que les personnes en fin de vie soient entourées d'amour et que leur milieu de vie soit sain et réconfortant. Cela ne veut pas dire que la tâche soit facile et qu'il n'y ait pas de difficultés financières. Les décisions déchirantes que doivent prendre les familles sont trop souvent liées à des considérations financières.

● (1250)

C'est la raison pour laquelle la prestation de compassion a été créée: pour aider les familles canadiennes confrontées à la perte imminente d'un être cher, pour qu'elles aient le choix de s'absenter de leur travail pendant un certain temps pour s'occuper d'un proche ou d'un ami en fin de vie. Ce programme a été lancé en 2004 et il a été généreusement bonifié depuis. À son lancement, il fournissait de l'aide financière à une liste très limitée d'aidants naturels pendant un maximum de six semaines au cours d'une période de 26 semaines. Je suis très fier que le gouvernement conservateur ait fait passer la période de prestations de six semaines à six mois, permettant ainsi aux personnes en fin de vie de choisir qui allait prendre soin d'elles. Il est également important de souligner que 75 % des personnes qui demandent la prestation de compassion sont des femmes.

En plus de prolonger la période d'admissibilité à la prestation de compassion, l'ancien gouvernement conservateur a presque doublé le financement destiné à cet important programme, le faisant passer de 6,9 millions de dollars en 2004-2005 à 12 millions de dollars en 2013-2014. C'est en partie grâce à cette aide indispensable aux aidants naturels que leur nombre a augmenté. Cette prestation montre comment le gouvernement fédéral peut montrer aux aidants naturels canadiens et à leurs proches qu'il est sensible à leur situation et veut les aider à traverser la dure épreuve que représente la perte d'un être cher.

L'Adresse

Le gouvernement s'apprête à nous emboîter le pas en ce qui concerne le soutien aux aidants, mais il ne fait pas mention de l'autre problème soulevé dans la motion M-456 présentée à la dernière législature. J'invite le gouvernement à proposer à la Chambre une stratégie nationale pour les soins palliatifs qui tienne compte de la diversité géographique, régionale et culturelle du Canada. À titre de législateurs, nous sommes confrontés au défi que représente le vieillissement de la population. En ma qualité de porte-parole dans les dossiers relatifs aux aînés, il m'incombe d'attirer l'attention sur cette importante question et c'est ce que je fais aujourd'hui.

Nous sommes également préoccupés par une autre omission dans le discours du Trône, en l'occurrence la maltraitance des aînés. Comment la légalisation de la marijuana va-t-elle prévenir ce problème? Je me réjouis de la décision du gouvernement de fournir davantage de soutien aux survivants de violence conjugale et d'agressions sexuelles, mais la prévention de la violence à l'égard des aînés est tout aussi importante. La maltraitance des aînés peut prendre diverses formes: violence physique et sexuelle, violence psychologique et émotionnelle, exploitation financière et négligence. De tels abus constituent une forme de violence peu importe qui en fait l'objet, mais lorsqu'ils visent le segment le plus vulnérable de la population canadienne, ils sont encore plus graves.

À titre d'exemple, l'année dernière, nous avons tous été choqués et attristés d'apprendre qu'un homme de 101 ans, le colonel à la retraite Ernest Côté qui a participé à la Seconde Guerre mondiale, avait été ligoté et volé ici même à Ottawa. Ce crime a ébranlé la collectivité mais il a attiré l'attention sur un segment de la population vulnérable et en croissance. Je souligne néanmoins que dans ce cas particulier, le crime a été commis par un étranger.

La maltraitance des aînés est un phénomène unique parce qu'elle est souvent le fait d'une personne qui jouit de la confiance de l'aîné. Les membres de la famille, les aidants et les amis peuvent fournir du soutien et des soins importants aux aînés, mais ils peuvent aussi représenter un danger. Il est important que les Canadiens, particulièrement les aînés, reconnaissent les signes de la maltraitance et qu'ils sachent à qui s'adresser pour obtenir de l'aide le cas échéant. Que prévoit le gouvernement pour sensibiliser les aînés et la population au sujet des signes et des dangers de la maltraitance? Il n'en est pas question dans le discours du Trône.

Le véritable test pour l'actuel gouvernement libéral est de tenir parole. Les Canadiens veulent que les promesses électorales soient tenues et qu'on leur présente un plan durable qui donnera des résultats à long terme. Dans le schéma de valeurs des conservateurs, les aînés sont importants. Malheureusement, ils ne constituent pas une priorité pour le gouvernement libéral.

L'opposition officielle ne peut appuyer le libellé actuel du discours du Trône.

M. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de la circonscription de Langley—Aldergrove, je le félicite de sa réélection et je me réjouis à l'idée de travailler avec lui au cours de la présente législature.

J'ai quelques questions à lui poser. Il a à cœur la situation des personnes âgées, j'en suis impressionné, mais je pense qu'il n'a pas parlé aux mêmes aînés que moi au cours de la dernière campagne électorale. J'ai frappé à la porte de gens inquiets parce que leur revenu n'avait pas augmenté d'un sou au cours des neuf dernières années sans que le gouvernement se soucie du fait que le coût de la vie avait grimpé pour eux. J'ai parlé à des personnes âgées préoccupées par la hausse constante du coût du transport en commun et l'absence de mesures pour les aider à se déplacer en ville,

à des gens qui s'inquiétaient du nombre de logements abordables et craignaient en permanence de ne pas avoir d'endroit où demeurer ou de devoir consacrer tellement d'argent à leur loyer qu'il ne leur en resterait plus pour se nourrir. Voilà les préoccupations des personnes âgées que j'ai écoutées et qui s'inquiètent également des changements climatiques et de la garde des enfants parce qu'elles ne sont pas repliées sur elles-mêmes.

Que propose le député au gouvernement pour améliorer le sort des aînés?

• (1255)

M. Mark Warawa: Monsieur le Président, je félicite le député d'en face de son élection. Je me réjouis qu'il ait parlé à des personnes âgées; cependant, contrairement à certains de ses prédécesseurs, le gouvernement n'a pas de ministre responsable des questions relatives aux aînés. Pourquoi les aînés ne font-ils pas partie des priorités du gouvernement libéral? Ils le devraient. Un Canadien sur six est une personne âgée. Les aînés constituent le groupe qui connaît la plus forte croissance démographique au pays, et pourtant, les libéraux n'ont personne pour les représenter.

Moi, un conservateur, je suis fier d'assumer ce rôle et de représenter les aînés à la Chambre. J'espère que le premier ministre nommera très bientôt un ministre des aînés, parce que c'est une nécessité. Les questions que le député a soulevées doivent être abordées à la Chambre. Pourquoi ne s'en occupe-t-on pas?

M. Garnett Genus (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, je félicite le député d'avoir été réélu et de défendre les droits des aînés. Le gouvernement conservateur a mis en place le fractionnement du revenu pour les aînés, une mesure à laquelle le nouveau gouvernement s'est opposé lorsqu'il était dans l'opposition.

Durant la campagne électorale, nous avons également proposé un allègement fiscal pour les aînés vivant seuls, afin qu'au moment où ils sont confrontés à la perte d'un conjoint, ils n'aient pas, en plus, à payer davantage d'impôts.

Le député espère-t-il, tout comme moi, que le gouvernement proposera dès maintenant de nouveaux allègements fiscaux afin d'aider nos aînés?

M. Mark Warawa: Monsieur le Président, je tiens à remercier le député du bon travail qu'il a déjà accompli à la Chambre. Il comprend. Les conservateurs semblent comprendre naturellement qu'il est important de protéger et d'aider les personnes qui ont contribué à bâtir notre grand pays. C'est important d'aider les aînés. C'est une priorité pour notre parti, et j'encourage tous les députés à soutenir nos aînés.

Nous devrions commencer par nommer un ministre des aînés et modifier le discours du Trône afin d'y inclure les aînés ainsi que des réductions d'impôt; or, ce que nous voyons maintenant, c'est plutôt la suppression du compte d'épargne libre d'impôt. Le compte sera supprimé, même si plus de la moitié des Canadiens qui l'utilisent sont des aînés.

Les libéraux réaliseront-ils leurs promesses aux dépens des aînés? C'est une honte.

L'Adresse

M. Daniel Blaikie (Elmwood—Transcona, NPD): Monsieur le Président, je voudrais dire quelques mots sur le thème du discours du député, les aînés. Nous savons qu'il est important, pour que les aînés puissent prendre leur retraite dans la dignité, qu'ils aient un revenu suffisant et fiable. Au NPD, nous savons que la bonification du Régime de pensions du Canada est le meilleur moyen de s'assurer que tous les Canadiens, peu importe leur revenu, pourront toucher un revenu décent à leur retraite.

Je me demande si, à la lumière de ces faits, le député pourrait exhorter ses collègues à cesser de présenter à tort une bonification du RPC comme une charge sociale, alors que cela fait partie de la rémunération pour laquelle les Canadiens travaillent tous les jours afin d'être en mesure de prendre une retraite dans la dignité.

M. Mark Warawa: Monsieur le Président, nous venons tout juste d'entendre que le NPD ne comprend pas d'où vient l'argent des contribuables. Il vient justement des contribuables. Chaque fois qu'on augmente les prestations du RPC, l'argent doit venir de quelque part. Ce sont les retenues à la source payées par les Canadiens et les charges sociales versées par l'employeur qui doivent correspondre aux prestations selon un rapport de 2,4. Cela se traduit par une diminution du revenu pour les employés et une augmentation des charges pour les employeurs. Est-ce bon pour le Canada? Non.

Le Parti conservateur appuie une augmentation des prestations du RPC qui sera viable afin d'aider non seulement la génération actuelle, mais aussi les générations futures.

• (1300)

M. Ken Hardie (Fleetwood—Port Kells, Lib.): Monsieur le Président, je suis ravi de partager mon temps de parole avec le député de Beaches—East York.

J'aimerais prendre un instant pour savourer ce moment vraiment unique. Nous sommes plus de 200 à vivre ce que je vis actuellement. Je tiens à transmettre mes remerciements aux gens de Fleetwood—Port Kells qui, grâce à leur soutien, ont rendu ce moment possible. J'espère les servir de façon honorable.

Voilà bien longtemps que j'ai été considéré comme un novice dans quoi que ce soit.

[Français]

J'espère qu'un jour, mon français sera beaucoup mieux.

[Traduction]

Si je continuais ainsi, j'écorcherai les oreilles de mes collègues qui savent parler français. Le français que j'ai appris à l'école secondaire a ses limites, mais, même à mon âge, j'ai l'intention d'y remédier, car cette enceinte favorise les idées, l'ouverture d'esprit et l'action.

Évidemment, chez moi, les langues que je pourrais apprendre sont le pendjabi, l'ourdou, l'hindi, le tagalog et bien d'autres encore. D'ailleurs, à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique, quelqu'un a comparé la circonscription de Fleetwood—Port Kells à un mini-Canada. Nos industries se trouvent dans le Nord, le long du fleuve Fraser. La rivière Serpentine est bordée de vastes territoires agricoles.

La circonscription de Fleetwood—Port Kells comporte des quartiers très diversifiés où les populations d'origine musulmane, du Sud de l'Asie et d'autres régions de l'Asie, ont formé des communautés dynamiques qui contribuent concrètement à forger le caractère de la région. La circonscription comprend évidemment l'île Barnston, où vit la nation Katzie.

De toute évidence, notre collectivité, à l'instar du Canada, bâtit sa force et son caractère grâce à sa diversité, et non malgré elle. C'est pour moi un privilège de la représenter à la Chambre des communes.

Je me sens privilégié de pouvoir collaborer de nouveau avec de nombreux députés. J'aurai aussi de nouveaux collègues, bien sûr, comme mes nouveaux collègues de Surrey. Mais quand je regarde les gens d'en face, je vois des gens avec qui j'ai déjà travaillé. Ainsi, le député de Langley—Aldergrove et moi avons participé à des initiatives qui visaient à réduire le nombre et la gravité des collisions en Colombie-Britannique, des efforts qui ont porté fruit.

Il y a près de 17 ans, alors que la députée de Vancouver-Est était ministre au gouvernement de la Colombie-Britannique, elle et moi avons travaillé avec la police de Vancouver afin d'éliminer la distribution de l'alcool de riz dans Downtown Eastside, un quartier aux prises avec de nombreux problèmes. Ce produit très toxique était vendu au noir dans les dépanneurs. Grâce au soutien de la députée, une mesure a permis de mettre fin à la distribution de l'alcool de riz et à la misère qu'il causait dans ce quartier de Vancouver.

Il y a quelques années, la députée de Surrey-Sud—White Rock, moi-même et beaucoup d'autres intervenants avons fait la promotion d'un projet de train léger rapide à Surrey. La députée était alors mairesse et moi, cadre supérieur à l'administration centrale du transport de Vancouver.

Les gens de ma région seront réjouiront de voir tous les nouveaux députés libéraux de Surrey, ainsi que la députée de Surrey-Sud—White Rock, notre ancienne mairesse, collaborer afin de faire du train léger une réalité pour les résidents de Surrey. La dernière campagne électorale a été ma première. Ce fut un véritable honneur d'annoncer un changement concret à tant de personnes de Fleetwood—Port Kells, en faisant du porte-à-porte.

Tout comme dans le reste du Canada, les électeurs de Fleetwood—Port Kells nourrissent de grandes attentes envers l'actuel Parlement et comptent sur le fait que tous les députés — pas seulement de ce côté-ci de la Chambre, mais bien l'ensemble des députés — collaboreront afin de réaliser et faire progresser beaucoup de choses. Quand il s'agit d'une bonne idée, il faut en discuter, en débattre et la mettre en oeuvre, peu importe sa provenance. Nous avons clairement transmis ce message durant notre campagne électorale.

La circonscription de Fleetwood—Port Kells est relativement prospère. Le secteur de Fraser Heights est magnifique: on y trouve des propriétés construites dans des endroits admirables. Fleetwood et Chimney Hills sont des collectivités solidement ancrées dans la classe moyenne. L'esprit d'initiative des personnes, des familles et de la collectivité contribue de manière essentielle à la très grande force et à la prospérité de l'endroit.

Toutefois, il en est tout autrement à Guildford. Durant la campagne, j'ai pu constater en faisant du porte-à-porte que de nombreuses familles et nouveaux arrivants, tant en Colombie-Britannique qu'au Canada, connaissent des difficultés.

• (1305)

C'était bon de pouvoir leur parler d'une réduction d'impôt pour les revenus moyens et d'une prestation pour enfants non imposable, car ils savaient que ces mesures leur permettraient d'améliorer leur quotidien. C'était réconfortant de voir, dans leurs yeux, la différence que ces mesures allaient représenter pour eux. On voyait l'espoir renaître dans leurs yeux. C'est pour cela que j'étais très fier de notre parti, de notre programme et de notre chef, parce que nous pouvions leur offrir l'espoir que les choses allaient vraiment changer.

L'Adresse

Bien sûr, j'ai été extrêmement satisfait de la façon dont notre communauté a réagi. Les gens semblent avoir réalisé qu'il y avait quelque chose qui manquait dans le dialogue national. On nous a trop conditionnés à être des contribuables et des consommateurs. Pendant la campagne, nous avons découvert que nous étions aussi des citoyens d'un pays qui, traditionnellement, s'employait à préserver le mieux-être de tous.

Au fur et à mesure que les bulletins de vote des quartiers huppés étaient dépouillés, je me sentais de plus en plus fier de Fleetwood—Port Kells parce que, il faut bien le dire, ce sont les résidents de ces quartiers-là qui allaient voir leurs impôts augmenter avec la mise en œuvre du programme libéral. Mais les résultats ont finalement confirmé qu'un grand nombre d'entre eux croyaient que notre chef avait raison de dire que ceux qui ont de l'argent sont prêts à payer un peu plus pour aider ceux qui sont dans le besoin.

Notre programme visant à solidifier notre pays par des investissements dans les infrastructures a trouvé un large écho auprès des électeurs. On voyait bien dans leurs yeux qu'ils habitaient dans de belles maisons et qu'ils étaient à l'aise, mais qu'il y avait cette menace d'une économie incertaine, qui risquait de compromettre leurs emplois, alors que la stabilité de l'économie était d'une importance cruciale pour eux. Ils comprenaient ce que les investissements d'un gouvernement activiste, qui n'était pas prêt à faire de l'attentisme et à laisser le secteur privé tirer les ficelles, pouvaient faire pour eux.

Sans parler de tous les autres, de tous ceux qui représentent un grand pourcentage de notre population et qui se sont ralliés à notre projet de sélectionner les futurs Canadiens à l'aune de leur espoir, de leur courage et de leur vitalité, plutôt qu'à l'aune de leur portefeuille. J'ai aujourd'hui un certain âge, j'ai été élevé au Canada à une époque où notre pays avait la réputation d'être un refuge pour les gens en détresse. Je me souviens comment, en 1956 et en 1957, on nous a annoncé, aux actualités, que nous allions accueillir 38 000 réfugiés de Hongrie, alors que le Canada comptait à peine 15 millions d'habitants. Je me souviens aussi des réfugiés vietnamiens arrivés entre 1975 et 1980. Nous en avons accueilli 55 000, qui venaient d'un pays ravagé par la guerre. Je me souviens également des 6 000 musulmans à qui le gouvernement ougandais avait donné 90 jours pour quitter le pays. Nous les avons accueillis eux aussi.

C'est le Canada dans lequel j'ai grandi dans les années 1940, 1950 et 1960, alors que je faisais tout juste mes premières armes. Aujourd'hui, c'est ce Canada-là que je retrouve. Les synagogues, les temples sikhs, les mosquées et les églises ont conjugué leurs efforts pour accueillir les réfugiés syriens. Pas plus tard que dimanche dernier, la BC Muslim Association a organisé à Surrey une activité qui, en une seule soirée, a permis de recueillir 300 000 \$ pour accueillir ces gens-là de façon adéquate.

Tout bien considéré, je dois dire que c'est un plaisir, pour mon bénéfice personnel, celui de mes enfants et celui de nous tous ici rassemblés, de refaire mes premières armes dans le but de restaurer et de préserver le Canada que nous aimons et que le monde entier nous envie.

M. Fin Donnelly (Port Moody—Coquitlam, NPD): Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député de Fleetwood—Port Kells pour son premier discours et je lui souhaite la bienvenue aux Communes. Je suis heureux de le compter parmi nous et de l'entendre nous donner son point de vue.

Il a parlé des conversations qu'il a eues sur les perrons avec l'électorat, les citoyens, les personnes. Il a écouté leurs préoccupa-

tions, et j'ai certainement fait de même. J'ai entendu les gens me parler des problèmes de logement, de services de garde, d'emplois et d'environnement. Bien entendu, la question du transport en commun est revenue assez souvent, elle aussi, et c'est une question que le député connaît bien.

Le député pourrait-il nous parler de l'un des engagements de son parti? Au cours de la campagne électorale, les libéraux ont fait beaucoup de promesses, y compris en ce qui concerne le transport en commun. Nous réclamons depuis longtemps une stratégie nationale du transport en commun. Le gouvernement s'engagera-t-il à doter le pays d'une nouvelle stratégie nationale du transport en commun, à l'instar de nombreux pays de l'OCDE, qui en ont déjà une, contrairement au Canada? Le député veut-il s'engager à oeuvrer de concert avec le gouvernement formé par son parti pour que nous puissions avoir une stratégie nationale du transport en commun?

● (1310)

M. Ken Hardie: Monsieur le Président, je remercie beaucoup le député de sa question parce que ce problème a été soulevé de nombreuses fois. Pour pouvoir établir une stratégie nationale du transport en commun, il faudrait que l'environnement soit homogène d'un bout à l'autre du pays, à certains égards. Or, mon expérience personnelle et mes discussions avec mes anciens collègues des sociétés de transport en commun m'indiquent que la situation n'est pas la même dans toutes les provinces. C'est le cas aussi dans beaucoup de dossiers nationaux, comme les services de santé.

Le gouvernement doit créer un environnement où des discussions pourront avoir lieu, où nous pourrions fixer des buts, des objectifs et un cadre pour chaque province et chaque municipalité. Nous avons déjà aidé ces dernières, dans le passé, lorsque Paul Martin a créé le transfert de la taxe sur l'essence pour financer le transport en commun. Nous devons créer un cadre qui permettra à chaque municipalité du pays d'agir selon la situation locale. Le cadre et les objectifs globaux pourraient faire l'objet d'une saine discussion aux Communes. Nous pourrions nous pencher sur ce qui pourrait fonctionner de manière uniforme dans l'ensemble du Canada, tout en respectant les différences entre les régions.

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD): Monsieur le Président, comme c'est la première que je prends la parole, j'aimerais remercier les habitants d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest de m'avoir accordé leur confiance en m'élisant pour les représenter à la Chambre des communes.

Le député a parlé de l'espoir qu'il a lu dans les yeux des gens quand il est allé les rencontrer chez eux et qu'il leur a parlé des réductions d'impôt prévues par les libéraux. Je viens de vérifier la répartition des revenus à Guildford et à Fleetwood et j'ai constaté que 75 % à 80 % des personnes dans ces collectivités gagnent moins de 45 000 \$ par année. Je me demande comment ils pourront profiter de cette mesure.

L'Adresse

M. Ken Hardie: Monsieur le Président, je remercie le député de sa question, car elle est pertinente. L'une des choses qui font en sorte que notre plan se distingue, c'est le fait qu'il y avait un certain nombre d'éléments qui s'imbriquaient les uns dans les autres. Au cours des discussions que j'ai eues avec les gens, lorsque la famille n'atteignait peut-être pas le seuil d'environ 45 000 \$ qui serait nécessaire pour que la réduction d'impôt s'applique, il y avait la plupart du temps des enfants, et ce sont eux qui profiteraient tout particulièrement de la mesure. Il a été démontré, au moyen d'analyses indépendantes publiées notamment dans la revue *MoneySense* et qui comparent les mesures fiscales proposées par les différents partis, que les familles avec des enfants profiteraient davantage du programme libéral que du programme des autres partis, tout particulièrement le programme mis en place par les conservateurs et adopté par les néo-démocrates. C'est l'Allocation canadienne aux enfants, calculée en fonction du revenu, qui en fait profiterait le plus aux personnes qui en ont le plus besoin.

M. Nathaniel Erskine-Smith (Beaches—East York, Lib.): Je vous félicite, monsieur le Président.

Je tiens tout d'abord à remercier mon épouse, Amy Symington, mes parents, ma famille et mes amis de l'amour et du soutien qu'ils m'ont donnés dans le cadre de la campagne électorale de longue haleine de cette année. Je veux également remercier les centaines de bénévoles qui ont travaillé sans relâche pour me permettre d'être ici et tous les résidents de Beaches—East York qui m'ont accordé leur confiance.

Je suis particulièrement fier des efforts que ma communauté a récemment déployés dans la foulée de la crise des réfugiés syriens. Un grand nombre de mes concitoyens ont consacré temps et argent pour accueillir des réfugiés dans notre communauté. Je salue le travail d'églises locales, d'organismes communautaires et de personnes vaillantes et bienveillantes.

Cette mobilisation communautaire nous rappelle que l'établissement de la paix à long terme passe par une société compatissante et inclusive. Je vois ces valeurs en regardant mes concitoyens accueillir les nouveaux arrivants dans notre communauté et faire leur part pour l'humanité. De même, notre réponse à la crise des réfugiés syriens nous rappelle que nous pouvons et devrions nous efforcer de mettre la politique de côté. Nous pouvons accomplir de grandes choses lorsque nous mettons la politique de côté.

Je suis l'un des 197 nouveaux députés, et les électeurs de ma circonscription m'ont élu pour adopter une nouvelle approche, à savoir une approche dans le cadre de laquelle nous tenons des débats honnêtes, exprimons nos différends dans le respect et établissons des consensus.

Les sondages nous disent que moins du quart des Canadiens ont foi en notre démocratie. Je demande donc à tous ceux ici présents de m'aider à changer cette perception. À mes yeux, la politique est une profession noble, et je suis assez naïf pour souhaiter que tous les Canadiens tirent de la fierté du travail que nous faisons ici lorsqu'ils nous voient en action. Les Canadiens s'entendent sur plus de points que ce que nous pourrions d'abord penser. Au lieu de chercher à marquer des points et de nous en prendre continuellement aux autres, nous devrions faire tout ce qui est en notre pouvoir pour trouver un terrain d'entente.

Dans le discours du Trône, nous avons promis un gouvernement avisé et bienveillant. À ces deux thèmes bien importants s'ajoutent la responsabilité financière et le progrès social, dont les mots d'ordre sont justice sociale et investissements.

Dans bien des dossiers, il se peut que nous ne nous entendions pas sur les raisons pour lesquelles il faudrait appuyer telle politique ou telle initiative, mais dans les faits, nous avons tous le même objectif en tête. C'est à nous de faire ressortir ces éléments, et c'est justement ce que faisait avec brio le discours du Trône. En voici cinq.

Premièrement, il y a le retour des sciences, des faits et des décisions gouvernementales fondées sur les données. Aux États-Unis, selon divers anciens membres des administrations Obama et Bush, il serait possible de prouver au moyen de données, même rudimentaires, que l'argent dépensé par le gouvernement l'était de manière judicieuse dans moins de 1 % des cas. Nous avons connu le même problème ici, au Canada. Or, pour prendre de bonnes décisions, il faut de bonnes données. Nous devons recueillir de meilleures données sur les politiques et les programmes qui donnent de bons résultats afin de les financer ou d'en hausser le financement, et retirer nos billes des programmes qui ne réussissent pas à produire des résultats mesurables.

Je me réjouis qu'il y ait un recensement en 2016. Il faut cependant que ce ne soit qu'un début. Pour atteindre à l'équité, il faut que nos programmes sociaux soient efficaces. La logique veut aussi qu'ils soient efficaces. Dans les deux cas, il faut de bonnes données.

Deuxièmement, je dirais que nous devons unir nos efforts pour éradiquer la pauvreté au pays. L'allocation canadienne aux enfants constitue un morceau important du puzzle, car elle offrira en somme un revenu annuel garanti aux enfants et aux familles dans le besoin. Je signale au passage que l'instauration d'un revenu annuel de base est réclamée autant par les tenants de la gauche traditionnelle que de la droite classique, comme l'honorable Hugh Segal.

Affranchir les enfants de la pauvreté est évidemment une question de justice sociale. À première vue, c'est la bonne chose à faire, mais nous savons également que les enfants que l'on sort de la pauvreté sont plus nombreux à terminer l'école secondaire, à aller à l'université ou au collège et à contribuer notablement à notre économie, sans oublier les économies futures en assistance sociale, en justice pénale et en soins de santé que cela représente.

En 1989, la Chambre des communes s'est engagée à l'unanimité à mettre fin à la pauvreté chez les enfants avant l'an 2000. Nous voilà en 2015 et plus d'un million d'enfants vivent toujours sous le seuil de la pauvreté. Il ne faut pas oublier l'importance de cet objectif.

Notre prestation vise à sortir de la pauvreté plus de 300 000 de ces enfants. Évidemment, il reste beaucoup de travail à faire, mais il s'agit là d'un premier engagement important. Nous ne dicterons pas comment l'argent doit être dépensé. Nous veillerons simplement à ce que l'argent aille aux familles qui en ont réellement besoin.

Troisièmement, l'investissement dans les infrastructures publiques. Nous parlons beaucoup de déficits à la Chambre, mais nous devrions établir clairement quel déficit nous préoccupe le plus. Ma première préoccupation est le déficit relatif aux infrastructures. Selon la Fédération canadienne des municipalités, ce déficit excède les 120 milliards de dollars dans l'ensemble du pays. Il coûte annuellement des milliards de dollars à notre économie, en productivité.

La chambre de commerce de Toronto estime que la congestion coûte à l'économie de la région du Grand Toronto au moins 6 milliards de dollars chaque année. L'Institut C.D. Howe estime que ce chiffre dépasse les 11 milliards de dollars pour la grande région de Toronto et Hamilton. Si nous n'investissons pas dans les infrastructures essentielles et le transport en commun maintenant, cela nous coûtera encore plus cher à long terme. Les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi bas. Voilà une occasion unique d'investir.

Dans un souci de non-partisanerie, j'aimerais rappeler aux Canadiens que l'investissement annuel dans les infrastructures est passé de 2,5 % du PIB de 2000 à 2006, à 3,3 % du PIB de 2007 à 2012. Autrement dit, l'ancien gouvernement conservateur comprenait la nécessité d'investir dans les infrastructures publiques, et il a fait des investissements historiques. Nous poursuivons dans la même veine et allons un peu plus loin.

• (1315)

Quatrièmement, l'environnement. Les provinces sont allées de l'avant en l'absence d'un leadership fédéral depuis 10 ans. Nous devons travailler avec elles. Il ne fait aucun doute que les changements climatiques entraîneront des coûts importants. Les rapports nous disent que l'inaction nous coûtera plus cher que l'action.

Tout d'abord, nous devons établir une tarification efficace du carbone dans l'ensemble du pays. En 2008, la Colombie-Britannique a fixé un prix pour le carbone, qui n'a aucune incidence sur les recettes. Les efforts similaires entrepris en Alberta jusqu'à présent sont encourageants.

La chef de l'opposition a parlé d'un gouvernement interventionniste hier, mais les économistes s'entendent sur l'utilité de fixer le prix du carbone. Cette idée est partagée par les personnes qui croient aux marchés libres. Elle met l'accent sur le principe du pollueur-payeur. Il s'agit d'une réaction économique classique: internaliser les effets externes sur notre environnement, qui ne sont pas pris en compte de manière adéquate dans le prix actuel des combustibles fossiles. Lorsque Preston Manning et l'organisme multipartite qu'est la Commission de l'écofiscalité du Canada demandent de fixer le prix du carbone, on est loin de la taxe universelle qui nuit à l'emploi avec laquelle on a rebattu les oreilles des Canadiens.

Viennent ensuite les soins de santé, qui comprennent les soins préventifs et un intérêt accru à l'égard des déterminants sociaux de la santé, de la réduction de la pauvreté et des programmes de promotion de l'alimentation saine et de l'activité physique. Il y a toutes sortes de façons d'améliorer la qualité de vie des Canadiens, qui est d'autant plus importante lorsqu'on considère qu'un Canadien malade coûte 10 000 \$ de plus par année au système qu'un Canadien en santé.

Dans le même ordre d'idées, il faut répondre à l'appel de l'Association médicale canadienne en investissant dans les soins à domicile et les établissements de soins de longue durée. Le coût quotidien d'un séjour à l'hôpital peut dépasser 1 000 \$, alors que celui des soins de longue durée est de 130 \$, et celui des soins à domicile, de seulement 55 \$ dans certains cas. Étant donné que 50 % des dépenses en santé sont déjà attribuables aux aînés, il est de notre devoir d'améliorer la qualité des soins et de réaliser des économies dans le système de soins de santé.

Il y a toutes sortes d'autres idées et de sujets à ajouter à la liste, comme l'expansion de l'initiative Logement d'abord, l'abrogation des dispositions adoptées sous prétexte de sévir contre le crime mais qui n'ont pour effet que de mettre un plus grand nombre de Canadiens sous les verrous, au coût annuel moyen de 120 000 \$, l'adoption d'une politique antidrogue qui s'intéresse avant tout à la santé publique, et j'en passe.

Enfin, il y a un certain nombre d'initiatives qui respectent les droits et les libertés des Canadiens et favorisent l'ouverture du gouvernement sans puiser dans les fonds publics. Notre projet de réforme du Sénat, un plan pratique et fondé sur le mérite qui vise à enrayer la partisanerie et le favoritisme à la Chambre haute, jouit de l'appui d'experts constitutionnels.

J'ai hâte de contribuer à l'élaboration de la loi reconnaissant le droit de mourir dans la dignité, qui protégera les droits constitu-

L'Adresse

tionnels des gens en phase terminale. J'ai hâte que l'on exige des agences gouvernementales, et notamment d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, un meilleur service aux Canadiens dans le besoin. J'ai hâte que l'on corrige le projet de loi C-51 afin de respecter nos droits en vertu de la Charte. J'ai hâte que l'on fasse entrer les lois sur le bien-être des animaux dans le XXI^e siècle. Et j'ai hâte enfin que l'on adopte la réforme électorale que l'on attend depuis si longtemps, non seulement pour que chaque vote compte, mais aussi pour renforcer Élections Canada et respecter la liberté de voter selon sa conscience, comme l'a promis le très honorable premier ministre.

C'est sur ce sujet que je terminerai. J'insiste par ailleurs sur l'importance d'avoir une Chambre indépendante, de bien réfléchir sur les enjeux et de manifester son désaccord dans le respect d'autrui. Je suis fier de faire partie du caucus libéral et plus fier encore de représenter à la Chambre tous les résidents de Beaches-East York.

Je me réjouis à la perspective de représenter solidement ma circonscription à la Chambre des communes au cours des quatre prochaines années et de collaborer avec tous les autres députés dans la recherche d'un consensus, en vue d'établir des priorités et de faire avancer les choses.

• (1320)

L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC): Je tiens à vous féliciter, monsieur le Président. C'est bon de vous voir occuper de nouveau le fauteuil du Président.

Je tiens à féliciter le député de son tout premier discours à la Chambre. Lorsque j'ai quitté l'armée, j'ai eu la chance d'habiter dans Beaches—East York, plus précisément dans le quartier Beach Triangle. C'est une merveilleuse localité, où les gens sont accueillants et compatissants. Je constate que le député adopte l'attitude de ses concitoyens à la Chambre.

Toutefois, dans son allocution, il s'est dit inquiet de constater que les gens perdaient confiance en leur système politique. Il a fait remarquer que seulement le tiers de la population faisait confiance au système. Comment peut-il aider à redonner confiance à la population alors qu'il fait partie d'un gouvernement qui, au cours de ses deux premiers mois au pouvoir, a déjà modifié toute une kyrielle de promesses faites pendant la campagne électorale? On n'a qu'à penser à l'accueil de réfugiés, aux modifications au code fiscal supposément sans incidence sur les recettes ou aux déficits censés être inférieurs à 10 milliards de dollars pendant seulement trois ans. Ces promesses ont déjà été abandonnées.

Le député a énuméré avec passion toute une série de questions très pertinentes qu'il souhaite soulever à la Chambre, mais comment peut-il redonner confiance à la population alors que le gouvernement dont il fait partie est déjà en train d'éroder la confiance qu'il a obtenue le 19 octobre dernier?

M. Nathaniel Erskine-Smith: Monsieur le Président, il s'agit d'être à l'écoute des Canadiens.

Le député trouve que nous avons rompu notre promesse à l'égard des réfugiés syriens. Pour ma part, je pense qu'il s'agit d'écouter les Canadiens et de travailler avec les députés d'en face.

L'Adresse

Nous sommes toujours résolus à faire venir au Canada 25 000 réfugiés syriens d'ici la fin de l'année 2016. Nous accueillerons 15 000 réfugiés syriens parrainés par le gouvernement d'ici la fin de février 2016 et les autres pendant le reste de l'année. Nous allons dépasser les cibles fixées quant au nombre de réfugiés parrainés par le secteur privé. Si ma collectivité est représentative de l'ensemble du pays, on peut s'attendre à une effusion de soutien, et je pense que nous pourrions facilement dépasser l'objectif actuel qui est de 35 000 réfugiés.

•(1325)

[Français]

Mme Brigitte Sansoucy (Saint-Hyacinthe—Bagot, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter mon collègue pour son élection et son discours.

Il a souligné l'importance de faire en sorte que chaque vote compte. En ce qui a trait à la réforme du mode de scrutin, le gouvernement a déjà indiqué qu'il privilégierait le vote préférentiel.

Que pense le député du fait que plusieurs citoyens qui réfléchissent à cette question depuis plusieurs années — que ce soit au sein d'organismes tels que le Mouvement pour une démocratie nouvelle ou Fair Vote Canada — mettent en avant, à l'instar de plusieurs autres pays, le mode de scrutin proportionnel mixte? Ce mode de scrutin fait vraiment en sorte que chaque vote compte.

Quel est l'avis du député sur ce sujet?

[Traduction]

M. Nathaniel Erskine-Smith: Monsieur le Président, je ne parle pas au nom du gouvernement, mais en mon nom. Le gouvernement s'engage à réformer le système électoral et à écouter les Canadiens.

Je n'ai pas entendu le gouvernement s'engager à mettre en place un scrutin préférentiel ni aucune autre option. Je crois comprendre que nous allons mettre sur pied un comité de travail et écouter les Canadiens. Je fais partie du mouvement Représentation équitale au Canada, et j'ai hâte de promouvoir la mise en place d'un élément de représentation proportionnelle au sein de notre système.

Nous ne pouvons pas dire aux Canadiens comment nous changerons le système. Cette décision est trop importante. Nous devons écouter les Canadiens.

Le vice-président: Je profite de l'occasion pour offrir mes compliments aux députés pour cette série de questions et d'observations. Lorsque les députés demeurent succincts dans leurs questions et observations, il y a une participation accrue lors des périodes réservées à cette fin. Ce préambule visait à signaler qu'il nous reste encore du temps pour une autre série de questions et observations.

Nous poursuivons les questions et observations. Le député de Foothills a la parole.

M. John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, je tiens à féliciter mon collègue d'en face de son élection, et je lui souhaite la bienvenue à la Chambre.

À la toute fin de son intervention, il a dit qu'une question aussi importante que celle-là exigeait que nous consultions les Canadiens. Je trouve très intéressant qu'il ait dit que le gouvernement doit être ouvert et transparent et consulter les Canadiens à propos des questions importantes.

Or, hier, et aujourd'hui encore, nous avons entendu le gouvernement dire que les plus récentes élections allaient être les dernières à fonctionner selon le système uninominal majoritaire à un tour. Cela a

été décidé sans débat à la Chambre ni discussion avec les citoyens de l'ensemble du pays.

Le député croit-il que la proposition de modifier le système électoral afin de changer la façon dont le gouvernement est élu n'est pas une question suffisamment importante pour qu'on en discute avec les Canadiens? Le député s'engagera-t-il à ce qu'un référendum soit tenu sur cette question très importante?

M. Nathaniel Erskine-Smith: Monsieur le Président, je suis disposé à discuter d'un référendum, mais nous venons d'avoir des élections. Je ne laisse pas entendre que le Parti libéral estime avoir obtenu assez de votes pour considérer qu'il a un mandat à cet égard, mais le NPD a également proposé une réforme électorale au cours de la campagne.

Les Canadiens ont clairement exprimé le souhait d'adopter un modèle autre que le système uninominal majoritaire à un tour.

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, d'entrée de jeu, je signale que je partagerai mon temps de parole avec la députée de Desnethé—Missinippi—Churchill River.

Comme il s'agit de mon premier discours à la Chambre des communes, je profite de l'occasion pour remercier les électeurs de Vancouver-Est de m'avoir donné un mandat fort pour les représenter ici à la Chambre du peuple.

Vancouver-Est se compose de quartiers et de collectivités très variés qui forment une partie incroyablement diversifiée de notre ville, de notre province et de notre pays. À Vancouver-Est, tout le monde fait sa part: les réfugiés, les immigrants, les nouveaux Canadiens, les retraités, les jeunes qui démarrent dans la vie, les artistes et les écrivains de la communauté artistique qui nourrissent notre âme, les sans-abri qui sont aux prises avec un problème de dépendance ou une maladie mentale et les activistes de la base qui alimentent la lutte pour un meilleur avenir. Dans ma circonscription, on voit un activisme inégalé. Nous luttons vigoureusement pour défendre nos convictions. Nous sommes extrêmement fiers de constituer un mouvement prodémocratie réclamant justice sur les plans social, économique et environnemental dans un monde où règne les inégalités.

Dans la circonscription de Vancouver-Est, nous savons que pour bâtir des collectivités saines, il faut se pencher sur les déterminants sociaux de la santé. Nous n'avons jamais peur de nous battre pour amener des changements sociaux positifs dans l'ensemble du pays. Si nous tenons à assurer un avenir meilleur, nous devons nous attaquer aux causes profondes des injustices du passé. Songeons à la façon dont les peuples autochtones ont été traités; c'est là un chapitre honteux de l'histoire du Canada. La colonisation a eu des répercussions profondes sur les Premières Nations du pays. Dans son rapport, la Commission interaméricaine des droits de l'homme affirme que « les disparitions et les meurtres de femmes autochtones au Canada font partie d'un plus large problème de violence et de discrimination envers ces femmes. »

Je me réjouis de voir que le gouvernement s'est engagé, dans le discours du Trône, à mener une enquête nationale sur les femmes et filles autochtones disparues ou assassinées. J'espère de tout coeur que le Canada remédiera enfin aux causes profondes qui exacerbent la violence faite aux femmes et aux filles autochtones. Les néodémocrates sont prêts à collaborer avec le gouvernement pour remplir cette importante promesse électorale.

On peut lire ce qui suit dans le discours du Trône: « [...] le gouvernement estime que tous les Canadiens et Canadiennes devraient avoir des chances réelles et égales de réussite ». Si cette déclaration est sincère, et j'espère qu'elle l'est, n'est-il pas temps de lancer un plan national de lutte contre la pauvreté prévoyant des objectifs concrets et des rapports d'étape? Après tout, nous sommes en 2015, et la motion de l'ancien chef néo-démocrate Ed Broadbent visant à éradiquer la pauvreté, que tous les députés avaient appuyée, date de 1989. Il est ahurissant que 19 % des enfants du Canada vivent dans la pauvreté. On parle de 1,3 million d'enfants. Seulement en Colombie-Britannique, cela représente 170 000 enfants.

C'est une erreur de croire que les gens choisissent d'être des assistés sociaux. Les gens ne choisissent pas de vivre dans la pauvreté. Les parents ne choisissent pas d'envoyer leur enfant se coucher le ventre vide. La plupart des gens qui reçoivent de l'aide sociale sont des personnes handicapées, des personnes qui essaient seulement de joindre les deux bouts ou qui cumulent plusieurs petits emplois à faible revenu, au salaire minimum. Cette situation n'est pas inéluctable. Si vous posez la question aux gens de Vancouver-Est, ils vous répondront qu'il serait facile, pour les gouvernements, d'éliminer les échappatoires fiscales liées aux options d'achat d'actions et de consacrer des fonds à un plan d'élimination de la pauvreté.

Il n'est pas question de la garde des enfants dans le discours du Trône, mais j'espère que le gouvernement admettra qu'un programme national universel de garderies abordables nous permettrait de prendre soin des prochaines générations et de leur donner des bases solides qui favoriseraient leur réussite.

● (1330)

Dans Vancouver-Est, il est difficile de trouver des services de garde de qualité et à prix abordable. Or, nous savons que le développement de la petite enfance est bon pour les enfants, pour la famille et pour l'économie. Les familles et les dirigeants d'entreprise savent qu'un programme national de garde d'enfants est un gage de prospérité économique pour la nation. Et un programme national de logement va de pair. Il n'est pas nécessaire d'être un génie pour savoir que mettre fin à l'itinérance n'est pas seulement quelque chose de plausible, mais aussi de possible. Cela demande une volonté politique.

Pendant la campagne, les candidats libéraux ont promis de renouveler les ententes sur le logement coopératif arrivées à expiration et de rétablir un plan national de logement. Comme on n'en fait pas mention dans le discours du Trône, j'espère que ce ne sont pas des paroles en l'air. Il est important pour Vancouver-Est que le gouvernement fédéral redevienne un partenaire engagé et qu'il collabore de nouveau à la construction de logements sociaux et de coopératives de logements sécuritaires et à coût abordable.

Quel que soit leur âge, nos aînés méritent dignité et soutien. Ils ne devraient pas avoir à s'inquiéter de l'accès aux soins de santé, aux médicaments, aux services à domicile ou tout simplement d'avoir un toit. Sortir les aînés de la pauvreté en augmentant le Supplément de revenu garanti et en ramenant l'âge de la retraite de 67 à 65 ans est la promesse que leur a faite le gouvernement. J'espère que dans les prochains jours, le gouvernement dévoilera le plan destiné à concrétiser cette promesse. Nous méritons un Canada qui honore tous ceux qui ont fait tant de sacrifices pour que nous ayons un meilleur avenir.

Mes parents ont immigré au Canada parce qu'ils y ont vu une terre de liberté, d'espoir et de possibilités. Ils ont osé rêver d'un avenir

L'Adresse

meilleur pour leurs enfants, ils ont osé chercher des possibilités d'une vie meilleure et ils ont osé chérir nos libertés, civiles et autres.

C'est pour moi un honneur d'être la porte-parole du NPD pour l'immigration, les réfugiés et la citoyenneté. Je me réjouis à la perspective de collaborer avec le ministre et son secrétaire parlementaire, ainsi qu'avec la porte-parole conservatrice et son adjoint, dans cet important portefeuille. Lorsqu'on pense à tout ce qu'il y a à faire, notamment honorer l'engagement de faire venir au Canada 25 000 réfugiés syriens parrainés par le gouvernement, éliminer l'arriéré dans les dossiers de réunification des familles, traiter les demandes de parrainage du conjoint, se débarrasser des quotas arbitraires, s'occuper des problèmes liés aux programmes des travailleurs étrangers temporaires et lever les barrières à la citoyenneté, on voit que les tâches ne manquent pas.

Au Canada, ni les immigrants, ni les détenteurs d'une double nationalité, ni personne d'autre ne devrait avoir l'impression d'être des citoyens de deuxième classe. Le gouvernement libéral a promis d'abroger la loi C-24 et d'éliminer l'atteinte à la vie privée et la menace aux libertés civiles que représentent les dispositions de la loi C-51. Les gens sont prêts pour un changement. J'espère voir, dans les jours à venir, des mesures concrètes et des échéanciers précis pour la réalisation de ces promesses électorales, car le gouvernement doit absolument tenir parole. Il a fait campagne sur des projets ambitieux, mais il doit maintenant répondre aux attentes.

Nous avons collectivement la responsabilité de laisser le pays en meilleur état que celui dans lequel nous l'a légué la génération qui nous a précédés. Je me réjouis à l'idée d'y travailler avec tous les députés.

Pour conclure ma première intervention, je veux remercier tous les membres de mon équipe de campagne: les bénévoles, les employés, les gens qui ont cru en moi et n'ont ménagé aucun effort au cours de cette longue campagne pour m'envoyer ici. Je ferai mienne la devise du regretté Dr David Lam et je tâcherai, par mon travail, de « faire honneur au titre » que l'on m'a accordé.

● (1335)

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, je félicite la députée de son discours et de son attachement à la cause des plus vulnérables.

Ce que dit le gouvernement semble être incohérent. Les libéraux parlent d'aider les gens qui en ont le plus besoin, mais ils proposent un allègement fiscal qui profitera à ceux qui gagnent plus de 90 000 \$ par année. Par ailleurs, ils réduisent les cotisations au compte d'épargne libre d'impôt malgré le fait que la majorité des gens qui y cotisent gagnent moins de 60 000 \$ par année. Le gouvernement est véritablement décalé à cet égard.

La députée se joindra-t-elle à nous pour appuyer le maintien du compte d'épargne libre d'impôt, et ce, afin d'aider ceux qui en ont le plus besoin?

Mme Jenny Kwan: Monsieur le Président, ma circonscription est l'une des plus pauvres du pays. Ce que je voudrais, c'est que le gouvernement accorde ces mêmes allègements fiscaux aux gens qui n'y sont pas admissibles à l'heure actuelle. De nombreux habitants de Vancouver-Est en ont besoin. Ils ont besoin de ce soutien. Si le gouvernement veut garantir le succès de tous, il doit modifier les allègements fiscaux, collaborer avec le caucus néo-démocrate et proposer ces mesures.

L'Adresse

[Français]

M. Greg Fergus (secrétaire parlementaire du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais remercier l'honorable députée de Vancouver-Est de son discours inaugural.

J'aimerais qu'elle renchérisse sur ses commentaires concernant le logement coopératif. Personnellement, il y a 25 ans, j'ai commencé à travailler dans le domaine du logement coopératif, et j'ai trouvé que c'était une excellente façon d'offrir une belle qualité de vie aux gens.

La députée peut-elle compléter ses commentaires à ce sujet?

• (1340)

[Traduction]

Mme Jenny Kwan: Monsieur le Président, il ne fait aucun doute que des logements sûrs, sécuritaires et abordables sont nécessaires partout au pays, qu'il s'agisse de logements sociaux ou de coopératives d'habitation. Ceux-ci jouent un rôle important. Dans ma circonscription, il y a plus de 3 000 unités de logement coopératif dont les accords d'exploitation arrivent à échéance ou ont déjà pris fin. Le gouvernement doit donner suite à son engagement de renouveler ces accords d'exploitation pour que personne ne se retrouve à la rue.

Il nous faut également un programme national de logement abordable, ce qui est tout aussi important, afin que le gouvernement se mette de nouveau à construire des logements abordables et des coopératives d'habitation.

[Français]

Mme Marjolaine Boutin-Sweet (Hochelaga, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter ma collègue pour l'excellent discours qu'elle vient de faire. J'ai été très impressionnée.

Évidemment, elle connaît très bien la situation du logement dans sa circonscription, et elle en a parlé. Les libéraux parlent de logement coopératif, mais on n'entend jamais les mots « logement social ». Or on sait très bien que la fin des ententes ne concerne pas que les logements coopératifs. D'autres types de logements à but non lucratif en sont affectés.

Ma collègue a mentionné le nombre de personnes de sa circonscription qui sont sur la liste d'attente, et seulement environ 2 milliards de dollars par année seraient dédiés au renouvellement des ententes qui, à elles seules, représentent 1,7 milliard de dollars. Cela ne laisse vraiment pas beaucoup de jeu pour construire d'autres logements sociaux.

J'aimerais entendre les commentaires de la députée à ce sujet.

[Traduction]

Mme Jenny Kwan: Monsieur le Président, il nous faut une gamme complète d'options en matière de logements. Il ne fait aucun doute que le logement coopératif constitue un élément important et qu'il faut du soutien à cet égard, mais le logement social est tout aussi important. En Colombie-Britannique, il y a plus de 10 000 personnes sur la liste d'attente. Les gens sont découragés et n'inscrivent plus leur nom sur cette liste.

Il faut mettre en place un programme national de logement abordable. Un tel programme a été annulé en 1993 par l'ancien gouvernement libéral. Compte tenu de l'approche harmonieuse que souhaite adopter le nouveau gouvernement libéral, j'espère qu'il y aura de nouveau un programme national de logement abordable, que des logements abordables seront construits et qu'il y aura des subventions pour aider tous les gens qui en ont besoin dans les collectivités partout au Canada.

Mme Georgina Jolibois (Desnethé—Missinippi—Churchill River, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais prendre quelques instants pour remercier les électeurs de Desnethé—Missinippi—Churchill River, qui m'ont accordé leur confiance en m'élisant pour les représenter à la Chambre. Je les remercie sincèrement, tant pour leurs activités bénévoles que pour leur soutien.

Je prends la parole aujourd'hui, une femme dénée de La Loche, un petit village situé dans le Nord de la Saskatchewan. De ma porte d'entrée, je peux admirer la riche forêt boréale et entendre les enfants jouer près du lac La Loche, où des générations d'enfants jouent et où des mères font leur lessive depuis des temps immémoriaux.

Dans mon esprit, je peux circuler le long de la route 155 Sud, jusqu'à ce qu'elle rencontre la rivière Churchill, à l'Île-à-la-Crosse. De là, la rivière coule vers le nord, jusqu'au hameau de Patuanak. La rivière se dirige ensuite vers l'est et traverse la forêt boréale jusqu'au lac Pinehouse, puis jusqu'à Stanley Mission, où elle semble hésiter entre continuer vers l'est jusqu'à Pelican Narrows et Sandy Bay, ou aller vers le nord jusqu'au lac Wollaston, où les courants repartent vers l'ouest, jusqu'au lac Athabasca. La rivière entre ensuite en Alberta, où elle va rejoindre le puissant fleuve Mackenzie.

À l'instant où je prononce le nom de ces lieux, je ne peux m'empêcher d'être un peu nostalgique, car c'est un endroit d'une beauté qui, pour moi, est sans égal.

Si nous apprécions vraiment ce milieu à sa juste valeur, nous devons empêcher sa destruction et en reconnaître les propriétaires ancestraux, autrement dit reconnaître les traités et les droits inhérents des Métis à conserver leur mode de vie traditionnel, qui est intrinsèquement lié à la topographie du milieu et inclure ces personnes, non pas après coup ou par courtoisie, mais comme des égaux. Elles doivent être consultées sur toute utilisation ou occupation de ces terres ancestrales.

L'été dernier, nous avons eu une saison des feux de forêt dévastatrice. Les anciens disent que nous en aurons une autre bientôt.

L'immédiateté des changements climatiques est bien réelle pour les habitants de cette partie de la forêt boréale, qui voient les orages arriver de l'ouest, n'apportant que des éclairs qui allument des incendies plutôt que de remplir les lacs et les rivières.

Pour nous, dans le Nord, les changements climatiques sont par trop réels et il est évident que nous devons prendre des mesures concrètes. Il nous arrive souvent, cependant, de penser au Nord de la Saskatchewan pour autre chose que sa beauté naturelle. Nous entendons dire que le Nord, comme nous l'appelons chez nous, a le taux le plus élevé de crimes violents et de violence interpersonnelle, les taux de suicide les plus élevés, les taux les plus élevés de consommation d'alcool et de maltraitance, les taux les plus élevés de maladie mentale. Toutefois, nous avons aussi des taux parmi les plus bas: les taux réussites scolaires les plus bas, les taux d'emploi les plus bas et les revenus moyens les plus bas.

Ma première idée est de prendre la parole ici et de demander de l'aide. C'est ce que ferait un chef et c'est ce que l'on m'a parfois demandé de faire. Cela suppose toutefois que nous sommes impuissants, ce qui n'est pas le cas.

Nos collectivités et la population veulent que ces problèmes soient reconnus et compris. Nous voulons que l'on comprenne que, lorsque nous parlons de violence interpersonnelle, nous ne parlons pas seulement d'un acte perpétré par une personne contre une autre. Nous devons parler du contexte dans lequel cet acte est posé.

L'Adresse

En ce qui concerne l'enquête sur les femmes autochtones disparues ou assassinées, nous ne demandons pas seulement un rapport d'incident ou une série de rapports d'incidents qui ne font que dresser une liste d'actes criminels. Cela ne servirait à rien.

Le simple fait de tenir une « enquête sur les femmes autochtones disparues ou assassinées » signifie que cette violence n'est ni normale ni acceptable. Il va sans dire qu'il n'y aurait pas d'enquête si la situation était normale ou acceptable.

Le pire danger qui nous guette, en tant que collectivité, est peut-être d'en arriver à penser que ce qui se passe dans ces endroits est normal.

• (1345)

La complaisance s'enracine lorsque les collectivités commencent elles-mêmes à penser que cette violence est normale, qu'elle est acceptable et qu'elle reflète la culture du Nord. Comment peut-il y avoir guérison si nous sommes conditionnés à accepter qu'une violence d'une telle ampleur est normale?

La tenue d'une enquête sous-entend que ce problème ne touche pas une seule collectivité et qu'il ne peut être résolu isolément au sein de la collectivité. Il faut absolument que tous les intervenants, c'est-à-dire les groupes autochtones, les gouvernements, nos systèmes de justice et nos corps policiers, travaillent main dans la main pour aider nos collectivités à guérir et leur donner l'espace dont elles ont besoin pour se rétablir. Dans certains cas, je ne parle pas seulement d'espace physique.

Dans le Nord de la Saskatchewan, il n'y a qu'un seul refuge pour femmes pour une population de 40 000 habitants. C'est le seul établissement de toute la région où les femmes et les enfants peuvent échapper à la violence.

Les changements climatiques et l'enquête sur les femmes autochtones disparues ou assassinées sont des enjeux qui me touchent personnellement et qui touchent les collectivités que je représente, mais les résidents de ma circonscription ont bien d'autres sujets de préoccupation.

Notre circonscription est l'une des plus diversifiées du pays. Nos vastes forêts boréales et nos lacs sont bordés au sud par de fertiles terres agricoles. Tant au sud qu'au nord, les villes sont rares. En gros, notre circonscription compte surtout des villages et de petites villes, dont bon nombre sont prospères, alors que d'autres en arrachent. En raison du cycle de forte expansion et de récession, les problèmes économiques menacent sans cesse les collectivités tributaires des ressources. Le défi des parlementaires consiste à trouver une façon de créer des débouchés économiques de manière à garantir l'égalité des chances et à briser le cycle de la dépendance à l'aide sociale. C'est la clé qui permettra d'aider les gens à se sortir de situations éprouvantes et d'aider les enfants à devenir des adultes forts, résilients et fiers.

C'est là une question que je me pose en ce moment et, profitant de ma présence ici, je la pose au gouvernement.

Il est évident que l'éducation est l'une des clés du succès. Pour les Premières Nations comme pour tout le monde, l'égalité des chances signifie, d'abord et avant tout, l'égalité d'accès aux ressources éducatives. C'est pourquoi nous devons financer les écoles dans les réserves, mais aussi celles des villages ou des villes qui jalonnent la route. Nous savons que le gouvernement a pris des engagements dans ce sens. S'il est capable de les remplir, je serai la première à l'en féliciter. Je veux toutefois rappeler au gouvernement que, même si c'est une bonne chose de s'engager, c'est encore mieux d'agir: il

doit s'engager davantage, mais surtout, transposer ses engagements en actions.

Alors que je faisais campagne, j'ai dit à mes électeurs que je me battrais pour un accès égal aux places dans les garderies. Ma circonscription a l'un des taux de croissance naturelle de la population les plus élevés au pays. Elle a aussi un taux très élevé de personnes à charge. Les parents ont beaucoup d'enfants. Comment les jeunes mères peuvent-elles profiter des débouchés sur le marché du travail s'il n'y a pas de services de garde à leur portée pour leurs enfants?

J'aimerais en outre attirer l'attention de la Chambre sur l'état lamentable des habitations dans les régions rurales et éloignées, en particulier celles qui sont habitées par les Premières Nations. Ce problème est entouré de silence, comme beaucoup d'autres qui ont des conséquences néfastes pour les collectivités du Nord du Canada.

Pour terminer, je voudrais rappeler à la Chambre que les libéraux ont été élus en promettant du changement. Ils ne peuvent pas faire attendre les électeurs canadiens s'ils veulent que ceux-ci restent bien disposés. L'histoire de leur parti est jalonnée de résultats mitigés et de longs échecs couvrant plusieurs législatures, au fil desquelles des promesses électorales ont été répétées. C'est leur parti qui a plafonné l'augmentation du financement à 2 % et qui a rédigé le livre blanc. Ce plafond et cette prise de position ont été la cause de beaucoup de problèmes. Leur parti a maintenant la possibilité de réparer certaines fautes historiques.

Les néo-démocrates adhèrent à un grand nombre d'objectifs parmi ceux-là, et nous sommes ici pour nous retrousser les manches et nous assurer que cette législature se déroule bien. Le gouvernement nous signale son intention de collaborer avec nous sur les problèmes importants que le Canada doit affronter. Je suis certaine que si les promesses deviennent des réalités, c'est le public canadien qui en ressortira gagnant.

• (1350)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de ses observations. L'une des caractéristiques d'un discours du Trône, c'est qu'il donne l'occasion au gouvernement de préparer le terrain. En ce qui nous concerne, c'est une étape très importante.

Le soutien à la classe moyenne en est l'un des aspects très importants. Cela passerait soit par le programme d'allocation canadienne aux enfants, qui sortirait des dizaines de milliers d'enfants de la pauvreté, soit par une baisse d'impôt pour la classe moyenne.

La députée aurait-elle quelque chose à dire au sujet de l'importance de la classe moyenne canadienne? Nous croyons qu'une classe moyenne vigoureuse, c'est une économie vigoureuse. Ne pense-t-elle pas, comme le premier ministre, que si nous voulons bâtir une économie forte, nous devons porter une attention particulière à la classe moyenne canadienne?

Mme Georgina Jolibois: Monsieur le Président, le revenu médian au Canada est de 31 000 \$. Pour moi, ce n'est pas très clair, et je demande au gouvernement libéral d'expliquer ce qu'il entend lorsqu'il parle de familles à faible revenu et à revenu moyen au Canada. C'est précisément ce que veulent savoir les habitants de ma circonscription.

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais remercier la députée de son discours et la féliciter pour son élection.

Déclarations de députés

Elle a parlé de sa collectivité rurale et des besoins en infrastructure de celle-ci. Je me préoccupe également des collectivités rurales et de leurs besoins en infrastructure. D'après ce que j'ai entendu dans le discours du Trône, on consacra beaucoup d'argent aux centres urbains, mais dans les localités rurales de ma circonscription et ailleurs au Canada, nous n'avons pas Internet haute vitesse. C'est un obstacle de taille pour ceux qui essaient de créer des entreprises ou de s'instruire dans les régions rurales.

J'espère que lorsque le gouvernement parle de toutes ses dépenses en infrastructure, il n'oublie pas les collectivités rurales et les besoins que la députée et moi avons évoqués.

• (1355)

Mme Georgina Jolibois: Monsieur le Président, je remercie la députée de son observation. Je suis heureuse d'avoir l'occasion de me prononcer sur la question.

Je suis du même avis que la députée en ce qui concerne les collectivités rurales dans ma circonscription. Ce ne sont pas seulement les collectivités rurales dans ma circonscription, mais celles dans toutes les circonscriptions du Nord de la Saskatchewan qui n'ont pas accès à Internet ni aux systèmes de transmission à large bande. Le gouvernement précédent avait promis d'offrir l'accès à ces services dans les régions rurales, mais cela n'a pas encore été fait. J'aimerais donc savoir si le gouvernement libéral mettra en place ces services partout au Canada.

M. Erin Weir (Regina—Lewvan, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter ma collègue, la députée de Desnethé—Missinippi—Churchill River, pour l'excellent discours qu'elle a fait.

Les députés d'en face ont posé des questions sur l'importance de baisser les impôts pour la classe moyenne. Je demanderais à ma collègue de préciser combien de résidents dans sa circonscription bénéficieraient d'une réduction d'impôt sur un revenu de plus de 45 000 \$ par année et s'il pourrait y avoir une façon d'apporter des ajustements pour véritablement venir en aide aux gens qu'elle représente.

Mme Georgina Jolibois: Monsieur le Président, nous devons absolument déterminer ce que l'on entend par famille de la classe moyenne et famille à faible revenu au Canada, car les définitions semblent changer. Je n'ai pas obtenu de réponse claire à cette question. Environ 40 000 habitants du Nord entreraient dans cette catégorie.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Français]

HONORÉ-MERCIER

M. Pablo Rodriguez (Honoré-Mercier, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec fierté et émotion que je me lève aujourd'hui à la Chambre. Mes premiers mots sont pour remercier les citoyens d'Honoré-Mercier de leur confiance et de leur appui. Je tiens à leur dire, de la façon la plus sincère qui soit, que je ferai tout en mon pouvoir pour être à la hauteur de cette confiance.

Je profite également de l'occasion, monsieur le Président, pour vous féliciter de votre élection à titre de Président de la Chambre.

Les dernières élections, les plus longues d'ailleurs de l'histoire moderne, se sont conclues par une victoire libérale claire, avec un mandat tout aussi clair: un mandat pour faire les choses différemment; un mandat pour bâtir une nouvelle relation avec les Canadiens, une relation basée sur le dialogue, l'ouverture et le

respect; un mandat pour une classe moyenne plus prospère et une société plus juste; et un mandat pour un Canada plus vert et plus ouvert sur le monde.

Je lance un défi aux députés de la Chambre: réalisons ce mandat tous ensemble!

* * *

[Traduction]

KITCHENER—CONESTOGA

M. Harold Albrecht (Kitchener—Conestoga, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui à la Chambre pour la toute première fois au cours de la 42^e législature, les électeurs de ma circonscription, la meilleure du Canada, m'ayant confié pour la quatrième fois le mandat de les représenter.

Tout d'abord, je tiens à remercier bien humblement les habitants de Kitchener, de Wellesley, de Woolwich et de Wilmot de m'avoir accordé leur confiance une fois de plus pour que je les représente à la Chambre. J'ai bien hâte de rencontrer les citoyens de Kitchener, de New Hamburg, de St. Clements, de St. Jacobs, d'Elmira et de bien d'autres magnifiques collectivités de la circonscription de Kitchener—Conestoga. Les électeurs peuvent avoir l'assurance que je travaillerai d'arrache-pied pour eux chaque jour, et je me réjouis à la perspective de pouvoir les aider dans toute la mesure du possible au cours des quatre prochaines années.

Bien entendu, je ne serais pas ici aujourd'hui si je n'avais pas pu compter sur l'appui et les prières d'une imposante équipe. Je remercie Rob, Linda, Stephanie, Mark, Darryl, Michael ainsi que les dizaines de bénévoles qui ont travaillé de longues heures, jour après jour, des semaines durant, pour que je puisse remporter l'élection.

Je tiens à remercier tout particulièrement ma femme, Darlene, de son amour, de son soutien et de ses encouragements constants, de même que nos trois enfants, Gavin, Benj et Arja, leurs conjoints et nos neuf petits-enfants. C'est grâce à eux que le travail que j'accomplis ici, à la Chambre, est si valorisant.

* * *

[Français]

CHÂTEAUGUAY—LACOLLE

Mme Brenda Shanahan (Châteauguay—Lacolle, Lib.): Monsieur le Président, je veux d'abord remercier les électeurs de Châteauguay—Lacolle de l'honneur qu'ils m'ont accordé, et je m'engage devant la Chambre à travailler assidûment pour garder leur confiance.

Mon comté est situé entre le fleuve Saint-Laurent et la frontière américaine. Mi-rural, mi-urbain, il est béni par les richesses de la terre dans les Jardins-de-Napierville. On y retrouve une population créative, une histoire fascinante et une économie ouverte sur le monde.

Mon comté est bien connu comme étant le plus important producteur maraîcher au Québec et comme un modèle de protection environnementale grâce à la zone faunique de l'île Saint-Bernard.

Déclarations de députés

● (1400)

[Traduction]

Cependant, une certaine confusion règne en ce qui concerne le nom Châteauguay–Lacolle. En fait, la ville de Lacolle est située dans la circonscription voisine. Je peux vous donner l'assurance que je consulte mes concitoyens afin de trouver un nom qui représente mieux notre collectivité, et je proposerai un nouveau nom à la Chambre en temps opportun.

* * *

LE LEVIATHAN II

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole, je tiens à remercier les gens de Courtenay—Alberni de m'avoir accordé leur confiance et de m'avoir élu pour les représenter à la Chambre des communes.

Monsieur le Président, j'aimerais aussi vous féliciter pour votre élection à la présidence.

Le 25 octobre, le *Leviathan II* a coulé près de Tofino, où je vis. Six personnes ont perdu la vie. Arrivés les premiers sur les lieux du naufrage, des pêcheurs de la nation Ahousaht ont commencé à repêcher les survivants jetés dans des eaux glaciales. Des organisateurs d'excursions maritimes, des intervenants de première ligne, des membres de la nation Tla-o-qui-aht et des résidents de Tofino se sont joints à leurs efforts. Des habitants de la région ont ouvert leur maison à des étrangers, et on a installé des lits temporaires pour les blessés. À Ahousaht, un village où le taux de chômage atteint 70 %, des habitants ont sorti de leurs poches des billets de cinq ou dix dollars parce qu'il fallait remplir les réservoirs d'essence des bateaux pour continuer à chercher des survivants.

J'invite les députés à se joindre à moi pour rendre hommage aux familles des personnes décédées, aux survivants, aux sauveteurs, et à tous ceux dont le courage et la compassion font honneur à l'île de Vancouver.

Comme on le dit en langue nuu-chah-nulth, *klecko klecko*. Merci à nos héros.

* * *

NEPEAN

M. Chandra Arya (Nepean, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier 34 000 résidents de Nepean de m'avoir élu pour les représenter en cette auguste Chambre. Je promets de travailler fort pour les personnes de tous les milieux, peu importe leur position.

Pour développer l'économie et créer des emplois de qualité à Nepean et à Ottawa, les trois ordres de gouvernement doivent collaborer. J'ai eu de nombreuses conversations officielles et non officielles avec le maire d'Ottawa, Jim Watson, et cinq conseillers municipaux: Jan Harder, Michael Qaqish, Keith Egli, Scott Moffatt et Rick Chiarelli. J'ai aussi eu de plusieurs réunions avec la députée provinciale Lisa Macleod.

Dans la foulée de mes efforts pour rétablir le respect envers la fonction publique et comprendre comment nous pouvons travailler ensemble, je me suis entretenu avec Debi Daviau, la présidente de l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada et Larry Rousseau, vice-président exécutif régional de la région de la capitale nationale à l'Alliance de la fonction publique du Canada.

MANMEET SINGH BHULLAR

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, la famille conservatrice de l'Alberta a perdu un géant. Manmeet Singh Bhullar était un grand homme au grand cœur.

Dans ce qui s'est avéré la dernière cause qu'il embrasserait, Manmeet a défendu les minorités religieuses de plus en plus désespérées de l'Afghanistan. À une époque, l'Afghanistan comptait quelque 200 000 sikhs et hindous. De nos jours, on y en compte moins de 10 000. Les problèmes de sécurité empêchent même des enfants sikhs de fréquenter l'école.

Le gouvernement canadien peut aider les minorités religieuses de l'Afghanistan en créant un programme spécial en application de l'article 25 de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés. Cela s'est déjà fait par le passé, et des communautés du Canada sont prêtes à intervenir si le gouvernement prend les dispositions nécessaires.

En l'honneur de Manmeet, mais aussi parce que c'est la bonne chose à faire, je demande au gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour aider les minorités religieuses persécutées qui vivent en Afghanistan.

* * *

LA GARDE CÔTIÈRE CANADIENNE

L'hon. Hedy Fry (Vancouver-Centre, Lib.): Monsieur le Président, il y a trois ans, le précédent gouvernement conservateur a fermé le poste de la Garde côtière de Kitsilano, et ce, malgré les exhortations des députés, de la ville de Vancouver, de la province de la Colombie-Britannique et des services de police et d'incendie de Vancouver. Les conservateurs ont été avertis que cette fermeture mettrait des vies et l'environnement en danger, c'est pourquoi personne ne s'est étonné de constater combien de temps il a fallu pour réagir au déversement de combustible de soute en 2014 et pour entamer les efforts de décontamination subséquents, sans parler du temps supplémentaire qu'il a fallu aux embarcations de sauvetage pour arriver de Sea Island.

Durant la campagne électorale, les libéraux ont promis de rouvrir le poste de la Garde côtière de Kitsilano ainsi que les centres de communication maritime le long de la côte de la Colombie-Britannique. J'ai été ravie d'apprendre qu'on en avait pris l'engagement dans les lettres de mandat soumises par le premier ministre au ministère des Pêches et des Océans et à la Garde côtière canadienne. Les habitants de Vancouver se sont enfin fait entendre.

J'ai présenté des milliers de pétitions à la Chambre et organisé des manifestations dans le but d'amener le précédent gouvernement à revenir sur sa décision, mais en vain. J'ai hâte au jour, qui ne saurait tarder, où le nouveau gouvernement libéral rouvrira le poste de la Garde côtière de Kitsilano.

* * *

● (1405)

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LA RÉGION DU GRAND CHARLOTTETOWN

M. Sean Casey (Charlottetown, Lib.): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre cette session-ci, permettez-moi de remercier la population de Charlottetown — le berceau de la Confédération dans la plus petite et la plus belle province — de m'avoir choisi à nouveau pour la représenter au Parlement. Je suis honoré d'avoir encore une fois obtenu son appui.

Déclarations de députés

Je prends la parole aujourd'hui pour souligner le travail d'une électricienne, Kathy Hambly, directrice générale de la Chambre de commerce du Grand Charlottetown. Kathy est devenue membre de la Chambre en 1978, a siégé à son conseil d'administration, en a été présidente en 2002 et a entrepris sa carrière à titre de directrice générale en 2005. À ce titre, elle a transformé l'organisation et a présenté des initiatives comme le groupe de travail pour l'avancement de l'Île, PEI Connectors, l'Expo Biz2Biz et les prix d'excellence annuels.

Pour couronner sa tradition d'excellence, elle a été nommée directrice générale de l'année par l'Association des cadres de chambres de commerce du Canada...

Le Président: Le député de Foothills a la parole.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

M. John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, je profite de l'occasion qui m'est donnée pour remercier les électeurs de Foothills de m'avoir réélu pour les représenter à la Chambre des communes. Je suis honoré d'avoir gagné leur confiance et je m'emploierai chaque jour à en être digne.

Les gens du sud de l'Alberta sont dévoués envers leur famille et leur collectivité. Ils ont un attachement profond à leur terre et une éthique professionnelle inspirante. Cependant, comme la subsistance des familles, des petites entreprises et des collectivités de ma circonscription est liée au secteur de l'exploitation des ressources — pétrole et gaz, mines, foresterie, agriculture —, j'ai été extrêmement déçu qu'il n'en soit fait aucune mention dans le discours du Trône.

Le secteur pétrolier et gazier est le moteur de l'économie canadienne depuis des décennies et l'agriculture fait partie de notre patrimoine depuis des générations. Ces industries créent des emplois et assurent la prospérité des collectivités rurales situées dans les contreforts de l'Alberta et au Canada. Je tiens à être absolument clair: contrairement au nouveau gouvernement, mes collègues de l'opposition et moi, nous défendrons l'industrie des ressources, l'ensemble des Canadiens et l'économie canadienne.

* * *

LES ANCIENS COMBATTANTS

L'hon. Judy Sgro (Humber River—Black Creek, Lib.): Monsieur le Président, il y a 100 ans aujourd'hui, le magazine *Punch* a publié ce qui est devenu le poème de guerre le plus connu de l'histoire. La mort d'un jeune officier d'artillerie canadien à la suite de l'explosion d'un obus fut la source d'inspiration du poème *Au champ d'honneur*. Cet officier servait avec un médecin canadien, John McCrae.

On demanda à John, en tant que médecin de la brigade, de présider les funérailles, après quoi il entreprit la rédaction de son désormais célèbre poème. Cent ans se sont écoulés depuis, et même si beaucoup de choses ont été faites pour rendre hommage aux personnes tombées au champ d'honneur, nous devons aussi venir en aide à nos militaires qui reviennent du combat. Il est temps de rendre hommage aux disparus en prenant véritablement soin de ceux qui sont toujours vivants, que ce soit en soignant leur trouble de stress post-traumatique et leurs blessures physiques, en s'occupant de leur réinstallation ou en les aidant à perfectionner leurs compétences.

N'oublions jamais d'être solidaires de ceux qui nous ont défendus, aujourd'hui et tous les jours.

LOUIS RIEL

M. Dan Vandal (Saint-Boniface—Saint-Vital, Lib.): Monsieur le Président, le 16 novembre dernier, au cimetière de la cathédrale de Saint-Boniface, la Fédération des Métis du Manitoba, l'Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba et moi-même nous sommes réunis sur la tombe de Louis Riel, le père du Manitoba et chef de la nation métisse, afin de souligner le 130^e anniversaire de son exécution.

[Français]

Père du Manitoba, Riel s'est démarqué par sa passion, son respect de la différence, son sens aigu de la justice sociale et sa défense inébranlable des droits métis et francophones.

[Traduction]

Riel avait compris, lorsque le Manitoba a négocié son entrée dans la Confédération, à quel point il était important de consulter toutes les parties intéressées, métisses ou non. Cette faculté qu'il avait de trouver des consensus nous interpelle encore aujourd'hui.

[Français]

En tant que fier Métis, je suis inspiré par ce grand héros canadien visionnaire et homme de consensus. Le legs de Riel est ressenti encore aujourd'hui au Manitoba et partout au pays.

* * *

● (1410)

LES FINANCES

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, je profite de cette première occasion pour féliciter l'ensemble de mes collègues pour leur élection, et surtout, remercier les citoyens et citoyennes de Mégantic—L'Érable de leur confiance. C'est pour eux que je me lève aujourd'hui, car ils sont inquiets.

En effet, ils sont inquiets de voir que le gouvernement est incapable d'expliquer comment et, surtout, qui paiera pour toutes les dépenses qui ont été annoncées durant la campagne électorale et dans le discours du Trône, et qui ont été répétées hier par le ministre des Finances et par le premier ministre.

La baisse des impôts coûtera 1,2 milliard de dollars de plus. Hier, les familles canadiennes ont appris qu'elles perdront la moitié de leur capacité d'épargne à l'abri dans les CELI. Comme on dit chez nous, les libéraux ont les yeux plus grands que la panse.

Pour nos générations futures, j'espère que le gouvernement va retrouver sa calculatrice et qu'il va s'assurer de ramener notre pays sur le chemin de l'équilibre budgétaire, et ce, rapidement.

* * *

[Traduction]

L'UNIVERSITÉ DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Mme Joyce Murray (Vancouver Quadra, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier les habitants de Vancouver Quadra de m'avoir réélue.

Questions orales

Il y a 100 ans, le 30 septembre, l'Université de la Colombie-Britannique ouvrait ses portes pour accueillir sa première cohorte de 379 étudiants. Loin de ses débuts plutôt modestes, l'Université accueille aujourd'hui 60 000 étudiants sur deux campus, et elle compte des diplômés dans plus de 120 pays. Centre mondial de la recherche en enseignement, l'Université de la Colombie-Britannique se classe régulièrement parmi les 40 meilleures universités au monde. C'est une véritable source de changements positifs partout au Canada et ailleurs dans le monde.

Les habitants de la Colombie-Britannique sont fiers, à juste titre, de l'engagement profond de l'Université de la Colombie-Britannique à l'égard de la durabilité. En fait, dans son plan stratégique, l'Université s'engage à devenir un laboratoire vivant, c'est-à-dire un endroit propice à l'exploration et à la concrétisation de la durabilité sociale, économique et environnementale.

J'invite les députés à se joindre à moi pour féliciter l'Université de la Colombie-Britannique de son excellence en matière d'apprentissage, de recherche et d'engagement communautaire depuis un siècle.

* * *

JIMMY ALLEN CHICKITE, ALIAS «OLLIE»

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NDP): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre, je tiens à remercier les gens de North Island—Powell River de m'avoir élue. J'en suis très honorée.

Malheureusement, le 24 novembre dernier, un vénérable aîné nous a quittés. Jimmy Allen Chickite, qu'on surnommait affectueusement Ollie, était un loup de mer. De 1972 à 1986, une photo de lui à bord de son sennear figurait à l'endos du billet de cinq dollars.

La dernière fois que j'ai parlé à Ollie, il m'a fait part de ses craintes concernant l'éventuelle fermeture du poste de la Garde côtière de Comox. Avec ses années d'expérience sur l'océan, il savait à quel point la Garde côtière est importante pour la sécurité de la population, l'environnement et les nombreuses localités isolées de ma circonscription. Il m'a alors demandé de rappeler au gouvernement qu'il fallait que la Garde côtière soit bien présente en Colombie-Britannique.

Je suis fier de transmettre le message du grand homme qu'était Ollie et de lui rendre hommage au nom des gens de ma circonscription. Mes pensées accompagnent sa famille et ses concitoyens pendant cette période difficile.

* * *

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Monsieur le Président, il n'y a personne à la Chambre qui ne soit horrifié par la tragédie nationale des femmes et des filles autochtones disparues ou assassinées.

Je viens de la Colombie-Britannique, et l'assassinat de C. J. Fowler, les meurtres de la route des pleurs et les horreurs commises à la ferme de Robert Pickton me touchent de très près.

Jusqu'ici, nous avons cru important de prendre des mesures concrètes pour mettre sur pied des programmes et des services qui ont fait leurs preuves et d'y affecter des ressources. L'engagement du gouvernement actuel à tenir une enquête nationale pour écouter directement les familles touchées, qui cherchent toujours des réponses, traduit ce que réclament bien des gens de tous les coins du pays.

Nous appuyons cette initiative et offrons au gouvernement notre soutien pour qu'il tienne la promesse qu'il a faite à ces familles. J'espère sincèrement que l'enquête nationale apportera à celles-ci les réponses et la paix dont elles ont désespérément besoin et qu'elle leur permettra de tourner la page.

* * *

L'HOLOMODOR

M. Borys Wrzesnewskij (Etobicoke—Centre, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui marque le 82^e anniversaire de l'Holodomor, le génocide par la famine de 1932-1933, résultat d'un plan diabolique d'élimination des Ukrainiens mis en place par Staline.

Derrière des clôtures de barbelés, l'Ukraine est devenue un enfer sur terre. Sa campagne luxuriante s'est dépouillée de ses feuilles et de son herbe, les gens se nourrissant de tout ce qui poussait. Elle est devenue une terre de laquelle avaient disparu le bruissement des champs et le chant des oiseaux et où le silence de mort qui régnait dans les villages n'était brisé que par le bruit des chariots transportant les morts. Une par une, des milliers, puis des millions de personnes décharnées ont rendu l'âme, puis leur corps s'est mélangé à la terre noire et fertile de l'Ukraine.

Aujourd'hui, ce même pays est la cible à la fois d'invasions militaires et d'une annexion. On compte par milliers ceux qui sont morts pour avoir résisté aux nouvelles attaques funestes du Kremlin. Nous disons en leur honneur *Slava Ukraini*.

● (1415)

Le Président: Chers collègues, avant de passer à la période des questions, je tiens à remercier les députés de leur bonne conduite d'hier. Je sais que nous voulons tous nous traiter avec respect et écouter ceux qui prennent la parole, comme nous le ferions avec nos concitoyens, par exemple. Les Canadiens apprécieront cette démonstration de bonne conduite.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA FISCALITÉ

L'hon. Rona Ambrose (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, hier, le Parti libéral a laissé tomber le couperet sur le compte d'épargne libre d'impôt. Plus de 11 millions de Canadiens ont investi leurs épargnes dans cet excellent programme. Parmi ces Canadiens, 80 % ont un revenu faible ou moyen et on compte notamment des personnes âgées.

Nous savons que le premier ministre fait des pieds et des mains pour trouver de l'argent, mais pourquoi a-t-il décidé de s'en prendre de la sorte aux économies des personnes âgées?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, pendant la campagne électorale, le Parti libéral s'est engagé à aider les personnes âgées, surtout celles qui sont vulnérables. C'est pourquoi nous nous sommes engagés à augmenter de près de 1 000 \$ par année le Supplément de revenu garanti pour les personnes âgées à faible revenu vivant seules.

Nous savons aussi que le gouvernement précédent a, à maintes reprises, pris des initiatives qui bénéficiaient aux plus riches et non à ceux qui avaient besoin d'aide. Nous nous sommes engagés à redresser la situation et à aider les gens qui en ont besoin au lieu d'aider ceux qui ont 10 000 \$ à mettre de côté tous les ans.

Questions orales

[Français]

L'hon. Rona Ambrose (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, les libéraux font des compressions relativement aux CELI parce qu'ils pensent que les riches sont les seuls à les utiliser et que ceux-ci ont besoin de cet argent pour financer leurs dépenses massives.

Que vont-ils faire ensuite? Est-ce qu'ils vont éliminer les CELI?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, encore une fois, voilà le Parti conservateur qui essaie de faire peur aux aînés. On a vu avec Hazel McCallion que cela ne fonctionnait pas.

Le Parti libéral s'est engagé à protéger et à maintenir le plafond de cotisation du CELI à 5 000 \$ et à aider ceux qui en ont besoin, les aînés les plus vulnérables, pour lesquels nous allons bonifier le Supplément de revenu garanti.

[Traduction]

L'hon. Rona Ambrose (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, il a fallu moins d'un mois pour que les libéraux abaissent le plafond des cotisations au compte d'épargne libre d'impôt. À la hausse de ce plafond, un joueur important avait déclaré ceci: « À mon avis, il s'agit vraiment d'une bonne chose pour la sécurité de la retraite en général. » Qui a fait cette déclaration? Morneau Shepell, la société que dirigeait le ministre des Finances.

De ce côté-ci de la Chambre, nous sommes tout à fait de cet avis. Pourquoi le premier ministre n'est-il pas d'accord?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Encore une fois, monsieur le Président, le parti conservateur montre qu'il n'est pas à l'écoute des Canadiens ordinaires et qu'il ne sait rien de leurs véritables préoccupations.

Si les conservateurs croient que M. et Mme Tout-le-Monde peuvent mettre de côté 10 000 \$ par année, c'est qu'ils n'ont aucune idée des séquelles laissées par 10 années passées sous votre gouvernement.

Le Président: Je rappelle au premier ministre qu'il ne s'agit pas de mon gouvernement.

Le député de Lac-Saint-Jean a la parole.

[Français]

L'hon. Denis Lebel (Lac-Saint-Jean, PCC): Monsieur le Président, bien sûr, notre gouvernement conservateur était fier de mettre en place le compte d'épargne libre d'impôt pour aider les gens à faire des économies et à planifier leur avenir. On parle beaucoup d'avenir et d'engagement.

Pourquoi ce nouveau gouvernement ampute-t-il le montant maximal des cotisations annuelles à ce compte? Celui-ci permet à des gens d'économiser, et un fort pourcentage d'entre eux sont des personnes qui gagnent 60 000 \$ et moins.

Pourquoi veulent-ils attaquer ce service à la population?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, encore une fois, ce ne sont pas les Canadiens moyens ni les Canadiens vulnérables qui ont 10 000 \$ à mettre de côté à la fin de l'année. Cela n'est vrai que pour les riches.

La réalité est que ce gouvernement continue de vouloir aider les moins nantis et non ceux qui n'en ont vraiment pas besoin. C'est pourquoi nous avons été élus, soit pour aider ceux qui en ont vraiment besoin.

● (1420)

L'hon. Denis Lebel (Lac-Saint-Jean, PCC): Monsieur le Président, alors que les opérations gouvernementales étaient en surplus lors de la dernière campagne électorale, ce premier ministre a annoncé qu'il ferait un léger modeste déficit de 10 milliards de dollars.

Il n'y a pas très longtemps, le ministre des Finances a annoncé que ce serait plus que 10 milliards de dollars.

Ce gouvernement parle beaucoup de transparence. Le premier ministre peut-il donc préciser quel sera le montant exact du déficit? Il semble que ce serait beaucoup plus que 10 milliards de dollars.

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, la réalité est que nous avons toujours été ouverts et transparents à cet égard, et nous allons continuer de l'être.

Dans la mise à jour financière, il y a quelques semaines, nous avons établi les niveaux de croissance réelle, et, dans notre budget, nous allons mettre à jour toutes nos attentes, car depuis le dernier budget du Parti conservateur, la réalité a empiré de façon significative.

* * *

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

L'hon. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Monsieur le Président, le NPD salue le processus mis en place pour étudier le grave problème national des femmes autochtones assassinées ou disparues, un problème trop longtemps ignoré par le gouvernement précédent.

[Traduction]

Il est encourageant pour les Canadiens que le nouveau gouvernement ait l'intention de se pencher sur le dossier des femmes et des jeunes filles autochtones tuées ou portées disparues. Toutefois, une question demeure. Étant donné l'urgence de cette crise nationale, le premier ministre peut-il fournir un échéancier assorti de mesures concrètes? Peut-on s'attendre à ce qu'un rapport soit déposé d'ici la fin de 2016?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, la tragédie des femmes et des jeunes filles autochtones tuées ou portées disparues au pays perdure depuis des décennies. Il est en effet grand temps de tenir une enquête publique nationale à laquelle participeront des spécialistes de la question, les groupes concernés et les communautés autochtones, afin d'étudier adéquatement la question.

Pour que les familles se remettent du drame, que justice soit rendue aux victimes et que cette tragédie prenne fin, il faut mener l'enquête correctement. C'est exactement ce que nous nous engageons à faire.

* * *

LA FISCALITÉ

L'hon. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Monsieur le Président, dans une réponse précédente, le premier ministre a dit que l'ancien gouvernement avait tendance à « aider les plus riches ». Or, il affirme maintenant aider la classe moyenne; peut-être pourrait-il nous aider à comprendre sa définition de « classe moyenne ».

Voici le problème.

Questions orales

Une famille avec deux enfants, dont le revenu annuel est de 45 000 \$, ne recevrait absolument rien dans le cadre de la baisse d'impôt pour la classe moyenne, alors que l'un des 35 secrétaires parlementaires du premier ministre qui touche un salaire de 184 000 \$ en bénéficierait pleinement. Comment le premier ministre définit-il la « classe moyenne »?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je trouve curieux que le député parle des familles avec deux enfants, car elles bénéficieraient indéniablement de notre nouvelle allocation canadienne aux enfants, qui serait plus avantageuse. Le Parti conservateur et le NPD ont tous deux défendu l'idée que les familles les plus riches devraient recevoir des milliers de dollars en prestations pour enfants, alors que nous veillerions à ce que ce soit les gens qui en ont besoin qui les reçoivent. C'est ce que l'Allocation canadienne aux enfants nous permettra de faire après le dépôt du prochain budget.

[Français]

L'hon. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Monsieur le Président, nous sommes en train de parler de ce qu'on fait ici, au Parlement, cette semaine.

Le premier ministre parle d'une réduction d'impôt pour la classe moyenne. Comment explique-t-il alors qu'une famille avec deux enfants gagnant 45 000 \$ par année ne reçoive que dalle, zéro et une barre, de cette réduction d'impôt, tandis que l'un ou l'autre de ses 35 secrétaires parlementaires gagnant 184 000 \$ par année en reçoit le plein montant?

Où est la justice pour la classe moyenne, tandis que les riches reçoivent le plein montant et que tout le reste n'est que des promesses en l'air pour le printemps, peut-être?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, on se retrouve dans une situation où le Parti conservateur nous critique parce que nous augmentons trop les impôts pour les plus riches et où le Nouveau Parti démocratique nous critique parce que nous ne baissions pas assez les impôts pour la classe moyenne.

Le Parti libéral a été élu avec une approche équilibrée, reconnaissant que nous devons aider les gens qui en ont besoin et que nous pouvons en demander un peu plus à ceux qui ont réussi. Nous allons établir de la croissance qui va profiter à tous les niveaux de revenu.

* * *

● (1425)

[Traduction]

POSTES CANADA

L'hon. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Monsieur le Président, lorsque le premier ministre a promis, pendant la campagne électorale, de rétablir la livraison du courrier à domicile, il n'a posé aucune condition. J'aimerais donner au premier ministre une autre chance de répondre, car, hier, nous n'avons pas pu obtenir une réponse claire. Le premier ministre a fait aux Canadiens la promesse solennelle de rétablir la livraison du courrier à domicile. Le gouvernement libéral rétablira-t-il la livraison du courrier à domicile, oui ou non?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, j'invite les députés d'en face à consulter le programme électoral du Parti libéral, qui est toujours en ligne, et qui dit clairement que nous souhaitons imposer un moratoire sur l'installation des boîtes postales communautaires et travailler avec Postes

Canada, les citoyens et les groupes concernés afin de nous assurer que nous offrons aux Canadiens les services dont ils ont besoin. C'est l'engagement que nous avons pris lors de la campagne électorale, et nous le maintenons.

* * *

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC): Monsieur le Président, c'est difficile à croire, mais le seul véritable contrôle de sécurité auquel les 25 000 réfugiés syriens devront se soumettre sera une entrevue de 45 minutes menée par un agent d'immigration avec l'aide d'un interprète. Le gouvernement aborde cette situation comme s'il n'y avait là rien d'extraordinaire, malgré le fait que nous allons accueillir un très grand nombre de gens provenant d'une région dévastée par le terrorisme et les conflits.

Pourquoi le gouvernement tourne-t-il les coins ronds? Est-ce que c'est simplement parce qu'il souhaite respecter ses échéanciers arbitraires?

L'hon. Ralph Goodale (ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.): Monsieur le Président, la réponse courte, c'est que ce n'est pas ainsi que nous procédons. Nous avons mis en place un système qui nous permet d'effectuer divers contrôles de sécurité rigoureux à l'étranger, avant que les réfugiés prennent l'avion. Lorsqu'ils prendront l'avion, ils devront se soumettre à un contrôle de sécurité complet, qui respecte les normes que l'on s'attend à avoir habituellement au Canada.

L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC): Monsieur le Président, le ministre vient tout juste de dire que le processus sera rigoureux, mais il y a quelques semaines, il a déclaré que le processus de contrôle ne serait pas infallible à 100 %.

Le ministre peut-il dire à la Chambre quel pourcentage serait acceptable selon lui?

L'hon. Ralph Goodale (ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.): Monsieur le Président, la réalité, c'est que les normes qui s'appliquent aux réfugiés sont les mêmes normes élevées que celles qui s'appliquent en tout temps au Canada. Lorsque nous avons mis le système en place, nous avons veillé à ce qu'il n'y ait pas de compromis possible pour ce qui est de la sécurité. Il est important de procéder ainsi pour garantir l'efficacité du processus.

En définitive, les Canadiens peuvent être très fiers de ce que nous avons accompli ensemble.

[Français]

M. Alain Rayes (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, je vais donner une deuxième chance au ministre en lui posant de nouveau la question.

Les Canadiens ont été très préoccupés d'entendre le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile déclarer que le processus d'identification des réfugiés ne serait pas fiable à 100 %.

Le ministre peut-il dire clairement, devant les députés de la Chambre, quel pourcentage est acceptable selon lui? Je lui demande un simple pourcentage, un chiffre.

[Traduction]

L'hon. Ralph Goodale (ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.): Monsieur le Président, de toute évidence, la stratégie de campagne des conservateurs n'offrait aucune garantie de succès.

Questions orales

À vrai dire, les Canadiens veulent pouvoir compter sur un système solide. Ils s'attendent à ce qu'on suive les démarches de sécurité comme on le fait toujours dans le cas des réfugiés. Pour assurer l'efficacité du système, nous suivons un solide processus de sécurité à plusieurs niveaux, qui comporte des entrevues, la prise d'empreintes biométriques, des vérifications dans des bases de données et de multiples vérifications de l'identité.

[Français]

M. Alain Rayes (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, présentement, des fonctionnaires de plusieurs ministères sont sur le terrain au Liban, en Turquie et en Jordanie pour procéder à la sélection et à l'identification des réfugiés. Il a été rapporté que le gouvernement a eu recours à des compagnies de sécurité privées pour assurer la sécurité de ces mêmes Canadiens.

Comment le gouvernement peut-il garantir que ces Canadiens sont vraiment en sécurité?

• (1430)

[Traduction]

L'hon. Ralph Goodale (ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.): Monsieur le Président, le processus que nous avons instauré dans cette région où règnent des conditions très difficiles a été conçu par le ministère de l'Immigration et des Réfugiés, l'Agence des services frontaliers du Canada, la GRC et le SCRS. Ce plan a été mis en place par des fonctionnaires canadiens extrêmement fiables et compétents. Ils sont résolus à assurer la sécurité des agents travaillant sur le terrain. Ils sont aussi tout à fait déterminés à faire en sorte que toutes les mesures de présélection et de sécurité soient appliquées correctement.

* * *

LA SANTÉ

L'hon. K. Kellie Leitch (Simcoe—Grey, PCC): Monsieur le Président, la ministre peut-elle nous parler des dossiers de vaccination des enfants syriens que l'on s'apprête à inscrire à l'école au Canada? Il est important de ne pas mettre ces enfants syriens en danger. Il est tout aussi important de ne pas mettre les enfants canadiens en danger. Les mères et les pères m'expriment leurs préoccupations au sujet d'une éventuelle écloison de rougeole, d'oreillons ou de quelq'autre maladie infectieuse.

Où sont les dossiers? Quel contrôle médical assure-t-on? Les parents de ma circonscription peuvent-ils avoir l'assurance que leurs enfants sont en sécurité, et que les enfants syriens le seront aussi?

L'hon. Jane Philpott (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureuse de pouvoir dire que toutes les familles syriennes qu'on envisage d'accueillir au Canada sont soumises à un examen médical complet. Elles subissent l'examen médical prévu par le régime d'immigration et répondent à des questions au sujet des dossiers de vaccination.

Je partage les préoccupations de la députée d'en face à l'égard de la sécurité des Canadiens; toutes les mesures nécessaires seront prises pour assurer le respect des calendriers de vaccination.

* * *

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

L'hon. Michelle Rempel (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, le génocide est un acte commis dans l'intention d'éliminer, totalement ou non, un groupe national, ethnique, racial ou religieux. Dans la région de l'Irak et de la Syrie, des villages entiers de yézidis ont été vidés, leurs habitants mis en esclavage. Les

fosses communes débordent de leurs cadavres et des fillettes yézidiennes âgées d'à peine 6 ans sont violées, tout cela à cause du soi-disant État islamique.

Le ministre de l'Immigration acceptera-t-il de caractériser ces actes de génocide et de nous dire combien des 1 385 visas de résident permanent accordés aux réfugiés depuis le 4 novembre ont été délivrés à des yézidis?

L'hon. John McCallum (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, je déplore et dénonce naturellement les attaques tragiques perpétrées contre les yézidis au même titre que toutes les attaques tragiques livrées par l'EIIS, quelle que soit sa cible. C'est pourquoi, lorsque nous sélectionnons les réfugiés, nous commençons d'abord par les noms soumis par les Nations unies et retenons les personnes les plus vulnérables, indépendamment de leur religion. Ce sont les plus vulnérables que nous accueillons au Canada en tant que résidents permanents et, bientôt, nouveaux Canadiens.

* * *

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Mme Georgina Jolibois (Desnethé—Missinippi—Churchill River, NDP): Monsieur le Président, il y a 36 ans, mon amie Myrna est disparue à La Loche, ma ville natale. Sa soeur, Dora LaPrise, est l'une des nombreuses personnes qui réclament la tenue d'une enquête sur les femmes autochtones assassinées ou disparues. Comme Dora, des centaines de familles veulent avoir des réponses. Ces familles doivent être entendues.

La ministre peut-elle garantir à la Chambre que ces familles recevront le soutien et le financement dont elles ont besoin pour participer à l'enquête nationale?

L'hon. Carolyn Bennett (ministre des Affaires autochtones et du Nord, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de son engagement indéfectible dans ce dossier. Je pense qu'il y a de nombreuses familles comme celle de Dora qui devront effectivement être entendues. Nous voulons également écouter ce qu'elles ont dire à l'étape de l'enquête préliminaire et à l'étape de la conception pour nous assurer que l'enquête répondra à leurs besoins. Les familles seront appelées à participer tout au long de l'enquête pour rendre justice aux victimes et atténuer leur douleur. Nous veillerons à ce que des mesures soient prises après l'enquête.

Mme Sheila Malcolmson (Nanaimo—Ladysmith, NDP): Monsieur le Président, nous nous réjouissons de l'annonce d'aujourd'hui au sujet de l'enquête. Pour bien faire les choses, nous devons tirer des leçons des enquêtes passées. Je pense entre autres à la Commission Oppal, en Colombie-Britannique, dont la portée était si restreinte que l'enquête n'a guère changé les choses.

Les familles et les collectivités souhaitent que des questions d'ordre systémique soient traitées, notamment la pauvreté, le racisme et la violence contre les femmes. Par conséquent, j'aimerais savoir si la ministre annulera les réductions de l'ancien gouvernement dans le financement accordé aux organisations de femmes autochtones et fournira des fonds adéquats afin que les familles puissent participer de manière significative au processus à venir.

*Questions orales***LES FINANCES**

● (1435)

L'hon. Carolyn Bennett (ministre des Affaires autochtones et du Nord, Lib.): Monsieur le Président, les organisations qui ont donné une voix aux gens et qui ont permis de les rassembler ont joué un rôle fondamental pour les personnes issues de milieux familiaux différents et d'autres encore. Nous étudions le financement de toutes les organisations autochtones nationales, ainsi que des organisations sur le terrain. De concert avec la ministre de la Justice et la ministre de la Condition féminine, nous tenterons de réunir les ressources qui permettront à tous de participer à l'enquête et prendrons des mesures concrètes pour mettre un terme à cette tragédie nationale.

* * *

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'hon. Tony Clement (Parry Sound—Muskoka, PCC): Monsieur le Président, le ministre des Affaires étrangères a déclaré que nos alliés de la coalition pouvaient se passer de nos frappes aériennes contre l'EIIS et que les bombardements effectués par nos courageux soldats étaient passés inaperçus. Il devrait plutôt écouter Falah Mustafa Bakir, qui dirige le ministère kurde des Relations étrangères; selon lui, les frappes aériennes ont contribué à sauver des vies et à détruire l'ennemi.

Les Kurdes sont aux premières lignes de la lutte contre l'EIIS. Au lieu d'insulter nos soldats, pourquoi le gouvernement libéral n'écoute-t-il pas nos alliés?

L'hon. Stéphane Dion (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter mon collègue pour sa première intervention en tant que porte-parole pour les affaires étrangères. En fait, nos alliés voient d'un bon œil que nous réorientons nos efforts contre cet horrible groupe terroriste afin qu'ils soient plus efficaces et complémentaires et afin que, finalement, le peuple irakien puisse avoir des institutions dans lesquelles il croit pour rebâtir son pays.

M. James Bezan: Nommez un seul pays.

Le Président: Le député de Selkirk—Interlake—Eastman ferait mieux d'écouter les réponses.

Le député de Thornhill a la parole.

L'hon. Peter Kent (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, le Canada est un chef de file mondial dans la lutte contre l'aventurisme nucléaire de l'Iran et les violations des droits de la personne dont ce pays se rend coupable. Or, tandis que l'Iran continue de demander la destruction d'Israël et de parrainer ouvertement le terrorisme, le premier ministre a déclaré que le Canada rouvrira sa mission à Téhéran et qu'il souhaite rétablir les relations avec l'Iran.

Pourquoi le gouvernement libéral voudrait-il se rapprocher de l'Iran alors que ce pays continue de parrainer le terrorisme, demande la destruction d'Israël et méprise les droits fondamentaux de la personne?

L'hon. Stéphane Dion (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement a pour principe que, même lorsque nous sommes en profond désaccord avec un régime, cela n'est pas une raison pour rompre tous les liens avec ce régime. Cela n'aide pas les Iraniens ni nos alliés, Israël ou d'autres pays. Le Canada doit être présent, s'exprimer franchement et parvenir à des résultats au moyen d'un dialogue franc et d'échange de renseignements. Le Canada doit collaborer avec ses alliés, car, avant que le gouvernement ne change, tout le monde parlait à l'Iran sauf le Canada.

L'hon. Lisa Raitt (Milton, PCC): Monsieur le Président, nous sommes au jour 2 et les fonctionnaires du ministère des Finances ont déjà confirmé, tiens donc, que le plan fiscal libéral n'était pas sans incidence sur les recettes et qu'il y aurait un manque à gagner d'au moins 1,2 milliard de dollars. Ils n'ont pas tenu leur promesse.

Ils avaient également promis que le gouvernement n'inscrirait pas de déficit de plus de 10 milliards de dollars par année. Je crois que le ministre des Finances a maintenant avoué qu'il trahirait aussi cette promesse. Or, les Canadiens doivent savoir jusqu'où ira le déficit.

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, c'est une grande semaine pour les Canadiens. Nous avons respecté notre engagement de réduire les impôts de la classe moyenne. Nous nous sommes engagés à prendre des mesures pour aider les Canadiens et nous y donnons suite. Nous savons que nous devons faire preuve de prudence et de transparence pour la suite des choses. Nous avons décrit cet engagement et la situation actuelle avec transparence. Le budget présentera davantage de renseignements sur notre situation exacte.

● (1440)

L'hon. Lisa Raitt (Milton, PCC): Monsieur le Président, je crois que le ministre vient de dire qu'il faisait preuve de transparence lorsqu'il trahissait ses promesses. C'est ce qu'on a vu jusqu'à maintenant.

Ce qui est très inquiétant aussi, c'est que le plan de croissance du ministre des Finances ne fonctionne tout simplement pas. Le ministre a annoncé hier que son plan de croissance visait essentiellement à alléger de 10 \$ par semaine le fardeau fiscal de la famille moyenne. Ce n'est pas un plan de croissance. Comment les Canadiens peuvent-ils prendre au sérieux le gouvernement au sujet de la croissance économique?

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes dans une période de faible croissance. Nous le reconnaissons et nous avons créé un plan pour investir dans les infrastructures. La première étape cette semaine consiste à réduire les impôts. Dans le budget, nous présenterons des investissements dans les infrastructures qui entraîneront des changements durables pour la croissance au pays et qui permettront aux Canadiens, à leurs enfants et à leurs petits-enfants de connaître un meilleur taux de croissance à l'avenir.

* * *

LE COMMERCE INTERNATIONAL

Mme Tracey Ramsey (Essex, NPD): Monsieur le Président, pendant la campagne électorale, les libéraux ont promis de consulter la population au sujet du Partenariat transpacifique avant de prendre position, mais le premier ministre a apparemment promis à plusieurs dirigeants étrangers qu'il signerait l'entente négociée par les conservateurs. Les gens du sud-ouest de l'Ontario dont l'emploi est en péril aimeraient savoir quand ils seront consultés. Ils souhaitent que le gouvernement défende leur emploi.

La ministre estime-t-elle possible d'en arriver à une meilleure entente et, dans le cadre des négociations, s'emploiera-t-elle à protéger les emplois des Canadiens?

L'hon. Christia Freeland (ministre du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, je félicite la députée d'Essex pour son élection et de pour première question à la Chambre.

Questions orales

Nous comprenons fort bien qu'une entente de la portée du Partenariat transpacifique nécessite une vaste consultation publique. J'y consacre d'ailleurs beaucoup d'énergie. Je remercie mon collègue, le ministre de l'Innovation qui a collaboré avec moi, en particulier en ce qui concerne le secteur de l'automobile. Nous avons déjà eu des entretiens avec les syndicats et nous en aurons quelques autres cette semaine. Nous avons également rencontré les fabricants de pièces d'automobiles et nous rencontrerons des dirigeants de sociétés automobiles cette semaine. La consultation est essentielle et nous avons hâte d'entendre le son de cloche des Canadiens.

[Français]

Mme Ruth Ellen Brosseau (Berthier—Maskinongé, NPD): Monsieur le Président, le premier ministre aurait affirmé qu'il ira de l'avant avec le Partenariat transpacifique même s'il y a une brèche dans notre système de gestion de l'offre.

De plus, la ministre du Commerce international a récemment remis en question les compensations pour l'industrie laitière. Le secteur laitier est significatif pour l'économie du Québec; il génère 92 000 emplois et plus de 8 milliards de dollars.

Le gouvernement s'engage-t-il à travailler avec les producteurs du Québec partout au pays pour assurer une compensation juste?

[Traduction]

L'hon. Lawrence MacAulay (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, je félicite ma collègue d'avoir été désignée porte-parole de son parti en matière d'agriculture.

Je lui assure que le gouvernement est déterminé à appuyer la gestion de l'offre. Nous sommes en communication permanente avec les intervenants. La ministre du Commerce et moi sommes en contact constant avec eux et nous protégerons la gestion de l'offre.

* * *

PARCS CANADA

M. Bill Casey (Cumberland—Colchester, Lib.): Monsieur le Président, comme vous le savez bien, le village acadien de Beaubassin était un milieu de vie dynamique au XVII^e et XVIII^e siècles. Malheureusement, il a été rasé par les flammes en 1750, au tout début de l'expulsion des Acadiens.

Au cours des 13 dernières années, les archéologues de Parcs Canada ont découvert, dans les ruines, plus de 50 fondations de maisons, d'églises et de commerces. Ils ont aussi trouvé, jusqu'à présent, plus de 7 000 artefacts qui remontent aux XVII^e et XVIII^e siècles.

Le gouvernement affectera-t-il les ressources nécessaires pour préserver, restaurer et présenter cet élément important de l'histoire acadienne et canadienne, et ce, à temps pour le 150^e anniversaire du Canada?

L'hon. Dominic LeBlanc (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier mon collègue de Cumberland—Colchester de son excellent travail en vue de promouvoir et de faire connaître le site historique de Beaubassin. L'appui qu'il accorde à la communauté acadienne compte beaucoup pour les gens de tout le Canada atlantique.

Je peux lui confirmer que ma collègue, la ministre responsable de Parcs Canada, est en mesure de dire que les investissements dans le site de Beaubassin vont se poursuivre. Parcs Canada a collaboré avec succès avec la collectivité locale afin d'organiser des visites pendant cinq saisons. D'autres expositions sont au programme, notamment

des expositions itinérantes partout au pays. Nous avons hâte de travailler avec le député pour veiller à ce que le plein potentiel de ce site important soit réalisé.

* * *

[Français]

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'hon. Maxime Bernier (Beauce, PCC): Monsieur le Président, en campagne électorale, les trois partis politiques se sont engagés à n'imposer aucune taxe aux abonnés canadiens de Netflix. Or le président de Québecor Média a récemment demandé au gouvernement de rouvrir ce dossier.

Le gouvernement peut-il nous confirmer, une fois pour toutes, qu'aucune taxe Netflix ne sera imposée aux 4 millions de familles canadiennes?

• (1445)

[Traduction]

L'hon. Navdeep Bains (ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Lib.): Monsieur le Président, merci de me donner l'occasion de prendre la parole. Je tiens, d'abord et avant tout, à remercier le député de sa question. J'aimerais également remercier les résidents de Mississauga—Malton de m'avoir élu pour les représenter à la Chambre des communes.

Comme le député le sait très bien, nous allons respecter la concurrence et la neutralité d'Internet, et j'ai bien hâte de travailler avec lui dans ce dossier.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

M. John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, après à peine un mois, le gouvernement libéral a déjà tourné le dos au secteur des ressources. Des rapports prévoient 185 000 pertes d'emplois en 2016, dont la plupart en Alberta. Il n'en est même pas question dans le discours du Trône. En fait, la ministre de l'Emploi a disparu de la circulation depuis un mois.

Pourquoi le secteur canadien des ressources n'est-il pas une priorité pour le gouvernement et pourquoi la ministre de l'Emploi ne s'est-elle pas encore exprimée?

L'hon. Jim Carr (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord dire à quel point c'est un privilège pour moi de représenter les gens de Winnipeg—Centre-Sud.

Il est toujours très pénible d'examiner les conséquences des pertes d'emplois dans un secteur donné. Le secteur canadien des ressources naturelles représente 20 % de notre produit intérieur brut. Le gouvernement sait qu'il faut faire croître l'économie de manière durable, tout en protégeant l'environnement. C'est ce que nous avons l'intention de faire.

Nous compatissons avec les personnes qui souffrent en raison des bouleversements économiques. Nous sommes résolus...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît.

Le député de Barrie—Springwater—Oro-Medonte a la parole.

*Questions orales***L'EMPLOI**

M. Alexander Nuttall (Barrie—Springwater—Oro-Medonte, PCC): Monsieur le Président, en janvier dernier, on a demandé au chef du Parti libéral de dire quel était, selon lui, l'enjeu le plus urgent dans le sud-ouest de l'Ontario. Il a répondu l'abandon graduel des emplois du secteur manufacturier. Sa réponse ne peut pas être plus claire. Le premier ministre laisse tomber le secteur manufacturier et les 744 000 familles qui en vivent.

Pourquoi le vrai changement promis par le Parti libéral entraîne-t-il la perte de vrais emplois occupés par de vraies personnes?

L'hon. Navdeep Bains (ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Lib.): Monsieur le Président, comme le premier ministre et le ministre des Finances l'ont dit, notre programme est axé sur la croissance et les emplois de qualité.

Pour ce qui est du secteur manufacturier, nous allons mettre en oeuvre, en collaboration avec FedDev et d'autres organismes de développement régional, un programme novateur qui aidera les Canadiens, créera des emplois de qualité et favorisera la croissance de l'économie.

* * *

[Français]

L'INFRASTRUCTURE

M. Joël Godin (Portneuf—Jacques-Cartier, PCC): Monsieur le Président, je remercie les électeurs de Portneuf—Jacques-Cartier de leur confiance.

Des organismes de partout au pays ont déposé des projets leur permettant d'offrir à leur communauté des infrastructures dans le cadre du Programme d'infrastructure communautaire de Canada 150, le PIC150, pour être prêts à célébrer les 150 ans de notre pays, en 2017. Au Québec seulement, plus de 31 millions de dollars sont prévus pour dynamiser nos régions. Les projets doivent être complétés avant le 31 décembre 2017.

Le ministre peut-il nous confirmer qu'ils recevront une réponse avant la fin de 2015?

[Traduction]

L'hon. Amarjeet Sohi (ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Monsieur le Président, une bonne part de nos réjouissances tourneront autour du 150^e anniversaire du Canada. De nombreuses demandes sont soumises à mon ministère et aux autres ministères. Certaines d'entre elles ont déjà été approuvées et d'autres sont en voie de l'être. Nous allons étudier ces demandes, plus particulièrement celles qui se rattachent à notre programme axé sur la croissance économique et la prospérité. Nous chercherons à rattacher ces projets aux festivités.

* * *

LA SANTÉ

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Monsieur le Président, le 10^e bulletin national de l'Alliance sur les temps d'attente paraît aujourd'hui. Il révèle qu'au pays la réduction des temps d'attente pour l'obtention de soins de santé ne progresse pas partout au même rythme. Les soins palliatifs, les services de santé mentale, les soins à domicile et les établissements de soins de longue durée manquent de ressources, même si la demande augmente. Il est particulièrement difficile pour les membres des Premières Nations, les réfugiés et les anciens combattants d'obtenir des soins au moment où ils en ont besoin. Selon l'Alliance, sans une approche globale et un accroissement des ressources, les choses ne s'amélioreront pas.

Le gouvernement annulera-t-il les compressions des conservateurs et prendra-t-il des mesures pour répondre à ce besoin criant?

• (1450)

L'hon. Jane Philpott (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, pour avoir pratiqué la médecine familiale, je suis bien consciente que les temps d'attente préoccupent sérieusement la population. C'est précisément la raison pour laquelle le gouvernement se penche sur la nécessité de transformer en profondeur notre système de soins de santé. Je rencontrerai justement mes homologues provinciaux et territoriaux en janvier pour négocier un nouvel accord sur la santé, qui portera non seulement sur les temps d'attente, mais également sur les nombreuses autres lacunes de notre système.

[Français]

Mme Brigitte Sansoucy (Saint-Hyacinthe—Bagot, NPD): Monsieur le Président, deux rapports confirment que trop de Canadiens attendent encore d'obtenir des soins de santé au Canada.

Malgré des besoins criants, les conservateurs ont imposé des compressions massives de 36 milliards de dollars aux provinces. Le gouvernement s'était engagé à négocier un nouvel accord, mais on ne sait pas s'il y aura de l'argent.

La ministre peut-elle nous confirmer si, oui ou non, ils vont annuler les compressions de 36 milliards de dollars en santé des conservateurs?

[Traduction]

L'hon. Jane Philpott (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, voilà une question importante. C'est exactement pour nous attaquer à ces problèmes que nous nous rencontrerons, mes homologues et moi. Il serait prématuré de parler des modalités de l'accord sur la santé, mais nous savons que l'argent n'est pas toujours la solution. En fait, c'est la transformation du système que les gens attendent de nous. Nous entamerons des discussions pour faciliter l'accès aux soins à domicile, réduire le coût des médicaments et améliorer les services de santé mentale.

* * *

LES SCIENCES

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, les sciences et l'innovation propulsent le développement économique en créant des emplois pour les travailleurs canadiens, mais il n'en est fait nulle mention dans le discours du Trône. Les investissements dans les sciences sont d'une importance capitale pour l'agriculture, les secteurs forestier, minier et énergétique et ceux de la génomique et de la nanophysique.

Comment le gouvernement peut-il prétendre prendre au sérieux la création d'emplois alors que le mot « science » n'apparaît même pas dans le discours du Trône?

L'hon. Kirsty Duncan (ministre des Sciences, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter ma collègue d'en face. Nous avons déjà fait connaissance.

Je suis fière de pouvoir dire que la guerre contre les sciences est terminée. Le présent gouvernement respecte les chercheurs et les scientifiques et le travail important qu'ils font. Nous collaborerons avec les milieux scientifiques pour favoriser la transparence, maintenant et à v l'avenir.

Des voix: Bravo!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Il serait peut-être bon que les députés limitent leurs applaudissements si nous voulons que les ministres puissent répondre.

Questions orales

Le député d'Edmonton Manning a la parole.

* * *

LA FISCALITÉ

M. Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Monsieur le Président, lorsque les libéraux ont proposé des changements au système fiscal, ils ont affirmé que les réductions seraient bénéfiques pour la classe moyenne. Toutefois, ce serait les personnes qui gagnent plus de 89 000 \$ par année qui profiteraient le plus du changement qu'ils proposent. Le gouvernement avait-il effectivement comme intention d'accorder les réductions d'impôt les plus importantes aux personnes qui gagnent entre 100 000 \$ et 200 000 \$ par année?

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, nous avons présenté cette semaine la toute première étape de notre plan de croissance économique. Nous avons présenté un premier allègement fiscal, auquel nous ajouterons l'Allocation canadienne aux enfants, une mesure bénéfique qui aidera des centaines de milliers d'enfants canadiens à sortir de la pauvreté et qui améliorera le sort de neuf familles canadiennes sur dix.

M. Mark Warawa (Langley—Aldergrove, PCC): Monsieur le Président, hier, les libéraux nous ont annoncé avec tambours et trompettes qu'ils avaient l'intention de financer leurs programmes de dépenses au détriment des personnes âgées du Canada en réduisant de 4 500 \$ le plafond annuel des versements dans les comptes d'épargne libres d'impôt. Ces comptes sont un instrument important pour les personnes âgées souhaitant épargner l'argent qu'elles ont chèrement gagné, et 50 % des comptes d'épargne libres d'impôt appartiennent à des personnes âgées. Pourquoi le premier ministre fait-il porter par les personnes âgées le fardeau financier de ses promesses?

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, nous avons fait campagne en nous engageant à créer un système fiscal équitable pour les Canadiens. Parmi les Canadiens admissibles, 6,7 % ont déposé le maximum dans leur CELI. Nous avons pris l'engagement de rétablir l'équité en allégeant le fardeau fiscal de la classe moyenne et en adoptant des mesures qui aideront encore d'autres Canadiens, notamment l'augmentation des prestations qu'ils reçoivent par la création de l'Allocation canadienne aux enfants, qui sera bénéfique pour un grand nombre de Canadiens.

* * *

• (1455)

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Mme Ginette Petitpas Taylor (Moncton—Riverview—Dieppe, Lib.): Monsieur le Président, le nombre élevé de femmes et de filles autochtones assassinées ou portées disparues au Canada est une tragédie qui continue de frapper le pays. Tous les Canadiens savent qu'il faut remédier à la situation sur-le-champ. La ministre des Affaires autochtones et du Nord peut-elle dire à la Chambre quelles mesures le gouvernement compte prendre pour remédier à cette crise qui persiste?

L'hon. Carolyn Bennett (ministre des Affaires autochtones et du Nord, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée ainsi que les députés de l'opposition de leurs questions. Je remercie également la députée de Kamloops—Thompson—Cariboo pour sa déclaration élégante et éloquente.

C'est avec fierté qu'aujourd'hui la ministre de la Justice et la ministre de la Condition féminine et moi avons donné suite à notre engagement de tenir une enquête nationale sur les femmes

autochtones disparues ou assassinées. Nous avons annoncé la première étape du processus, à laquelle nous participerons toutes les trois. Nous rencontrerons des proches des victimes, des organismes nationaux, ainsi que les autorités provinciales et territoriales, pour nous aider, nous et d'autres députés, à concevoir l'enquête. C'est la première étape et elle est urgente...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Banff—Airdrie a la parole.

* * *

LA RÉFORME DÉMOCRATIQUE

M. Blake Richards (Banff—Airdrie, PCC): Monsieur le Président, il y a des questions auxquelles il faut répondre par oui ou par non. Hier, la ministre des Institutions démocratiques a évité la question lorsqu'on lui a demandé si les libéraux allaient tenir un référendum sur la proposition d'un nouveau système électoral.

Aujourd'hui, je vais poser une question très directe. Après avoir tenu des consultations sur la réforme électorale et élaboré une proposition sur la mise en place d'un nouveau système électoral, le gouvernement tiendra-t-il un référendum sur le nouveau système proposé? Oui ou non?

L'hon. Maryam Monsef (ministre des Institutions démocratiques, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question et je rappelle aux 337 autres députés que nous nous sommes engagés à tenir un processus de consultation ouvert et rigoureux. Je refuse d'influer sur le résultat de ce processus de consultation en m'engageant à tenir un référendum.

* * *

[Français]

LA FISCALITÉ

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, pendant la campagne électorale, le Parti libéral s'est engagé « [à rétablir] immédiatement [le] crédit d'impôt [pour les contributions aux fonds de travailleurs] dans son [intégrité]. » Malheureusement, cela n'apparaît nulle part dans le plan du ministre des Finances. Si rien n'est fait d'ici le 1^{er} janvier, une nouvelle coupe heurtera de plein fouet ces fonds qui créent des milliers d'emplois au Québec.

Je tends la main au gouvernement. Travaillons ensemble. Régions cela tout de suite afin d'aider des milliers de personnes à épargner pour leur retraite. Le ministre des Finances est-il prêt à...

Le Président: L'honorable ministre des Finances a la parole.

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, c'est une question importante. Nous avons pris quelques engagements au cours de notre campagne, et nous avons promis de le faire pendant la prochaine consultation budgétaire pour 2016. Nous allons tenir une consultation, et une décision sera rendue dans le budget de 2016.

* * *

[Traduction]

L'INFRASTRUCTURE

M. Darren Fisher (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Monsieur le Président, les infrastructures sont un aspect important de notre plan visant à stimuler l'économie, à créer des emplois et à bâtir le Canada du XXI^e siècle.

Les projets d'infrastructure comme celui de l'autoroute Burnside, en Nouvelle-Écosse, peuvent créer des emplois à court et à moyen terme tout en intensifiant le commerce et la productivité à long terme.

Ma question s'adresse au ministre de l'Infrastructure et des Collectivités. Peut-il nous parler du plan d'infrastructure sur 10 ans élaboré par le gouvernement?

L'hon. Amarjeet Sohi (ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens comprennent que les investissements dans les infrastructures sont essentiels pour stimuler l'économie, augmenter la productivité et créer des emplois pour la classe moyenne.

Je me suis employé à consulter mes partenaires provinciaux, territoriaux et municipaux. Notre plan ferait doubler les investissements dans les transports en commun, les infrastructures sociales et les infrastructures vertes au cours des 10 prochaines années.

Ces investissements contribueront à soutenir de façon durable des collectivités où il fait bon vivre.

* * *

LA RÉFORME DÉMOCRATIQUE

M. Scott Reid (Lanark—Frontenac—Kingston, PCC): Monsieur le Président, la ministre vient de dire qu'elle ne veut pas nuire au résultat de son processus en demandant aux Canadiens ce qu'ils pensent de ses propositions électorales dans le cadre d'un référendum.

Il ne faudrait surtout pas qu'elle demande aux Canadiens ce qu'ils pensent dans le cadre d'un référendum. Affirme-t-elle vraiment que les Canadiens sont incapables de se prononcer par référendum sur la façon dont ils doivent être gouvernés et dont les élections doivent se tenir, comme le font les habitants de la Colombie-Britannique, de l'Île-du-Prince-Édouard, de l'Ontario, de la Nouvelle-Zélande ou du Royaume-Uni?

Les Canadiens manquent-ils trop de maturité pour participer à un référendum sur cette question, oui ou non?

• (1500)

L'hon. Maryam Monsef (ministre des Institutions démocratiques, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens méritent d'être consultés sur une question aussi importante que les institutions démocratiques.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Maryam Monsef: Merci. C'est formidable.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Nous devons peut-être prolonger la période réservée à la réponse de la ministre.

La ministre des Institutions démocratiques a la parole.

L'hon. Maryam Monsef: Monsieur le Président, notre engagement est clair. Nous avons affirmé aux Canadiens que le scrutin de 2015 serait le dernier de l'histoire canadienne à utiliser le système uninominal majoritaire à un tour. Pour mener ce changement à bien, nous adopterons un processus solide et inclusif, auquel participeront des Canadiens de partout au pays ainsi que tous les députés de la Chambre.

* * *

[Français]

LA FISCALITÉ

M. Gabriel Ste-Marie (Joliette, BQ): Monsieur le Président, comme l'a rappelé mon collègue de Rosemont—La Petite-Patrie, les

L'Adresse

fonds de travailleurs sont des outils économiques déterminants pour l'économie québécoise. Le ministre des Finances peut bien dire qu'il entend agir rapidement pour rétablir les crédits d'impôt des fonds de travailleurs, mais pourquoi n'a-t-il pas inclus cette mesure dans les voies et moyens, ce qui aurait eu l'avantage de s'appliquer immédiatement, plutôt que de pénaliser les entreprises, les petits épargnants et la classe moyenne au Québec?

[Traduction]

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, nous avons pris de nombreux engagements pendant la campagne.

Nous tenions à annoncer sans tarder des mesures importantes pour la planification fiscale des Canadiens. C'est pourquoi nous avons présenté l'allègement fiscal destiné à la classe moyenne ainsi que les changements apportés au compte d'épargne libre d'impôt.

Nous examinerons d'autres engagements pendant les consultations budgétaires. Les Canadiens pourront ainsi voir, de façon claire et transparente, comment s'annonce le budget de 2016.

* * *

[Français]

LE COMMERCE INTERNATIONAL

M. Simon Marcell (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord remercier les électeurs de Mirabel de leur confiance.

La ministre du Commerce international ne se sent pas liée par le programme de compensations pour les producteurs agricoles découlant du Partenariat transpacifique. Soit, mais qu'en est-il des compensations découlant de l'entente entre le Canada et l'Europe? Il est temps de mettre en place un fonds de compensation pour les producteurs fromagers et laitiers du Québec qui seront pénalisés par cette entente.

La ministre du Commerce international s'engage-t-elle à ce que les indemnités accordées aux producteurs laitiers et fromagers soient à la hauteur de leurs attentes ou va-t-elle tout bonnement rejeter les demandes d'un important secteur de l'économie québécoise?

[Traduction]

L'hon. Lawrence MacAulay (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement du Canada appuie pleinement la gestion de l'offre. Comme je l'ai déjà dit, le gouvernement collabore activement avec les intervenants. Nous savons à quel point les indemnités sont importantes pour le secteur de la gestion de l'offre. Le gouvernement du Canada appuie les indemnités dans le contexte de l'accord commercial entre le Canada et l'Union européenne et, s'il est adopté, dans le contexte du Partenariat transpacifique.

DISCOURS DU TRÔNE

• (1505)

[Français]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une Adresse soit présentée à Son Excellence le gouverneur général en réponse au discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement et du sous-amendement.

L'Adresse

M. Pablo Rodriguez (secrétaire parlementaire du ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Monsieur le Président, je voudrais d'abord mentionner que je partagerai mon temps de parole avec mon collègue et ami, le député de Coast of Bays—Central—Notre Dame.

Je suis très heureux de pouvoir contribuer à ce débat sur le discours du Trône. C'est un peu un retour aux sources pour moi puisque, avant mon congé forcé en 2011, j'ai eu la chance et le privilège d'être élu lors de trois élections générales, soit en 2004, en 2006 et en 2008. J'ai donc assisté à la lecture de plusieurs discours du Trône et participé aux débats qui les ont suivis. Je dois dire en toute objectivité, de façon très neutre, que c'est le meilleur discours du Trône auquel j'ai assisté au cours des 10 dernières années.

Ce discours du Trône suit une élection, qui a été la plus longue de l'histoire moderne. C'est une élection qui a donné un mandat clair et non équivoque au gouvernement, un mandat pour du vrai changement. Ce changement, nous pourrions le sentir et le voir tant sur le fond que sur la forme. Quand je parle de la forme, j'entends la façon de se comporter avec les autres. Sur cet aspect, le gouvernement est clair. Il va bâtir un nouveau type de relation avec les Canadiens, une relation basée sur l'ouverture, le dialogue et le respect. Nous allons rétablir une relation de confiance. Tous noteront que le ton sera totalement différent. Plutôt que d'insister sur la peur et la méfiance, le nouveau gouvernement va insister sur ce qui nous rassemble et nous unit en tant que Canadiens.

Sur le fond, nous avons été tout aussi clairs tout au long de la campagne et, en fonction de cela, les Canadiens nous ont donné un mandat clair. Ils nous ont donné le mandat de renforcer la classe moyenne et de la rendre plus prospère, de développer un filet social plus juste et plus efficace, en particulier pour nos jeunes familles et pour nos aînés. C'est aussi un mandat pour un Canada plus vert, plus prospère et plus ouvert sur le monde.

Nous avons beaucoup parlé de la classe moyenne, de lui venir en aide et de la renforcer; c'est exactement ce que le gouvernement entend faire. Le premier geste que nous posons dès maintenant est de diminuer les impôts de la classe moyenne. Je tiens à féliciter le premier ministre et le ministre des Finances pour leur leadership dans ce domaine. Vous avez entendu hier le ministre des Finances présenter ce qu'il allait faire. Il a été très clair à ce sujet. Nous parlons ici d'une réduction d'impôt qui va rendre le régime fiscal plus efficace et qui viendra directement en aide à la classe moyenne.

Concrètement, cela signifie une baisse du deuxième taux d'imposition pour le faire passer de 22 % à 20,5 %. C'est un engagement concret et cela touche 9 millions de Canadiens qui pourront bénéficier de cette mesure. C'est un engagement sérieux qui touche énormément de gens.

Toujours dans le but de renforcer la classe moyenne et de lui venir en aide, le gouvernement va créer la nouvelle Allocation canadienne aux enfants. Ce sera une allocation simplifiée, bonifiée et libre d'impôt. Cette allocation aidera aussi directement les Canadiens qui en ont le plus besoin. Nous voyons donc déjà deux mesures concrètes pour aider les Canadiens, soit la diminution d'impôt et l'Allocation canadienne aux enfants.

Cependant il faut faire plus que cela, et le gouvernement est prêt à faire beaucoup plus, notamment en mettant en avant la plus importante stratégie de financement en infrastructures de l'histoire du Canada. Nous allons doubler les sommes actuellement allouées aux infrastructures en les faisant passer à 125 milliards de dollars. Je parle ici de 60 milliards de dollars en nouveaux investissements en infrastructures. Il s'agit là aussi de quelque chose de très concret.

● (1510)

Nous allons investir dans les infrastructures sociales et vertes ainsi que dans le transport. Allouer des fonds aux infrastructures, c'est investir dans notre avenir. Par exemple, cela nous permet d'avoir un meilleur système de transport collectif, de meilleurs réseaux d'aqueduc et plus de logements abordables, en particulier pour nos aînés les plus vulnérables.

Entre parenthèses, je tiens à mentionner que je serai honoré et privilégié, à titre de secrétaire parlementaire, d'aider le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités à relever cet important défi.

Nous avons parlé de baisser les impôts de la classe moyenne, d'augmenter l'allocation pour les familles avec de jeunes enfants et d'investir de façon importante dans les infrastructures, mais ce n'est pas tout, et je suis certain que nos collègues seront contents de l'entendre.

Sur le plan international, par exemple, nous allons rebâtir l'image et la crédibilité du Canada. Nous saurons écouter les autres nations et dialoguer avec elles. Le Canada retrouvera finalement sa place à la table des nations. Je pense notamment au domaine de l'environnement, dans lequel nous reprendrons notre leadership qui fut abandonné par le gouvernement conservateur. Je tiens d'ailleurs à souligner l'excellent travail déjà réalisé par la ministre de l'Environnement et à la féliciter pour avoir été choisie comme l'un des 14 facilitateurs chargés d'assurer le succès de la conférence de Paris. Cet honneur rejaille sur tous les Canadiens.

Puisque je suis dans le dossier de l'environnement, pourquoi ne pas continuer? Je le répète, le Canada va à nouveau assumer un leadership en matière d'environnement, tant chez nous qu'à l'étranger. Nous allons collaborer avec les provinces et les territoires pour lutter contre les changements climatiques, car la situation est critique. En effet, tous les rapports le disent. Il faut agir dès maintenant. Nous allons donc travailler sur les changements climatiques.

D'autre part, nous allons investir dans les emplois verts. Cela est non seulement bon pour l'environnement, mais aussi pour notre économie. Nous allons renforcer les processus d'évaluation environnementale pour en faire de vrais processus sérieux et rigoureux. Nous allons travailler pour protéger nos lacs, nos rivières et nos océans. On voit tout de suite que le gouvernement a un plan concret ambitieux en matière d'environnement. C'est ce programme qui a été présenté par le premier ministre aux Canadiens, et c'est ce programme qui a été accepté, appuyé et approuvé par les Canadiens.

Par ailleurs, nous allons renforcer les programmes de retraite, notamment en bonifiant le Supplément de revenu garanti, qui aide directement les aînés les plus défavorisés au sein de notre société. Nous allons investir afin d'appuyer les jeunes, notamment ce qui concerne l'accès à l'emploi. Nous allons rétablir nos relations avec nos Premières Nations en établissant un dialogue sur la base de la reconnaissance, du respect et du droit. Tel que promis, le gouvernement mettra sur pied cette enquête si fondamentale et absolument nécessaire sur les femmes autochtones disparues ou assassinées. Ceux qui ont été touchés par cette très profonde tragédie ont assez attendu.

En outre, nous appuierons nos anciens combattants, à qui nous devons tellement. Les anciens combattants et leurs familles méritent notre reconnaissance et notre respect. Nous devons redonner à ceux qui ont tant donné pour leur pays.

L'Adresse

Je dois m'arrêter, puisque mon temps est limité, mais j'ajouterais que nous allons investir dans la culture, dans les langues officielles et dans tant d'autres domaines. Il est clair que nous avons un programme ambitieux qui a été appuyé par les Canadiens pour l'ensemble des Canadiens.

• (1515)

L'hon. Steven Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, je voudrais en profiter pour souligner le retour du député d'Honoré-Mercier à la Chambre des communes, le féliciter pour sa victoire et lui offrir la collaboration constructive de l'opposition officielle.

Le député nous a parlé de l'importance d'investir dans les infrastructures. Comme ingénieur, je ne peux qu'acquiescer à cela. Toutefois, nous avons déjà un plan pour investir dans les infrastructures sans endetter les générations futures.

Pourquoi endetter les Canadiens pour investir dans les infrastructures? Pourquoi consentir également des baisses d'impôt aux gens qui gagnent 200 000 \$ par année, alors que ceux qui gagnent beaucoup moins ont, en fait, des baisses d'impôt dérisoires?

Enfin, j'ai eu l'occasion de siéger avec mon collègue et il sait que sous le gouvernement conservateur, le Canada a réduit ses émissions de gaz à effet de serre et que ce sont les cibles que le gouvernement conservateur avait établies qui ont été étudiées à Paris.

Pourquoi endetter les Canadiens? On parle beaucoup de développement durable, alors qu'on est dans une période où on n'a pas de crise économique.

M. Pablo Rodriguez: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Bellechasse—Les Etchemins—Lévis de son aimable question. En fait, ce sont cinq ou six questions.

Si je prends la première question, je comprends que l'ancien gouvernement avait son propre programme d'infrastructure. Nous voulons renforcer ce programme, c'est-à-dire que nous allons doubler les investissements en infrastructure. Investir en infrastructure, ce n'est pas une dépense, c'est un investissement. Les ponts et les routes sur lesquels conduiront nos enfants demain seront le résultat des investissements que nous faisons aujourd'hui. Cela crée des emplois stables et bien rémunérés, en plus de bâtir l'avenir.

Pour ce qui est des cibles concernant les changements climatiques, il va de soi que le gouvernement libéral sera beaucoup plus ambitieux que ne l'a été le gouvernement conservateur, parce que nous traitons l'environnement de façon sérieuse et responsable. On le constate déjà à Paris.

J'invite mon honorable collègue à suivre nos travaux, puisque beaucoup plus sera fait au cours des prochaines semaines et des prochains mois. Je suis très heureux également de le revoir...

• (1520)

Le vice-président: L'honorable député de Drummond a la parole.

M. François Choquette (Drummond, NPD): Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue de son discours.

Il a beaucoup parlé d'environnement et c'est un sujet qui m'intéresse considérablement, comme on le sait. Il a parlé de changements climatiques. J'aime le ton qu'il emploie. C'est un ton beaucoup plus intéressant en ce qui concerne l'harmonisation entre l'environnement et l'économie, ce qui est une bonne chose. Par contre, les libéraux sont allés à Paris avec les mêmes cibles que les conservateurs, alors que tout le monde a dit que les cibles de Copenhague étaient des cibles faibles qui n'avaient pas de sens. On

est un peu déçu de cela. On aimerait savoir quelles seront les cibles des libéraux.

Il a aussi parlé des évaluations environnementales. Je faisais partie du Comité permanent de l'environnement et du développement durable quand les évaluations environnementales ont été révisées. Les évaluations environnementales que nous avons sous les conservateurs n'ont plus de sens. C'est vraiment horrible. Par contre, des projets, comme le pipeline Énergie Est, demeurent à l'étude.

Mon collègue s'engage-t-il à recommencer le processus d'évaluation environnementale du pipeline Énergie Est?

M. Pablo Rodriguez: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

On va pouvoir assister à un changement tant sur le fond que sur la forme sur le plan de la lutte contre les changements climatiques. Le travail déjà amorcé n'est qu'un début. Il y a beaucoup plus d'ambition du côté du gouvernement libéral que ce qu'on a vu de la part du gouvernement précédent. Il y aura des cibles importantes et réalisables.

Il est important de mentionner que le travail dans ce domaine se fera de concert avec les gouvernements provinciaux, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et les municipalités, pour accomplir un travail réaliste, qui s'exécutera de façon commune et avec des cibles qu'on pourra atteindre. Cela va se faire, et cela se fait déjà d'ailleurs, dans le cadre du travail du Canada à Paris actuellement.

M. Louis Plamondon (Bécancour—Nicolet—Saurel, BQ): Monsieur le Président, j'ai écouté le discours de mon confrère, que je connais très bien. J'ai eu le plaisir de siéger avec lui à quelques occasions. Je suis surpris qu'avec tout le talent d'orateur qu'il a, il n'ait pas été nommé ministre.

J'aimerais entendre son point de vue sur le financement des partis politiques. Je sais qu'il était un grand défenseur du principe établi par l'ancien premier ministre Jean Chrétien, à savoir que le financement devrait reposer sur deux règles: seuls, les électeurs ayant le droit de vote ont le droit de contribuer et non les compagnies ou associations; et parce que les revenus seraient moins grands pour les partis politiques et pour éviter un deuxième scandale des commandites, il y aurait, de la part de l'État fédéral, une contribution de 2 \$ par vote, à l'exemple de ce qui se fait dans certaines provinces. Or il y a eu un changement sous l'ancien gouvernement, et on a aboli la contribution de 2 \$.

Ne pense-t-il pas qu'il serait temps de retourner aux principes qu'avait dictés M. Jean Chrétien, lorsque celui-ci avait proposé le projet de loi sur le financement des partis politiques, qui reposait sur des contributions d'électeurs et sur une compensation du gouvernement envers les partis politiques existants?

M. Pablo Rodriguez: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question. Je suis très heureux également de le revoir ici, à la Chambre des communes. Je le félicite également pour sa longévité.

Pour ce qui est des contributions politiques, je suis tout à fait d'accord sur le fait qu'elles doivent être faites par des individus et non par des corporations ou des associations. Je pense que le système actuel fait en sorte que les partis doivent se surpasser, innover et faire appel à une base militante beaucoup plus importante. Cela se fait parfois avec des dons plus modestes, mais avec un plus grand nombre de personnes. Je pense que le Parti libéral du Canada a pris ce tournant, en étant le parti qui a reçu le plus grand nombre de dons d'un plus grand nombre de Canadiens.

L'Adresse

J'invite les autres partis à se moderniser de la même façon que le Parti libéral du Canada a réussi à le faire.

• (1525)

[Traduction]

M. Scott Simms (Coast of Bays—Central—Notre Dame, Lib.): Monsieur le Président, c'est ma première intervention, sauf pour ce qui est des questions et des observations. C'est à mon tour de répondre au discours du Trône, mais, avant de commencer, j'aimerais remercier les habitants de Coast of Bays—Central—Notre Dame de m'avoir accordé l'honneur de les représenter à la Chambre. J'aimerais également remercier les anciens électeurs de Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor de m'avoir fait confiance ces 11 dernières années et demie.

Je m'en voudrais de ne pas féliciter une personne en particulier qui sera ici cette semaine, c'est-à-dire M. Dwight Ball, qui a récemment remporté ses élections et qui est maintenant le premier ministre désigné de Terre-Neuve-et-Labrador. Je lui offre mes meilleurs voeux, ainsi qu'à son nouveau Cabinet et au nouveau gouvernement. Je suis impatient de collaborer avec eux.

Ces derniers temps, lors de mes tournées, principalement dans la région centrale de Terre-Neuve, et, de toute évidence, au cours des trois derniers mois pendant la campagne électorale, les discussions étaient surtout axées sur l'ouverture. À Terre-Neuve-et-Labrador, le même thème revenait, celui de reprendre les affaires, de recommencer à diriger, de recommencer à écouter et de recommencer à investir des fonds et à offrir aux gens de l'espoir et de la transparence afin qu'ils puissent reprendre leur vie normale et qu'eux, leurs enfants et leurs petits-enfants puissent réussir dans la vie.

À Terre-Neuve-et-Labrador, l'hostilité était palpable et remontait à une campagne du milieu des années 2000 qui prônait l'élection de n'importe quel parti, sauf celui des conservateurs. On s'attendrait à ce qu'une telle démarche soit le fait d'un gouvernement libéral ou néo-démocrate, mais, en fait, ce fut le Parti conservateur de Terre-Neuve-et-Labrador qui a ainsi livré la guerre aux conservateurs d'Ottawa. Voilà qui donne une idée de la situation. Maintenant que j'y repense, il s'agissait plutôt du Parti progressiste-conservateur de Terre-Neuve-et-Labrador.

Durant le débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône, les députés ont abordé de nombreux thèmes intéressants à bien des égards pour les gens de ma circonscription et moi. Comme bien des gens le savent, l'industrie des pêches, qu'il s'agisse de la morue, du crabe, de la crevette, du maquereau ou d'autres espèces de la région, est depuis longtemps l'une des principales sources d'exportation chez nous, notamment au centre de Terre-Neuve. Avec les mines et la forêt, cette formidable industrie d'exportation soutient les 140 collectivités de ma circonscription depuis plus de 500 ans. Toutefois, un autre produit d'exportation est récemment venu détrôner les produits de la mer, j'ai nommé les travailleurs spécialisés.

Les plus vastes licenciements de toute l'histoire du Canada ont survenus en 1992, au moment de la fermeture de la pêche à Terre-Neuve-et-Labrador. Des millions de gens ont alors perdu leur emploi. Il s'est agi de les rééduquer, de bâtir des collèges, de trouver de l'argent pour investir dans les compétences afin que les gens puissent faire la transition vers un autre emploi et afin que les collectivités puissent survivre.

Cela a suscité beaucoup de controverses à l'époque. On disait qu'un village d'une vingtaine de personnes ne pouvait pas accueillir cinq charpentiers ou cinq salons, que ce n'était pas possible. À l'époque, les collèges s'agrandissaient et s'adaptaient au marché

mondial et pas seulement au marché canadien. Et c'est là que se trouvait la clé.

Grâce aux compétences qu'ils ont acquises, des gens de ma circonscription se rendent désormais pendant des semaines dans des endroits comme le Nigeria, la Russie, la Norvège, l'Afrique du Nord et, bien sûr, l'Alberta et la Saskatchewan. Si je parle de tout cela, c'est parce que la seule raison pour laquelle les gens ont pu survivre et prospérer pendant la récession de 2008, c'est que la province a pu exporter ses gens, leurs métiers, leurs compétences et leurs talents.

La seule raison pour laquelle c'est arrivé, c'est parce que, entre 1992 et 1996, nous avons été en mesure de débattre de ce qui était le mieux, pas seulement pour ceux qui avaient perdu leur emploi dans le secteur des pêches, mais pour tous ceux qui les ont suivis. Leurs enfants et leurs petits-enfants profitent aujourd'hui des investissements qui ont été faits alors.

Ce qui m'amène à notre sujet d'aujourd'hui concernant les infrastructures. C'est pour une très bonne raison que nous multiplions les investissements dans ce secteur. Et ce n'est pas seulement dans les routes, les ponts et les connexions Internet que nous investissons, nous investissons aussi dans l'avenir de nos jeunes afin qu'ils puissent disposer des installations, des emplois et des compétences qui en découlent.

• (1530)

Le discours du Trône contient tant d'éléments, dont le bien-être des Canadiens et la mise en place d'un nouvel accord sur la santé, dont je suis si fier pour toutes sortes de raisons.

J'ai parlé plus tôt de la campagne prônant l'élection de n'importe quel parti sauf le Parti conservateur; elle avait créé beaucoup de remous, pas seulement dans ma province mais aussi dans les autres. Un premier ministre canadien qui daigne s'entretenir avec les premiers ministres provinciaux — inconcevable! L'absence totale de communication entre les deux ordres de gouvernement a semblé être un principe sacro-saint pendant un certain temps. Nous en étions presque arrivés à accepter qu'il était inconcevable que les trois dirigeants territoriaux, les dix premiers ministres provinciaux et le premier ministre du Canada puissent se réunir dans une même pièce. De telles réunions étaient pourtant chose courante par le passé. Je m'en souviens comme si c'était hier: ces discussions avaient lieu sous l'ancien premier ministre Trudeau et d'autres, même sous Brian Mulroney, un vrai conservateur, mais elles ont disparu et tout le monde a arrêté de parler. C'est pour cela que les conservateurs se mettent en colère lorsqu'on soulève la question du dialogue avec les provinces. Ils savent pertinemment qu'ils ont échoué à cet égard. Cela dit, ils ne voulaient même pas essayer.

Je reviendrai à la question de l'accord sur la santé et des compressions qui y ont été apportées. L'accord qui était en vigueur a expiré en 2010. Dans bien des cas, les délais d'attente ont diminué lorsque nous avons conclu l'accord en 2005. Nous envisageons également de bonifier le régime de soins à domicile, comme nous l'avons annoncé dans notre plateforme; c'est une autre mesure dont je me réjouis.

J'aimerais parler d'une autre question qui touche le Canada atlantique: l'assurance-emploi. Mais la question prend une autre dimension lorsqu'on tient compte du travail saisonnier. Il y a des travailleurs saisonniers pas seulement dans les provinces de l'Atlantique, mais bien dans l'ensemble du pays, dans les secteurs de la construction, de la foresterie, de l'agriculture et de la pêche. Nous savons qu'en réponse à la demande, de nombreuses régions se prévalent du Programme des travailleurs étrangers temporaires. Malheureusement, le programme d'assurance-emploi n'aidait pas.

Ce qui m'a dérangé le plus au cours de la dernière session, c'est que les prestataires de l'assurance-emploi étaient traités comme des gens qui essaient d'exploiter le système au maximum. Or, l'assurance-emploi représente un mode de vie, car ces gens veulent prospérer dans leur collectivité, et l'assurance-emploi permet à des industries de prospérer. Ce ne sont pas seulement les prestataires qui ont le plus besoin de l'assurance-emploi: les entreprises aussi en ont besoin, car il leur faut des travailleurs. Mais de cela, il n'en a jamais été question.

Pendant la dernière session, j'étais le porte-parole en matière de réforme démocratique et je suis très fier de ce qui s'est dit jusqu'à maintenant au sujet de nos institutions démocratiques. Ce qui me rend si fier, c'est que nous avons pris un engagement concernant le système uninominal majoritaire à un tour, car il ne fonctionne pas pour la plupart des Canadiens. Nous avons décidé qu'il était temps pour nous d'engager un dialogue national.

Nous savons que la question a été débattue en Colombie-Britannique, en Ontario et à l'Île-du-Prince-Édouard. Ce fut un excellent exercice pour bien des gens, car ils ont dû s'éduquer à propos de notre système et de la façon d'élire des représentants de manière véritablement démocratique et responsable. De nombreuses idées n'ont pas fait long feu, et aucune modification fondamentale n'a été apportée. Pourquoi donc ne pourrions-nous pas, en tant que gouvernement fédéral, ouvrir ce débat d'un océan à l'autre? Il est grand temps de le faire. Nous savons que le statu quo est une possibilité et qu'un certain parti favorise un type précis de représentation proportionnelle.

Nous avons décidé de tenir ce débat ouvert avec des gens qui n'ont jamais discuté de la question auparavant. À Terre-Neuve-et-Labrador, nous n'avons jamais eu de dialogue provincial sur le type de système que nous aimerions adopter si nous choisissons de faire une transition. Par conséquent, ce que j'aime de cette idée, c'est que nous mettrons en branle un processus qui permettra aux Canadiens de participer au débat. Qu'il se tienne avec les premiers ministres provinciaux ou des groupes tels que le Mouvement pour la représentation équitable au Canada, au moins, il s'agira d'un débat sérieux.

La première chose que j'ai apprise lorsque je suis arrivé ici, en 2004, a été d'écouter beaucoup plus que de parler. Alors je vais maintenant me taire.

• (1535)

M. Jamie Schmale (Haliburton—Kawartha Lakes—Brock, PCC): Monsieur le Président, comme je prends la parole pour la première fois, j'aimerais remercier les électeurs d'Haliburton—Kawartha Lakes—Brock de m'avoir fait confiance pour les représenter. Je ferai de mon mieux pour ne pas les décevoir.

J'aimerais également féliciter le député d'en face pour sa réélection. Je suis heureux d'avoir fréquenté le même établissement d'enseignement postsecondaire que lui et je me réjouis à l'idée de travailler avec lui.

J'ai aimé les commentaires du député au sujet de la réforme démocratique. Je comprends que les libéraux se sont engagés dans un processus et qu'ils iront jusqu'au bout.

Cela dit, pourquoi ne pas tenir un référendum? Pourquoi ne pas demander aux gens si c'est vraiment ce qu'ils veulent et les laisser décider? Il s'agit d'un changement fondamental de notre système électoral.

M. Scott Simms: Madame la Présidente, je tiens à souligner une chose. C'est bien de savoir que le député et moi avons fréquenté le

L'Adresse

même établissement. Comme j'y ai obtenu un diplôme, je pensais qu'il était médiocre. Toutefois, maintenant que je sais que le député y a lui aussi obtenu son diplôme, je sais que c'est un grand établissement.

Pour ce qui est de la question, dans le cadre de notre processus, nous voulions tenir une discussion ouverte; c'est pourquoi nous n'avons pas entrepris cette étape dans la plupart des provinces. On ne peut pas prendre de mesure avant même de tenir une discussion puisque cela affecterait la conversation. La plupart des administrations le font parce que cela fait partie de la discussion ouverte.

Ma question pour les conservateurs est la suivante: ils souhaitent une réforme complète du Sénat, pour que ses membres soient élus. Quand y a-t-il eu un vote à ce sujet? On n'en a pas parlé.

[Français]

M. Robert Aubin (Trois-Rivières, NPD): Madame la Présidente, je vous félicite pour vos nouvelles fonctions.

Prendre la parole à la Chambre est toujours un privilège. Cependant, avoir la chance de reprendre la parole est une responsabilité de laquelle nous devons être à la hauteur, et je m'y engage au nom de tous les Trifluviens qui m'ont fait le plaisir de me réélire.

Dans le discours de mon collègue, j'ai été particulièrement interpellé par le passage sur l'assurance-emploi. Nous connaissons les nécessités de l'assurance-emploi pour les travailleurs et les employeurs de nos régions respectives.

À cet égard, mon collègue pense-t-il que son gouvernement s'engagera fermement — un engagement que je n'ai pas vu dans le discours du Trône — à faire en sorte que les cotisations des employeurs et des travailleurs ne soient utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été prélevées ou, autrement dit, qu'on n'utilise pas les cotisations à d'autres fins que celles pour lesquelles elles sont prévues?

[Traduction]

M. Scott Simms: Madame la Présidente, je suis d'accord avec le député quand il dit que les cotisations doivent servir aux prestataires dans le cas qui nous intéresse. Dans la grande majorité des cas, je crois moi aussi que c'est vrai. Le premier objectif, la chose la plus importante que nous devons faire par rapport à l'assurance-emploi — qu'il s'agisse d'objectifs à court ou à long terme —, c'est accélérer le traitement des demandes. Nous avons réduit le temps d'attente. Nous cherchons désormais les gains d'efficacité qu'il y a à faire dans le système afin de l'améliorer. Certains prestataires doivent attendre plus de deux mois avant de toucher leur premier chèque. Deux mois pendant lesquels les factures s'accumulent sans être payées. Je remercie le député de ses commentaires. Si tout va bien, ces mesures à court terme entreront en vigueur bientôt.

M. Rodger Cuzner (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'oeuvre et du Travail, Lib.): Madame la Présidente, permettez-moi de vous féliciter pour votre nomination. J'en profite également pour remercier les électeurs de Cape Breton—Canso du grand honneur qu'ils me font en me chargeant de les représenter à la Chambre pour une sixième fois.

Ma circonscription et celle de mon collègue se ressemblent. En Atlantique, 54 % du PIB régional est attribuable aux industries saisonnières. Pendant la campagne, j'ai souvent entendu dire que les changements apportés ont eu des répercussions bien réelles sur le régime d'assurance-emploi et décimé le bassin de main-d'oeuvre sur lequel comptent les industries saisonnières.

L'Adresse

Mon collègue a-t-il eu les mêmes échos et comprend-il à quel point il est urgent que le gouvernement apporte des changements si on veut que ces industries puissent engager les travailleurs dont elles ont tant besoin?

M. Scott Simms: Madame la Présidente, je remercie mon collègue. Dire que je suis un de ses admirateurs constituerait sans doute le plus grand euphémisme de la journée.

Moi aussi, j'ai entendu la même chose que lui, et pas seulement dans les industries traditionnelles, dans les nouvelles industries aussi. J'ai parlé des forêts, des pêches et des mines, mais j'ai oublié un autre secteur qui est aussi saisonnier par définition: le tourisme. Il s'agit d'un problème majeur dans le secteur touristique à l'heure où on se parle, parce que les lacunes du système empêchent les employeurs de trouver des employés.

• (1540)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Avant de donner la parole au prochain député, j'aimerais remercier tous les députés pour leurs bons mots. C'est un honneur pour moi d'être ici aujourd'hui, surtout en ce jour du quatrième anniversaire de mon petit-fils, Kade. Je ferais des jaloux si je parlais de Kade sans nommer aussi son frère Kian et leur petit frère Preston, qui vient tout juste d'obtenir son congé de l'unité de soins intensifs. Il n'a que trois semaines. Tous nos souhaits de bonne santé l'accompagnent.

C'est un honneur pour moi d'être ici et je tiens à exprimer ma reconnaissance aux députés pour tous leurs aimables propos. Je me réjouis à l'idée de continuer à travailler avec eux, d'apprendre leur nom, leur poste, leur circonscription et connaître leur place dans cette salle. Avec tous ces espaces supplémentaires qui ont été créés, il nous est un peu difficile de tout voir, et je prie les députés de bien vouloir nous excuser si, d'emblée, nous faisons une erreur sur le nom de leur circonscription. Le cas échéant, n'hésitez pas à nous corriger.

Sur ce, je demanderais au député de Provencher de prendre la parole.

M. Ted Falk (Provencher, PCC): Madame la Présidente, je tiens moi aussi à vous féliciter pour votre nouveau rôle. J'ai du mal à croire que vous avez l'âge d'avoir des petits-enfants.

J'aimerais vous informer que je partagerai mon temps avec le député de Mégantic—L'Érable.

J'aimerais d'abord dire que c'est un honneur pour moi de prendre la parole à la Chambre au nom de tous les citoyens de Provencher. Je tiens à remercier les gens de ma circonscription de m'avoir renouvelé leur confiance et me permettre de servir leurs intérêts à Ottawa pour un deuxième mandat. Je me ferai un plaisir de travailler avec mes collègues dans un climat de collaboration et de bonne entente, tout en demandant, en tant que parti de l'opposition, au gouvernement de rendre des comptes. En tant qu'opposition officielle, il est clair que nous aurons beaucoup de travail à faire et je suis convaincu que nous serons à la hauteur de ce défi.

Je profite de l'occasion pour remercier mon épouse, Irene, qui m'a accompagné tout au long de la campagne. Ensemble, nous avons inlassablement frappé à bien des portes; elle a été à mes côtés durant toute la campagne. Je la remercie de son appui, ainsi que tous les autres membres de ma famille.

J'aimerais également aborder les nombreuses promesses qui ont été faites aux Canadiens pendant le discours du Trône de vendredi dernier. Le discours du Trône libéral a été riche en lieux communs mais très pauvre en détails. Je suis troublé par la longue liste des engagements de dépenses imminentes que les libéraux ont fait

miroiter aux Canadiens tout en omettant de décrire les moyens qui leur permettront de respecter ces promesses.

Nous savons qu'il est facile de prendre des engagements. Mais quel en sera le coût? Qui paiera? Ce sont toutes des promesses bien ambitieuses.

Ma crainte, c'est que lorsqu'on choisit d'accumuler de lourds déficits, bien trop souvent ce sont les générations futures qui en paient le prix. Ces coûts seront récupérés sur le dos de nos enfants et petits-enfants. Comme bon nombre de mes électeurs, j'éprouve de l'inquiétude devant des promesses qui s'accompagnent d'un tel prix à payer. Ce que je veux pour les Canadiens, ce sont des ressources, des programmes et des avantages que nous avons les moyens, collectivement, de nous payer. Je veux donner aux générations futures, à mes sept petits-enfants, à leurs enfants et aux enfants de leurs enfants toutes les chances de succès possibles.

Le gouvernement dispose de la capacité d'offrir des programmes et des prestations formidables aux Canadiens, mais, pour y arriver, il faut une planification soignée et à long terme, un budget sérieux et une responsabilité fiscale. Je ne peux prétendre être surpris qu'une promesse que les libéraux sont loin d'être près de tenir, c'est le plafond de 10 milliards de dollars fixé pour le déficit. Ils mettent en place une baisse d'impôt qui coûtera en fait de l'argent à la population. Le déficit est maintenant rendu à 14 milliards de dollars et il continue de grimper. C'est de l'argent des contribuables que le premier ministre a engagé en un peu plus d'un mois depuis qu'il occupe son poste. De grosses sommes d'argent venant des poches des contribuables et le financement de beaucoup de projets internationaux sont ainsi budgétés sans que le Parlement ait pu en débattre ou en discuter.

Si c'est là ce à quoi il faut s'attendre en un mois, je n'ose imaginer où en sera le Canada dans quatre ans. Il y a vraiment de quoi être perturbé que de voir des années de planification financière minutieuse, qui ont amené notre Canada dans une situation stable et sûre en période de difficultés économiques, dont un ralentissement économique à l'échelle mondiale, aller à vau-l'eau en si peu de temps.

Avec les libéraux qui visent à dépenser, des dommages sont du coup causés par leur silence dans le discours du Trône sur les priorités que devraient être les importants piliers de notre économie. Encore une fois, les libéraux se contentent de lieux communs et sont avares de détails.

Originaire d'une grande circonscription rurale dont la communauté agricole est forte et dynamique, je peux affirmer que les Canadiens des régions rurales n'ont pas reçu réponse à leurs questions dans le discours du Trône de vendredi dernier. En fait, les agriculteurs ont été abandonnés et n'ont même pas eu droit à un lieu commun. Ni les agriculteurs ni le secteur de l'agriculture n'ont été mentionnés une seule fois. Ce secteur représente pourtant plus de 100 milliards de dollars dans notre économie, bon an mal an, et emploie plus de deux millions de Canadiens.

Le premier ministre a déclaré à la face du monde que le Canada était de retour. De retour à quoi? Est-ce que nous sommes revenus à l'idée que les enjeux et les intérêts du Canada rural et de l'Ouest canadien peuvent être mis de côté? J'espère que ce n'est pas le cas.

L'Adresse

Les agriculteurs forment la base de notre économie. Les agriculteurs font de longues journées de travail dans un cadre exigeant sur le plan physique afin que les Canadiens aient de quoi manger et restent en santé. On ne saurait trop insister sur ce fait. Bien qu'il semble que les secteurs de l'agriculture et de l'élevage aient été oubliés en tant que priorité du gouvernement libéral, je peux assurer la Chambre que le Parti conservateur sera là pour lutter et défendre les intérêts des agriculteurs canadiens.

Les agriculteurs n'ont pas été les seuls oubliés dans les priorités du gouvernement. On ne mentionne nulle part le secteur privé du Canada ni ses industries. Les conservateurs ont longuement cherché les moyens de soutenir cette part de l'économie, sachant pertinemment qu'il est essentiel à la création d'emplois et à une économie florissante.

• (1545)

Est-ce que c'est le Canada d'avant qui renaît, celui de l'époque où on croyait qu'un État tentaculaire était mieux à même de prendre des décisions en matière de création d'emplois et de prospérité? Je suis inquiet lorsqu'un gouvernement prétend stimuler l'économie mais néglige de prendre en compte ses piliers et secteurs principaux.

Où est-il fait mention des petites entreprises et des petits entrepreneurs du Canada? Ils sont pourtant d'une importance cruciale pour la vitalité de l'économie canadienne. Les petites entreprises représentent 99 % de toutes les entreprises du pays et elles emploient la moitié des travailleurs canadiens du secteur privé. Et pourtant, il n'en est fait aucune mention. Le gouvernement se doit de préserver le taux d'imposition de ces entreprises à un faible niveau, de leur faciliter l'accès à du financement, et de s'assurer que leurs propriétaires ont les outils et les ressources dont ils ont besoin. Les petites entreprises jouent un rôle vital dans l'économie du Canada, et le gouvernement libéral doit investir dans des politiques qui leur permettront de se développer et de prospérer.

Il est facile de promettre de nouveaux emplois et une économie robuste, mais sans programme précis et sans prise en compte des principaux acteurs, ce ne sont que de vagues promesses.

Ce qui m'inquiète aussi, c'est que le gouvernement ne cesse de réitérer son engagement à l'égard des familles, mais il semble indifférent aux droits de ces mêmes familles de choisir ce qu'elles préfèrent. L'annulation du fractionnement du revenu pour les couples, ce qu'ont annoncé les libéraux, nuira à la classe moyenne. Elle nuira aux nombreuses familles que je connais qui ont pris la décision de garder un parent chez eux, à plein temps, et elle nuira aux couples dont l'un des membres a de faibles revenus.

Est-ce que c'est le Canada d'avant qui renaît, celui de l'époque où on croyait que le gouvernement était mieux en mesure que maman et papa d'élever des enfants? J'espère que non. Le gouvernement veut supprimer la prestation universelle pour la garde d'enfants et introduire une réduction d'impôt pour la classe moyenne. Cette décision va coûter de l'argent aux Canadiens.

Les conservateurs savent que les familles s'en sortent mieux lorsqu'elles sont en mesure de décider elles-mêmes comment elles veulent fonctionner. En supprimant le fractionnement du revenu pour les familles, le gouvernement va limiter les options qui s'offrent aux ménages qui en ont le plus besoin. Les familles ont droit à l'équité et à la liberté de choix, et les conservateurs vont continuer de défendre ce droit.

Je ne suis pas la première personne et ne serai sans doute pas la dernière à s'adresser à la Chambre pour déplorer les actes de terrorisme qui sont commis de par le monde. Ces actes violents et horribles semblent se répéter de plus en plus souvent. À la suite des

attentats terroristes en France, le premier ministre a offert le soutien du Canada, mais là encore, ce ne sont que des platitudes.

À l'heure où nos alliés s'entendent pour faire face ensemble à ces menaces réelles, les libéraux proposent un vrai changement tout en préparant le retrait des chasseurs canadiens. Oui, malheureusement, le Canada d'avant est de retour, notamment quand il s'agit d'aider nos alliés et de nous acquitter nos responsabilités. Personnellement, je préférerais bien sûr négocier une solution pacifique. Mais comme cela n'est pas possible, nous devons nous acquitter de nos responsabilités. Nous devons rester aux côtés de nos alliés. Le combat contre l'EIIS continue. Le terrorisme est une menace très réelle, mais on dirait que le gouvernement préfère regarder ailleurs. Il n'en a fait aucune mention dans le discours du Trône de vendredi dernier. Je trouve ahurissant qu'il s'intéresse davantage à la légalisation et à la réglementation de la marijuana qu'à la lutte contre cette menace grandissante qu'est le terrorisme à l'échelle planétaire.

Pour terminer, je dirai qu'il est des circonstances où les déficits sont nécessaires, mais que la situation actuelle n'en est pas une. Après des années de planification financière rigoureuse, les conservateurs avaient promis d'afficher un excédent, et ils y sont parvenus. Les libéraux, de leur côté, ont fait des promesses grandioses pendant la campagne afin d'obtenir les faveurs des électeurs, mais aujourd'hui, ils sont prêts à compromettre notre situation économique en les mettant en œuvre immédiatement.

Comme en témoigne le discours du Trône, ces promesses sont pleines de trous, notamment en ce qui concerne les principaux acteurs et la vision à long terme. J'aimerais rappeler aux Canadiens que toutes ces promesses ont un coût. Les déficits sont un fardeau supplémentaire pour les générations à venir. Notre premier ministre ne cesse de nous dire qu'il va augmenter les impôts du percentile supérieur de Canadiens. Mais cela ne représentera qu'une fraction de ce que coûteront les promesses dispendieuses qu'il a déjà faites.

Comment les libéraux comptent-ils financer les dépenses inconsidérées auxquels ils s'adonnent actuellement? Revenons-nous vraiment au Canada d'avant, à celui de l'époque des déficits colossaux et des coupes dans les soins de santé et les transferts sociaux aux provinces?

Les conservateurs forment un parti qui défend le contribuable canadien, et non un parti de platitudes. Au nom de tous les Canadiens, nous allons continuer de réclamer des détails aux libéraux sur la façon dont ils prévoient financer toutes leurs promesses grandioses.

• (1550)

M. Gary Anandasangaree (Scarborough—Rouge Park, Lib.): Madame la Présidente, je veux remercier mon collègue de cet exposé et le féliciter de sa réélection.

L'investissement dans l'infrastructure est un aspect essentiel pour les Canadiens. Nous le savons, nos routes sont en mauvais état, notre système de transport a grandement besoin d'un peu d'attention, et l'économie est en lambeaux. Il nous faut consacrer des fonds à l'infrastructure essentielle afin de pouvoir créer des emplois. Les petites entreprises réclament des investissements dans l'infrastructure. Elles ont besoin d'une population mobile pour développer des marchés dans lesquels mener leurs activités.

Le gouvernement conservateur a ajouté 150 milliards de dollars à la dette nationale au cours des neuf dernières années. D'après mes calculs, cela équivaut à environ 16,66 milliards de dollars par année où les conservateurs étaient au pouvoir.

L'Adresse

Je me demande comment nous pouvons concilier le bilan du gouvernement conservateur au cours des neuf dernières années et les affirmations des conservateurs qui réclament maintenant et sans délai un budget équilibré.

M. Ted Falk: Madame la Présidente, moi aussi je veux féliciter le député de son élection à cette honorable Chambre. Je sais qu'il travaillera dans l'intérêt de ses électeurs et, évidemment, de tous les Canadiens.

Pour répondre à sa question, je dirai que de toute l'histoire du Canada c'est le gouvernement conservateur qui a mené le plus long et le plus vaste programme d'investissement dans l'infrastructure. Pendant que nous étions au pouvoir, nous avons également augmenté les paiements de transferts aux provinces chaque année, sans exception. Nous avons investi généreusement dans les éléments d'infrastructure essentiels pour les petites entreprises. Nous avons aussi investi dans le commerce et dans la formation de la main-d'œuvre, pour répondre adéquatement aux besoins d'une économie en expansion. Le gouvernement conservateur a mis l'accent sur ce qui importe pour les petites entreprises et ce qui permet de maintenir l'élan de l'économie, et sur l'infrastructure.

[Français]

Mme Anne Minh-Thu Quach (Salaberry—Suroît, NPD): Madame la Présidente, je vous félicite pour vos nouvelles fonctions. Je suis certaine que vous les remplirez avec dignité.

Tout d'abord, je voudrais remercier les citoyens de Salaberry—Suroît d'avoir choisi de me réélire pour un deuxième mandat. Je suis très fière de me lever aujourd'hui à la Chambre pour les représenter.

J'aimerais poser une question à mon collègue. Le discours du Trône des libéraux fait très peu mention des gaz à effet de serre. En fait, on n'y parle ni de cibles de réduction des gaz à effet de serre ni d'échéancier. Pourtant, la Conférence des parties a présentement lieu à Paris. Ce serait justement le temps de parler de la façon dont on pourrait inclure un élément de réduction des gaz à effet de serre dans les projets de pipelines, par exemple.

Hier, à Sainte-Justine-de-Newton, dans mon comté, il y a eu une manifestation pour protester contre le projet d'inversion de la canalisation 9B. Les gens sont très inquiets.

Mon collègue serait-il d'accord pour qu'on continue à travailler à la réduction des gaz à effet de serre, plus particulièrement par rapport aux pipelines, même si je sais que, en théorie, les conservateurs ne sont pas en faveur de cela?

• (1555)

[Traduction]

M. Ted Falk: Madame la Présidente, je tiens à féliciter moi aussi la députée de Vancouver pour son élection. Je lui souhaite du succès au service de ses électeurs.

Le gouvernement conservateur a été le seul gouvernement de l'histoire du Canada à vraiment réduire les émissions de gaz à effet de serre. Son bilan est excellent dans le secteur économique. Les pourparlers de Paris sur le climat produiront des idées nouvelles et intéressantes. J'espère que les représentants du gouvernement libéral feront preuve de prudence lorsqu'ils prendront des engagements là-bas. Le gouvernement conservateur a toujours été très prudent et il a veillé à équilibrer les préoccupations environnementales et l'économie. Les conservateurs continueront de demander ce genre de résultats.

M. Colin Carrie (Oshawa, PCC): Madame la Présidente, mon collègue a mentionné que le discours du Trône ne faisait pas mention de l'agriculture. Moi qui suis originaire d'Oshawa, je constate qu'il

n'y a rien non plus au sujet de secteur manufacturier ou de l'industrie automobile, mais que les libéraux mettent de l'avant nombre de politiques anticoncurrentielles. Je parle ici de l'augmentation des charges sociales pour la pension, d'une nouvelle taxe sur le carbone, et, bien sûr, d'énormes déficits, qui représentent un report d'impôts.

Je me demande si le député peut nous parler des politiques anticoncurrentielles que les libéraux disent vouloir mettre en œuvre et nous expliquer quel effet ces politiques auront sur les petites entreprises dans sa collectivité.

M. Ted Falk: Voilà, madame la Présidente, une excellente question de mon collègue, question qui exige une longue réponse.

Je suppose qu'avec la légalisation de la marijuana, le gouvernement espère que, dans l'euphorie générale, personne ne remarquera le fardeau supplémentaire.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Merci beaucoup.

Avant de poursuivre, j'aimerais vous dire que plus tôt, dans ma nervosité, j'ai oublié de remercier la population d'Algoma—Manitoulin—Kapuskasing de m'avoir réélue et de me faire confiance. C'est pour moi un honneur et un privilège de la représenter et je sais que la fonction que j'occupe contribuera à faire connaître Algoma—Manitoulin—Kapuskasing, non seulement dans toute la circonscription, mais aussi dans tout le Canada.

Sur ce, je reprends le débat avec le député de Mégantic—L'Érable.

[Français]

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Madame la Présidente, permettez-moi de vous féliciter à mon tour pour votre nomination. Je serai heureux de vous offrir ma collaboration, afin de contribuer à faire de la Chambre un endroit où les Canadiens et les Canadiennes de tout le pays auront une chance de se faire entendre, grâce à votre collaboration, par la voix de mes honorables collègues de toutes les circonscriptions du Canada.

Je profite également de l'occasion pour remercier les électeurs de Mégantic—L'Érable de m'avoir accordé leur confiance le 19 octobre dernier. C'est un privilège qu'ils m'accordent en me donnant ce mandat de les représenter en cette noble Chambre, et je vais travailler — je l'assure — sans relâche pour mériter cet honneur.

Je remercie ceux et celles qui m'ont appuyé en travaillant à mes côtés lors de la dernière campagne électorale: les bénévoles, les amis ainsi que mes beaux-parents, Laurent et Viviane. Sans eux, je ne serais évidemment pas ici aujourd'hui.

Si je le pouvais, je ferais aussi adopter une motion à la Chambre pour changer une fois pour toutes le vieil adage qui dit que derrière chaque grand homme, il y a une grande femme. Pour ma part, Caroline, mon épouse depuis bientôt 25 ans, n'a jamais été derrière moi; elle a plutôt toujours été à mes côtés dans les bons comme dans les moins bons moments. Nous avons traversé ensemble bien des aventures. Parmi nos plus beaux souvenirs, il y a évidemment nos trois enfants, David, Marie-Soleil et Justine, notre plus grande fierté. Je les remercie de leur appui, car le fait de me lancer en politique est pour nous une histoire de famille.

L'Adresse

Je n'ai pas souvent eu l'occasion de parler de mes parents. Qu'on m'accorde quelques secondes pour parler de mon père, Yvon, décédé d'un cancer alors qu'il n'avait que 48 ans, soit à peu près l'âge que j'ai. Il serait sûrement très fier de voir son grand garçon à la Chambre des communes aujourd'hui. Quant à ma mère, elle a toujours su me laisser aller au bout de mes projets, même si elle a parfois dû se poser bien des questions sur ce que j'allais bien devenir.

Pour ma première intervention à la Chambre, comme c'est un moment un peu plus solennel pour moi, je demanderais à tous les parlementaires de prendre quelques instants pour se souvenir des victimes de la tragédie de Lac-Mégantic. À l'instar des victimes du terrorisme et de la violence faite aux femmes et aux enfants, il ne faudrait pas oublier ces 47 hommes et femmes qui ont perdu la vie dans ce terrible accident du 6 juillet 2013.

Comme la Chambre ne siège jamais l'été, je prends cette première occasion pour commémorer ce triste anniversaire en ayant également une pensée pour les familles et les amis des défunts.

[On observe un moment de silence.]

La tragédie de Lac-Mégantic n'est pas terminée. Tous les parlementaires sont interpellés présentement pour assister la population de Lac-Mégantic dans sa quête de paix.

Au cours des prochaines semaines, j'aurai l'occasion de transmettre au premier ministre et au ministre des Transports les attentes des citoyens et des nouveaux élus concernant la sécurité ferroviaire et la recherche d'une solution à long terme pour le passage de la voie ferrée au centre-ville.

Lac-Mégantic n'est plus une ville comme les autres, et le gouvernement doit répondre de façon exceptionnelle à une situation exceptionnelle. La circonscription de Mégantic—L'Érable compte trois MRC, trois régions administratives différentes et des enjeux très différents d'un bout à l'autre de ce grand comté.

Comme ancien maire de Thetford Mines, j'ai eu l'occasion de réaliser beaucoup de projets et de dossiers avec l'aide des employés municipaux, de la Société de développement économique de la région de Thetford, de la Société d'aide au développement des collectivités, de notre chambre de commerce et d'entrepreneurs. Ensemble, nous avons réalisé une nouvelle usine d'eau potable, l'implantation du gaz naturel, de nouvelles installations culturelles et sportives et la création d'entreprises à laquelle a contribué grandement l'ancien député de Mégantic—L'Érable, qui a siégé à la Chambre pendant neuf ans, soit l'honorable Christian Paradis.

J'ai aussi passé des moments plus pénibles, comme des pertes d'emploi et la fermeture des dernières mines d'amiante à Thetford Mines. Comme je l'ai mentionné plus tôt, j'ai aussi été témoin de l'une des pires tragédies à survenir au Canada, une tragédie qui prend une ampleur exponentielle quand les victimes ne sont pas les autres, mais les nôtres.

Comme maire, j'ai été témoin du quotidien des gens: les loisirs, les sports organisés, les trous dans les rues, les gestes héroïques, les banques alimentaires, les anniversaires de naissance, les soirées de l'âge d'or et les remises de diplômes aux élèves du secondaire. J'ai participé aux activités des groupes sociaux dans ma communauté. Tous ces gens dévoués méritent notre admiration, et ils méritent d'obtenir une reconnaissance ici, à la Chambre des communes.

En tant que maire, j'ai dû également faire des choix, prendre des décisions heureuses ou difficiles et agir quand tout le monde avait le goût de laisser tomber, de ne rien faire, ou encore, de crier encore plus fort. Chaque année, j'ai dû faire des budgets municipaux et

annoncer des hausses de taxe à des citoyens qui en avaient déjà assez de payer.

• (1600)

Comme eux, j'ai subi les décisions gouvernementales, celles qui venaient d'en haut pour notre bien, semble-t-il. Je garantis que le haut savait souvent où aller chercher notre bien. J'ai toujours été proche des gens, et chaque citoyen qui venait à ma rencontre trouvait l'écoute qu'il cherchait.

En faisant le bilan de mes années en tant que maire, j'ai réalisé à quel point le gouvernement fédéral, par ses décisions, pouvait influencer nos vies. Dans notre cas, cela a été d'une manière tout à fait positive. Le gouvernement conservateur a été présent pour nous dans les bons moments. Si les citoyens de Thetford Mines peuvent aujourd'hui boire de l'eau claire et limpide, c'est en grande partie grâce aux démarches que nous avons faites auprès des gouvernements.

Grâce aux décideurs économiques, nous avons convaincu ensemble le gouvernement du Canada de subventionner à 100 % le déploiement du gaz naturel dans notre région, qui en avait grandement besoin. Quand l'industrie minière s'est éteinte, le seul gouvernement qui a pris ses responsabilités vis-à-vis des collectivités dépendantes de l'amiante, c'est le gouvernement du Canada, qui a créé un fonds de 50 millions de dollars. Celui-ci a notamment permis la création d'un espace entrepreneurial, un incubateur d'entreprises qui permet aux jeunes d'assurer l'avenir de notre communauté.

Quel est le seul gouvernement qui n'a pas pigé dans nos poches au cours des 10 dernières années? C'est le gouvernement conservateur. Non seulement il n'a pas pigé dans nos poches, mais il a choisi de traverser la pire crise financière des dernières années en baissant nos taxes et nos impôts et en investissant dans nos infrastructures pour maintenir des emplois et préparer la sortie de la crise. Je pense que cela mérite d'être répété et que l'on se souvienne de notre bilan dans cette nouvelle ère de déficits libéraux.

Parlons maintenant de ma première déception comme élu à la Chambre des communes: le discours inaugural de ce gouvernement.

Depuis mon élection, j'ai parlé à beaucoup de gens, à des centaines de citoyens et citoyennes qui sont des femmes au travail, des cols blancs, des cols bleus, des travailleurs d'usine, des chômeurs, des élus, des entrepreneurs, etc. Aucun d'entre eux ne m'a supplié d'augmenter les taxes et les impôts ni d'augmenter les déficits. Alors, après avoir entendu ce que nous proposent les députés de ce nouveau gouvernement, je suis très inquiet.

Nous avons assisté à l'énumération d'une longue liste d'engagements très coûteux, et nous savons tous que ce gouvernement n'a pas l'argent pour se les permettre. Je ne sais pas si c'est parce que le discours du Trône a lieu dans le cadre du mois de Noël, mais cela me rappelait la liste de demandes que mes enfants envoient au père Noël. Évidemment, papa et maman trouvaient toujours le moyen d'expliquer au père Noël que nous ne pouvions pas nous permettre de tout leur donner. Les enfants, tout petits, malgré leur jeune âge, comprenaient que le père Noël devait aussi s'occuper des autres enfants.

L'Adresse

Je suis donc inquiet pour les enfants de mes enfants. Le gouvernement libéral se prépare à endetter le père Noël, la mère Noël, la fée des glaces, bref, tout le pôle Nord, parce qu'il n'est pas assez raisonnable pour dire que papa et maman n'ont pas les moyens de respecter leurs engagements. Soyons sérieux. Ce gouvernement qui promet d'avance un déficit annuel de 10 milliards de dollars au minimum devra un jour passer à la caisse, et ce sont tous les contribuables qui passeront à leur tour à la banque.

Le comté de Mégantic—L'Érable est un beau comté. Ce grand comté est connu pour toutes sortes de raison, aujourd'hui, sur toute la planète. Qu'ils soient tragiques ou heureux, ces événements qui nous l'ont fait connaître ont fait jaillir le meilleur de nous-mêmes. Je suis particulièrement sensible aux projets qui ont été soumis par la population et aux enjeux économiques qui vont nous permettre de créer des emplois.

Nous avons des projets pour atteindre cet objectif. Le gaz naturel est un outil de développement économique majeur et nous devons le rendre encore plus accessible à nos petites entreprises.

Parce que nous sommes en 2015, il est inacceptable que les citoyens de trop de municipalités rurales du Canada n'aient pas accès à Internet haute vitesse et à la téléphonie cellulaire. Par ailleurs, avec les producteurs laitiers de mon comté, nous avons mis en place un comité pour nous assurer que leurs droits sont pleinement respectés, notamment en empêchant les producteurs américains de contourner le système de gestion de l'offre avec le lait diafiltré, et qu'ils recevront les compensations promises et attendues.

Le temps est venu de préparer l'avenir. J'offre mes services, mon expérience, mes connaissances et toute ma passion pour accompagner mon comté et mes concitoyens au cours des quatre prochaines années.

• (1605)

M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter mon honorable collègue pour son élection et son discours inaugural.

Nous comprenons très bien, de ce côté-ci de la Chambre, qu'il y a des défis économiques à l'heure actuelle. Il y a eu des défis économiques pendant le règne du gouvernement conservateur. Ce gouvernement a encouru des déficits à répétition.

Pour revenir au discours de mon honorable collègue, il a demandé si nous allions nous occuper des enfants. Oui, c'est très important de s'occuper des enfants, mais n'est-il pas au courant que nous allons bonifier l'allocation pour enfants et sortir ainsi 315 000 enfants de la pauvreté au Canada?

Est-ce qu'il mettrait l'équilibre budgétaire que son gouvernement n'a jamais accompli devant l'allègement de la pauvreté des enfants?

M. Luc Berthold: Madame la Présidente, cette question me surprend un peu.

Souvenons-nous que nous avons traversé une crise financière jamais vue auparavant et que le Canada est le pays qui s'en est le mieux sorti, parce que nous avons fait les bons choix.

C'est facile de faire d'innombrables promesses pour se faire élire. Toutefois, quand vient le temps de joindre le geste à la parole, on se rend compte qu'on ne sera pas capable de donner ce qu'on a promis à tous les citoyens ainsi qu'à leurs enfants et petits-enfants.

Un jour, quand la banque va appeler pour dire qu'il n'y a plus d'argent dans le compte, quels citoyens et citoyennes seront privés de service parce qu'on aura trop dépensé et parce qu'on n'aura pas respecté la capacité de payer des Canadiens et des Canadiennes?

M. Robert Aubin (Trois-Rivières, NPD): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de Mégantic—L'Érable de son premier discours, qui était fort intéressant. Celui-ci contenait une pointe d'humour qui a retenu mon attention, notamment au moment où il disait que le haut savait parfaitement comment trouver notre bien.

Ma question est directement en lien avec cette affirmation et la suivante, où il disait que le gouvernement précédent avait, semble-t-il, fait les bons choix. Ma question est très simple.

Au moment où les conservateurs et les libéraux utilisent les fonds de la caisse d'assurance-emploi à d'autres fins que celles pour lesquelles ils sont prélevés, est-ce là une autre façon qu'a trouvé le haut de trouver mon bien et celui de tous les cotisants au Régime de l'assurance-emploi?

• (1610)

M. Luc Berthold: Madame la Présidente, quand on travaille dans une communauté en tant que maire, on se retrouve face à toutes sortes de situations. Parfois, ce sont des gens qui cherchent un emploi, mais il arrive aussi qu'on ne soit pas capable de trouver des travailleurs pour occuper des emplois.

Chez nous, partout dans notre région, que ce soit à Lac-Mégantic, à Plessisville ou à Thetford Mines, malheureusement, notre grand problème, c'est que nous n'avons pas de travailleurs pour occuper des emplois. Notre croissance économique est donc limitée.

Alors, pourquoi ne pas offrir à tous les Canadiens la possibilité d'occuper ces emplois de chez nous, à Thetford Mines, à Lac-Mégantic et à Plessisville, pour permettre à ces gens de gagner dignement leur vie?

[Traduction]

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Madame la Présidente, je tiens à féliciter le député pour son discours. Je trouve très intéressant que les libéraux continuent d'attaquer nos députés pour ce que nous avons fait durant la crise de 2008 à 2009.

Nous avons tout d'abord appliqué un plan, temporaire, de stimulation de l'économie. Or, ce que le gouvernement libéral propose aujourd'hui, ce sont au moins trois années de déficit. À l'époque, la mesure que nous avons prise s'imposait parce que les banques n'octroyaient plus de prêts et que la demande déclinait. Sans cette mesure, l'économie aurait été en chute libre et nous aurions revécu en quelque sorte la Grande dépression. Ce que les libéraux nous disent aujourd'hui, c'est que la mesure ne sera pas temporaire, mais qu'elle durera au moins trois ans. Et si l'on s'en tient à certaines décisions qui ont été prises, le problème sera probablement structurel.

J'aimerais signaler enfin que les libéraux ne se sont même pas fixé de cibles. Ils parlent d'infrastructures vertes, d'infrastructures sociales, de ponts et de routes, et ainsi de suite. Certaines des mesures sont peut-être valables. Toutefois, l'approche des libéraux va totalement à l'encontre de la réalité de l'économie. J'aimerais bien que le député nous dise ce qu'il pense de cette pensée magique.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Malheureusement, le temps de parole du député est écoulé, mais je lui laisse 10 secondes pour répondre.

L'Adresse

[Français]

M. Luc Berthold: Madame la Présidente, c'était une excellente question qui contenait toutes mes réponses.

[Traduction]

Mme Iqra Khalid (Mississauga—Erin Mills, Lib.): Madame la Présidente, je vais partager le temps qui m'est alloué avec le député d'Oakville.

Je veux d'abord remercier la population de Mississauga—Erin Mills de la confiance qu'elle m'a accordée afin que je puisse faire valoir ses préoccupations, ses droits et ses besoins. Je veux remercier très chaleureusement les personnes qui sont venues par centaines pour appuyer ma première campagne électorale dans Mississauga—Erin Mills.

La population de Mississauga—Erin Mills est très diversifiée. Elle est composée à plus de 50 % de Canadiens de première génération qui représentent plus de 40 nations et parlent de nombreuses langues. La circonscription compte une université et offre un milieu où les gens choisissent de s'établir non seulement pour élever une famille, mais aussi pour prendre leur retraite. Mississauga—Erin Mills est vraiment représentative de toute la diversité du Canada.

Je suis moi-même une Canadienne de première génération, je suis une musulmane d'origine modeste et je parle trois langues. J'ai l'honneur d'offrir à la Chambre un point de vue distinct, pour avoir une perspective plus globale de la vie au Canada et mieux comprendre comment le mandat du gouvernement pourra avoir un effet plus positif sur la vie des Canadiens.

Mon histoire est semblable à celle de nombreux habitants de Mississauga—Erin Mills et d'ailleurs au Canada. Quand ma famille et moi avons immigré au Canada, mon père n'a pas pu trouver d'emploi dans son domaine. Son doctorat n'a pas été reconnu par les établissements canadiens et il n'a pas pu travailler au Canada même s'il avait été accepté à titre de travailleur spécialisé dans ce domaine. Il a trouvé un poste de gardien de sécurité, tandis que ma mère travaillait comme couturière et que mon frère aîné acceptait un emploi en usine pour boucler le budget.

De nombreuses années ont passé, mais les familles de nouveaux arrivants traversent aujourd'hui les mêmes épreuves. Les emplois sont inaccessibles ou alors la compétition pour les obtenir est féroce.

Les études révèlent que les immigrants sont les principaux responsables de la croissance de l'emploi au Canada, et il est donc logique que l'appui à cet important facteur de croissance de l'emploi constitue une priorité du gouvernement dans le secteur économique.

Le mandat que le gouvernement a exposé dans le discours du Trône — faciliter le processus permettant aux immigrants de s'établir et de réussir au Canada, d'être réunis avec leur famille et de contribuer au succès économique de l'ensemble des citoyens canadiens — aidera vraiment la population de Mississauga—Erin Mills. L'amélioration de programmes comme la reconnaissance des titres de compétence étrangers facilitera l'intégration des nouveaux arrivants dans la main-d'œuvre canadienne et nous aidera à renforcer l'économie et la société canadienne.

Je veux aussi parler aujourd'hui d'une partie de la population de ma circonscription et du Canada qui est souvent marginalisée. Je songe à cette moitié de la population qui gagne en moyenne 78 ¢ pour chaque dollar que gagne son vis-à-vis. Je songe aux femmes.

Même si le Canada a réalisé de grands progrès en matière d'équité entre les sexes, nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir. Les obstacles fondés sur le sexe sont encore plus importants lorsqu'il s'agit de groupes ethniciés et marginalisés.

Dans un rapport publié le 10 février 2015, Condition féminine Canada soulignait que des variables clés font qu'il est encore plus difficile pour certains groupes de femmes de parvenir à mener une vie stable au Canada.

Les femmes immigrantes, par exemple, ont des taux de participation à la population active et des taux d'emploi inférieurs à ceux des autres femmes. Les musulmanes sont beaucoup plus susceptibles d'être victimes de crimes haineux, comme l'ont montré des événements récents dans la région du Grand Toronto. Les femmes autochtones sont plus exposées à la violence familiale et souffrent plus souvent de maladie mentale et d'un mauvais état de santé général.

Environ 75 % des femmes au Canada ont fait des études postsecondaires, contre 65 % des hommes. Malgré leurs efforts, les femmes n'obtiennent pas d'avantages à la mesure de leurs compétences. Le mandat confié à Condition féminine Canada par le gouvernement représente donc une lueur d'espoir pour moi et pour bien d'autres.

Parce qu'il a adopté une orientation économique qui favorise la croissance de la classe moyenne et de ceux qui travaillent fort pour en faire partie, qu'il donne un caractère plus inclusif et tolérant à la vision du Canada, et qu'il a nommé des femmes à la moitié des postes de notre talentueux Cabinet, le premier ministre prêche par l'exemple. Il montre aux Canadiens qu'il est possible d'avoir des chances égales et d'éliminer les obstacles. Il faut faire encore beaucoup plus pour aider les personnes vulnérables.

De nombreux facteurs touchent les groupes vulnérables et notamment les femmes, et le gouvernement est déterminé à fournir le soutien requis. Les mères célibataires membres de minorités visibles ont plus souvent besoin de logements sociaux. Il y a dans ma circonscription de nombreux ensembles de logements sociaux, et à l'occasion de discussions avec les habitants de la circonscription j'ai rencontré un jeune garçon très intelligent, Kemal, et sa mère. Celle-ci m'a expliqué les difficultés auxquelles elle se heurte au quotidien en tant que mère célibataire de jeunes garçons. Elle travaille au salaire minimum et elle habite un logement social, mais elle n'arrive pas à joindre les deux bouts.

● (1615)

Elle m'a demandé si je connaissais le prix d'une paire de chaussures de pointure 13, puis elle a voulu savoir si je pensais que le salaire minimum lui permettait d'acheter ces chaussures et de continuer à nourrir sa famille jusqu'à la fin du mois.

Elle n'est pas la seule dans une telle situation dans ma circonscription. L'attente pour les logements sociaux est de plusieurs années. Les projets d'habitation ont besoin d'entretien. L'investissement dans l'infrastructure sociale offrira à des enfants comme Kemal une vie plus stable et leur permettra de grandir et de s'intégrer à la population active canadienne.

En outre, je suis convaincue qu'en travaillant avec les provinces et les territoires pour rendre l'instruction postsecondaire plus abordable, le gouvernement aidera les personnes comme Kemal à s'épanouir pleinement. Kemal et les autres enfants représentent notre avenir, et il faut les aider dès maintenant.

Notre population constitue un atout pour le Canada, et si nous investissons dans la population, si nous veillons à ce que tous aient des chances égales, indépendamment du sexe, de l'origine ethnique, de la religion ou de l'âge, nous édifions un Canada meilleur et plus fort.

L'Adresse

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Madame la Présidente, je vous félicite pour le nouveau poste que vous occupez et je présente mes plus sincères félicitations à la députée de Mississauga —Erin Mills pour son premier discours, que j'ai beaucoup aimé. Ces histoires d'électeurs sont fort intéressantes.

Elle parle de parents célibataires qui travaillent au salaire minimum et ont beaucoup de mal à joindre les deux bouts. Je me demande donc si elle serait d'accord avec le NPD pour que le gouvernement change la politique de réduction fiscale pour inclure les familles — il y a quelque 16 millions de familles ou de particuliers qui ne profiteraient pas de cette réduction —, qui ont un besoin urgent de cette aide du gouvernement pour joindre les deux bouts.

• (1620)

Mme Iqra Khalid: Madame la Présidente, les histoires de nos électeurs qui ont tant de mal à gagner leur vie sont très inquiétantes. Je crois vraiment que le mandat du gouvernement, grâce aux investissements dans des secteurs tels que l'infrastructure sociale et des programmes d'aide distincts des réductions fiscales, aidera les gens qui travaillent dur à intégrer la classe moyenne.

[Français]

M. Robert Aubin (Trois-Rivières, NPD): Madame la Présidente, je remercie ma collègue de Mississauga—Erin Mills de son premier discours.

J'ai été particulièrement attentif au passage ayant trait à la parité hommes-femmes. Évidemment, je me réjouis de cette parité au sein du Cabinet. Dans la réflexion qui s'amorce sur une éventuelle revue de notre mode de scrutin et de toute l'opération démocratique, ne serait-il pas important de se questionner sur la parité hommes-femmes dans les candidatures à l'élection, de façon à s'assurer d'être totalement représentatif de la société que l'on souhaite représenter à la Chambre?

[Traduction]

Mme Iqra Khalid: Madame la Présidente, le Canada est une démocratie, et bien peu de gens dans le monde ont la chance d'en profiter. Je peux en témoigner. Il est très important que les femmes participent au processus électoral, et le premier ministre nous a menés dans une direction très positive lorsqu'il a constitué son cabinet, qui compte 50 % de femmes. Je constate que la chef de l'opposition a fait de même pour son cabinet fantôme.

Nous prenons des mesures pour créer un gouvernement plus rassembleur et faire participer davantage les femmes à la vie politique, et je me réjouis à la perspective de prendre part à ce processus.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je me réjouis d'entendre les observations de la nouvelle députée. Elle a souligné l'importance de reconnaître que notre cabinet compte autant de femmes que d'hommes. C'est une première dans l'histoire du Canada. Tous les membres du caucus libéral sont très fiers qu'il en soit ainsi. C'est merveilleux qu'elle l'ait mentionné.

Il convient également de souligner un autre aspect, en l'occurrence le plan visant à aider les enfants du Canada, grâce auquel nous pourrions sortir beaucoup d'enfants de la pauvreté. Je me demande si la députée aimerait nous faire part de ses observations en ce qui concerne l'importance de ce plan, qui sera mis en oeuvre par le gouvernement.

Mme Iqra Khalid: Madame la Présidente, oui, notre programme d'allocation aux enfants aidera des personnes comme Kemal, que j'ai

véritablement appris à connaître au cours de la dernière année. Je crois qu'à l'heure actuelle, cet adolescent de 14 ans, qui a des frères et des soeurs plus jeunes que lui, pourrait être l'un des 315 000 enfants que la nouvelle allocation canadienne aux enfants sortira de la pauvreté.

[Français]

Mme Anne Minh-Thu Quach (Salaberry—Suroît, NPD): Madame la Présidente, j'aimerais féliciter ma collègue pour son discours.

Je suis assez heureuse de voir que le discours du Trône est plutôt positif et qu'il propose des changements. Par contre, on n'y fait pas mention de la compensation pour les agriculteurs et les producteurs fromagers et laitiers en lien avec le Partenariat transpacifique.

Les gens de chez nous sont très inquiets. Beaucoup d'agriculteurs ont manifesté aux douanes durant les élections, car ils veulent conserver leurs terres et continuer à vivre de l'agriculture.

Or les libéraux n'ont pas dit s'ils allaient tenir leurs promesses quant aux compensations pour les producteurs laitiers et fromagers.

• (1625)

[Traduction]

Mme Iqra Khalid: Madame la Présidente, le gouvernement appuie bel et bien la gestion de l'offre.

Sur une note plus personnelle, j'ajouterais que ma famille est propriétaire d'une épicerie où nous vendons des produits locaux, dont l'agneau du printemps de l'Ontario. Donc déjà à l'échelle locale, nous collaborons avec les agriculteurs à la promotion de leurs produits.

M. John Oliver (Oakville, Lib.): Madame la Présidente, c'est un immense honneur de prendre la parole pour la première fois à titre de député d'Oakville.

Je tiens à vous féliciter pour votre nomination, madame la Présidente. Je dois avouer que, lorsque j'ai rédigé mes notes, j'entendais dans ma tête les mots « monsieur le Président ». Si jamais je commets cette erreur, je vous prie d'avance de m'en excuser.

Pour commencer, je tiens à exprimer mes remerciements et ma gratitude aux gens d'Oakville, qui m'ont soutenu, m'ont accordé leur confiance et m'ont demandé d'être leur porte-parole à la Chambre. Je ferai tout mon possible pour bien les représenter.

Je tiens aussi à remercier la merveilleuse équipe de bénévoles qui a travaillé sans relâche avec moi pendant la dernière année pour faire savoir aux gens d'Oakville qu'ils pouvaient contribuer à réaliser le vrai changement au Canada.

Enfin, un mot pour ma famille — mes grands-parents, qui sont maintenant décédés, mes parents, qui nous écoutent attentivement chez eux, mon épouse, Joanna, et mes enfants, Rachel, Alex et William —: merci du fond du coeur pour votre soutien et vos encouragements non seulement dans ma vie politique, mais dans toutes les facettes de ma vie. Je suis ravi que mon épouse, Joanna, soit avec moi à Ottawa aujourd'hui.

L'Adresse

Au cours de la campagne, j'ai frappé à des milliers de portes dans Oakville et j'ai eu d'innombrables conversations avec les gens au sujet de questions qui les touchaient, eux, leur famille et leur communauté. C'est sans contredit l'économie et l'incertitude de l'emploi qui ont été le plus souvent signalées comme sources de préoccupation. C'est particulièrement vrai pour les jeunes dans la vingtaine qui ont fait des pieds et des mains pour trouver un emploi permanent de qualité. J'ai aussi vu des amis et des voisins pris dans le cercle vicieux de l'emploi, du chômage et du sous-emploi. Ce devrait être simple. Nous devons permettre aux Canadiens de retrouver des emplois durables et de qualité. Il nous faut une économie forte pour créer de l'emploi et de la richesse pour tous.

Le discours du Trône porte précisément sur ces questions. Pour stimuler l'économie et créer des emplois, le gouvernement allégera les impôts de la classe moyenne, instaurera une allocation pour les enfants afin d'aider les jeunes familles qui ont du mal à joindre les deux bouts et fera de nouveaux investissements majeurs dans le transport en commun, les infrastructures vertes et les infrastructures sociales. Il prendra des mesures pour créer des emplois pour les jeunes et rendre les études postsecondaires plus abordables pour ceux qui viennent de familles à revenu faible ou moyen.

L'accès aux soins de santé est un deuxième sujet de préoccupation soulevé par les habitants de ma circonscription. Je suis heureux d'informer la Chambre par votre entremise, madame la Présidente, que, dans quelques jours, à 6 heures le dimanche 13 décembre pour être exact, un nouvel hôpital ultramoderne ouvrira ses portes à Oakville. Le nouvel hôpital d'Oakville est un projet d'infrastructure publique d'une valeur de 2,7 milliards de dollars. Ce projet se classe au 13^e rang des projets d'infrastructure publique au Canada, et il me tient vraiment à cœur. Lorsque j'étais président-directeur général de Halton Healthcare, l'une de mes responsabilités était de mener à bien ce projet, à partir de la phase de début et à peu près jusqu'aux étapes finales de la construction. Je suis fier de signaler que l'échéancier et le budget de ce projet remarquable à Oakville ont été respectés.

En vue de son ouverture, l'hôpital a recruté 800 personnes de plus, tant des employés que des bénévoles, afin de présenter un large éventail de services nouveaux et plus vastes destinés aux patients. Aujourd'hui, sous la direction du conseil d'administration et de la nouvelle présidente-directrice générale, Denise Hardenne, un groupe de personnes incroyablement compétentes travaille avec acharnement afin que, le jour de l'ouverture, les services soient transférés de l'ancien hôpital aux nouvelles installations de la façon la plus harmonieuse possible pour la collectivité. Je tiens à remercier la direction, le personnel, les médecins et les bénévoles de Halton Healthcare pour leurs efforts et leur diligence, et je les félicite d'avoir participé à l'ouverture d'un superbe hôpital à Oakville. Je tiens également à souligner les efforts de la présidente-directrice générale, Tina Triano, et je remercie la Fondation de l'hôpital d'Oakville ainsi que les 28 000 personnes qui ont fait des dons afin que l'objectif record de collecte de fonds puisse être atteint.

Les hôpitaux ne sont qu'un élément de notre système de santé. La Loi canadienne sur la santé et la propension que nous avons à nous entraîner en cas de crise dans le domaine de la santé sont en grande partie ce qui nous définit en tant que Canadiens. Il nous faut retrouver notre leadership fédéral en santé. Il nous faut un nouvel accord sur la santé. Il nous faut des stratégies nationales pour faire face à la nouvelle réalité des personnes atteintes de maladie mentale ou de maladies chroniques et des personnes âgées. Nous devons réinvestir dans la recherche en santé et dans des stratégies fondées sur des données probantes et éprouvées en clinique.

Le discours du Trône traite explicitement de ces enjeux et définit le cadre d'élaboration d'un nouvel accord sur la santé en partenariat avec les provinces et les territoires. Le gouvernement prendra également des mesures pour soutenir la prestation d'un plus grand nombre de services de soins à domicile de meilleure qualité, faciliter l'accès aux médicaments d'ordonnance nécessaires, rendre les services de santé mentale de grande qualité plus accessibles, et favoriser la collaboration dans l'innovation en santé partout au Canada. Le gouvernement prend les mesures nécessaires pour assurer la viabilité de notre système universel de soins de santé et faire en sorte que tous les Canadiens puissent y avoir accès maintenant et dans les années à venir.

• (1630)

Lorsque je frappais aux portes à Oakville, j'ai rencontré beaucoup d'employés de l'usine d'assemblage de Ford. La circonscription que je représente, Oakville, abrite le siège social de Ford Canada; une usine d'assemblage concurrentielle sur le marché mondial qui fabrique le Ford Edge, le Ford Flex et les modèles Lincoln MKX; et aussi la section 707 d'Unifor, l'une des plus importantes sections d'Unifor au Canada. Oakville compte également des fabricants de pièces d'automobile, comme beaucoup de localités dans le bassin des Grands Lacs.

Pour la plupart, les véhicules produits à Oakville sont destinés à l'exportation; la majeure partie se retrouve aux États-Unis, mais 10 % de la production d'Oakville est maintenant envoyée en Chine, et en ce moment même, Ford Canada lance l'Edge sur les marchés européens.

Le succès du secteur de l'automobile est essentiel à l'économie canadienne. Le secteur crée des milliers d'emplois de qualité ainsi que d'innombrables emplois indirects, dans des domaines comme l'extraction et le raffinage du minerai de fer, la production d'acier, la fabrication d'outils et de matrices, l'emboutissage et le moulage, l'assemblage, les composantes de la chaîne d'approvisionnement, et j'en passe. Il stimule la recherche et le développement en fabrication et appuie des oeuvres de bienfaisance et programmes communautaires locaux dans les villes et villages du Canada entier.

Au cours des dernières années, le Canada a pris du retard par rapport aux autres pays pour ce qui est d'attirer les investissements des constructeurs d'automobiles dans un marché mondial où la concurrence est de plus en plus féroce. Nous allons prendre des mesures aujourd'hui pour favoriser l'investissement, le réinvestissement ainsi que la recherche et le développement dans l'industrie canadienne des pièces et de l'assemblage des automobiles, de manière à renforcer le secteur de l'automobile pour les décennies à venir.

Le gouvernement s'est engagé à entreprendre un dialogue avec les constructeurs d'automobiles, les travailleurs et d'autres acteurs du domaine, y compris le Conseil du partenariat pour le secteur canadien de l'automobile, concernant des questions ayant une incidence directe sur l'avenir de ce secteur. Ce dialogue est déjà commencé. Nous avons la ferme intention de mobiliser l'expérience et l'expertise des principaux intéressés et de prendre des décisions tenant compte de leur point de vue.

En outre, le gouvernement sait que l'industrie canadienne de l'automobile a besoin de travailleurs qualifiés, d'infrastructures améliorées et d'un climat favorable aux investissements. Le gouvernement fédéral compte agir efficacement sur chacun de ces facteurs. En tant que député d'Oakville, j'ai la ferme intention d'oeuvrer dans cette enceinte à la pérennisation du secteur canadien de l'automobile.

L'Adresse

Je pourrais en dire beaucoup plus à la Chambre et à mes collègues députés sur la merveilleuse circonscription d'Oakville et sur ses réalisations, à l'heure où elle s'efforce d'être la petite ville la plus agréable au Canada. Je pourrais aussi en dire davantage sur les points de vue et les préoccupations des gens de cette circonscription, notamment en ce qui concerne l'environnement et les changements climatiques, ainsi sur leur désir de voir le gouvernement revenir à un fonctionnement plus transparent et leurs inquiétudes concernant les pensions, la pauvreté et les personnes âgées. Je pourrais en outre souligner la volonté du gouvernement de s'attaquer à nombre de ces problèmes. Cependant, je pense que je vais manquer de temps.

Je salue le premier ministre pour son approche ouverte et participative dans l'exercice de ses fonctions, où il peut compter sur un Cabinet dynamique et compétent.

Je remercie de nouveau les gens d'Oakville de m'avoir fait l'honneur de m'élire pour les représenter aux Communes. Je félicite l'ensemble des députés pour leur élection ou leur réélection au Parlement. Je suis déterminé à collaborer avec chacun d'entre eux, quel que soit leur parti, afin que la 42^e législature du Parlement du Canada donne des résultats extraordinaires pour tous les Canadiens.

• (1635)

M. Colin Carrie (Oshawa, PCC): Madame la Présidente, je souhaite à mon collègue d'Oakville la bienvenue à la Chambre. Je salue également son intention déclarée d'être un solide défenseur de l'industrie automobile. Sur ce point, je ne peux douter de sa sincérité. Cependant, nous venons d'entendre un discours du Trône dans lequel son chef a fait fi complètement de l'industrie automobile. Il a fait mention de toutes sortes de secteurs, mais rien sur l'industrie automobile ou sur le secteur manufacturier.

Beaucoup d'emplois à Oshawa dépendent du secteur manufacturier. Un emploi sur la chaîne de montage se traduit par des retombées de sept autres emplois dans la communauté. Nous avons perdu 300 000 emplois en Ontario. En parlant avec les fabricants qui ont décidé de partir, j'ai appris que les raisons de leur décision étaient le coût élevé de l'énergie et de la main-d'œuvre.

Par conséquent, dans l'élaboration du budget, je me demande si on peut espérer un engagement de la part du député quant à ce que les libéraux mettront dans leur plan d'action pour le secteur automobile qui viendrait contrecarrer les politiques qu'ils ont adoptées et qui diminuent la compétitivité de l'Ontario, par exemple, les hausses des charges sociales, qui accroissent le coût de la main-d'œuvre, et la taxe sur le carbone, qui fait augmenter le coût de l'énergie. Si on compare l'Ontario et le Michigan, on constate que le Michigan a des tarifs d'électricité concurrentiels et des charges sociales stables et qu'il n'impose pas de taxe sur le carbone. Qu'est-ce que le député mettra dans sa politique pour faire en sorte que son chef et le prochain budget prévoient des mesures pour aider le secteur automobile et les fabricants?

M. John Oliver: Madame la Présidente, je félicite le député de son élection à la Chambre.

Comme je l'ai déjà dit, le gouvernement libéral, et je suis très fier d'en faire partie, discute activement avec les différentes composantes du secteur automobile. La ministre du Commerce international a traité de ce sujet au cours de la période des questions. Je sais que tant la ministre du Commerce international que le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique sont, en ce moment, en discussion permanente avec différentes entreprises, industries et associations afin de s'assurer qu'elles comprennent et apprécient pleinement ce qui est nécessaire au secteur de l'automobile.

J'entends constamment parler des charges sociales. La cotisation moyenne au Régime de pensions du Canada est actuellement de 7 500 \$. Il ne s'agit pas d'une charge sociale. Il s'agit d'une cotisation à un régime à prestations déterminées qui augmentera les prestations de retraite pour tous.

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NPD): Madame la Présidente, c'est pour moi un honneur de représenter ici les résidents de Cowichan—Malahat—Langford. Je suis heureux d'entendre le député d'Oakville s'engager à soutenir fermement le secteur manufacturier.

Il existe, sur la côte de la Colombie-Britannique, une autre industrie manufacturière qui a un urgent besoin d'aide, à savoir l'industrie de transformation des produits du bois. Les communautés côtières de la Colombie-Britannique ont été témoins de la fermeture d'innombrables scieries. L'un des grands problèmes vient de l'exportation des grumes. Nous ne cessons d'exporter des grumes vers d'autres pays et de leur racheter les produits finis.

Verrons-nous un engagement du même genre dans d'autres secteurs manufacturiers, en particulier pour ce qui est d'arrêter l'exportation de grumes de la Colombie-Britannique, afin d'accroître réellement l'activité manufacturière à valeur ajoutée?

Je pense que tous les députés sont d'accord pour dire que c'est là où se trouvent les emplois à valeur ajoutée, les emplois bien rémunérés, qui apportent un réel soutien aux familles dans ma communauté et dans beaucoup d'autres.

M. John Oliver: Madame la Présidente, je félicite le député de son élection à la Chambre.

Le Canada est un pays de petites et moyennes entreprises. Notre prospérité est le reflet du travail des entrepreneurs qui prennent des risques et produisent si bien pour nous.

Le gouvernement s'est engagé à verser une somme annuelle de 200 millions de dollars sur trois ans à un fonds d'innovation afin de fournir un soutien direct aux pépinières d'entreprises et accélérateurs d'installations de recherche pour financer les petites entreprises qui désirent se développer. C'est très similaire à ce qui se passe en Allemagne, où la démarche a permis de relier le gouvernement, les entreprises, les universités et les écoles. Le gouvernement est résolu à aider le secteur manufacturier partout au Canada.

M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.): Madame la Présidente, je salue mon collègue et lui souhaite la bienvenue à la Chambre. Il a un rôle très important à jouer au sein du gouvernement, parce qu'il représente une circonscription où le secteur manufacturier joue un rôle de premier plan. Et nous savons que le secteur manufacturier dépend de sa capacité d'innover pour réussir.

Le député a déjà abordé cet aspect dans sa réponse à la question précédente où il parlait d'innovation, mais il pourrait peut-être s'étendre un peu plus sur la façon dont cette industrie est entourée de petites et moyennes entreprises partout en Ontario et dans d'autres parties du pays. Pour ces entreprises, ces fabricants de pièces et autres, le succès repose aussi sur l'innovation. Pourrait-il nous dire davantage de l'engagement du gouvernement à l'égard de l'innovation, de la science et de la technologie et plus, mais de l'innovation en particulier?

L'Adresse

●(1640)

M. John Oliver: Madame la Présidente, comme je le disais, le gouvernement est fortement engagé à l'égard de l'innovation, de la science et du développement. Nous avons formé un petit groupe de députés de circonscriptions où l'on fabrique des pièces automobiles ou qui ont des unités d'assemblage, une sorte de caucous de notre côté.

Je tiens à collaborer avec les autres partis. Cependant, d'après ce que nous entendons dire dans ces régions, l'innovation et la recherche sont de mise dans ce secteur et il y a une volonté de collaborer et de travailler avec le gouvernement pour la réussite du secteur afin de faire croître notre économie et de garder un secteur automobile vigoureux au Canada.

[Français]

M. Darrell Samson (Sackville—Preston—Chezzetcook, Lib.): Madame la Présidente, je saisis cette occasion pour vous féliciter d'avoir obtenu ce poste, qui est très important à la Chambre. Je veux aussi vous aviser que je vais partager le temps dont je dispose avec le député de la circonscription de Winnipeg-Centre.

Je dois dire que je suis extrêmement fier d'être le député de la nouvelle circonscription de Sackville—Preston—Chezzetcook, anciennement connue comme la circonscription de Sackville—Eastern Shore.

En plus d'être fier de représenter cette nouvelle circonscription, j'en suis aussi très content, car cette circonscription est extrêmement riche en histoire, en culture et en ressources; elle est pleine de potentiel. Je suis aussi heureux de faire partie d'un gouvernement très progressiste, qui va assurer de vrais changements à l'échelle du pays.

[Traduction]

Je voudrais également saisir cette occasion pour remercier mon prédécesseur, M. Peter Stoffer, pour ses 18 années de dévouement à la Chambre et de service public, ainsi que pour son fervent plaidoyer en faveur des anciens combattants dans notre circonscription et partout au Canada.

Je voudrais également remercier, bien sûr, mes électeurs qui ont choisi de m'envoyer à Ottawa pour poursuivre le travail qui doit être fait pour notre circonscription, notre province et notre pays.

Je dois également exprimer ma gratitude aux bénévoles qui m'ont aidé depuis le début de ce long parcours il y a environ 18 mois.

Je tiens à exprimer mes remerciements aussi à ma famille, y compris à ma femme et à mes trois enfants adultes, qui suivaient vaguement la politique, sans jamais s'y intéresser comme les tigres politiques que mon père a été et que je suis moi-même depuis toujours. Après une campagne réussie et toute une année de travail acharné, ils sont devenus un peu tigres dans la sphère politique.

Je me dois également de mentionner que si mon père et ma mère étaient ici aujourd'hui, ils seraient extrêmement fiers de voir leur fils prendre la parole à la Chambre au sein d'un gouvernement fort pour les quatre prochaines années.

Je voudrais parler de cinq éléments clés du discours du Trône de vendredi dernier.

[Français]

D'abord, la réduction d'impôt pour la classe moyenne, ainsi que la nouvelle allocation canadienne aux enfants, auront un impact positif qui aidera les jeunes familles.

[Traduction]

À Lower Sackville et dans les environs, il y a un très grand nombre de jeunes familles. Par conséquent, je suis très excité d'être du côté du gouvernement et de travailler avec lui à aider ces jeunes familles en parlant de garde d'enfants, d'installations communautaires, d'éducation postsecondaire et d'une retraite confortable.

●(1645)

[Français]

Dans ma circonscription, les gens s'inquiètent de l'économie, de la croissance et des emplois. L'investissement historique en infrastructure leur donnera de l'espoir.

Je me permettrai maintenant de parler d'infrastructure.

[Traduction]

Au nombre des besoins en infrastructures spéciales dans ma circonscription, il faut compter une résidence à loyer modique pour personnes âgées. Actuellement, il y en a seulement deux sur tout le territoire de ma circonscription et il faut s'assurer d'offrir un nombre suffisant de logements pour permettre aux personnes âgées de demeurer dans leurs communautés.

L'alimentation en eau des municipalités commande un autre projet très important. À Fall River et dans les environs, il faut agrandir le réseau d'aqueduc. Ce n'est pas nécessaire seulement pour le logement abordable, mais aussi pour le milieu des affaires et les débouchés et investissements.

Le secteur des transports constitue lui aussi un gros enjeu. Mentionnons par exemple le train de banlieue, les autobus, la voie de jonction Aerotech-Wellington, la route express entre Burnside et Sackville et l'amélioration du tronçon de l'autoroute 107 qui relie Dartmouth à Porters Lake.

Le dragage du bras de rivière est un autre des travaux d'infrastructure très importants qui doivent être faits dans la circonscription. À Eastern Passage, il existe une très belle communauté de pêcheurs à l'entrée du port d'Halifax.

En raison de la proximité de l'île McNabs et des marées, les pêcheurs qui tirent leur subsistance de la mer ont de la difficulté à passer par Eastern Passage pour se rendre sur leurs lieux de pêche, tout comme les embarcations à usage commercial et les autres usagers qui pourraient en bénéficier et offrir plus de débouchés et d'emplois dans la région et favoriser le tourisme.

Par conséquent, je tiens à confirmer mon appui au programme d'infrastructures du gouvernement, dont le plan de 20 milliards de dollars pour le transport en commun au cours des 10 prochaines années.

En ce qui concerne l'ouverture et la transparence promises par notre gouvernement, lors de ma campagne électorale, partout dans la circonscription, on m'a parlé de la nécessité d'un gouvernement qui écoute et qui travaille avec les populations, les provinces et les municipalités. Je suis très heureux de la politique de gouvernement ouvert que nous préconisons pour travailler avec tous les Canadiens afin d'accomplir le travail qui doit être fait pour les Canadiens.

L'Adresse

Pour ce qui est d'un environnement non pollué et d'une économie forte, l'engagement de notre gouvernement à cet égard me rend très heureux aussi. Par ailleurs, les deux principaux problèmes environnementaux qui importent dans ma circonscription, ce sont le site d'enfouissement de Lake Echo et les projets de carrière à Fall River. Dans les deux cas, les habitants de ma circonscription considèrent que ces projets auront un impact négatif sur leur vie. Quelle sera la pollution ainsi créée? Quelles seront les répercussions sur l'eau, la valeur de leurs propriétés, le bruit, et cetera?

[Français]

Parlons de la diversité en tant que force.

Dans ma circonscription, 22 % des habitants sont des anciens combattants, des militaires ou des membres de familles de militaires. C'est un taux très élevé, le plus élevé en Nouvelle-Écosse. Il est temps de leur offrir les services et le respect qu'ils méritent. Nous devons pouvoir offrir à nos soldats et à nos vétérans le soutien dont ils ont besoin durant et après leur service. Cela inclut l'appui aux familles, aux soldats et aux vétérans qui doivent vivre avec les séquelles de leurs expériences.

[Traduction]

Dans ma circonscription, la culture et l'histoire sont également très présentes. La population d'origine africaine en Nouvelle-Écosse a une histoire qui remonte à 300 ans. North Preston compte la plus importante communauté noire indigène au Canada. Le Black Cultural Centre de la Nouvelle-Écosse est également le plus grand centre communautaire pour les Noirs au Canada. C'est un musée et un lieu de rencontre et il constitue un excellent exemple du patrimoine canadien qu'il faut protéger, faire connaître et partager.

[Français]

Les langues officielles du Canada et notre patrimoine sont des sujets très importants pour moi et pour les habitants de ma circonscription. Je suis un fier Acadien de la Nouvelle-Écosse et j'ai dû consacrer une grande partie de ma vie à protéger la langue et la culture pour les prochaines générations.

Dans ma circonscription, la région de Chezzetcook est la deuxième région acadienne en Nouvelle-Écosse pour son ancienneté. Les francophones sont venus en Nouvelle-Écosse pour travailler ou pour servir sur la base militaire. L'offre de services en français, l'accès à une éducation de qualité en français et la promotion de la francophonie partout au Canada sont des sujets qui me passionnent et avec lesquels je suis très familier.

● (1650)

[Traduction]

Cela fait longtemps que la Nouvelle-Écosse reçoit et soutient des immigrants et des réfugiés, dont beaucoup sont entrés par le quai 21 à Halifax. Nous sommes impatients de poursuivre la tradition et d'accueillir plus de gens dans notre province et notre pays.

Ma circonscription compte de nombreux militaires qui sont très fiers de continuer à assurer la défense nationale du Canada et à aider la communauté internationale. J'aimerais remercier chaque militaire, ainsi que sa famille, de leur dévouement et de leur service. Le contrat de construction navale a également des retombées importantes dans ma collectivité.

En conclusion, le mot « possibilité » donne de l'espoir aux gens de ma circonscription. Le gouvernement collaborera étroitement avec l'ensemble des Canadiens pour créer un avenir meilleur pour notre grand pays.

[Français]

Je suis heureux d'avoir eu l'occasion de partager mes commentaires au sujet du discours du Trône et de ma belle communauté de Sackville—Preston—Chezzetcook.

[Traduction]

M. Jamie Schmale (Haliburton—Kawartha Lakes—Brock, PCC): Madame la Présidente, je félicite le député d'en face de son élection, et je vous félicite de votre nomination. Je ne peux parler pour les autres, mais je ferai de mon mieux pour vous faciliter la tâche autant que possible.

Le député d'en face a parlé d'infrastructures, et chacun de nous représente des municipalités qui ont besoin de beaucoup de fonds pour les infrastructures. Le gouvernement fédéral veut mettre en oeuvre son plan des infrastructures, mais je ne l'ai pas entendu parler d'aider les municipalités à payer leurs infrastructures. Ma circonscription est plutôt rurale, alors le fardeau de ces services repose en grande partie sur les épaules des propriétaires fonciers, et leur capacité a des limites.

Le gouvernement fédéral a-t-il une idée de la façon dont il va aider les municipalités à payer ces précieuses infrastructures, autre que de dire qu'elles devraient continuer d'emprunter des fonds parce que le taux d'intérêt est faible?

M. Darrell Samson: Madame la Présidente, permettez-moi de vous féliciter pour votre élection.

Notre gouvernement s'est engagé à doubler les investissements en infrastructure, qui passeront de 65 milliards à 125 milliards de dollars sur 10 ans. Le gouvernement libéral a également promis de collaborer de près avec les gouvernements provinciaux et municipaux pour s'assurer qu'ils disposeront des fonds dont ils ont besoin pour proposer des projets afin que nous puissions travailler en partenariat dans le cadre de futurs projets d'infrastructure.

Mme Irene Mathysen (London—Fanshawe, NPD): Madame la Présidente, je vous adresse mes félicitations, à vous et à mon collègue. C'est merveilleux de vous voir dans ce fauteuil de la présidence de la Chambre.

Ma question concerne l'infrastructure. Je m'intéresse vivement à tous les genres d'infrastructure, que ce soit l'infrastructure lourde pour l'eau, les égouts et les routes, ou l'indispensable infrastructure sociale, comme les services de garde d'enfants.

Étant donné que le précédent gouvernement libéral a procédé à des coupures drastiques dans des services tels le logement abordable, l'assurance emploi, les mesures de soutien aux collectivités, et qu'il n'a pas mis en place l'infrastructure essentielle à la création d'un système national de garde d'enfants, quelles garanties avons nous que l'actuel gouvernement ira de l'avant et s'occupera de l'assurance emploi, du logement et des services de garde d'enfants?

● (1655)

M. Darrell Samson: Madame la Présidente, je remercie la députée de poser cette question, tout en la félicitant pour son élection.

Je suis content de répondre à cette question sur l'infrastructure. Notre gouvernement a pris des engagements en matière d'infrastructure, y compris d'infrastructure sociale, qui inclut le logement abordable et les garderies. Les installations de cette nature seront en tête des priorités de notre gouvernement et nous investirons dans ces domaines, comme nous l'avons promis le 19 octobre.

L'Adresse

M. Darren Fisher (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Madame la Présidente, j'aimerais féliciter le député de Sackville—Preston—Chezzetcook pour ce vigoureux premier discours ainsi que pour son élection.

Le député a éveillé mon intérêt lorsqu'il a mentionné le projet routier entre ma circonscription, Dartmouth—Cole Harbour, et la sienne, Sackville—Preston—Chezzetcook, que nous appelons l'autoroute Burnside. Le député pourrait-il donner plus de détails sur l'historique de ce projet et sur les retards qu'accusent ces travaux, que les Néo-Écossais attendent depuis tant d'années?

M. Darrell Samson: Madame la Présidente, je remercie le député de cette question et je le félicite de son élection.

Je veux parler un peu plus de ce projet. C'est un projet que l'on attend depuis longtemps, depuis au moins 10 ans. Il reliera un certain nombre de régions, ce qui est extrêmement important. Il s'agit d'un vaste parc industriel à Dartmouth qui réglerait bien des problèmes de circulation routière.

Nous attendons ce projet depuis 10 ans. Le gouvernement précédent n'a pas investi dans ce très important projet, mais le présent gouvernement a garanti les investissements d'infrastructure de ce genre. J'ai bonne confiance que nous réussirons à réaliser ce projet d'une extrême importance pour nos populations.

M. Robert-Falcon Ouellette (Winnipeg-Centre, Lib.): Madame la Présidente, c'est le cœur gros et avec des sentiments mitigés que je prends la parole aujourd'hui à la Chambre. Je suis fier de siéger ici, mais je suis aussi conscient de l'histoire de ce lieu, une histoire qui a souvent été terrible pour mon peuple. Ici, on a pris des décisions qui ne servaient pas les intérêts de tous les Canadiens.

Je songe au premier de nos premiers ministres, John A. Macdonald, Dieu ait son âme, qui a jeté des Autochtones en prison, qui a volé nos enfants, qui a volé nos langues. Je songe aussi à Mackenzie King, qui a emprisonné les Canadiens d'origine japonaise.

Cette Chambre, toutefois, a aussi souvent pris d'excellentes décisions, par exemple en accordant le droit de vote aux femmes. Ma famille autochtone se souvient qu'elle en a fait des citoyens de notre pays. Elle a commencé à remédier aux iniquités de la Loi sur les Indiens.

Les décisions de la Chambre nous toucheront tous sans exception, aujourd'hui et pour l'avenir.

L'élection de la présente législature a marqué l'histoire à bien des égards. Par exemple, le 16 novembre, jour que j'ai choisi pour prêter serment, est un jour tristement célèbre. Il y a plus de 130 ans, Louis Riel a été pendu pour avoir défendu ses valeurs. Il a été tué par le gouvernement canadien alors qu'il combattait pour la justice et contre la violation des droits humains de son peuple, le peuple autochtone du Nord-Ouest. Mes ancêtres ont combattu et sont morts aux côtés de Riel et de Gabriel Dumont, le général métis.

En 1869, en 1871 et en 1885, la Première Nation de Red Pheasant, d'où est originaire ma famille, a connu le plus grand nombre de pendaisons de l'histoire du Canada. Dix hommes de notre collectivité ont été pendus. Mon aïeul Joseph Ouellette est mort à la bataille de Batoche, à l'âge de 93 ans, en criant le mot « justice ».

Riel est un père de la Confédération. Je suis très fier de prendre la parole dans la Chambre du peuple, et ce moment est rempli d'émotion. Riel a été élu député à trois reprises mais il n'a jamais pu occuper son siège, sous peine de mort. Pour ma famille et pour mon peuple, aujourd'hui marque la fin symbolique et littérale d'un chapitre de l'histoire du Canada.

Je tiens à faire remarquer que nous sommes ici sur les terres ancestrales du peuple algonquin. Je dirai même plus.

● (1700)

[Français]

Nous sommes ici sur le territoire traditionnel, non cédé, des peuples algonquins. C'est une place de rencontres entre tous les peuples algonquins, iroquois, hurons et cris, c'est la terre des Métis, mais c'est également la capitale nationale de tous les Canadiens et de tous ceux qui viennent de partout au monde.

[Traduction]

Je suis très satisfait du discours du Trône, mais j'espère qu'on ira plus loin.

J'ai écouté les partis parler longuement de la classe moyenne et j'ai pensé faire état à la Chambre des besoins de ma circonscription, de ma communauté, Winnipeg-Centre. C'est la plus pauvre au pays. Le mois dernier, 63 000 personnes ont eu recours à Winnipeg Harvest et la plupart d'entre elles vivent à Winnipeg-Centre. Parmi les habitants de Winnipeg-Centre qui ont eu recours à Winnipeg Harvest, 42 % sont des enfants. Ils sont les plus vulnérables. Les gens de ma circonscription sont ignorés depuis beaucoup trop longtemps et on ne se plaint pas le ventre plein.

Certains députés de la Chambre blâment les pauvres, les ignorent ou leur disent qu'ils n'ont pas travaillé assez fort, que c'est de leur faute s'ils n'ont pas réussi dans la vie. L'année dernière, alors que je participais à une nuit des PDG pour les sans-abri à Winnipeg, j'ai rencontré un jeune homme de 18 ans. Il avait connu 77 familles d'accueil. Allez-vous me dire que c'est cela la justice dans notre pays? Est-ce cela un pays qui respecte les droits de la personne? Est-ce que ce jeune va réussir dans la vie? Est-ce qu'il va se sentir aimé?

Certains pourraient dire que les services à l'enfance et à la famille ne relèvent pas du gouvernement fédéral; or, ils font certainement partie des responsabilités fédérales selon l'article 35 de la Loi constitutionnelle. Les Premières Nations relèvent du gouvernement fédéral, et nous ne devrions jamais nous dérober à cette responsabilité.

Au Manitoba, 24 % des enfants des Premières Nations auront été placés sous la tutelle de l'État avant l'âge de 15 ans. Dans cette province, 89 % des enfants placés sous la tutelle de l'État se retrouvent dans cette situation non pas à la suite d'une agression, mais à cause de la négligence de la part de parents qui sont incapables de fournir un logement et une alimentation convenables à leurs enfants. Ces problèmes sont liés à la pauvreté. Au Manitoba, il y a 11 000 enfants sous la tutelle de l'État, dont 8 000 sont des issus des Premières Nations. S'il y avait la même proportion en Ontario, ce sont 140 000 enfants qui seraient dans cette situation.

[Français]

Au Québec, la même proportion de la population représenterait près de 90 000 enfants sous la protection de l'État dans des familles d'accueil.

[Traduction]

Au Manitoba, sur les 11 000 enfants qui sont sous la tutelle de l'État, seulement 11 % sont dans cette situation à cause d'allégations d'agression et, sur ce nombre, ce n'est que dans 11 % des cas que les allégations ont été confirmées.

L'Adresse

La Commission de vérité et réconciliation vient de terminer son étude des problèmes liés aux pensionnats indiens, mais nous continuons de maintenir ce genre de système, jour après jour, à cause de notre propre ignorance et du fait que nous ne comprenons pas ce qui se passe réellement dans notre pays.

Nous prenons des décisions importantes à la Chambre. Dans ma circonscription, une mère s'occupe de ses trois enfants dans une maison de chambres, dans un appartement d'une chambre à coucher plus petit que mon bureau sur la Colline. Alors que je faisais du porte-à-porte pendant la campagne électorale, je suis monté au deuxième étage et, dans l'appartement au-dessus du précédent, il y avait un homme qui inhalait des vapeurs d'essence. Quel sera l'avenir de ces trois jeunes enfants? Qui seront leurs modèles? Qui leur serviront de mentors au cours de leur vie? Je l'ignore, car je ne sais pas si nous sommes en mesure de trouver des solutions avec la façon dont nous menons nos affaires à la Chambre, ni même si nous serons capables d'aider ces gens. Comment pouvons-nous briser ce cercle vicieux?

Dans ma circonscription, on compte 20 % d'Autochtones et 20 % de Philippins qui ne maîtrisent pas tout à fait l'une de nos langues. Lorsqu'ils deviennent citoyens canadiens, ils ne savent pas s'ils auront accès à la formation nécessaire pour occuper autre chose qu'un emploi de survie. Ces gens sont importants. Il y a aussi 4 % de gens musulmans dans ma circonscription. On les diabolise depuis trop longtemps et ils me demandent quand cela cessera.

Le rêve canadien ne se réalise pas. Tandis que nous théorisons à la Chambre sur l'importance de l'éducation et de l'effort pour se forger un avenir, bon nombre de nos concitoyens n'ont même pas accès à cette voie vers le succès. À une certaine époque, avoir un dos solide et des bras forts pouvait suffire pour subvenir aux besoins de sa famille.

J'ai fait la connaissance d'un jeune Autochtone nommé John, qui vit au centre-ville, dans ma circonscription. John est une bonne personne. Il souhaite réussir, mais de toute sa vie, personne ne lui a dit « Je crois en toi ». John est costaud et basané. Il a fait un séjour en prison et a eu des problèmes de toxicomanie. Aujourd'hui, il est père de famille et poursuit des études postsecondaires, mais il semble que ce ne soit pas assez. Il me demande pourquoi la police l'arrête sans arrêt et pourquoi les gens semblent avoir peur de lui lorsqu'il marche dans la rue. Si John m'écoute, je veux lui dire que je ne doute pas de son succès. Je sais qu'il peut y arriver. Je crois en lui.

Collectivement, nous devons cesser d'avoir peur les uns des autres. Je n'aurai plus peur. J'espère que les députés prendront des décisions basées sur leur bon jugement et non sur les propos alarmistes que l'on tient beaucoup trop souvent dans notre société. En tant que parlementaires, nous avons l'obligation morale d'agir ainsi pour les autres. C'est une question de justice sociale.

En tant que députés, nous devrions pouvoir dire dans 20 ou 30 ans que les mesures que nous avons prises à la Chambre étaient importantes et qu'il s'agissait d'un moment décisif, car on parle non seulement de l'avenir des gens que nous représentons dans nos circonscriptions respectives partout au Canada, mais aussi de notre avenir, de celui de nos collectivités, de notre pays, de notre nation et du monde.

● (1705)

Mme Linda Duncan (Edmonton Strathcona, NPD): Monsieur le Président, je tiens à vous féliciter d'avoir été nommé de nouveau à la présidence de la Chambre. C'est toujours un honneur de mener nos travaux sous votre œil bienveillant.

Je tiens à féliciter le député de Winnipeg-Centre de son élection et à lui dire que j'ai eu l'honneur et le privilège de travailler avec les Métis de l'Alberta pendant de nombreuses années. J'ai conçu un guide concernant l'eau potable à l'intention des Autochtones. Je n'ai ménagé aucun effort pour parler des droits et des intérêts non seulement des membres des Premières Nations, mais aussi des Métis.

Le député pourrait-il nous dire comment, selon lui, le nouveau gouvernement accordera aux Métis la reconnaissance égale qui a toujours été exigée par la Constitution? Dans le cadre des efforts déployés pour répondre aux besoins des personnes vulnérables, à quoi s'attend-il du gouvernement en matière de programmes destinés aux Métis du Canada?

M. Robert-Falcon Ouellette: Monsieur le Président, je ne parle évidemment pas au nom du gouvernement, mais simplement en mon nom, celui d'un député ministériel. Mes opinions ne concorderont donc peut-être pas avec les intentions de la ministre, mais je défendrai les intérêts de la nation métisse du Canada, qu'on a négligé pendant beaucoup trop longtemps.

Je pense vraiment que les Métis relèvent du fédéral et qu'ils ont négocié un traité, en 1869, sur la fondation et les fondements mêmes du Manitoba. Selon moi, ce traité représente l'idéal de ce que le Canada pourrait être devenu et ce qu'il devrait être. Nous ne devrions pas être jugés selon nos croyances ou la couleur de notre peau, mais plutôt selon notre apport véritable: une société fondée sur le mérite. Selon moi, cet idéal revient à redonner leur fierté à des gens qui devraient surtout être fiers parce qu'ils sont les Autochtones de notre pays.

Je n'ai pas de mesures particulières à proposer pour répondre à la question de la députée. Je dirai simplement que je suis absolument résolu à faire en sorte que justice soit faite et que les gens puissent se faire entendre, et c'est ce que je ferai à la Chambre, dans l'antichambre, dans le foyer, au cabinet de la ministre, dans mon bureau de circonscription et lors de mes déplacements dans les collectivités des quatre coins du Canada.

● (1710)

M. TJ Harvey (Tobique—Mactaquac, Lib.): Monsieur le Président, je veux d'abord vous féliciter de votre nomination. Je félicite également mon collègue de Winnipeg-Centre de son élection.

L'une de mes premières tâches comme nouveau député de Tobique—Mactaquac a été de rencontrer MM. Brian Barton et Allison McCain, qui font partie du comité d'aide aux réfugiés du comté de Carleton. C'est avec une grande fierté que j'annonce aujourd'hui à la Chambre que ce comité oeuvrant au Nouveau-Brunswick a réussi, en collaboration avec la célèbre association multiculturelle du comté de Carleton et le diocèse de Saint John, à amasser les fonds nécessaires pour faire venir cinq ou six familles de réfugiés dans ma circonscription.

Mon estimé collègue nous parlerait-il de l'engagement du gouvernement à faire l'unité du pays? Après tout, c'est grâce à nos différences, et non en dépit d'elles, que nous sommes forts.

L'Adresse

M. Robert-Falcon Ouellette: Monsieur le Président, un aîné de ma famille, qui est de la nation crie, Winston Wuttunee, m'a raconté une prophétie. Il m'a dit que les peuples autochtones ne défendront pas seuls leurs intérêts, mais qu'ils auront l'aide de tout le monde pour y arriver. Ceux qui les aideront ne seront peut-être pas des Autochtones, ce seront souvent des gens qu'on appelle des Blancs ou des Euro-Canadiens et aussi des nouveaux arrivants. Ce qui fera notre force, ce sera notre solidarité. En travaillant ensemble, nous pourrions avancer. Cette prophétie lui avait été révélée par un aîné, qui la tenait lui-même d'un aîné, si bien qu'elle datait de plus de 150 ans.

Je peux simplement dire que je souhaite sincèrement la bienvenue aux nouveaux arrivants au pays, car je crois que nous serons beaucoup plus forts grâce à eux et que nous apprendrons beaucoup d'eux.

Par ailleurs, nous avons au pays de nombreux besoins auxquels il faut répondre sans tarder. C'est pourquoi je me réjouis de l'allocation pour les enfants, qui sortira de la pauvreté 315 000 enfants, autochtones et non autochtones.

C'est une action concrète et bien réelle. Le 26 novembre 1988, la Chambre avait voté à l'unanimité en faveur de l'élimination de la pauvreté chez les enfants avant l'an 2000, intention qui ne s'est pas concrétisée. Nous n'avons rien fait à cette fin. J'espère sincèrement que nous pourrions le faire de la bonne manière pour que la mère dans ma circonscription qui habite dans l'appartement au-dessous de l'homme qui sniffé de l'essence puisse trouver un meilleur logement pour ses enfants afin qu'ils aient un avenir meilleur et améliorent notre vie à tous.

M. Pat Kelly (Calgary Rocky Ridge, PCC): Monsieur le Président, c'est un grand honneur pour moi de prendre la parole aujourd'hui à titre de nouveau député de la nouvelle circonscription Calgary Rocky Ridge.

Pour commencer, j'aimerais remercier ma famille pour le soutien extraordinaire qu'elle m'apporte compte tenu de l'énorme changement que la vie publique entraînera dans notre vie. Je la remercie du fond du coeur.

Je félicite les députés nouvellement élus et ceux qui ont été réélus. Je veux aussi remercier les bénévoles qui ont donné de leur temps sans compter pour assurer la réussite de notre campagne dans Calgary Rocky Ridge.

En réponse au discours du Trône du gouvernement qui vient d'être élu et compte tenu de mes responsabilités comme porte-parole adjoint pour le Conseil du Trésor, j'aimerais parler de nos institutions démocratiques, des finances publiques, de l'emploi, de la politique étrangère et du commerce.

Le gouvernement propose des mesures qui, à mon avis, feront du tort aux résidents de Calgary Rocky Ridge et à l'ensemble du Canada. J'invite les libéraux à revoir toute tentative pour abolir le système uninominal majoritaire à un tour et à réfléchir encore aux augmentations d'impôt proposées. Je les invite aussi à aplanir les obstacles au commerce et à l'emploi et à réévaluer la décision d'abandonner la mission de combat contre l'EIIS.

Les Canadiens ont droit à des élections libres et équitables, menées suivant des règles qu'ils comprennent. Dans le système actuel, nous savons que nous votons une fois, en un lieu donné, pour un candidat. Pourtant, le gouvernement veut abolir cette pierre angulaire du gouvernement de type Westminster pour lui substituer le scrutin préférentiel ou même la représentation proportionnelle. Voilà qui est troublant, si l'on songe que le système actuel a très bien

servi le Canada au cours des 148 dernières années, dont quelque 85 années de gouvernement libéral.

Aucun système n'est parfait. Dans un vaste pays diversifié comme le Canada, les électeurs ont souvent des opinions partagées en ce qui concerne le parti qui devrait former le gouvernement. Le système de style Westminster, un scrutin uninominal majoritaire, est le système parfait pour assurer la formation d'un gouvernement viable malgré les divisions. Le scrutin uninominal majoritaire est à la fois équitable et simple. Le candidat qui recueille le plus de votes est élu. Dans le cadre d'un scrutin préférentiel, un candidat qui ne constitue pas le premier choix peut l'emporter parce qu'il a obtenu plus de deuxièmes ou troisièmes choix. Le système de classement est plus difficile à comprendre et conduira à l'élection de députés qui personne n'appuie véritablement.

Les systèmes plus complexes nécessitent en outre plus d'explications et un appareil administratif plus lourd. Imaginez par exemple ce qu'il en coûterait d'avoir encore plus de publicité électorale et d'éducation. Imaginez les heures et les frais supplémentaires à prévoir pour compter, recompter et redistribuer les votes. Il serait plus logique de conserver le système actuel.

Outre sa simplicité et sa familiarité, le mode de scrutin actuel permet de constituer un gouvernement défini et responsable. Par contre, le scrutin préférentiel pourrait donner lieu à un gouvernement à parti unique, moins tenu de rendre des comptes. Non seulement le système actuel protège les Canadiens contre un tel régime à parti unique, mais il permet aussi de former des gouvernements majoritaires définis, que les électeurs ont dotés d'un mandat clair, et d'élire une opposition forte et efficace qui exigera des comptes de ces gouvernements.

La représentation proportionnelle se traduirait plus souvent par des gouvernements minoritaires, des élections plus fréquentes et des impasses politiques. Est-ce vraiment là ce que veulent les Canadiens? Je ne le crois pas. Comme un collègue le mentionnait hier à la Chambre, chaque fois que les électeurs canadiens ont été directement consultés par référendum au sujet d'une réforme du scrutin, ils ont rejeté le projet.

Dans Calgary Rocky Ridge, j'ai visité des milliers de ménages. Aucun électeur n'a demandé cette réforme. Aucun électeur n'a même soulevé la question. La modification du système en vertu duquel nous élisons notre gouvernement ne constitue tout simplement pas une priorité pour les Canadiens, qui s'intéressent plus à l'emploi qu'au truquage éventuel du système de façon à permettre à un parti politique de rester au pouvoir indéfiniment.

Autrement dit, le mode de scrutin donne toute satisfaction, il n'est pas nécessaire de le modifier. J'irais même jusqu'à dire que le Parti libéral a souvent, par le passé, été le principal bénéficiaire de ce mode de scrutin. Je conseille au nouveau gouvernement de faire plutôt porter ses efforts sur l'élimination de la fraude électorale et l'amélioration de la participation publique.

Passons maintenant au thème suivant. Le Canada a la chance d'avoir accès à de vastes réserves énergétiques. Pour tirer parti de cette abondance, nous devons amener cette énergie sur les marchés intérieurs et sur les marchés internationaux. Malheureusement, le nouveau gouvernement semble vouloir créer des obstacles au mouvement de nos produits pétroliers et gaziers. L'interdiction de tout trafic de pétroliers le long de la côte nord de la Colombie-Britannique empêcherait le pétrole et le gaz de rejoindre les marchés des pays côtiers du Pacifique.

L'Adresse

La grande priorité des électeurs de Calgary Rocky Ridge est l'emploi. Les électeurs que j'ai visités n'arrivaient pas à comprendre pourquoi un parti, dans la situation actuelle, voudrait étouffer le moteur économique du Canada. Ils ont peur de perdre leurs emplois.

• (1715)

J'aimerais également dire que je partagerai mon temps avec le député de Calgary. Je suis désolé de ne pas l'avoir annoncé clairement d'entrée de jeu.

Le plan gouvernemental visant la restriction de la circulation des pétroliers s'accompagne d'un plan de tarification du carbone et d'un moratoire sur le transport du gaz et du pétrole. Cela entraînerait une perte d'emplois partout au Canada, tant chez les Canadiens de l'Atlantique travaillant à Fort McMurray que chez les travailleurs portuaires des terminaux gaziers et pétroliers de la Colombie-Britannique, en passant par les fabricants d'équipement d'extraction en Ontario, sans compter les innombrables travailleurs de l'Alberta et de la Saskatchewan dont l'emploi dépend directement du gaz et du pétrole. Lorsque la production s'arrête en raison du manque de transport, c'est tout le monde qui est perdant.

En bloquant le transport des sables bitumineux, on réduit les revenus tirés des redevances, on réduit les revenus tirés de l'impôt et de la taxe de vente à cause des emplois perdus, on réduit le financement de péréquation et on augmente les dépenses de prestations d'assurance-emploi. Le gouvernement promet déjà d'accumuler des déficits. Il ne peut pas se permettre de fermer une source importante de revenu en même temps qu'il augmente ses dépenses.

Cela m'amène à parler des nouvelles propositions d'impôt du gouvernement. Le gouvernement prévoit augmenter de 4 % les impôts des Canadiens dont les revenus sont les plus élevés. Cependant, il surestime la valeur des recettes fiscales que cette hausse apporterait. Selon un récent rapport de l'Institut C.D. Howe, cette hausse d'impôts générerait moins de 1 milliard de dollars de revenus. Cela représenterait un déficit de 4 milliards de dollars dans le budget des dépenses gouvernemental et coûterait probablement aux provinces 1,4 milliard en recettes perdues. Combinée aux taux d'imposition provinciaux, cette hausse d'impôt porterait le taux d'imposition marginal le plus élevé à plus de 50 % dans certaines provinces. Les Canadiens qui gagnent le plus peuvent choisir de travailler moins, de compter davantage sur des revenus de placements ou de déménager.

Puisque nous parlons de taxes néfastes pour l'emploi, le nouveau gouvernement a l'intention d'élargir le Régime de pensions du Canada, accroissant ainsi les retenues à la source et les contributions des employeurs. Il en coûtera donc plus cher aux employeurs pour embaucher des travailleurs, ce qui mettra un frein à la création d'emplois.

Le gouvernement a également l'intention de compliquer la tâche des Canadiens qui souhaitent épargner pour eux-mêmes. Il menace en effet de réduire le plafond de cotisation au compte d'épargne libre d'impôt, contrairement à la demande générale. Une étude récente a révélé que 53 % des Canadiens veulent maintenir le plafond actuel du CELI comparativement à 19 % qui souhaitent l'abaisser. J'encourage le nouveau gouvernement à repenser ses prévisions en matière de ponctions fiscales et à faire confiance aux Canadiens pour prendre leurs propres décisions d'épargne.

Passons maintenant des préoccupations liées au revenu à celles concernant les affaires étrangères. Le nouveau gouvernement affirme vouloir se rapprocher des États-Unis et de ses alliés dans la lutte contre le terrorisme. Cette annonce porte quelque peu à confusion,

étant donné que le gouvernement retire les Forces armées canadiennes de la lutte contre l'EIIS au moment même où nos alliés français, britanniques et allemands s'apprentent à envoyer des forces additionnelles.

En se limitant à fournir de l'aide humanitaire, le gouvernement ne cible que les symptômes du problème, laissant ses racines intactes. Lorsque les gens ont affaire à des terroristes qui brûlent vif les hommes, qui capturent les femmes et les enfants pour les forcer à l'esclavage sexuel et qui éliminent systématiquement des minorités religieuses, ces gens s'enfuient de chez eux et deviennent des réfugiés. Cependant, aider ces réfugiés à fuir sans même participer à la lutte contre les coupables ne résoudra pas le problème. J'exhorte le nouveau gouvernement à redéployer des forces de combat pour combattre l'EIIS, sauver des vies et contribuer à régler la crise des migrants en éliminant la source du problème.

Sur une note plus positive, le nouveau gouvernement a une occasion sans précédent de mettre en œuvre le plus grand accord de libre-échange de notre époque, le Partenariat transpacifique. Le PTP profitera à toutes les régions du Canada. Il confèrera à nos entreprises un accès à 40 % de l'économie mondiale et à plus de 800 millions de clients. Il permettra de moderniser les règles du commerce international pour les pays côtiers du Pacifique et créera des dizaines de milliers d'emplois pour les Canadiens. J'encourage le nouveau gouvernement à protéger les intérêts économiques à long terme du Canada et à mettre ce traité en œuvre.

Je me réjouis à la perspective de représenter les habitants de Calgary Rocky Ridge au cours de la 42^e législature. Je suis touché de la confiance qu'ils m'ont témoignée en m'élisant. Je vais défendre nos institutions démocratiques avec ardeur. Je ferai la promotion de mesures de création d'emplois comme la construction de pipelines, le commerce international et la réduction des impôts. Je défendrai la position du Canada en tant qu'allié majeur et fiable dans la lutte contre le terrorisme dans le monde. À cette fin, je vais collaborer avec les députés de l'opposition. Je serai ravi de travailler avec le gouvernement quand il présentera des politiques judicieuses et je m'opposerai vigoureusement aux nouvelles mesures nuisibles qu'il proposera.

• (1720)

M. Fayçal El-Khoury (Laval—Les Îles, Lib.): Monsieur le Président, je vous félicite pour votre élection. Je félicite également tous les députés de la Chambre.

J'aimerais demander au député ce qu'il pense des efforts qu'ont déployés le premier ministre et le gouvernement pour redorer l'image et la réputation du Canada sur la scène internationale.

J'étais consultant en affaires internationales et au cours des 10 dernières années, sous le gouvernement précédent, j'ai eu l'impression que la réputation du Canada était toujours au plus bas. Nous devons déployer tous les efforts possibles pour rétablir et rebâtir notre image et notre réputation de manière à accroître et à favoriser les échanges commerciaux, ce qui stimulera l'économie canadienne.

• (1725)

M. Pat Kelly: Monsieur le Président, je crains que le nouveau premier ministre n'ait déjà entaché davantage notre réputation en annonçant, pratiquement avant de faire quoi que ce soit d'autre en tant que premier ministre, le retrait de nos forces armées de la mission contre le groupe État islamique.

L'Adresse

Il est à contre-courant du reste de nos alliés. Il a retiré son aide aux États-Unis tout en prétendant vouloir rétablir les relations avec ce pays. Ce n'est pas ainsi qu'agit un ami. Nous allons également à l'encontre des idées de nos alliés britanniques, français et allemands.

Je m'inquiète vraiment de la réputation du Canada. Je doute que les premières mesures prises par le gouvernement aient permis de quelque façon que ce soit d'améliorer la réputation du Canada dans le monde, bien au contraire.

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP): Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député de Calgary Rocky Ridge pour son discours passionné. J'ai été surpris qu'il défende notre mode actuel de scrutin, le système uninominal majoritaire à un tour.

J'aimerais commencer par souligner que la plupart des députés à la Chambre ont été élus sur la base d'un programme fondé sur un certain changement du système électoral. J'ai été particulièrement surpris qu'il mentionne l'élection décisive d'un gouvernement majoritaire. C'est peut-être vrai dans cette enceinte, mais je tiens à souligner que lors des élections fédérales de 2015 et de 2011, les deux gouvernements majoritaires ont été choisis par seulement 39 % des électeurs. C'est la proportion des gens qui se sont donné la peine de se présenter aux bureaux de scrutin.

J'aimerais entendre les commentaires du député sur cette question compte tenu de ce qu'il proposait.

M. Pat Kelly: Monsieur le Président, je vous félicite pour votre élection.

Bien souvent, l'opinion des Canadiens diffère en ce qui concerne le parti qui, selon eux, devrait former le nouveau gouvernement. Ce ne sont pas tous les Canadiens qui votent pour le même parti, heureusement d'ailleurs. Nous ne voulons pas qu'un seul parti dirige le Canada. Nous voulons que les électeurs puissent faire un choix. C'est indéniable.

Je dois dire, à la décharge du système de Westminster, qu'il assure l'efficacité du gouvernement. Grâce à ce système, il est possible de former un gouvernement même quand la population est divisée. Au cours des 148 dernières années, notre pays a fait un travail remarquable. Nous avons accompli beaucoup de choses en tant que nation. Notre pays est l'un des meilleurs endroits où vivre dans le monde. Le Parlement de type Westminster nous a très bien servis.

Je ne vois pas pourquoi nous changerions les choses, d'autant plus que pendant la longue campagne électorale, j'ai fait du porte-à-porte et j'ai rencontré des milliers de gens, et pas une seule personne ne m'a demandé de modifier le système électoral si j'étais élu.

Le vice-président: Avant de reprendre le débat, j'aimerais remercier tous les députés de leur collaboration, plus particulièrement en ces premiers jours de la nouvelle législature, alors que les occupants du fauteuil tentent de donner la parole aux députés, des nouveaux pour la plupart, et de les trouver sur le plan de salle. Je remercie les députés de leur patience. Nous continuerons de faire de notre mieux. Lorsque les députés disent le nom de leur circonscription à voix haute, nous pouvons habituellement la trouver très rapidement. Nous vous en remercions.

Nous reprenons le débat. Le député de Bow River a la parole.

M. Martin Shields (Bow River, PCC): Monsieur le Président, c'est un privilège de prendre la parole aujourd'hui. Je vois qu'il faut porter attention aux changements de présidents. Tandis que je notais rapidement des « madame la Présidente » dans mon discours, vous avez pris place dans le fauteuil, et je dois revenir à « monsieur le Président ». Il faut remarquer tous ces changements.

Hi à mes 337 nouveaux collègues et amis. Je les félicite d'avoir été élus.

En 1959, mes parents ont amené toute la famille visiter le Parlement. Ils tenaient à nous montrer où travaillaient les gens qui prenaient des décisions en notre nom et à nous faire comprendre qu'il s'agissait de gens ordinaires, comme nous. C'est un immense honneur d'être ici aujourd'hui et de repenser à cette visite avec mes parents en 1959. Les choses étaient bien différentes à l'époque. Nous nous étions promenés sur le terrain entourant la résidence du premier ministre, au 24, Sussex. Ce terrain était ouvert au public, comme l'est encore la résidence du gouverneur général.

J'ai constaté autre chose. Dans la tribune, de nombreux étudiants viennent tous les jours observer les travaux. Je travaille avec les responsables d'un programme intitulé « Rencontres du Canada ». J'encourage les gens qui ont des enfants ou des petits-enfants de 15 à 17 ans à les faire participer à cet excellent programme, qui compte 30 semaines thématiques par année. La députée de Calgary Nose Hill est une personne qui a appris à connaître la politique. Elle a participé au programme alors qu'elle fréquentait l'école secondaire et elle est maintenant une représentante du programme. D'autres personnes à la Chambre ont fait de même. Si des députés se voient demander de s'entretenir avec un groupe, je leur demanderais de le faire et d'appuyer ainsi le programme. Environ 3 000 étudiants viennent ici chaque année. Ils acquièrent des connaissances au sujet du Canada et de ce que nous faisons ici.

Comme je suis honoré de représenter les résidents de la nouvelle circonscription chaleureuse et amicale de Bow River, je m'engage à travailler avec acharnement en leur nom et au meilleur de mes capacités. Je remercie les bénévoles qui m'ont aidé lors de ma campagne. Je remercie ma famille — mon épouse, mes enfants et mes petits-enfants — qui ont fait campagne avec moi, qui ont fait du porte-à-porte et qui ont conduit des voitures pour moi. Ce fut une expérience formidable pour ma famille.

J'aimerais parler du discours du Trône, qui a lancé officiellement la 42^e législature. Il a été question de commerce, d'infrastructure et d'environnement.

Les personnes qui vivent au Canada depuis de nombreuses années, comme moi, n'ont pas manqué d'occasions de contempler de splendides régions agricoles. La vallée de l'Annapolis produit des pommes exceptionnelles. En Nouvelle-Écosse, les gens s'intéressent aux vignobles et le secteur vinicole y est en pleine croissance. Le riche sol rouge de l'Île-du-Prince-Édouard produit des pommes de terre, et le fleuve Saint-Laurent est entouré de champs verdoyants et de fermes laitières. Et que dire de Leamington, en Ontario? On y compte les plus grandes serres au Canada pour les produits qu'on y cultive. Il y a aussi les champs de blé dorés et les champs de canola des Prairies, les vignobles de l'Okanagan et toutes sortes d'autres produits agricoles.

En quoi tout cela touche-t-il au commerce? On ne manque pas de productions agricoles au Canada, mais elles sont une nouveauté dans certaines régions. Lorsqu'un explorateur du nom de John Palliser a parcouru le Sud de l'Alberta, région où j'habite, au nom du gouvernement britannique en 1840, il a dit que c'était un désert qu'on ne devrait pas chercher à peupler. Il a soumis un rapport au gouvernement émettant sa position. S'ils avaient pu comprendre ce qu'il racontait, les Autochtones de la région l'auraient sûrement trouvé un peu étrange. Mais son hypothèse était erronée.

L'Adresse

Dans cette région se trouvent maintenant des éleveurs de bétail et des agriculteurs. Les éleveurs ont d'énormes ranchs, de la taille d'un canton, à la fois incroyablement efficaces et modernes, qui font appel à des professionnels qui travaillent la terre en misant sur les progrès technologiques. Les agriculteurs et les éleveurs canadiens sont, selon moi, les meilleurs au monde. Bow River fait partie de cette région et compte beaucoup d'éleveurs et d'agriculteurs. Elle compte aussi de nombreux villages, hameaux et petites villes tels que Chestermere, la ville la plus récente de l'Alberta, et Brooks, surnommée la ville des bonjours par centaines. Les députés ne réalisent peut-être pas que Brooks, là-bas, dans les Prairies, est probablement l'une des villes ayant la plus grande diversité ethnique au Canada. Elle abrite également un site du patrimoine mondial, le parc provincial Dinosaur. Plus de fossiles de dinosaures ont été découverts à cet endroit que partout ailleurs dans le monde.

Bow River regroupe de nombreux projets d'irrigation d'envergure au Canada. Les agriculteurs ayant recours à l'irrigation ont triplé leur superficie d'exploitation initiale sans pour autant augmenter le volume d'eau utilisé. Ils sont trois fois plus efficaces. Quelle autre industrie peut en dire autant? Les réseaux d'irrigation du Sud de l'Alberta sont reconnus comme étant les plus perfectionnés au monde pour ce qui est de l'utilisation optimale de l'eau et de l'augmentation de la récolte alimentaire par acre.

• (1730)

On compte maintenant beaucoup plus de cultures spécialisées dans cette région. Les betteraves à sucre ont été l'une des premières. Mon grand-père a participé à la création de cette industrie dans le Sud de l'Alberta. Il y a la pomme de terre et le chanvre. Quatre-vingt-dix pour cent du chanvre du Canada est cultivé dans cette circonscription. Il y a aussi le fameux maïs sucré de Taber. Ce ne sont là que quelques exemples des cultures spécialisées du pays.

Les transformateurs d'aliments du Canada ont des installations extraordinaires. Certaines des plus importantes se trouvent dans la circonscription de Bow River. Par exemple, l'usine de transformation du boeuf JBS-Lakeside, à Brooks, peut transformer 4 500 têtes par jour. Où est le boeuf? Je sais où se trouve le boeuf dans ma circonscription.

Ces industries de Bow River dépendent des exportations. C'est un élément important qui assure leur durabilité. Selon les prévisions, les exportations seront encore plus importantes dans les années à venir. Au cours des 30 prochaines années, on prévoit qu'il y aura un milliard de personnes de plus sur la planète. Plus intéressant encore, on prévoit qu'il y aura trois milliards de personnes de plus dans les villes. Je ne crois pas que les marchés publics pourront répondre à la demande.

La demande alimentaire augmentera sensiblement, en particulier si 15 % de la production alimentaire est maintenant destinée aux biocarburants. C'est une utilisation intéressante d'une denrée. Il y a dans le monde seulement sept pays qui exportent plus de denrées alimentaires qu'ils n'en consomment. Ces pays reçoivent assez de pluies et leurs rivières ont un débit suffisant pour qu'il soit possible de cultiver plus de produits alimentaires qu'il ne leur en faut pour leur propre consommation. Leurs industries agroalimentaires sont très avancées. C'est la situation dans ma circonscription.

Le secteur agricole canadien doit exporter. Le monde aura besoin des denrées alimentaires canadiennes. Nous savons pourquoi les accords commerciaux d'exportation sont essentiels au secteur agricole et à l'ensemble de l'économie canadienne. Nous pouvons nourrir plus que notre population.

La région possède des ressources importantes. Les premiers colons y ont découvert du charbon sur les rives de la rivière Bow. Ils ont également découvert du gaz naturel dans le village de Tilley en effectuant des forages pour trouver de l'eau. Il existe encore aujourd'hui des coopératives gazières dans la circonscription. Du pétrole a été découvert quelques années plus tard. Il faut aussi compter les ressources naturelles que sont le vent et les heures d'ensoleillement dans un paysage dominé par le ciel.

Les gens savent-ils combien de centaines de tonnes de charbon il faut pour produire l'acier nécessaire à une pale d'éolienne? Savent-ils quel pays industrialisé extrait depuis longtemps du charbon et en produit encore aujourd'hui des quantités croissantes pour la fabrication d'éoliennes? Cela fait beaucoup de charbon produit quelque part dans un pays industrialisé qui n'est pas le nôtre.

L'infrastructure comprend les routes, les ponts, les voies ferrées, les pipelines et les ports. Il nous faut entretenir, réparer, remplacer et construire l'infrastructure pour pouvoir acheminer les produits vers les marchés intérieurs et d'exportation.

La rivière Bow est le centre des badlands canadiennes. C'est aussi là que se trouve le lac Newell, le plus grand lac artificiel de l'Alberta, considéré comme l'un des meilleurs endroits où faire de la voile dans l'Ouest du Canada. N'est-ce pas étonnant, en plein cœur des Prairies? Pour un amateur de planche à voile, c'est merveilleux. Le tourisme est important et il faut faciliter la circulation des personnes dans notre pays. Nous avons besoin d'infrastructure.

Je sais que les villes réclament des systèmes de transport rapide, par exemple, mais si l'infrastructure rurale fait défaut, comment les produits agroalimentaires et les exportations parviendront-ils aux marchés? Il existe au Canada rural de nombreuses petites collectivités qui ne peuvent soutenir la concurrence des villes dans la loterie des subventions. Contrairement aux grandes villes, elles n'ont pas les moyens de présenter des projets détaillés et prêts à mettre en oeuvre, avec du personnel qui rédige les demandes de subventions.

À l'heure actuelle, pour chaque dollar d'impôt versé il ne revient que 8 ¢ aux municipalités. Il nous faut un nouveau système pour financer l'infrastructure rurale en Alberta, afin de pouvoir continuer à acheminer les produits vers les marchés. Soixante pour cent de l'infrastructure du pays se trouve dans les municipalités rurales, et non pas dans les grandes villes. Il nous faut un nouveau système de financement. Les circonscriptions rurales en ont absolument besoin.

Pour terminer, je crois qu'il nous faut de solides accords commerciaux internationaux pour que le secteur agricole soit viable, pour que nous puissions nourrir notre population et répondre aux besoins alimentaires dans le monde. Je crois qu'il nous faut des infrastructures pour acheminer les produits vers les marchés et pour appuyer les nombreuses petites collectivités du Canada rural. Je crois que nous avons des milliers d'environnementalistes qui connaissent vraiment leur affaire: ceux qui travaillent la terre.

Je suis heureux d'avoir eu l'occasion de m'adresser aujourd'hui à cette formidable assemblée d'élus canadiens dévoués.

• (1735)

[Français]

M. Pat Finnigan (Miramichi—Grand Lake, Lib.): Monsieur le Président, je félicite mon collègue de l'autre côté de la Chambre.

Il y a deux ans, le gouvernement précédent a fermé un centre de recherche en agriculture dans mon comté. Celui-ci faisait de la recherche appliquée pour les agriculteurs afin de leur permettre d'implanter de nouvelles productions adaptées à notre région.

L'Adresse

Mon honorable collègue pense-t-il que c'est une bonne chose d'avoir fermé cette institution? Vu les nouvelles possibilités d'échange avec l'Europe, doit-on investir dans une nouvelle institution ou, du moins, dans la recherche appliquée?

• (1740)

[Traduction]

M. Martin Shields: Monsieur le Président, ma circonscription abrite une station de recherche spécialisée dans la culture hydroponique des tomates et des poivrons verts. Cette station est à l'avant-garde mondiale de son domaine. Tout ce qui peut aider les gens formidables que sont nos agriculteurs, nos éleveurs et nos chercheurs en agriculture est un facteur de progrès, car les producteurs canadiens oeuvrant sur le terrain comptent parmi les meilleurs au monde. Tout ce qui leur vient en aide est bénéfique pour l'économie canadienne, et j'y suis favorable.

M. John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, je voudrais souhaiter la bienvenue à mon collègue dans cette enceinte. Il a remporté l'élection dans une circonscription qui englobe une partie de mon ancienne circonscription, alors il mérite certainement d'être parmi nous.

Vendredi, j'ai été frappé entre autres par l'absence de l'agriculture dans le discours du Trône. C'est un secteur qui, selon moi, est tout à fait vital non seulement pour les populations rurales du pays, mais aussi pour l'économie canadienne.

Mon estimé collègue en a parlé un peu, mais je voudrais qu'il nous en dise un peu plus sur les raisons qui devraient amener le nouveau gouvernement, formé par le Parti libéral, à faire de l'agriculture une priorité et sur celles qui font qu'il est décevant que ce ne soit pas le cas.

M. Martin Shields: Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir représenter la partie de la circonscription dont le député m'a fait cadeau. Je crois que c'est probablement la meilleure partie. Bientôt, peut-être, les gens qui y habitent cesseront de le chercher et se rendront compte que c'est maintenant moi qui les représente.

L'agriculture est un volet crucial de l'économie. Peu importe ce que l'on fait et à quel endroit dans le monde, peu importe les commodités que l'on a ou les technologies dont on dispose, et peu importe que l'on bâtit des édifices grandioses, les êtres humains sont incapables de quoi que ce soit s'ils ne s'alimentent pas. L'agriculture est donc essentielle pour notre économie dans le sens où elle fournit à la population les aliments sains qu'il lui faut. Et comme nous comptons parmi les sept pays ayant la capacité d'exporter des produits agricoles pour nourrir des populations ailleurs dans le monde, nous pouvons dire que l'agriculture est un secteur extraordinaire de notre économie et que son apport est extraordinaire pour l'humanité.

M. Ken Hardie (Fleetwood—Port Kells, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député de son premier discours. Les gens des Prairies sont les meilleurs. J'ai grandi à Edmonton et j'ai passé de nombreuses années dans l'Ouest du Manitoba, à Brandon, dans la région agricole. J'éprouve beaucoup de respect pour les gens qui cultivent la terre.

Je suis aussi inquiet, car je tiens personnellement à la souveraineté de notre approvisionnement alimentaire, ainsi qu'à sa qualité et à sa sécurité. Le député pourrait-il nous parler de certains des écarts qui pourraient exister entre les dispositions du Partenariat transpacifique, qu'appuie son parti, et les valeurs qui font en sorte que nos collectivités rurales se portent bien?

M. Martin Shields: Monsieur le Président, un des défis que doivent relever les différents secteurs qui composent nos collectivités agricoles est le suivant: pouvons-nous répondre à toutes les demandes et régler toutes les questions dans un accord commercial? Je suis fier des accords commerciaux qui ont été négociés au fil des ans.

L'industrie laitière est un des secteurs où j'ai entendu ce genre de commentaires. Les producteurs laitiers que j'ai rencontrés m'ont dit qu'ils étaient très inquiets de ce que pourrait contenir cet accord. Les producteurs laitiers figurent au nombre des personnes qui travaillent le plus fort au pays. Ils travaillent de longues journées. Ce sont des gens formidables. Ils vivent en milieu rural et ils appuient leurs collectivités. Je me demandais donc comment ils allaient réagir à cet accord. Ils sont d'accord pour dire que, d'après ce qu'ils ont vu jusqu'ici, cet accord serait profitable pour eux.

Mme Anita Vandenberg (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Brampton-Est.

Comme c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre, je tiens à remercier chaleureusement les gens d'Ottawa-Ouest—Nepean de m'avoir accordé leur confiance pour les représenter. Je continuerai à écouter les gens d'Ottawa-Ouest—Nepean et je présenterai leurs idées à la Chambre pour qu'elle en tienne compte dans son processus de décision.

Je tiens aussi à remercier ma famille, dont le soutien et les encouragements m'ont permis d'être ici: mes parents, Herman et Maria Vandenberg, qui, comme tant d'autres, ont quitté les Pays-Bas pour se bâtir une nouvelle vie au Canada, ma soeur Melinda, mon tendre époux, Don Dransfield, ainsi que ma belle-fille Courtney, qui sont venus me voir aujourd'hui.

Je vous félicite, monsieur le Président, de vos nouvelles responsabilités à la présidence de la Chambre et je félicite aussi tous les députés d'avoir été élus, plus particulièrement les 196 autres députés qui, comme moi, ont été élus pour la première fois. Je suis impatiente de collaborer avec tous les députés, quelles que soient leurs allégeances, et d'apporter du sang neuf; je ne ménagerai aucun effort pour améliorer la vie des Canadiens.

J'aimerais aborder quelques-unes des grandes lignes du discours du Trône qui comptent pour les gens d'Ottawa-Ouest—Nepean.

J'aimerais parler d'abord de la promesse que nous avons faite de gouverner de façon plus ouverte, transparente et inclusive. Nous nous sommes engagés à ce que chaque vote compte et à ce que de vastes consultations soient menées auprès des Canadiens, pour qu'on puisse dire que les élections de 2015 auront donc été les dernières à se faire selon le système anachronique qu'est le système uninominal à un tour.

Toutefois, nous n'en resterons pas là. Nous permettrons aux députés de faire plus efficacement leur travail. En tenant davantage de votes libres, en renforçant les comités et en ne permettant plus le recours aux projets de loi omnibus, nous favoriserons le dialogue et le débat, ce qui permettra d'élaborer de meilleures politiques.

• (1745)

[Français]

La plus grande force d'un pays démocratique est son peuple, ses idées, son savoir et ses expériences. Nous allons respecter et écouter les fonctionnaires, les scientifiques, les diplomates et tous les Canadiens.

*L'Adresse**[Traduction]*

Je suis fière de compter de nombreux fonctionnaires dans ma circonscription. Le discours du Trône contient l'engagement que le gouvernement sera plus ouvert, transparent et axé sur la collaboration. Quand nous prendrons des décisions, nous respecterons l'indépendance et le professionnalisme des fonctionnaires et nous écouterons les scientifiques, les experts, les intervenants ainsi que tous ceux qui sont touchés par les politiques gouvernementales. Nos décisions seront fondées sur des données et des faits et nous gouvernerons pour l'ensemble des Canadiens.

La circonscription que je représente est très diversifiée. Un habitant sur trois n'est pas né au Canada. Il y a beaucoup de personnes âgées. En fait, plus de 10 % de la population a plus de 65 ans. Il y a aussi un nombre croissant de jeunes familles avec des enfants. La disparité des revenus est importante et on y trouve certains des quartiers les plus riches et les plus pauvres du pays. Dans cette collectivité dynamique et accueillante, les gens comprennent que si les voisins s'en tirent bien, tout le monde va bien. C'est pourquoi je suis fière des engagements pris dans le discours du Trône relativement à la réduction des impôts pour la classe moyenne, à la bonification du Régime de pensions du Canada pour offrir aux personnes âgées une retraite plus tranquille et au renforcement du régime d'assurance-emploi.

Les investissements que le gouvernement effectuera dans les infrastructures sociales, les technologies vertes et la croissance économique contribueront à combler l'écart entre les riches et les pauvres et garantiront à tous les Canadiens des chances égales de réussite.

Je me réjouis particulièrement de notre engagement à créer davantage de débouchés pour les jeunes Canadiens et à offrir une nouvelle allocation canadienne aux enfants qui sortira plus de 315 000 enfants de la pauvreté.

[Français]

Mes parents sont des immigrants. Ils sont venus ici des Pays-Bas, dans les années 1960. Ma soeur et moi avons eu la chance de réussir, d'aller à l'université et de trouver de bons emplois. Je veux que chaque enfant du Canada ait les mêmes occasions de réussite que moi.

[Traduction]

Le Canada a toujours été un pays accueillant. Des gens viennent ici des quatre coins du monde pour y trouver la paix et la prospérité et pour s'y établir. Les gens qui sont nés ici, dont les ancêtres étaient ici, ont toujours accueilli les nouveaux arrivants à bras ouverts. Nous avons noué des liens et avons cherché à nous comprendre les uns les autres. Cela est d'autant plus important en ces temps difficiles. Voilà la raison pour laquelle le Canada est fort.

Je suis fière du fait que le gouvernement s'est engagé à être davantage inclusif, à appuyer la parité hommes-femmes, à accueillir des réfugiés, à appuyer la réunification des familles d'immigrants et à favoriser une véritable réconciliation avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis.

Je suis fière du fait que le cabinet compte 50 % de femmes et 50 % d'hommes, mais nous devons faire davantage.

Un trop grand nombre de femmes sont victimes de violence au Canada simplement parce qu'elles sont des femmes. Le fait que plus de 1 200 femmes et filles autochtones soient disparues ou aient été assassinées porte atteinte à la cohésion nationale. C'est pourquoi je suis heureuse que le gouvernement ait annoncé la tenue d'une enquête publique nationale. Cependant, ce n'est qu'un premier pas.

Nous avons beaucoup de chemin à faire pour parvenir à la pleine parité femmes-hommes. Je me réjouis des observations récentes de la nouvelle ministre de la Condition féminine au sujet de l'amélioration du bien-être matériel des femmes et des enfants.

Tout comme le Canada a à coeur les droits de la personne et l'égalité au Canada, nous renouvellerons notre engagement à l'égard des personnes les plus vulnérables ailleurs dans le monde. Le discours du Trône parle d'aide au développement accordée aux personnes les plus pauvres du monde et d'un engagement renouvelé en ce qui concerne les opérations de maintien de la paix des Nations unies.

En tant que civile ayant participé à de telles opérations de maintien de la paix, je sais d'expérience le rôle essentiel que le Canada peut jouer en matière de prévention de conflits, de reconstruction après conflit et de soutien pour les opérations militaires et civiles de maintien de la paix. Je me réjouis à l'idée que le Canada sera un champion mondial pour la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui prévoit que les femmes participent à tous les efforts visant à maintenir et à promouvoir la paix et la sécurité.

Il ne faut pas oublier non plus qu'une intervention précoce et rapide peut souvent empêcher les conflits de dégénérer, et que le Canada est le pays tout indiqué pour investir dans les institutions de gouvernance démocratique dans les États en déliquescence ou fragilisés. Nous avons beaucoup à faire pour reconstruire nos mécanismes d'aide et de développement internationaux, mais de tels défis offrent aussi des occasions d'innovation et la possibilité de reprendre des modèles qui ont fait leurs preuves ailleurs dans le monde.

Parce que j'ai travaillé pendant de nombreuses années au sein d'agences des Nations unies, j'ai appris avec joie la semaine dernière que le Haut-Commissariat pour les réfugiés considérait le Canada comme un modèle international en regard de l'établissement de réfugiés syriens. Comme bien des Canadiens, je me réjouis à l'idée d'accueillir d'ici le mois de février 25 000 réfugiés syriens. Je suis particulièrement heureuse de la générosité des résidents d'Ottawa-Ouest—Nepean, qui sont venus en grand nombre me demander ce qu'il pouvait faire pour aider. J'ai été surtout émue de voir les nombreux groupes d'immigrants bien établis qui se préparent à aider les nouveaux arrivants. C'est cet esprit communautaire qui fait du Canada l'un des pays les plus remarquables du monde. Lorsque les Canadiens s'unissent ainsi pour atteindre un but unique, ce qui était impossible devient possible. Quand je vois tout ce que les Canadiens moyens sont prêts à faire pour aider des réfugiés dans le besoin, je suis plus fière que jamais d'être Canadienne.

Le Canada assume à nouveau un rôle de leader dans le monde. Le changement climatique est sans doute le dossier clé sur lequel nos enfants et nos petits-enfants nous jugeront. Je suis heureuse que le premier ministre et la ministre aient joué un rôle prépondérant dans le cadre des pourparlers de Paris, et que le gouvernement se soit, dans le discours du Trône, engagé à investir dans les technologies propres et à réduire la pollution causée par le carbone. Le Canada est vraiment de retour.

À l'occasion de mon premier discours au Parlement, je tiens à expliquer pourquoi je suis ici et pour qui j'ai l'intention de travailler au cours des prochaines années.

Je suis ici pour Flaminia, une fillette de 12 ans dont les parents ont fui le Congo pour trouver refuge au Canada. Elle grandit dans un complexe de logements sociaux dans l'un des quartiers les plus pauvres de ma circonscription, dans une famille de six enfants. Elle compte parmi les 14 % d'habitants de ma circonscription qui ont le français comme première langue. Flaminia veut faire une carrière de journaliste, et je veux veiller à ce qu'elle puisse réaliser son rêve.

Je suis ici pour Vesna, 79 ans, qui s'occupe encore de son fils autiste de 55 ans qui est sur une liste d'attente de logement depuis 15 ans. Je veux que, grâce à nos investissements dans l'infrastructure sociale, elle sache que son fils pourra vivre de manière autonome lorsqu'elle ne pourra plus s'occuper de lui.

Je suis ici pour Roland, un ingénieur qui a perdu son emploi à Nortel et qui enseigne le français à temps partiel.

Je veux que tous les Canadiens puissent utiliser leurs compétences et contribuer pleinement à l'économie.

J'ai une foule d'autres histoires semblables. Mais, mon temps de parole est limité aujourd'hui.

J'ai bon espoir qu'en cette 42^e législature, les députés travailleront dans un esprit de collaboration, qu'ils écouteront les Canadiens et que, forts des engagements pris dans le discours du Trône, ils amélioreront nos collectivités et notre pays.

• (1750)

M. Brad Trost (Saskatoon—University, PCC): Monsieur le Président, c'est un plaisir de vous voir de retour au fauteuil.

J'ai écouté avec intérêt les questions de ma collègue. J'ai entendu plus d'un député libéral parler de cette question, de leur hostilité — le mot est peut-être un peu trop fort — à l'égard du système uninominal majoritaire à un tour, et dire que cela a été clairement énoncé durant la campagne électorale.

Fait intéressant, la candidate libérale dans ma circonscription ne l'a pas mentionné publiquement et n'a donné aucune information sur cette question durant toute la campagne. Peut-être que c'était différent dans le reste du pays.

Comme on l'a déjà souligné, les libéraux proposent un changement fondamental, qu'il s'agisse d'un système proportionnel, d'un mode de scrutin préférentiel, etc. La députée serait-elle ouverte à l'idée de tenir un référendum sur les changements majeurs qu'ils proposent, lorsque nous aurons terminé l'étude? Dans la négative, pourquoi ne pourrions-nous pas le faire pour un changement si important?

Dans le passé, nous avons déjà organisé des référendums et consulté la population. Les libéraux seraient-ils disposés à consulter les gens au sujet d'un changement majeur au système électoral canadien?

• (1755)

Mme Anita Vandebeld: Monsieur le Président, voilà exactement pourquoi le gouvernement est résolu à consulter les Canadiens au sujet du nouveau système électoral.

Le système uninominal majoritaire à un tour n'est jamais considéré comme une pratique exemplaire à l'échelle internationale. En fait, les 10 pays du monde qui élisent le moins de femmes utilisent tous un système uninominal majoritaire à un tour.

Pendant la campagne électorale, j'ai rencontré beaucoup de Canadiens qui m'ont dit qu'en raison du système actuel, ils ne pouvaient pas voter pour leur premier choix et devaient opter pour un vote stratégique.

L'Adresse

Selon moi, les citoyens devraient avoir plus d'options, et non moins, quand il s'agit de voter. Ils devraient pouvoir voter comme ils le souhaitent vraiment. Voilà pourquoi nous commencerons par mener une vaste consultation auprès des Canadiens au sujet du système électoral qui répondrait à leurs besoins.

M. Arnold Chan (Scarborough—Agincourt, Lib.): Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à féliciter la nouvelle députée d'Ottawa-Ouest—Nepean et à lui souhaiter la bienvenue à la Chambre des communes. Elle succède à une très grande pointure dans la circonscription d'Ottawa-Ouest—Nepean. J'en profite pour rendre hommage à l'honorable John Baird pour le travail formidable qu'il a accompli à la Chambre. Je suis convaincu que la nouvelle députée saura laisser sa marque comme l'a fait son prédécesseur.

J'ai vu dans sa biographie que la députée est experte en développement international. Pourrait-elle nous parler des investissements ou des autres mesures qui seraient nécessaires pour rétablir le rôle du Canada sur la scène internationale, particulièrement au chapitre du développement international?

Mme Anita Vandebeld: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question et de ses bonnes paroles à mon sujet et celui de mon prédécesseur. J'aimerais également rendre hommage aux autres personnes qui ont représenté la circonscription par le passé et dont j'espère être à la hauteur, dont Marlene Catterall, David Daubney et bien d'autres.

En ce qui concerne le développement international, je pense que l'occasion est bonne pour nous de nous pencher sur ce qui se fait à l'étranger afin de cerner les pratiques exemplaires dans le monde, autant en ce qui concerne la structure des politiques d'aide internationale au Canada que les domaines où le Canada est en mesure de mettre à profit ses compétences spécialisées, que ce soit dans une région donnée du monde ou dans certains sujets, comme la gouvernance.

Surtout compte tenu des modifications récemment apportées au modèle, le moment est idéal pour nous de faire en sorte que le Canada aide les pays les plus vulnérables tout en contribuant à la prévention des conflits et en travaillant avec les États fragiles ou en déroute. C'est l'engagement qu'a pris le gouvernement.

[Français]

Mme Anne Minh-Thu Quach (Salaberry—Suroît, NPD): Monsieur le Président, je vous félicite pour votre nouvelle fonction. En fait, c'est une fonction que vous retrouvez puisque vous l'avez déjà occupée.

J'aimerais savoir ce que pense ma collègue de ce qui suit: dans le discours du Trône, on parle beaucoup d'aider les familles, mais il n'y a aucune mention sur la façon dont le gouvernement libéral va aider les familles à avoir un accès universel à un service de garde abordable. Cela aiderait plusieurs femmes à accéder au marché du travail, ce qui n'est pas toujours évident, encore aujourd'hui en 2015. Cela pourrait aussi aider les jeunes femmes à s'impliquer en politique, par exemple.

[Traduction]

Mme Anita Vandebeld: Monsieur le Président, nous sommes très fiers du fait que l'Allocation canadienne aux enfants aidera neuf familles sur dix et sortira plus de 300 000 enfants de la pauvreté.

L'Adresse

De surcroît, nous comptons affecter une partie des fonds d'infrastructure aux infrastructures sociales, qui comptent notamment le logement, la garde des enfants et j'en passe. Toutes les familles, dont celles avec enfants, bénéficieront de la baisse d'impôt que nous consentirons à la classe moyenne.

• (1800)

M. Raj Grewal (Brampton-Est, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur et un privilège d'intervenir à la Chambre pour la toute première fois.

Permettez-moi d'abord de remercier les merveilleux habitants de Brampton-Est de m'avoir donné l'occasion d'être leur porte-parole à Ottawa.

J'aimerais également prendre un instant pour remercier les innombrables bénévoles qui ont posé des affiches, fait des appels et frappé aux portes. Ils s'y sont pris à l'ancienne pour gagner la confiance des habitants de Brampton-Est: une maison à la fois, un vote à la fois. Je dois ma présence dans cette enceinte à leurs efforts. Je n'oublierai jamais ceux et celles qui m'ont fait élire.

J'habite Brampton-Est depuis 24 ans. L'histoire de ma famille est très semblable à celle de nombreuses familles de l'ensemble de notre grand pays. Je suis fier d'être le fils d'un chauffeur de taxi et d'une travailleuse d'usine. Mes parents ont immigré dans notre magnifique pays à la fin des années 1970. Ils ont travaillé fort pour réaliser leur propre rêve canadien. Ma mère a même accepté de faire un quart de travail supplémentaire pour que mes soeurs et moi puissions avoir tout ce qu'il y a de mieux. Mes parents savaient que, avec un peu d'espoir et beaucoup de travail, tout est possible dans ce pays. Tout est possible pour une personne qui est prête à ne ménager aucun effort, peu importe ses origines ou son apparence. C'est seulement dans le meilleur pays du monde qu'une histoire comme la mienne est possible. Trente-cinq ans après l'arrivée de mes parents au Canada, j'ai pu fréquenter des établissements parmi les meilleurs du pays, être admis au Barreau de l'Ontario et devenir député de Brampton-Est. Seul le Canada pouvait m'offrir cela.

En écoutant le discours du Trône, j'ai été très fier d'entendre que le gouvernement a l'intention d'aider les Canadiens, de réduire les impôts de la classe moyenne, de collaborer avec les provinces pour améliorer le Régime de pensions du Canada, d'investir massivement dans les transports en commun, les infrastructures vertes et les infrastructures sociales, et de faire en sorte d'être plus transparent et de rendre davantage de comptes aux Canadiens.

N'oublions jamais les Canadiens qui nous ont élus pour les représenter ici: les pères de famille qui, partout au pays, conduisent des taxis et des camions pour que leur famille ait une meilleure qualité de vie, les mères seules qui soulèvent des boîtes dans les usines pour nourrir les leurs, ou les nouveaux immigrants qui viennent ici pour tenter de réaliser le rêve canadien.

Il faut garder ce rêve en vie pour les générations futures, qui nous jugeront selon notre contribution. Serons-nous considérés comme des bâtisseurs de nation ou des politiciens de la discorde? Faisons de cette législation une chose exceptionnelle. Assurons-nous que tous les Canadiens aient une chance égale de concrétiser leurs rêves. C'est ensemble que nous tendrons vers cet objectif, ce qui est particulièrement bien.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je suis très content de la façon dont le dernier intervenant s'est présenté. L'histoire qu'il a racontée à la Chambre est importante. Il y a tant de belles réussites parmi les gens qui sont arrivés au Canada en tant que résidents permanents, par le processus

d'immigration, ou en tant que réfugiés. À tous les niveaux de la société, leur réussite contribue à notre économie et à notre tissu social. L'intervenant précédent n'est qu'un exemple de réussite parmi de nombreux autres. Il y en a beaucoup. Les parents font des sacrifices énormes pour que leurs enfants soient en mesure de réussir et de les rendre fiers. Je suis certain que sa famille est fière du député. Au cours des prochaines années, nul doute que les électeurs qu'il représente lui seront très reconnaissants de la compétence avec laquelle il les aura représentés.

Ma question porte sur le discours du Trône. Le député a fait allusion à l'Allocation canadienne aux enfants, grâce à laquelle des dizaines de milliers d'enfants seront tirés de la pauvreté et la classe moyenne disposera de plus d'argent. Mon collègue pourrait-il nous livrer ses observations sur l'importance de soutenir les enfants et la classe moyenne du Canada?

• (1805)

M. Raj Grewal: Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député pour sa réélection à la Chambre. C'est un honneur et un privilège d'être parmi tous les députés de la Chambre.

C'était une excellente question au sujet de notre engagement à aider la classe moyenne et de la création de l'Allocation canadienne aux enfants, qui sera présentée dans le budget du gouvernement. L'Allocation canadienne aux enfants permettra de sortir quelque 300 000 enfants de la pauvreté au pays, grâce à un investissement direct dans le portefeuille de leur famille. Par exemple, une famille de deux enfants dont le revenu familial est de 45 000 \$ recevra des chèques totalisant 6 000 \$ après impôt. Ce sont des estimations approximatives.

Je suis heureux que le gouvernement s'engage à aider la classe moyenne. L'Allocation canadienne aux enfants aura une incidence directe sur le portefeuille des familles de tout le pays.

L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC): Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député pour son élection au Parlement et pour son discours éloquent au sujet du rêve canadien. Les députés de tous les partis croient en la possibilité et la capacité de réaliser ce rêve.

Le député et moi avons presque le même âge. Lui et le premier ministre, même, auraient pu profiter de l'allocation familiale: une tentative de la génération précédente d'aider les familles à absorber le coût d'élever leurs enfants. Ce qui était intéressant avec l'allocation familiale — que nous avons tous deux reçus — et la Prestation universelle pour la garde d'enfants du gouvernement précédent, c'était son caractère universel. Nous n'avons pas choisi les bénéficiaires; nous avons donné une chance à toutes les familles.

Je demande au député pourquoi les libéraux se débarrassent d'une allocation offerte à toutes les familles, qui tentent à leur façon de subvenir aux besoins de leurs enfants? L'universalité a bien fonctionné pour l'allocation familiale et pour la PUGE. Pourquoi le gouvernement veut-il maintenant choisir les familles qui bénéficieront de ce soutien?

M. Raj Grewal: Monsieur le Président, si la prestation universelle pour la garde d'enfants n'a pas fonctionné, c'est qu'elle aidait de façon disproportionnée les personnes les plus riches.

Rappelons aussi que le crédit d'impôt instauré par le gouvernement précédent était imposable. Quand nous faisons du porte-à-porte, pendant la campagne, nous nous faisons dire par des familles qu'elles touchaient la prestation, mais qu'elles devaient ensuite payer de l'impôt là-dessus. Elles avaient l'impression que ce qu'on leur donnait d'une main, on le leur enlevait de l'autre.

L'Adresse

L'allocation canadienne aux enfants est un investissement ciblé visant à aider les Canadiens les plus vulnérables, ceux qui ont le plus besoin d'aide, à obtenir de l'argent. Nous demandons aux contribuables les plus riches, qui constituent 1 % de la population, d'en faire un peu plus pour que les familles de la classe moyenne en aient plus.

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP): Monsieur le Président, je félicite le député de Brampton-Est de son discours plein de fougue. Lorsque nous relatons notre expérience personnelle dans cette enceinte, nous mettons en évidence les raisons pour lesquelles nous sommes ici.

Je tiens aussi à souligner que j'ai eu l'honneur d'être l'adjoint de circonscription de l'ancienne députée de Nanaimo—Cowichan, Jean Crowder, qui a été la collègue de nombreux députés ici, à la Chambre. Dans le cadre de ce travail, j'ai eu l'occasion de constater que certaines personnes devaient occuper deux ou trois emplois uniquement pour arriver à joindre les deux bouts. Bon nombre d'entre elles ne gagnaient tout simplement pas assez d'argent pour répondre à leurs besoins en travaillant 40 heures par semaine.

Je veux demander à mon collègue d'aider ces gens et de leur donner un salaire qui leur permettra de subvenir à leurs besoins. Vaut-il collaborer avec nous pour porter le salaire minimum fédéral à 15 \$ l'heure, ce qui nous permettrait de donner l'exemple au reste de notre merveilleux pays et d'inciter les provinces à nous emboîter le pas?

M. Raj Grewal: Monsieur le Président, voilà une excellente question.

Une chose que nous avons en commun, mon collègue et moi, c'est que nous avons tous deux été adjoints de circonscription. J'ai déjà travaillé pour un ministre de l'Industrie. C'est quand même fantastique que nous siégeons aujourd'hui comme collègues.

La question portait sur l'aide aux familles canadiennes. Le gouvernement a pris deux engagements clairs. L'un consiste à réduire les impôts des familles de la classe moyenne pour laisser l'argent dans leurs poches et ainsi aider les Canadiens les plus vulnérables, l'autre à créer l'allocation canadienne aux enfants, dont j'ai déjà parlé, un investissement qui, lui aussi, ira directement dans les poches des gens pour les aider dans leur quotidien.

Lorsque j'étais adjoint de circonscription, beaucoup de Canadiens venaient au bureau nous parler de la difficulté de vivre d'un chèque de paye à l'autre. Le gouvernement prend les devants pour s'assurer que tous les Canadiens disposent de plus d'argent pour vivre.

• (1810)

Le vice-président: Avant de reprendre le débat et de donner la parole au député de Scarborough—Agincourt, je lui signale qu'il ne reste que trois minutes environ à la période accordée aux débats cet après-midi. Il peut commencer son discours, et le reste de son temps de parole lui sera accordé lorsque la Chambre étudiera de nouveau la question cette semaine.

Reprenons le débat. Le député de Scarborough—Agincourt a la parole.

M. Arnold Chan (Scarborough—Agincourt, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux de participer au débat sur le discours du Trône. Toutefois, avant de commencer, puisque c'est la première fois que je prends la parole, je tiens à rendre hommage aux gens de Scarborough—Agincourt, qui m'ont réélu pour que je continue de les représenter dans cette enceinte, malgré mes problèmes de santé au début de l'année. J'ai beaucoup apprécié le formidable soutien qui m'a été offert non seulement par mes concitoyens, qui nous ont

inondés de leurs bons vœux, ma famille et moi, mais également par mes collègues députés de la 41^e législature.

Je voudrais remercier les députés de tous les partis de m'avoir si bien entouré de leurs témoignages de compassion pendant une période qui, je dois l'avouer, a été difficile.

Je voudrais également en profiter pour féliciter tous les nouveaux députés qui viennent de faire leur entrée au Parlement pour la 42^e législature. Je me réjouis à l'idée de travailler avec l'ensemble des députés au cours de cette législature, afin de favoriser la démocratie et de nous assurer de ne ménager aucun effort pour bien servir les Canadiens de l'ensemble du pays.

En ce qui concerne la question de fond dont la Chambre est saisie, c'est-à-dire le discours du Trône, je souligne que celui-ci porte sur cinq thèmes majeurs et qu'il se veut un discours axé sur des mesures concrètes. Il fait essentiellement état de l'importance, comme nous l'avons dit pendant la campagne électorale, de créer une classe moyenne forte et de faire en sorte que cette classe moyenne ait de nouveau l'occasion de sentir qu'elle participe vraiment à l'économie canadienne.

Pendant le débat et la période des questions, nous avons entendu des préoccupations au sujet des changements proposés au système électoral. Je tiens simplement à préciser aux députés, tout particulièrement ceux de l'opposition officielle, que notre intention est de mettre fin au système uninominal majoritaire à un tour. Nous souhaitons amorcer un processus parlementaire permettant d'établir les paramètres selon lesquels nous pourrions consulter les Canadiens, de sorte que nous puissions adopter une autre approche que l'actuel système uninominal majoritaire à un tour pour élire les députés.

Le troisième thème dont il a été question est l'établissement d'un nouveau point de vue en ce qui concerne l'environnement. Le discours du Trône donne essentiellement un aperçu du changement fondamental entre le point de vue de l'ancien gouvernement et celui du gouvernement actuel, qui, lui, reconnaît l'importance d'établir un lien entre l'environnement et l'économie. Manifestement, nous irons de l'avant et veillerons à faire croître notre économie, et ce, de façon durable.

Le quatrième thème abordé dans le discours du Trône consiste essentiellement à reconnaître l'énorme diversité qui compose le Canada, qu'il s'agisse des différentes régions du pays ou de la nature en pleine évolution de notre population.

Enfin, le discours du Trône a traité de questions relatives à la sécurité et aux possibilités. Il a décrit un élément vraiment important, qui consiste à faire en sorte que nous progressions en toute sécurité, tout en saisissant les nouvelles possibilités qui favoriseront la croissance de notre économie...

Le vice-président: À l'ordre, s'il vous plaît. J'ai commis une légère erreur. Dans quelques instants, le sous-amendement sera mis aux voix. Quand le député prendra la parole à la prochaine étape, peut-être au cours d'un débat sur l'amendement, il disposera d'une période entière pour intervenir.

Comme il est 18 h 16, je dois interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ le sous-amendement dont la Chambre est saisie.

L'Adresse

● (1815)

[Français]

Le vice-président: La mise aux voix porte sur le sous-amendement. Plaît-il à la Chambre d'adopter le sous-amendement?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Le vice-président: Que tous ceux qui appuient le sous-amendement veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

Le vice-président: Que tous ceux qui s'y opposent veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

Le vice-président: À mon avis, les non l'emportent.

Et cinq députés ou plus s'étant levés:

Le vice-président: Convoquez les députés.

● (1850)

[Traduction]

(Le sous-amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote suivant:)

*(Vote n° 1)***POUR**

Députés

Angus	Ashton
Aubin	Barsalou-Duval
Beaulieu	Benson
Blaikie	Blaney (North Island—Powell River)
Boudrias	Boulerice
Boutin-Sweet	Brosseau
Cannings	Caron
Choquette	Christopherson
Davies	Donnelly
Dubé	Duncan (Edmonton Strathcona)
Dusseault	Duvall
Fortin	Garrison
Gill	Hardcastle
Hughes	Johns
Jolibois	Julian
Kwan	Laverdière
MacGregor	Malcolmson
Marcil	Masse (Windsor West)
Mathysen	Moore
Mulcair	Nantel
Plamondon	Quach
Ramsey	Rankin
Saganash	Sansoucy
Ste-Marie	Stetski
Stewart	Thériault
Trudel	Weir- — 52

CONTRE

Députés

Aboultouf	Albas
Albrecht	Aldag
Alghabra	Alleslev
Allison	Ambrose
Amos	Anandasangaree
Anderson	Arnold
Arseneault	Arya
Ayoub	Badawey
Bagnell	Bains
Barlow	Baylis
Beech	Bélangier
Bennett	Bergen
Bernier	Berthold
Bezan	Bibeau
Bittle	Blair
Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis)	Block
Boissonnault	Bossio
Boucher	Brassard
Bratina	Breton

Brison	Brown
Caesar-Chavannes	Calkins
Carr	Carrie
Casey (Cumberland—Colchester)	Casey (Charlottetown)
Chagger	Champagne
Chan	Chen
Chong	Clarke
Clement	Cooper
Cormier	Cuzner
Dabrusin	Damoff
DeCoursey	Deltell
Dhaliwal	Dhillon
Di Iorio	Dion
Diotte	Doherty
Dreeshen	Drouin
Dubourg	Duclos
Duguid	Dzerowicz
Easter	Eglinski
Ehsassi	El-Khoury
Ellis	Erskine-Smith
Eyking	Eyolfson
Falk	Fast
Fergus	Fillmore
Finley	Finnigan
Fisher	Fonseca
Foote	Fragiskatos
Fraser (West Nova)	Fraser (Central Nova)
Freeland	Fry
Fuhr	Gallant
Garneau	Généreux
Genius	Gerretsen
Gladu	Godin
Goldsmith-Jones	Goodale
Gould	Gourde
Graham	Grewal
Hajdu	Harder
Hardie	Harper
Harvey	Hehr
Hillyer	Hoback
Holland	Housefather
Hussen	Hutchings
Iacono	Jeneroux
Joly	Jones
Jordan	Jowhari
Kang	Kelly
Kenney	Kent
Khalid	Khera
Kitchen	Kmicc
Lake	Lamoureux
Lapointe	Lauzon (Stormont—Dundas—South Glengarry)
Lauzon (Argenteuil—La Petite-Nation)	Lebel
LeBlanc	Lebouthillier
Lefebvre	Lemieux
Leslie	Levitt
Liepert	Lightbound
Lobb	Lockhart
Long	Longfield
Ludwig	MacAulay (Cardigan)
MacKenzie	MacKinnon (Gatineau)
Maguire	Maloney
Massé (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia)	
May (Cambridge)	
McCallum	McCauley (Edmonton West)
McColeman	McCrimmon
McDonald	McGuinty
McKay	McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)
McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo)	McLeod (Northwest Territories)
Mendès	Mendicino
Mihychuk	Miller (Bruce—Grey—Owen Sound)
Miller (Ville-Marie—Le Sud-Ouest—Île-des-Soeurs)	
Monsef	
Momeau	Morrissey
Murray	Nassif
Nater	Nault

Nicholson
 Obhrai
 Oliphant
 O'Regan
 Ouellette
 Peschisolido
 Petitpas Taylor
 Picard
 Poissant
 Raitt
 Rayes
 Rempel
 Rioux
 Robillard
 Romanado
 Rudd
 Rusnak
 Saini
 Samson
 Sarai
 Scarpaleggia
 Schiefke
 Schulte
 Sgro
 Sheehan
 Shipley
 Sidhu (Brampton South)
 Simms
 Sopuck

Nuttall
 O'Connell
 Oliver
 O'Toole
 Paul-Hus
 Peterson
 Philpott
 Poilievre
 Qualtrough
 Ratansi
 Reid
 Richards
 Ritz
 Rodriguez
 Rota
 Ruimy
 Sahota
 Sajjan
 Sangha
 Saroya
 Scheer
 Schmale
 Serré
 Shanahan
 Shields
 Sidhu (Mission—Matsqui—Fraser Canyon)
 Sikand
 Sohi
 Sorbara

Sorenson
 Stanton
 Stubbs
 Tabbara
 Tassi
 Tootoo
 Trudeau
 Van Loan
 Vandenbeld
 Vecchio
 Virani
 Warawa
 Watts
 Webber
 Wilkinson
 Wong
 Young
 Zahid

L'Adresse

Spengemann
 Strahl
 Sweet
 Tan
 Tilson
 Trost
 Van Kesteren
 Vandal
 Vaughan
 Viersen
 Wagantall
 Warkentin
 Waugh
 Whalen
 Wilson-Raybould
 Wrzesnewskyj
 Yurdiga
 Zimmer — 276

PAIRÉS

Aucun

Le Président: Je déclare le sous-amendement rejeté.

Comme il est 18 h 56, la Chambre s'ajourne à demain, à 14 heures, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 56.)

TABLE DES MATIÈRES

Le mardi 8 décembre 2015

DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse

M. Rayes	87
M. Lamoureux	88
M. Albas	88
M. Boulerice	88
M. Genuis	89
M. Lamoureux	90
Mme Boutin-Sweet	90
M. Dhaliwal	90
M. Albas	92
M. Boulerice	92
Mme Damoff	92
M. Carrie	94
Mme Sansoucy	94
M. Blaikie	94
Mme McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo)	95
M. Ayoub	96
M. Albas	96
M. Barsalou-Duval	96
M. Doherty	96
M. Simms	98
Mme Boutin-Sweet	98
M. Genuis	99
M. Arya	99
M. Genuis	100
M. Boulerice	100
M. Simms	100
Mme Dzerowicz	101
M. Cooper	102
M. Weir	102
M. Ferguson	102
M. Anandasangaree	103
M. Genuis	104
Mme Sansoucy	104
M. Champagne	105
Mme Jordan	105
M. Genuis	106
Mme Boutin-Sweet	106
M. Lamoureux	107
M. Albas	107
M. Sopuck	107
M. Ferguson	109
M. Donnelly	109
M. Warawa	110
M. Oliphant	111
M. Genuis	111
M. Blaikie	112
M. Hardie	112
M. Donnelly	113
M. Cannings	113
M. Erskine-Smith	114
M. O'Toole	115
Mme Sansoucy	116
M. Barlow	116
Mme Kwan	116

M. Genuis	117
M. Ferguson	118
Mme Boutin-Sweet	118
Mme Jolibois	118
M. Lamoureux	119
Mme Gladu	119
M. Weir	120

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Honoré-Mercier

M. Rodriguez	120
--------------	-----

Kitchener—Conestoga

M. Albrecht	120
-------------	-----

Châteauguay—Lacolle

Mme Shanahan	120
--------------	-----

Le Leviathan II

M. Johns	121
----------	-----

Nepean

M. Arya	121
---------	-----

Manmeet Singh Bhullar

M. Genuis	121
-----------	-----

La Garde côtière canadienne

Mme Fry	121
---------	-----

La Chambre de commerce de la région du Grand Charlottetown

M. Casey (Charlottetown)	121
--------------------------	-----

Les ressources naturelles

M. Barlow	122
-----------	-----

Les anciens combattants

Mme Sgro	122
----------	-----

Louis Riel

M. Vandal	122
-----------	-----

Les finances

M. Berthold	122
-------------	-----

L'Université de la Colombie-Britannique

Mme Murray	122
------------	-----

Jimmy Allen Chickite, alias «Ollie»

Mme Blaney (North Island—Powell River)	123
--	-----

Les affaires autochtones

Mme McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo)	123
--	-----

L'Holomodor

M. Wrzesnewskyj	123
-----------------	-----

QUESTIONS ORALES

La fiscalité

Mme Ambrose	123
M. Trudeau	123
Mme Ambrose	124
M. Trudeau	124
Mme Ambrose	124

M. Trudeau	124	M. Bains	128
M. Lebel	124	Les ressources naturelles	
M. Trudeau	124	M. Barlow	128
M. Lebel	124	M. Carr	128
M. Trudeau	124	L'emploi	
Les affaires autochtones		M. Nuttall	129
M. Mulcair	124	M. Bains	129
M. Trudeau	124	L'infrastructure	
La fiscalité		M. Godin	129
M. Mulcair	124	M. Sohi	129
M. Trudeau	125	La santé	
M. Mulcair	125	M. Davies	129
M. Trudeau	125	Mme Philpott	129
Postes Canada		Mme Sansoucy	129
M. Mulcair	125	Mme Philpott	129
M. Trudeau	125	Les sciences	
La sécurité publique		Mme Gladu	129
M. O'Toole	125	Mme Duncan (Etobicoke North)	129
M. Goodale	125	La fiscalité	
M. O'Toole	125	M. Aboultaif	130
M. Goodale	125	M. Morneau	130
M. Rayes	125	M. Warawa	130
M. Goodale	125	M. Morneau	130
M. Rayes	126	Les affaires autochtones	
M. Goodale	126	Mme Petitpas Taylor	130
La santé		Mme Bennett	130
Mme Leitch	126	La réforme démocratique	
Mme Philpott	126	M. Richards	130
L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté		Mme Monsef	130
Mme Rempel	126	La fiscalité	
M. McCallum	126	M. Boulerice	130
Les affaires autochtones		M. Morneau	130
Mme Jolibois	126	L'infrastructure	
Mme Bennett	126	M. Fisher	130
Mme Malcolmson	126	M. Sohi	131
Mme Bennett	127	La réforme démocratique	
Les affaires étrangères		M. Reid	131
M. Clement	127	Mme Monsef	131
M. Dion	127	La fiscalité	
M. Kent	127	M. Ste-Marie	131
M. Dion	127	M. Morneau	131
Les finances		Le commerce international	
Mme Raitt	127	M. Marcil	131
M. Morneau	127	M. MacAulay	131
Mme Raitt	127		
M. Morneau	127		
Le commerce international			
Mme Ramsey	127		
Mme Freeland	127		
Mme Brosseau	128		
M. MacAulay	128		
Parcs Canada			
M. Casey (Cumberland—Colchester)	128		
M. LeBlanc	128		
Les télécommunications			
M. Bernier	128		

DISCOURS DU TRÔNE	
Reprise du débat sur l'Adresse en réponse	
M. Rodriguez	132
M. Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis)	133
M. Choquette	133
M. Plamondon	133
M. Simms	134
M. Schmale	135
M. Aubin	135
M. Cuzner	135

M. Falk	136
M. Anandasangaree	137
Mme Quach	138
M. Carrie	138
M. Berthold	138
M. Scarpaleggia	140
M. Aubin	140
M. Albas	140
Mme Khalid	141
Mme Kwan	142
M. Aubin	142
M. Lamoureux	142
Mme Quach	142
M. Oliver	142
M. Carrie	144
M. MacGregor	144
M. Scarpaleggia	144
M. Samson	145
M. Schmale	146
Mme Mathysen	146
M. Fisher	147

M. Ouellette	147
Mme Duncan (Edmonton Strathcona)	148
M. Harvey	148
M. Kelly	149
M. El-Khoury	150
M. MacGregor	151
M. Shields	151
M. Finnigan	152
M. Barlow	153
M. Hardie	153
Mme Vandenbeld	153
M. Trost	155
M. Chan	155
Mme Quach	155
M. Grewal	156
M. Lamoureux	156
M. O'Toole	156
M. MacGregor	157
M. Chan	157
Rejet du sous-amendement	159

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : <http://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <http://www.ourcommons.ca>